

T. B. MACAULAY

HISTOIRE

ET

CRITIQUE

TRADUIT AVEC L'AUTORISATION DE L'AUTEUR

PAR G. LISSE ET P. PETROZ

ET PRÉCÉDÉ

D'UNE NOTICE BIOGRAPHIQUE SUR MACAULAY

BRUXELLES

COLLECTION HETZEL

MÉLINE CANS ET CIE, LIBRAIRES

BOULEVARD WATERLOO, 35

HISTOIRE

ET

CRITIQUE

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1

T. B. MACAULAY

HISTOIRE

ET

CRITIQUE

TRADUIT AVEC L'AUTORISATION DE L'AUTEUR

PAR G. LISSE ET P. PETROZ

ET PRÉCÉDÉ

D'UNE NOTICE BIOGRAPHIQUE SUR MACAULAY

BRUXELLES
COLLECTION HETZEL
MÉLINE CANS ET CIE, LIBRAIRES
BOULEVARD WATERLOO, 35

1860

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Thomas Babington Macaulay, l'illustre historien que vient de perdre l'Angleterre, naquit en 1800 à Rothley-Temple dans le comté de Lancastre. Il était fils de Zachary Macaulay dont le nom est inséparable du mouvement abolitionniste qui se produisit au commencement de ce siècle. Il fit ses études au collége de la Trinité, à Cambridge, fut reçu bachelier en 1822, alla étudier le droit à Lincoln's-Inn et fut appelé au barreau en 1826.

Deux ans auparavant il avait prononcé dans un meeting abolitionniste un discours plein de force, de passion et d'éloquence, qui lui avait valu les éloges de l'*Edinburgh Review*, organe des abolitionnistes, et les critiques de la *Quarterly Review*, représentant des intérêts opposés. Il avait la même année publié des vers dans le *Knight's Quarterly Magazine*, et peu de temps après excité l'enthousiasme de la *Quarterly Review* elle-même avec sa belle traduction de l'ode de Filicaia sur la délivrance de Venise. Il était donc déjà connu et admiré comme orateur et comme poëte, lorsqu'en 1826 il débuta comme essayste dans l'*Edinburgh Review* où fut inséré son article sur Milton.

Nommé Commissaire des faillites, il devint en 1832 membre du Parlement pour Calne, prit une part active à la discussion du bill de réforme, et soutint énergiquement la politique du ministère Grey. Il fut ensuite secrétaire du Bureau du contrôle et, aux élections de 1834, fut envoyé à la Chambre des communes par le bourg de Leeds, qui venait d'acquérir la franchise électorale. Il résigna peu de temps après sa charge et son siége au Parlement pour aller dans l'Inde avec la qualité de membre du Conseil suprême de Calcutta. Il avait une mission spéciale, celle

de rédiger un code de lois destiné aux possessions anglaises dans l'Inde. Son absence devait durer dix ans; mais il revint au bout de trois années. Sa santé était singulièrement altérée, et le code qu'il rapportait n'a jamais été mis en vigueur d'une façon complète.

Envoyé à la Chambre des communes par la ville d'Edimbourg en 1838, il fut nommé ministre de la guerre en 1839 et conserva ces fonctions jusqu'à la chute du ministère whig en 1841. Ce fut l'époque la plus brillante de sa vie. Membre éminent du cabinet et son défenseur le plus habile et le plus écouté, Macaulay était l'âme de l'*Edinburg Review* qui sans lui eût peut-être cessé d'exister après la retraite de Jeffrey. Ses beaux essais historiques, biographiques et critiques, ses célèbres études sur lord Clive et Warren Hastings, tous deux anciens gouverneurs de l'Inde, sur William Pitt, comte de Chatham, eurent un succès prodigieux et donnèrent une vie nouvelle au recueil whig près de périr. Jamais productions littéraires ne furent plus populaires et ne méritèrent plus de l'être.

Macaulay, ayant voté en faveur de la dotation du collége catholique de Maynooth, ne fut pas réélu par la ville d'Edimbourg en 1847; mais les Ecossais, désireux de lui faire oublier cet échec, le nommèrent lord recteur de l'Université de Glascow, puis, à la mort du professeur Wilson, président de l'Institut philosophique d'Edimbourg. C'est vers ce temps qu'il publia les premiers volumes de son *Histoire d'Angleterre*. Tout le monde sait comment fut accueillie cette histoire, arrivée aujourd'hui à sa onzième édition.

Macaulay, bien qu'il ne se fût pas mis sur les rangs, fut élu de nouveau par la ville d'Edimbourg en 1852. La Chambre des communes avait vivement ressenti sa perte, et l'on put juger de l'amertume de ses regrets à l'empressement avec lequel chacun se précipitait vers la salle des séances toutes les fois que le bruit courait que le grand historien s'était levé pour parler. Mais ses discours étaient rares. Il avait été gravement malade, il avait de fréquentes bronchites, il était très-affaibli, son œil était cave et souvent trouble, son visage ridé et décomposé, et, quand il quitta la Chambre en 1856, il n'était plus que l'ombre de lui-même.

Elevé à la pairie en 1857, Macaulay, croyons-nous, ne prit jamais la parole à la Chambre des lords. On avait espéré l'entendre à l'occasion du bill qui a donné le gouvernement de l'Inde à la Couronne; mais il était très-malade et n'assista pas même à la discussion. Il ne put pas se rétablir complétement, eut une rechute à la fin de l'année dernière, vit son état empirer de jour en jour et rendit le dernier soupir, le mercredi 28 décembre 1859.

HISTOIRE ET CRITIQUE

LORD CLIVE

JANVIER 1840

Vie de lord Robert Clive, d'après des papiers de famille communiqués par le comte de Powis; par le major général sir John Malcolm. *K. C. B.* 3 vol. in-8. Londres, 1836.

Nous avons toujours trouvé étrange que, l'histoire de la domination espagnole en Amérique étant familièrement connue de toutes les nations de l'Europe, les hauts faits de nos compatriotes dans l'Inde n'excitent, même en notre pays, qu'un médiocre intérêt. Tout écolier sait qui a emprisonné Montezuma, qui a étranglé Atahualpa, mais nous doutons qu'un homme sur dix, fût-ce parmi les Anglais ayant reçu la meilleure éducation, puisse nommer le vainqueur de la bataille de Buxar, l'auteur du massacre de Patna, puisse dire si Surajah Dowlah régnait sur Oude

ou sur Travancore, si Holkar était Hindou ou musulman. Cependant les sauvages vaincus par Cortès n'avaient aucune littérature, ils ignoraient l'emploi des métaux, ils n'avaient jamais façonné un seul animal au travail, ils se servaient uniquement d'armes fabriquées avec des bâtons, des cailloux et des os de poisson; ils regardaient un cavalier comme un monstre moitié homme et moitié animal, ils prenaient un arquebusier pour un sorcier disposant à son gré de la foudre; tandis que les peuples de l'Inde, lorsque nous les subjuguâmes, étaient dix fois aussi nombreux que les Américains dont triomphèrent les Espagnols, et de plus étaient aussi avancés en civilisation que ces derniers. Ils avaient élevé des cités plus vastes et plus belles que Saragosse ou Tolède, des monuments plus coûteux et plus beaux que la cathédrale de Séville. Ils avaient chez eux des banquiers plus riches que les banquiers les plus riches de Barcelone ou de Cadix; la splendeur de leurs vice-rois surpassait de beaucoup celle de Ferdinand le Catholique; leurs innombrables cavaliers et leurs immenses trains d'artillerie eussent étonné le grand capitaine. On aurait pu s'attendre à ce que tout Anglais prenant quelque intérêt à l'histoire serait curieux de savoir comment une poignée de ses compatriotes, séparés de leur pays par l'immensité des mers, subjuguèrent en peu d'années un des plus grands empires du monde; mais, à moins que nous ne nous trompions gravement, ce sujet est pour beaucoup de lecteurs plus qu'insipide; il est tout à fait répulsif.

C'est peut-être en partie la faute des historiens. Le livre de M. Mill, malgré son incontestable et exceptionnelle valeur, n'est pas assez animé et pittoresque pour captiver l'attention de ceux qui lisent uniquement dans le but de s'amuser. Orme, qu'aucun historien anglais ne surpasse quant au style et à la puissance du coloris, n'est pas loin d'ennuyer. Il consacre en moyenne une page in-quarto d'impression très-serrée aux événements de chaque quarante-huit heures; aussi sa narration, l'une des plus authentiques et des mieux écrites en notre langue, n'a jamais été populaire et de nos jours est à peine lue.

Les volumes que nous avons sous les yeux n'auront pas, nous le craignons, beaucoup d'attrait pour les lecteurs qu'Orme et Mill ont repoussés. Les matériaux mis à la disposition de sir John Malcolm par le dernier lord Powis avaient, certes, une grande importance; mais nous ne pouvons dire qu'ils aient été très-habilement mis en œuvre. Il serait toutefois injuste de critiquer avec sévérité un ouvrage que l'auteur, s'il avait vécu, aurait probablement condensé et mieux coordonné. Nous préférons donc accomplir un devoir plus agréable en remerciant la noble famille à laquelle le public doit tant de renseignements utiles et curieux.

Quelle que soit la part faite aux préventions favorables de ceux qui ont fourni et de ceux qui ont élaboré les matériaux, le livre, dans son ensemble, nous paraît trop exalter le caractère de lord Clive. Si nous sommes loin d'approuver le sévère jugement de M. Mill, qui semble attacher moins d'importance aux passages de son récit concernant Clive qu'à toute autre partie de son estimable ouvrage, nous ne sommes pas plus d'accord avec sir John Malcolm, dont l'enthousiasme dépasse celui des biographes ordinaires, et qui, dans les actions de son idole, ne peut rien voir que sagesse et justice. Clive, comme beaucoup d'hommes nés avec de fortes passions et soumis à de fortes tentations, commit des fautes graves; mais quiconque a étudié d'une façon sérieuse et complète sa vie entière doit reconnaître que notre île, si fertile en héros et en hommes d'État, n'a peut-être jamais produit un homme plus véritablement grand et à la guerre et au conseil.

Les Clive ont toujours habité depuis le douzième siècle une propriété de médiocre valeur près de Market-Drayton, dans le Shropshire. Ce modeste mais ancien héritage appartenait, sous le règne de Georges Ier, à M. Richard Clive, qui semble avoir été un homme simple, doué de peu de tact et de capacité. Il avait fait ses études de droit et partageait son temps entre les travaux de sa profession et les plaisirs d'un petit propriétaire. Il épousa une jeune femme de Manchester portant le nom de Gaskill, et devint le père d'une famille très-nombreuse. Robert, son fils aîné, le

fondateur de la domination anglaise dans l'Inde, naquit le 29 septembre 1725, dans l'ancienne résidence de ses ancêtres.

Quelques traits du caractère de l'homme se dessinèrent de bonne heure chez l'enfant. Des lettres écrites par ses parents, quand il était dans sa seizième année, nous apprennent que, même à cet âge peu avancé, sa forte volonté et ses passions fougueuses, jointes à un tempérament singulièrement intrépide, qui paraissait quelquefois incompatible avec un esprit sain, avaient déjà causé de vifs désagréments à sa famille. « L'habitude de combattre, à laquelle il est adonné outre mesure, dit un de ses oncles, rend son caractère tellement farouche et impérieux qu'il s'emporte à la moindre occasion. » Les vieillards du voisinage se rappellent encore avoir entendu leurs parents raconter comment Bob Clive grimpait au clocher de Market-Drayton et avec quelle terreur les habitants le voyaient assis sur une gargouille près du sommet; comment, de tous les gamins de la ville, il forma une espèce d'armée de pillards et força les boutiquiers à payer un tribut de pommes et de demi-pence en considération duquel il sauvegarda leurs croisées. Envoyé d'école en école, il n'avança pas dans ses études, et acquit partout la réputation d'un détestable garnement. Un de ses maîtres eut, dit-on, assez de sagacité pour prophétiser que ce paresseux garçon ferait un jour grande figure dans le monde; mais l'opinion générale semble avoir été que le pauvre Robert était un imbécile, sinon un scélérat. Sa famille n'attendait rien de bon de si piètres facultés intellectuelles et d'un tempérament si violent. Il ne faut donc pas s'étonner si, quand il eut atteint dix-huit ans, elle accepta pour lui avec joie une place de scribe au service de la Compagnie des Indes orientales, et l'envoya à Madras faire fortune ou mourir de la fièvre.

Le sort que Clive avait en perspective différait beaucoup de celui qui attend aujourd'hui les jeunes gens envoyés chaque année par le collége de la Compagnie des Indes aux présidences de notre empire asiatique. La Compagnie était alors simplement une corporation commerçante. Son territoire consistait en quelques milles

carrés pour lesquels elle payait une rente au gouvernement du pays; ses troupes étaient à peine assez nombreuses pour servir les batteries de trois ou quatre ports mal construits, destinés à protéger les magasins. Les indigènes, qui composaient la plus grande partie de ces garnisons, n'avaient pas encore été disciplinés à l'européenne; ils étaient armés les uns de sabres et de boucliers, les autres d'arcs et de flèches. La mission des employés de la Compagnie n'était pas, comme aujourd'hui, de diriger les affaires judiciaires, financières et diplomatiques d'un grand pays, mais de recueillir des capitaux, de faire des avances aux fabricants, de charger des navires et par-dessus tout de surveiller les négociants particuliers qui osaient enfreindre le monopole. Les plus jeunes commis étaient si misérablement rétribués qu'ils pouvaient à peine subsister sans contracter des dettes; les plus âgés s'enrichissaient en commerçant pour leur propre compte; et ceux qui vivaient assez pour s'élever au sommet de la hiérarchie accumulaient souvent des fortunes considérables

Madras, où Clive avait été envoyé, était peut-être alors le premier en importance des établissements de la Compagnie. Au siècle précédent, le fort Saint-Georges avait été construit sur une plage nue, battue par un ressac furieux, et, près de là, une ville habitée par plusieurs milliers de natifs était sortie de terre, comme dans l'Inde les villes sortent de terre, aussi rapidement que la gourde du prophète. Il y avait déjà dans les faubourgs plusieurs blanches villas entourées de jardins, où les riches agents de la Compagnie venaient, après les labeurs du bureau et du magasin, jouir de la fraîche brise qui au coucher du soleil s'élève de la baie de Bengale. Ces marchands grands seigneurs paraissent avoir eu des habitudes de profusion, de luxe et d'ostentation supérieures à celles des hauts fonctionnaires politiques et judiciaires qui leur ont succédé; mais ils comprenaient moins bien le confort. Une foule d'inventions qui maintenant tempèrent la chaleur brûlante du climat, conservent la santé et prolongent la vie, étaient inconnues. Les rapports avec l'Europe étaient bien moins fréquents

qu'à présent. Le voyage par le Cap, qui de notre temps a souvent été effectué en trois mois, l'était alors très-rarement en six et durait quelquefois plus d'une année. L'Anglo-Indien était par conséquent beaucoup plus étranger à sa patrie, plus familiarisé avec les usages orientaux, plus incapable de rentrer dans la société après son retour en Europe que l'Anglo-Indien moderne.

En dedans du fort et de ses limites, les gouverneurs anglais exerçaient, avec la permission des maîtres du pays, une large autorité pareille à celle que tout grand propriétaire indien exerçait sur son propre domaine; mais ils n'avaient jamais rêvé de réclamer un pouvoir indépendant. La contrée environnante était gouvernée par le nabab du Carnatic, un lieutenant du vice-roi de Deccan, qui, communément appelé le Nizam, n'était lui-même qu'un lieutenant du puissant prince connu de nos ancêtres sous le nom de Grand Mogol. Ces noms, jadis si augustes et si formidables, subsistent encore. Il y a encore un nabab du Carnatic : il vit d'une pension que lui allouent les Anglais sur les revenus de la province autrefois gouvernée par ses ancêtres. Il y a encore un Nizam; sa capitale est tenue en respect par un cantonnement anglais; il reçoit du résident anglais, sous le nom de conseils, des ordres qui ne doivent pas être discutés. Il y a encore un Mogol; on lui permet de s'amuser à tenir une cour et à recevoir des pétitions, mais il a moins de pouvoir, bienfaisant ou nuisible, que le plus jeune des fonctionnaires civils de la Compagnie.

Le voyage de Clive eut une durée exceptionnelle, même à cette époque. Le vaisseau resta quelques mois au Brésil, où le jeune aventurier prit une teinture de la langue portugaise et dépensa tout son argent. Il n'arriva dans l'Inde que plus d'un an après son départ d'Angleterre. Sa situation à Madras fut très-pénible. Il n'avait plus d'argent. Son traitement était fort modique. Il avait contracté des dettes. Il était misérablement logé; ce qui n'est point un médiocre malheur dans un pays dont un Européen ne trouve le climat supportable que s'il habite un appartement spacieux et bien situé. Il était muni de lettres de recommanda-

tion adressées à une personne qui aurait pu lui venir en aide; mais quand il débarqua au fort Saint-Georges cette personne était partie pour l'Angleterre. Le caractère hautain et réservé du jeune homme l'empêcha de se présenter lui-même à des étrangers. Il demeura plusieurs mois dans l'Inde avant d'avoir fait la connaissance d'une seule famille. Le climat eut de l'influence sur sa santé et sur ses idées. Les devoirs de sa place étaient peu en harmonie avec son tempérament ardent et audacieux. Il eut un vif désir de revoir sa patrie, et dans ses lettres à sa famille il se sert, pour exprimer ses sentiments, d'un langage plus doux et plus mélancolique que nous n'aurions pu nous y attendre en considérant soit l'humeur bourrue de son enfance, soit l'inflexible sévérité de son âge mûr. « Je n'ai pas passé, dit-il, un seul jour heureux depuis que j'ai quitté mon pays natal. Je dois avouer, dit-il encore, que par intervalles, quand je pense à ma chère Angleterre, cela m'affecte d'une façon singulière... Si j'étais assez heureux pour revoir encore ma patrie, et spécialement Manchester, j'aurais devant les yeux tout ce que je puis espérer ou désirer. »

Il trouva une précieuse consolation. Le gouverneur avait une bonne bibliothèque, et il permit à Clive de s'en servir. Le jeune homme consacra la plus grande partie de ses loisirs à la lecture, et c'est alors qu'il acquit tout ce qu'il a jamais possédé de connaissances littéraires. Enfant, il avait été trop paresseux; homme fait, il eut une vie trop laborieuse pour s'occuper de littérature.

Ni le climat, ni la pauvreté, ni l'étude, ni le chagrin de l'exil, ne purent cependant dompter l'audace effrénée de son caractère. Il se conduisit avec ses supérieurs comme il s'était conduit avec ses professeurs, et fut souvent en danger de perdre sa place. Deux fois, tandis qu'il résidait dans les bâtiments des employés, il essaya de se donner la mort, et deux fois le pistolet qu'il dirigeait contre sa propre tête ne partit point. Cette circonstance agit, dit-on, sur lui de même qu'elle avait agi sur Wallenstein lorsque celui-ci tenta de se suicider. Après s'être assuré que le pistolet

était bien réellement chargé, il s'écria que certainement il était réservé à quelque chose de grand.

Vers cette époque, un événement, qui semblait au premier abord devoir anéantir toutes ses espérances d'avenir, lui ouvrit une nouvelle carrière. La guerre de la succession d'Autriche avait, pendant quelques années, absorbé l'attention de l'Europe. Georges II était le ferme allié de Marie-Thérèse. La maison de Bourbon appartenait au camp opposé. L'Angleterre, bien qu'elle fût dès lors la première des puissances maritimes, n'était pas supérieure sur mer à toutes les nations du monde réunies, comme elle l'est devenue depuis, et elle trouvait difficile de se maintenir en face des flottes combinées de France et d'Espagne. Dans les mers de l'Inde, la France triomphait. Le gouverneur de Maurice, Labourdonnais, homme éminent par ses talents et par ses vertus, dirigea, en dépit de la flotte anglaise, une expédition contre le continent indien, débarqua, parut avec une armée devant Madras et contraignit le port ainsi que la ville à capituler. Les clefs lui furent remises, le drapeau français fut arboré sur le fort Saint-Georges et les vainqueurs saisirent comme prise de guerre tout ce que contenaient les magasins de la Compagnie. Il fut stipulé, dans la capitulation, que tous les habitants anglais seraient prisonniers sur parole, et que la ville resterait entre les mains des Français jusqu'à ce qu'elle eût payé rançon. Labourdonnais promit sur l'honneur qu'on n'exigerait qu'une rançon modérée.

Mais les succès de Labourdonnais avaient éveillé la jalousie de son compatriote Dupleix, gouverneur de Pondichéry. Dupleix avait d'ailleurs conçu déjà de gigantesques projets avec lesquels la restitution de Madras aux Anglais ne cadrait nullement. Il déclara que Labourdonnais avait outre passé ses pouvoirs, que le gouverneur de Pondichéry avait seul le droit de disposer des conquêtes faites par les armes françaises sur le continent indien, et que Madras serait rasée. Labourdonnais fut obligé de céder. Le traitement ignominieux que Dupleix fit subir aux principaux fonctionnaires de la Compagnie redoubla la colère que la violation

de la capitulation avait excitée chez les Anglais. Le gouverneur et plusieurs notables habitants du fort Saint-Georges furent transportés sous bonne garde à Pondichéry et conduits triomphalement à travers la ville, en présence de cinquante mille spectateurs. On pensa, non sans raison, que ce grossier mépris de la foi publique affranchissait les habitants de Madras des engagements pris envers Labourdonnais. Clive, déguisé en musulman, s'échappa de la ville pendant la nuit, et se réfugia au fort Saint-David, un des petits établissements anglais subordonnés à Madras.

Les circonstances au milieu desquelles il se trouvait alors l'amenèrent à adopter une profession plus en rapport avec son caractère inquiet et intrépide que celle qui consiste à examiner des ballots et à faire des factures. Il sollicita et obtint une commission d'enseigne au service de la Compagnie, et débuta dans la carrière militaire à l'âge de vingt et un ans. Son courage personnel le mit promptement en évidence ; quand il était commis aux écritures, il en avait déjà donné une preuve éclatante dans un duel à outrance avec un militaire fanfaron, terreur du fort Saint-David. Il montra bientôt dans son nouvel état d'autres qualités qu'on n'avait pas tout d'abord constatées chez lui, le jugement, la sagacité, la déférence à l'autorité légitime. Il se distingua d'une façon brillante dans plusieurs opérations contre les Français, et fut particulièrement remarqué par le major Lawrence, qu'on regardait alors comme le plus capable des officiers de l'Inde.

Il y avait à peine quelques mois que Clive faisait partie de l'armée, quand on reçut la nouvelle de la conclusion de la paix entre la Grande-Bretagne et la France. Dupleix fut en conséquence forcé de rendre Madras à la Compagnie, et le jeune enseigne eut la liberté de reprendre son ancien métier. Il retourna en effet, pendant un certain temps, à son bureau, le quitta de nouveau pour suivre le major Lawrence dans quelques petites expéditions contre les natifs, puis y revint encore. Tandis qu'il hésitait ainsi entre la vie militaire et la vie commerciale, il arriva des événements qui mirent fin à son irrésolution. Les affaires politiques de l'Inde prirent un

nouvel aspect. Les gouvernements d'Angleterre et de France étaient en paix, mais les Compagnies indiennes anglaise et française allaient se faire une guerre d'une haute importance, une guerre dont le résultat, pour le vainqueur, n'était rien de moins que la possession du magnifique héritage de la maison de Tamerlan.

L'empire que Baber et ses Mogols fondèrent au seizième siècle était, sans conteste, un des plus vastes et des plus beaux qui fussent au monde. Aucun royaume en Europe ne comptait une aussi nombreuse population soumise à un seul prince, et ne voyait verser dans son trésor des sommes aussi considérables. Les splendides édifices élevés par les souverains de l'Hindostan frappaient d'admiration même les voyageurs qui avaient vu Saint-Pierre de Rome. La cour fastueuse qui entourait le trône de Delhi éblouissait même les yeux accoutumés aux pompes de Versailles. Quelques-uns des vice-rois qui tenaient leur pouvoir du Grand Mogol, gouvernaient autant de sujets que le roi de France ou l'empereur d'Allemagne. Les lieutenants de ces lieutenants pouvaient eux-mêmes, quant à l'étendue du territoire et à la richesse du revenu, aller de pair avec le grand-duc de Toscane ou l'électeur de Saxe.

On ne peut guère douter que ce grand empire, tout-puissant et prospère qu'il parût à la première vue, ne fut, même dans ses meilleurs jours, plus mal gouverné que ne le sont aujourd'hui les pays les moins bien gouvernés de l'Europe. L'administration y était entachée de tous les vices inhérents au despotisme oriental et de tous ceux qu'entraîne la domination d'une race sur une autre. Les rivalités des princes de la maison royale, qui tous aspiraient au trône, enfantèrent une longue série de crimes et de désastres publics. D'ambitieux lieutenants essayaient quelquefois de devenir indépendants. De farouches tribus de montagnards hindous, impatientes du joug étranger, refusaient souvent l'impôt, repoussaient les troupes du gouvernement et se répandaient les armes à la main, dans les plaines cultivées. Cette administration constamment vicieuse, ces convulsions qui de temps à autre ébranlaient l'ordre social jusque dans ses fondements, n'empêchèrent

pas toutefois cette monarchie de conserver pendant quelques générations une apparence d'unité, de force et de majesté; mais sous le long règne d'Aurungzebe elle marcha rapidement vers sa dissolution, malgré tout ce que put tenter la politique et l'énergie du chef de l'État. Après la mort de ce prince, en 1707, la décadence prit des proportions effrayantes. De violentes attaques extérieures aggravèrent l'incurable décrépitude qui faisait à l'intérieur d'incessants progrès, et en peu d'années l'empire arriva au dernier degré de la décomposition.

Si l'histoire des successeurs de Théodose ressemble beaucoup à celle des successeurs d'Aurungzebe, la chute des Carlovingiens offre peut-être encore plus d'analogie avec celle des Mogols. Charlemagne était à peine enterré que ses descendants, grâce à leurs querelles et à leur ineptie, s'attirèrent le mépris général et commencèrent la ruine de leurs sujets. L'immense empire des Francs fut morcelé à l'infini. Les abjects héritiers d'un nom illustre, Charles le Chauve, Charles le Gros et Charles le Simple ne conservèrent pas autre chose qu'une dignité nominale. De féroces envahisseurs, différant entre eux de race, de langage et de religion, accoururent en foule des points les plus éloignés du monde et dévastèrent les provinces que le gouvernement ne pouvait plus défendre. Les pirates de la mer du Nord étendirent leurs ravages de l'Elbe aux Pyrénées et finirent par s'établir dans la riche vallée de la Seine. Les Hongrois, en qui les moines tremblants croyaient reconnaître le Gog et Magog de la prophétie, exercèrent leurs déprédations des cités de la Lombardie au fond des forêts de la Pannonie. Les Sarrasins s'emparèrent de la Sicile, désolèrent les plaines fertiles de la Campanie et répandirent la terreur jusque dans les murs de Rome. Au milieu de ces affreux désastres un grand changement intérieur se fit dans l'empire. Du ferment de cette immense et complète décomposition la vie se reproduisit sous une forme nouvelle. Tandis que le grand corps était dans son entier, torpide et passif, chaque membre pris en lui-même commença à éprouver des sensations spontanées, à se

mouvoir avec une énergie qui lui était propre. C'est précisément à cette triste et stérile époque de l'histoire européenne que s'établirent tous les priviléges féodaux, que naquit toute la noblesse moderne; c'est à ce moment qu'on peut constater le début du pouvoir de ces seigneurs qui, vassaux de nom, mais indépendants de fait, gouvernèrent longtemps sous les titres de duc, comte ou marquis, presque tout l'empire antérieurement soumis à l'autorité absolue de Charlemagne.

Tel fut, ou peu s'en faut, le changement qui, en quarante années, s'opéra dans l'empire des Mogols après la mort d'Aurungzebe. Une suite de princes, souverains de nom, plongés dans l'indolence et la débauche, entourés de concubines et de bouffons, traînèrent une vie languissante au fond de leurs palais. Une foule d'envahisseurs féroces descendirent par les gorges de l'ouest pour piller les richesses de l'Hindostan alors sans défense. Un conquérant persan franchit l'Indus; il força les portes de Delhi; il emporta en triomphe ces trésors dont la magnificence avait frappé d'admiration Roe et Bernier, le *Trône du Paon* que les mains des plus habiles ouvriers d'Europe avaient orné des plus riches diamants de Golconde, enfin l'inestimable montagne de lumière qui, après d'étranges vicissitudes, brillait naguère sur le bracelet de Rundjet-Sing et pare maintenant la hideuse idole d'Orissa. Les Afghans vinrent bientôt compléter l'œuvre de dévastation que les Persans avaient commencée. Les tribus guerrières de Rajpootana secouèrent le joug musulman. Une bande de soldats mercenaires occupa Rohilcund. Les Sikhs dominèrent sur l'Indus. Les Jauts répandirent l'épouvante le long de la Jumna. Des contrées montagneuses qui bordent la côte occidentale de la mer de l'Inde sortit une race plus formidable encore, une race qui fut longtemps la terreur des pouvoirs natifs et qui, après plusieurs années de luttes désespérées, ne céda qu'à la fortune et au génie de l'Angleterre. Ce fut sous le règne d'Aurungzebe que cette horde de sauvages pillards descendit pour la première fois de ses montagnes, et peu de temps après la mort de ce prince, chaque district de

son empire avait appris à trembler au seul nom des Mahrattes; plus d'un fertile territoire tomba au pouvoir de ces terribles bandits. Leur domination s'étendit d'une mer à l'autre à travers la Péninsule. Des chefs mahrattes régnèrent à Poonah, à Gwalior, dans le Guzerat, dans le Berar, et dans Tanjore. Pour être devenus de puissants souverains, ils n'en restèrent pas moins voleurs. Ils conservaient encore les habitudes de déprédation de leurs ancêtres. Ils dévastaient toute contrée qui n'était pas soumise à leur loi. Partout où leurs timbales se faisaient entendre, le paysan chargeait son sac de riz sur ses épaules, cachait ses misérables épargnes dans sa ceinture et s'enfuyait avec sa femme et ses enfants dans les montagnes ou dans les jungles, car le voisinage de la hyène ou du tigre était moins redoutable. Plusieurs provinces sauvaient leurs récoltes en payant une rançon annuelle; même le pitoyable fantôme qui portait encore le titre d'empereur se laissait imposer cette ignominieuse contribution. Des murs du palais de Delhi on apercevait les feux du camp d'un de ces chefs rapaces. Un autre, à la tête de son innombrable cavalerie, pénétrait chaque année dans les rizières du Bengale. Les facteurs européens eux-mêmes tremblaient pour leurs magasins. Il n'y a pas cent ans qu'on croyait nécessaire de fortifier Calcutta contre les cavaliers du Berar, et le nom de Fossé des Mahrattes conserve encore le souvenir du danger. Partout où les vice-rois du Mogol retinrent le pouvoir ils devinrent souverains. Ils pouvaient, en parole, reconnaître la supériorité de la maison de Tamerlan comme un comte de Flandre ou un duc de Bourgogne peut avoir reconnu la supériorité de l'idiot le plus dépourvu de puissance parmi les derniers Carlovingiens; ils pouvaient quelquefois envoyer à leur souverain titulaire un présent respectueux ou solliciter de lui un titre honorifique; en fait cependant, ils n'étaient plus désormais des lieutenants révocables à volonté, mais bien des princes héréditaires indépendants. Ce fut de la sorte que s'élevèrent ces grandes maisons musulmanes qui régnaient jadis sur le Bengale et sur le Carnatic, et celles qui maintenant encore, en dépit de leur état

de vasselage, exercent quelques-uns des pouvoirs de la royauté à Lucknow et à Hyderabad.

A quoi cette confusion devait-elle aboutir? La lutte devait-elle se prolonger pendant des siècles? Devait-elle se terminer par la fondation d'une nouvelle grande monarchie? Lequel du musulman ou du Mahratte devait être le maître de l'Inde? Un autre Baber devait-il descendre des montagnes et lancer les audacieuses tribus du Cabul et du Chorazan contre une race plus riche et moins guerrière? Aucun de ces événements ne semblait improbable; mais aucun homme, quelle que fût sa sagacité, n'aurait supposé qu'une compagnie commerciale, séparée de l'Inde par quinze mille milles de mer et y possédant à peine quelques acres de terre appropriés au commerce, étendrait son empire, en moins d'un siècle, du cap Comorin aux neiges éternelles de l'Himalaya; forcerait les mahométans et les Mahrattes à oublier leurs mutuelles discordes dans une soumission commune; dompterait ces races sauvages qui avaient résisté au plus puissant des Mogols; réunirait sous ses lois cent millions de sujets; porterait ses armes victorieuses bien à l'est de Burampooter et bien à l'ouest de l'Hydaspe, dicterait les conditions de la paix aux portes d'Awa et assoirait son vassal sur le trône de Candahar.

Dupleix fut le premier qui comprit la possibilité de fonder un empire européen sur les ruines de la monarchie mogole. Son esprit inquiet, vaste et inventif avait conçu ce projet à une époque où les fonctionnaires les plus capables de la Compagnie anglaise ne s'occupaient d'autre chose que de factures et de connaissements. Il ne s'était pas vaguement proposé ce but; il avait une perception très-juste et très-nette des moyens par lesquels on pourrait l'atteindre. Il voyait clairement que les plus grandes forces dont disposaient les princes de l'Inde étaient hors d'état de résister à un petit corps d'hommes habitués à la discipline et à la tactique de l'Occident. Il voyait aussi qu'il était possible de former avec les natifs de l'Inde, conduits par des chefs européens, des armées que Frédéric et le maréchal de Saxe auraient été fiers de

commander. Il avait parfaitement conscience que pour un aventurier européen la manière la meilleure et la plus commode d'exercer la souveraineté dans l'Inde serait de gouverner sous le couvert de quelque brillant mannequin, décoré du titre de nabab ou de nizam. Cet ingénieux et ambitieux Français avait l'intelligence et la pratique de tous les artifices de la politique et de la guerre, qui, plus tard, furent employés avec un succès si éclatant par les Anglais.

L'Inde était dans une telle situation que les anciennes lois ou les nouvelles coutumes fournissaient facilement un prétexte à n'importe quelle agression. L'incertitude des droits était extrême; et les Européens qui prenaient part aux disputes des natifs augmentaient la confusion, en appliquant aux affaires politiques de l'Asie la loi publique de l'Occident et des règles empruntées au système féodal. Si l'on jugeait convenable de traiter un nabab en prince indépendant, il y avait une excellente raison pour agir ainsi, ce nabab était de fait indépendant; si l'on jugeait convenable de le traiter en lieutenant du roi de Delhi, rien de plus facile, il avait effectivement cette qualité; si l'on jugeait convenable de voir dans sa charge une dignité héréditaire, ou seulement une dignité à vie, ou seulement encore une dignité dont le maintien dépendait du bon plaisir du Mogol, on pouvait trouver des preuves et des précédents à l'appui de chacune de ces alternatives. Le parti qui avait entre ses mains l'héritier de Baber le représentait comme le souverain incontestable, légitime, absolu, auquel toutes les autorités subalternes étaient tenues d'obéir. Le parti contre lequel on se servait du nom du Mogol soutenait, sans trop d'invraisemblance, que l'empire n'existait plus *de facto*, et que, s'il était décent de montrer du respect pour le Mogol, vénérable reste d'un ordre de choses disparu, il était absurde de le regarder comme le maître réel de l'Hindostan.

Le grand nizam Al-Mulk, vice-roi du Deccan, l'un des plus puissants parmi les nouveaux maîtres de l'Inde, mourut en 1748. Son fils Nazir-Jung lui succéda. Le Carnatic était la plus riche

et la plus importante des provinces soumises à ce haut fonctionnaire. Il était gouverné par un ancien nabab, que les Anglais appelaient Anaverdy-Khan.

Quelques autres personnages prétendirent au gouvernement de la vice-royauté et à celui de la province subordonnée. Mirzapha-Jung, petit-fils du nizam Al-Mulk, fut le compétiteur de Nazir-Jung. Chunda-Sahib, gendre d'un ancien nabab du Carnatic, brigua le titre que portait Anaverdy-Khan. La loi indienne était si vague que Mirzapha-Jung et Chunda-Sahib purent facilement s'appuyer sur un semblant de droit. Au milieu d'une société complétement désorganisée, ils trouvèrent sans peine d'avides aventuriers prêts à suivre leurs étendards. Ils unirent leurs intérêts, envahirent le Carnatic et appelèrent à leur aide les Français qui, grâce à leurs succès dans la récente guerre entreprise contre les Anglais, sur la côte de Coromandel, avaient acquis une grande renommée.

Le subtil et ambitieux Dupleix ne pouvait souhaiter rien de mieux. Faire un nabab du Carnatic, faire un vice-roi du Deccan, gouverner sous leur nom tout le midi de l'Inde, c'était en vérité une agréable perspective. Il fit alliance avec les prétendants et envoya à leur secours quatre cents soldats français et deux cents cipayes disciplinés à l'européenne. On livra bataille. Les Français se distinguèrent beaucoup. Anaverdy-Khan fut défait et tué. Son fils, Mohamed-Ali, qui, plus tard, fut bien connu en Angleterre comme nabab d'Arcot et dut à l'éloquence de Burke une immortalité fort peu enviable, s'enfuit à Trichinopoly avec un faible reste de son armée, et d'un seul coup les conquérants devinrent maîtres de presque tout le Carnatic.

Ce ne fut que le commencement de la grandeur de Dupleix. Après quelques mois de combats, de négociations et d'intrigues son habileté et sa bonne fortune semblaient avoir partout prévalu. Nazir-Jung était tué par ses propres partisans; Mirzapha-Jung s'était emparé du Deccan; le triomphe des armes et de la politique françaises était complet. L'allégresse régnait à Pondichéry; on tira

des salves d'artillerie; on chanta un *Te Deum* dans les églises. Le nouveau Nizam vint visiter ses alliés; et la cérémonie de son installation se fit en grande pompe. Dupleix, revêtu du costume habituel aux mahométans du plus haut rang, fit son entrée dans la ville avec le Nizam dont il partageait le palanquin, et pendant la fête qui suivit, il prit le pas sur toute la cour. Il fut nommé gouverneur de l'Inde, entre la rivière Kristna et le cap Comorin, c'est-à-dire d'un pays aussi grand que la France. Il fut investi d'une autorité supérieure même à celle de Chunda-Sahib. On lui donna le commandement de sept mille hommes de cavalerie. On annonça que dans le Carnatic il ne serait permis de frapper monnaie qu'à Pondichéry. Une grande partie des trésors accumulés par les anciens vice-rois du Deccan passa dans les coffres du gouverneur français. Le bruit courut que celui-ci avait reçu deux cent mille livres sterling en argent, outre plusieurs diamants d'une valeur considérable. En réalité ses gains devaient être pour ainsi dire sans limite. Il gouvernait alors trente millions d'âmes d'une façon absolue. L'État n'accordait ni faveur honorifique ni émolument sans qu'il intervînt, et toute pétition dépourvue de son apostille n'était pas lue par le Nizam.

Mirzapha-Jung ne survécut que quelques mois à son élévation; mais un prince de sa maison, porté au trône par l'influence française, ratifia toutes ses promesses. Dupleix était alors le plus puissant potentat de l'Inde. Ses compatriotes se vantaient que son nom n'était prononcé dans l'intérieur du palais de Delhi qu'avec un respect mêlé de terreur. La population native voyait avec étonnement les progrès qu'un aventurier européen avait fait en peu d'années vers la domination de l'Asie. Du reste, l'orgueilleux Français ne se contentait pas de la réalité du pouvoir; il mettait une arrogante ostentation à faire étalage de sa grandeur devant ses sujets et ses rivaux. A l'endroit où sa politique avait obtenu son principal triomphe, en décidant la chute de Nazir-Jung et l'élévation de Mirzapha, il fit construire une colonne sur le soubassement de laquelle quatre pompeuses inscriptions en quatre

langues différentes annoncèrent sa gloire à toutes les nations de l'Inde. Des médailles destinées à perpétuer le souvenir de ses succès furent enterrées sous les fondations de ce monument qui devint le centre d'une ville nommée *Dupleix Fatiabad*, ce qui signifie *ville de la victoire de Dupleix*.

Les Anglais avaient fait quelques faibles tentatives pour arrêter le rival de la Compagnie dans sa rapide et brillante carrière; ils continuaient à reconnaître Mahomed-Ali comme nabab du Carnatic; mais les États de Mahomed-Ali consistaient seulement en Trichinopoly, et Trichinopoly était alors cernée par Chunda-Sahib et ses auxiliaires français. Forcer ceux-ci à lever le siége paraissait impossible. Le peu de troupes qui étaient à Madras n'avaient point de chef. Le major Lawrence était retourné en Angleterre, et il ne restait dans la ville aucun officier d'un talent incontestable et incontesté. Les indigènes avaient appris à regarder avec mépris la puissante nation qui devait bientôt les conquérir et les gouverner. Ils avaient vu le drapeau français flotter sur le fort Saint-Georges; ils avaient vu les chefs de la factorerie anglaise traînés à la suite du triomphateur dans les rues de Pondichéry; ils avaient vu les armes et la politique de Dupleix obtenir partout des succès, tandis que les autorités de Madras, en tâchant de s'opposer aux progrès de leur ennemi, n'étaient parvenues qu'à montrer leur propre faiblesse et à grandir sa gloire. La valeur et le génie d'un Anglais, jeune et obscur, allaient changer la face de la fortune.

Clive avait vingt-cinq ans. Après avoir hésité quelque temps entre la carrière militaire et la carrière commerciale il avait fini par occuper un poste qui tenait de l'une et de l'autre, celui de commissaire des troupes avec le rang de capitaine. Le présent état de choses lui permit de donner la mesure de son intelligence et de son courage. Il représenta à ses supérieurs que si l'on ne tentait quelque vigoureux effort, Trichinopoly succomberait, la maison d'Anaverdy-Khan périrait, et que les Français deviendraient les maîtres réels de la Péninsule indienne. Frapper un coup d'audace ét .it absolument nécessaire. Une attaque dirigée contre Arcot,

capitale du Carnatic et résidence favorite des Nababs, déciderait peut-être la levée du siége de Trichinopoly. Les chefs de l'établissement anglais, excessivement alarmés des succès de Dupleix et craignant qu'une nouvelle guerre entre la France et la Grande-Bretagne n'amenât la prise immédiate de Madras et sa destruction, approuvèrent le plan de Clive et lui en confièrent l'exécution. Le jeune capitaine fut mis à la tête d'une petite troupe composée de deux cents soldats anglais et de trois cents cipayes armés et disciplinés à l'européenne. Des huit officiers qui commandaient sous lui deux seulement avaient vu le feu et quatre étaient des facteurs de la Compagnie que l'exemple de Clive avait entraînés à offrir leurs services. Le temps était orageux; mais Clive marcha jusqu'aux portes d'Arcot en dépit du tonnerre, des éclairs et de la pluie. La garnison, saisie d'une panique, évacua le fort, où les Anglais entrèrent sans coup férir.

Clive savait bien qu'on ne le laisserait pas tranquille possesseur de sa conquête. Immédiatement il se pourvut de vivres, éleva des ouvrages de défense, et prit toutes les dispositions nécessaires pour soutenir un siége. La garnison, qui s'était enfuie à son approche, remise de sa peur et portée, grâce à un renfort considérable, au chiffre de trois mille hommes, vint camper tout près de la ville. A nuit close Clive sortit du fort, attaqua le camp par surprise, tua beaucoup de monde, dispersa le reste et rentra dans ses quartiers sans avoir perdu un seul homme.

La nouvelle de ces événements fut bientôt expédiée à Chunda-Sahib qui, avec ses alliés français, faisait le siége de Trichinopoly. Il détacha sans délai quatre mille hommes de son armée et les envoya à Arcot. Ils furent promptement rejoints par les débris du corps que Clive venait de disperser, puis par deux mille hommes de Vellar, et, ce qui était un secours encore plus important, par cent cinquante Français que Dupleix dépêcha de Pondichéry. L'ensemble de cette armée, montant à environ dix mille hommes, était sous le commandement de Rajah-Sahib, fils de Chunda-Sahib.

Rajah-Sahib se mit en mesure d'assiéger le fort d'Arcot, qui semblait hors d'état de résister. Les murs étaient en ruine, les fossés à sec, les remparts trop étroits pour qu'on pût y placer des canons, les épaulements trop bas pour protéger les soldats. Des accidents avaient réduit la garnison de beaucoup. Elle ne se composait plus que de cent vingt Européens et deux cents cipayes. Il restait seulement quatre officiers; les munitions étaient insuffisantes, et le commandant chargé de diriger la défense dans des conditions si défavorables était un jeune homme de vingt-cinq ans qui avait été élevé pour devenir teneur de livres. Le siége continua pendant cinquante jours, et pendant cinquante jours le jeune capitaine maintint la défense avec une fermeté, une vigilance, une habileté qui auraient fait honneur au plus vieux maréchal d'Europe. La brèche cependant s'agrandissait de plus en plus. La garnison commençait à souffrir de la faim. En pareille conjoncture on aurait pu s'attendre qu'une troupe aussi dépourvue d'officiers donnerait des signes d'insubordination, chose d'autant plus à craindre que cette troupe était formée d'hommes différant complétement les uns des autres par l'origine, la couleur, le langage, les mœurs et la religion. Il n'en fut rien. Le dévouement de la petite bande à son chef surpassa tout ce qu'on raconte de la dixième légion de César ou de la vieille garde de Napoléon. Les cipayes s'adressèrent à Clive non pour se plaindre de l'insuffisance de leurs rations, mais pour proposer d'abandonner tout le grain aux Européens qui avaient besoin de plus de nourriture que les natifs de l'Asie. Le léger gruau qu'on tirait du riz leur suffirait, disaient-ils. L'histoire n'offre ni un exemple plus touchant de fidélité militaire, ni une preuve plus convaincante de l'influence exercée par le génie d'un chef.

Une tentative de secours faite par le gouvernement de Madras, avait échoué! Tout espoir n'était cependant pas perdu. Mahomed-Ali soudoyait mille Mahrattes, moitié soldats, moitié bandits, que commandait un chef nommé Morari-Row. Ces mercenaires, pensant que la puissance française était invincible et le triomphe

de Chunda-Sahib certain, restaient inactifs sur les frontières du Carnatic. Le récit de la défense d'Arcot les fit sortir de leur torpeur. Morari-Row déclara qu'il n'eût jamais cru les Anglais capables de résister, mais qu'il était tout disposé à leur venir en aide puisqu'ils avaient le courage de s'aider eux-mêmes. Rajah-Sahib apprit que les Mahrattes étaient en marche. Il sentit la nécessité de se hâter. Il essaya d'abord de négocier. Il tâcha de corrompre Clive par des présents qui furent repoussés avec mépris. Il jura ensuite que si ses propositions n'étaient pas acceptées, il donnerait immédiatement l'assaut à la citadelle et ferait passer la garnison au fil de l'épée. Clive lui répondit avec une hauteur caractéristique que son père était un usurpateur, son armée un ramassis de coquins, et qu'il ferait bien de réfléchir avant d'envoyer de pareils lâches sur une brèche que défendaient des soldats anglais.

Rajah-Sahib résolut d'agir. Le jour convenait parfaitement à un coup de main militaire ; c'était celui de la grande fête mahométane, consacrée à la mémoire de Hossein, fils d'Ali. L'histoire de l'islamisme ne contient rien de plus émouvant que l'événement d'où cette solennité tire son origine. La lugubre légende raconte comment le chef des Fatimites, quand tous ses braves partisans eurent péri autour de lui, but sa dernière gorgée d'eau et prononça sa dernière prière ; comment ses assassins portèrent sa tête en triomphe ; comment le tyran frappa de son bâton des lèvres sans vie et comment quelques vieillards se rappelaient en pleurant avoir vu ces lèvres pressées sur celles du prophète de Dieu. Après douze siècles environ, le retour de cette date funeste excite les plus violentes et les plus tristes émotions dans le cœur des dévots musulmans de l'Inde. Ils se livrent à de tels accès de rage, à de telles lamentations, que quelques-uns sont morts, dit-on, des suites de leur frénésie. Quiconque, pensent-ils, meurt pendant cette fête en combattant les infidèles rachète, par sa mort seule, tous les péchés de sa vie et pénètre dans le jardin des houris. Ce n'était donc pas sans raison que Rajah-Sahib avait choisi ce moment pour donner l'assaut à Arcot. Des drogues stimulantes augmentèrent encore l'exalta-

tion produite par le zèle religieux et les assiégeants, ivres d'enthousiasme, ivres de *bang*, attaquèrent avec furie.

Clive, instruit secrètement de leurs desseins, avait fait tous ses préparatifs, puis, épuisé de fatigue, il s'était jeté sur son lit. Réveillé par les cris d'alarme, il courut à son poste. L'ennemi s'avançait poussant devant lui des éléphants dont le front était armé de plaques de fer. On espérait que les portes céderaient sous le choc de ces vivantes machines de guerre. Mais dès que les énormes animaux eurent éprouvé l'effet des balles anglaises, ils firent volte-face et dans leur fuite furieuse foulèrent aux pieds la multitude qui les suivait. Un radeau fut lancé sur l'eau qui remplissait une partie du fossé. Clive, s'apercevant que les artilleurs chargés de défendre ce point, s'acquittaient mal de leur besogne, pointa lui-même une pièce de canon et en quelques minutes détruisit le radeau. Dans les endroits où le fossé était à sec les assaillants montrèrent une singulière hardiesse, mais ils furent accueillis par un feu si nourri et si bien dirigé que, malgré leur fanatisme et leur ivresse, ils perdirent promptement courage. Les Anglais placés aux derniers rangs passaient constamment à leurs camarades des mousquets chargés et aucun coup n'était tiré en vain sur la masse vivante qui s'agitait au bas des murailles. Après trois efforts désespérés les assaillants se retirèrent de l'autre côté du fossé.

Le combat avait duré environ une heure. La perte des assaillants était de quatre cents hommes, celle de la garnison de cinq ou six seulement. Les assiégés, s'attendant à être attaqués de nouveau, passèrent une nuit pleine d'anxiété, mais quand vint le jour, ils n'aperçurent plus les ennemis. Ceux-ci avaient abandonné leur camp, laissant aux Anglais plusieurs canons et une grande quantité de munitions.

On reçut cette nouvelle au fort Saint-Georges avec des transports de joie et d'orgueil. Clive fut regardé, non sans raison, comme un homme capable de commander n'importe quel corps d'armée. On lui envoya deux cents soldats anglais et sept cents

cipayes, et dès qu'il eut ces forces à sa disposition, il prit immédiatement l'offensive. Il s'empara du fort de Timry, effectua sa jonction avec une division de l'armée de Morari-Row; puis se hâta d'aller attaquer Rajah-Sahib qui était à la tête de près de cinq mille hommes, parmi lesquels il y avait trois cents Français. L'action fut sérieuse, mais Clive remporta une victoire complète. La caisse militaire de Rajah-Sahib tomba entre les mains des vainqueurs. Six cents cipayes, qui avaient fait partie de l'armée ennemie, passèrent à Clive et entrèrent au service de l'Angleterre. Conjeveram se rendit sans résistance. Le gouverneur d'Arnee abandonna Chunda-Sahib et reconnut Mahomed-Ali.

La guerre, si Clive en avait eu la complète direction, se serait sans doute promptement terminée; mais la timidité et la maladresse qui caractérisaient les mouvements des Anglais partout où il n'était pas en personne, la prolongèrent. Les Mahrattes prétendaient que les Anglais placés sous ses ordres n'étaient pas de la même race que les autres Anglais. Grâce à cette mollesse et à cette incapacité, Rajah-Sahib vint bientôt braver les canons du fort Saint-Georges avec une armée nombreuse qui comptait quatre cents Français dans ses rangs. Il dévasta les villes et les jardins des principaux habitants de l'établissement anglais. Clive l'attaqua et le battit encore. Plus de cent Français furent tués ou pris : la perte de milliers de natifs eût été moins sérieuse. L'armée victorieuse quitta le champ de bataille pour aller au fort Saint-David. Sur sa route étaient la *Ville de la victoire de Dupleix* et le monument superbe qui devait conserver le souvenir des triomphes de la France dans l'Est. Clive fit raser l'une et l'autre. Nous pensons qu'en agissant ainsi il ne céda pas à une malveillance personnelle ou nationale, mais qu'il obéit à l'inspiration d'une juste et profonde politique. La ville et son nom pompeux, sa colonne et ses vaniteuses inscriptions faisaient partie des moyens dont Dupleix s'était servi pour exercer une grande influence sur l'esprit public de l'Inde. L'acte de Clive était destiné à détruire cette influence. Les natifs croyaient fermement que la France était sans

conteste la première puissance d'Europe et que l'Angleterre ne pouvait rivaliser avec elle. La démolition publique et solennelle des trophées français était certainement le moyen le plus efficace de détruire cette erreur.

Le gouvernement de Madras, encouragé par ces événements, résolut d'envoyer un détachement nombreux, sous les ordres de Clive, renforcer la garnison de Trichinopoly; mais sur ces entrefaites le major Lawrence arriva d'Angleterre et prit le commandement en chef. A l'école et au comptoir Clive avait donné tant de preuves d'un caractère sauvage et d'une complète impatience de tout contrôle, qu'on était en droit de supposer qu'il ne voudrait pas, après de tels exploits, agir avec zèle et bonne humeur dans une position subalterne. Il se plaça au contraire joyeusement sous les ordres de son vieil ami et se conduisit aussi hardiment au second rang qu'il l'avait fait au premier. Le major, dès le début de leurs relations, l'avait traité d'une façon bienveillante, et Clive, on doit lui rendre cette justice, tout orgueilleux et indompté qu'il fût, ne restait jamais insensible aux bons procédés qu'on avait à son égard. Lawrence connaissait bien la valeur d'un pareil second. Quoique son intelligence ne s'élevât pas au-dessus du simple bon sens, il appréciait pleinement les brillantes facultés de l'homme qui lui était adjoint. Bien qu'il eût fait une étude méthodique de la tactique militaire et que, suivant la coutume de tous les hommes élevés spécialement en vue d'une profession, il fût disposé à dédaigner les intrus, il avait assez d'impartialité pour considérer Clive comme une exception à la règle commune. « Quelques personnes, écrivait-il, se sont plu à qualifier le capitaine Clive de favori de la fortune; mais mon opinion, basée sur une habituelle fréquentation, est qu'il méritait tout ce qui lui est arrivé et que d'après sa conduite il y pouvait compter. Il est plein de résolution, d'intrépidité et de sang-froid. Au milieu des plus grands dangers, il conserve toujours sa présence d'esprit. Il est né soldat, car sans avoir reçu aucune espèce d'éducation militaire, sans même avoir jamais entendu quelqu'un de la profession parler sur

l'art de la guerre, guidé seulement par son jugement et son bon sens, il a commandé une armée en officier expérimenté et en brave soldat, avec cette prudence qui est la garantie certaine du succès. »

Les Français n'avaient pas un seul chef à opposer aux deux amis. Dupleix, supérieur en talent, sous le rapport de la diplomatie et de l'intrigue, à tout Européen ayant pris part aux révolutions de l'Inde, ne possédait aucune des qualités nécessaires pour diriger lui-même des opérations militaires. Il n'avait pas reçu l'éducation d'un soldat, et son tempérament n'était rien moins que guerrier. Ses ennemis l'accusaient de couardise personnelle et il se défendait d'une manière digne du capitaine Bobadil. Il se tenait hors de la portée des balles, disait-il, parce que le silence et la tranquillité étaient favorables à son génie, et qu'il trouvait difficile de poursuivre ses méditations au milieu du bruit des armes à feu. Il se trouvait donc dans la nécesité de confier à d'autres l'exécution de ses grands plans militaires, et se plaignait amèrement d'être mal servi. Il avait été aidé, il est vrai, par un officier d'un mérite éminent, le célèbre Bussy ; mais celui-ci avait suivi le Nizam dans le Nord, et il s'occupait exclusivement de ses propres intérêts et de ceux de la France à la cour de ce prince. Parmi les officiers qui restaient à Dupleix, il n'y en avait pas un seul de capable, et plusieurs d'entre eux étaient des enfants dont l'ignorance et la sottise excitaient les risées des simples soldats.

Les Anglais triomphaient partout. Les troupes qui assiégeaient Trichinopoly étaient elles-mêmes assiégées et forcées de capituler. Chunda-Sahib, pris par les Mahrattes, fut mis à mort, probablement à l'instigation de son compétiteur Mahomed-Ali. Néanmoins Dupleix ne se laissait pas décourager, et ses ressources paraissaient inépuisables. Il ne recevait plus du gouvernement français ni aide ni assistance ; on condamnait sa politique, on ne lui envoyait aucun subside, les troupes qu'on lui expédiait étaient l'écume des bagnes. Pourtant il persistait, in-

triguait, corrompait, faisait de brillantes promesses, dissipait sa fortune, usait son crédit, se procurait de nouveaux titres venant de Delhi, suscitait de tous côtés des ennemis au gouvernement de Madras, et trouvait des instruments même parmi les alliés de la Compagnie anglaise. En dépit de tous ses efforts, la puissance de l'Angleterre continuait à grandir, et celle de la France à décliner lentement, mais définitivement.

Clive, depuis qu'il habitait l'Inde, n'avait jamais joui d'une bonne santé. Il était alors devenu tellement souffrant qu'il résolut de retourner en Angleterre. Avant son départ il accepta une mission excessivement difficile et s'en acquitta avec son habileté et sa vigueur ordinaires. Des garnisons françaises occupaient les forts de Covelong et de Chingleput. On décida qu'il fallait les attaquer ; mais aucun officier, sauf Clive, n'aurait voulu s'exposer à compromettre sa réputation en acceptant le commandement de la seule troupe dont on pouvait disposer. Celle-ci se composait de cinq cents cipayes nouvellement levés, et de deux cents recrues récemment arrivées d'Angleterre, c'est-à-dire des derniers misérables ramassés par les agents de la Compagnie dans les plus ignobles tavernes de Londres. Clive, tout souffrant et épuisé qu'il fût, entreprit de créer une armée avec cette canaille indisciplinée qu'il conduisit devant Covelong. Une balle partit du fort ayant tué un de ces prodigieux soldats, toute la bande tourna les talons et s'enfuit. Clive ne la rallia qu'à grand'peine. Une autre fois le bruit du canon terrifia tellement les sentinelles, que plusieurs heures après on trouva l'une d'elles au fond d'un puits. Clive accoutuma peu à peu ses soldats au danger. Il se plaçait constamment lui-même aux postes les plus périlleux ; il finit par métamorphoser en braves ces hommes qui ne paraissaient bons à rien. Il réussit à en former un corps fort respectable. Covelong fut pris. Clive, averti qu'un nombreux détachement, venant de Chingleput, marchait au secours de la place assiégée, s'arrangea de manière que l'ennemi ignorât la reddition de Covelong. Il organisa une embuscade sur la route, tua cent hommes, fit trois

cents prisonniers, poursuivit les fugitifs jusqu'aux portes de Chingleput, investit immédiatement cette forteresse, réputée l'une des plus formidables de l'Inde, pratiqua une brèche, et allait donner l'assaut, lorsque le commandant français capitula et se retira avec la garnison.

Clive revint à Madras victorieux, mais dans un état de santé qui lui rendait le séjour de cette ville impossible. C'est à cette époque qu'il épousa une jeune femme portant le nom de Maskelyne, sœur d'un éminent mathématicien qui occupa longtemps le poste d'astronome royal. Elle était belle et accomplie. Les lettres de son mari prouvent, dit-on, qu'il lui était très-attaché.

Clive s'embarqua avec sa femme pour l'Angleterre presque immédiatement après le mariage. Ce n'était plus le pauvre garçon dédaigné que dix ans auparavant on avait envoyé chercher fortune au loin. Il n'avait que vingt-sept ans, et son pays le respectait déjà comme un de ses plus éminents soldats. La paix régnait dans toute l'Europe. Le Carnatic était le seul point du monde où les Anglais et les Français fussent en guerre. Les vastes plans de Dupleix n'avaient pas médiocrement inquiété la Cité de Londres, et le rapide changement de la fortune, dû principalement au courage et au talent de Clive, avait été appris avec grand plaisir. Le jeune capitaine était connu à la Compagnie sous l'honorable titre de général Clive, et ce fut ainsi qu'à la fête des directeurs on le désigna dans tous les toasts. A son arrivée en Angleterre il fut l'objet de l'intérêt, de l'admiration générale. La Compagnie des Indes orientales le remercia de ses services dans les termes les plus chaleureux et lui offrit une épée dont la poignée était garnie de diamants. Il montra une rare délicatesse en déclarant ne pouvoir accepter ce gage de gratitude, que si un semblable présent était offert à Lawrence, son chef et son ami.

Il est facile de supposer avec quelle cordialité Clive fut reçu par ses parents, qui étaient enchantés de ses succès, bien qu'ils eussent de la peine à comprendre comment leur mauvais garnement d'enfant était devenu un si grand homme. L'incrédulité de

son père, à cet égard, avait duré longtemps. Ce fut seulement lorsque la défense d'Arcot fut connue en Angleterre, qu'on entendit le vieux gentleman grommeler qu'après tout l'enfant avait du bon. A chacun des nouveaux et brillants exploits de Clive, il manifesta une satisfaction de plus en plus grande, et il se prit enfin d'une vive amitié pour son fils, dont il devint extrêmement fier.

Les parents de Clive avaient de très-solides raisons de se réjouir de son retour. Des sommes considérables lui étaient échues en partage et il possédait une certaine fortune, dont il consacra une partie à tirer son père d'embarras pécuniaires et à racheter ses biens patrimoniaux. Le reste, à ce qu'il paraît, fut dissipé en deux ans. Il vécut splendidement, il s'habilla avec magnificence, même pour le temps; il eut une voiture, des chevaux de selle, et, non content de ces moyens de se débarrasser de son argent, il eut recours à celui de tous, qui est le plus expéditif et le plus infaillible, à une élection contestée, suivie de protestation.

A l'époque des élections générales de 1754, le gouvernement se trouvait dans une très-singulière situation. Il n'y avait, pour ainsi dire, aucune opposition constituée. L'issue de la dernière rébellion avait intimidé les jacobites. Le parti tory avait encouru le dernier des mépris. Il avait été abandonné de tous les hommes de talent qui y avaient appartenu, et depuis quelques années avait à peine donné signe de vie. La mort du prince Frédéric avait dispersé la petite faction que l'influence et les promesses de ce prince avaient organisée et maintenue. La plupart des hommes politiques du royaume, ayant une valeur reconnue, occupaient des fonctions publiques et se disaient whigs; mais cette surprenante concorde était tout à fait illusoire. D'amères inimitiés, des compétitions intestines divisaient l'administration elle-même, dont les membres cherchaient, avant tout, à se renverser et à se remplacer les uns les autres. Newcastle, le premier ministre, faible, timide, jaloux et perfide, était en même temps détesté et méprisé par ses principaux collègues du ministère et par personne plus

que par Henri Fox, le secrétaire de la guerre. Ce dernier, capable, ambitieux, plein d'audace, saisissait toutes les occasions de contrecarrer le premier lord de la Trésorerie. Il savait bien qu'il avait peu à craindre et peu à espérer de Newcastle, qui redoutait également de rompre avec les gens de mérite et de les employer.

Newcastle tenait beaucoup à faire nommer deux membres du Parlement pour Saint-Michaël, un de ces misérables bourgs que supprima l'acte de réforme de 1832. L'influence de son adversaire, lord Sandwich, y avait été longtemps souveraine ; et Fox agissait de son mieux en faveur de Sandwich. Clive avait été présenté à Fox, et très-bien accueilli par celui-ci. Proposé et soutenu par le parti de Sandwich, il fut élu ; mais on rédigea contre son élection une protestation qu'appuya fortement le duc de Newcastle.

Suivant l'usage de ce temps, un comité, nommé par toute la Chambre, examina l'affaire. Les questions électorales étaient alors considérées simplement comme des questions de parti. On n'affectait même pas l'impartialité judiciaire, et sir Robert Walpole avait coutume de dire ouvertement que dans les batailles électorales on ne devait faire aucun quartier. Le débat relatif à l'élection de Saint-Michaël fut très-animé. Ce qu'on avait réellement à décider, c'était, non de savoir si l'élection de Clive avait été régulière ou irrégulière, mais de savoir lequel de Newcastle ou de Fox disposerait à son gré de la nouvelle Chambre des communes, et par conséquent serait premier ministre. Le combat fut long, acharné, et la victoire semblait pencher tantôt d'un côté, tantôt de l'autre. Fox déploya toutes les ressources de son esprit ; il battit la moitié des légistes de la Chambre avec leurs propres armes, et obtint vote sur vote contre l'influence de la Trésorerie. Le comité se prononça en faveur de Clive ; mais quand il instruisit la Chambre de sa décision, les choses prirent un cours différent. Les débris de l'opposition tory, quelque peu importants qu'ils fussent, pouvaient cependant peser dans la balance. Or, si les tories méprisaient

Newcastle, ils haïssaient Fox, le politique le plus subtil et le plus hardi, l'orateur le plus habile qui fût parmi les whigs, le fidèle ami de Walpole, le partisan dévoué du duc de Cumberland. Après avoir hésité jusqu'au dernier moment, ils finirent par voter en masse avec les amis du premier ministre. Il en résulta que la Chambre, à une faible majorité, infirma la décision du comité, et Clive fut exclu.

Repoussé du Parlement et presque ruiné, il tourna ses regards vers l'Inde. La Compagnie et le gouvernement désiraient vivement l'employer. Un traité favorable à l'Angleterre avait été conclu dans le Carnatic. Dupleix, destitué, avait rapporté les débris de son immense fortune en Europe, où bientôt la calomnie et les chicanes de tous genres le conduisirent au tombeau. Mais plusieurs signes indiquaient que la guerre entre la France et l'Angleterre était imminente, et l'on sentait la nécessité d'envoyer un chef capable aux établissements indiens de la Compagnie. Les directeurs nommèrent Clive gouverneur du fort Saint-David. Le roi lui donna une commission de lieutenant-colonel dans l'armée anglaise, et en 1755 il s'embarqua de nouveau pour l'Inde.

Dès son arrivée dans l'Inde, il fut chargé de la réduction du fort de Gheriah. Bâti sur un promontoire escarpé et environné presque entièrement par l'Océan, ce fort servait de refuge à un pirate, nommé Angria, dont les barques avaient été longtemps la terreur du golfe Arabique. L'amiral Watson, qui commandait l'escadre anglaise dans les mers de l'Inde, brûla la flotte d'Angria tandis que Clive attaquait par terre la forteresse. Celle-ci se rendit et les vainqueurs eurent à partager un butin de cent cinquante mille livres sterling.

Clive prit ensuite possession de son gouvernement du fort Saint-David; et moins de deux mois après il reçut une nouvelle qui réveilla toute l'énergie de son esprit actif et hardi.

Le Bengale est la plus riche des provinces jadis soumises à la maison de Tamerlan. Aucune partie de l'Inde ne possède de tels avantages au point de vue de l'agriculture et du commerce. Le

Gange, courant à la mer par cent canaux, fertilise une vaste plaine qui, malgré le ciel des tropiques, rivalise de verdure avec les campagnes anglaises. Le riz y croit d'une façon partout ailleurs inconnue. Les récoltes d'épices, de sucre, d'huiles végétales y atteignent de merveilleuses proportions. Les eaux y abondent en poissons. Les iles désertes qui, le long de la côte, sont couvertes d'une végétation nuisible et peuplées de daims et de tigres, fournissent aux districts cultivés d'énormes quantités de sel. Le fleuve, si bienfaisant pour le sol, est en même temps le grand chemin du commerce de l'Inde : c'est sur ses rives et sur celles de ses affluents qu'on rencontre les marchés les mieux pourvus, les cités les plus splendides, les temples les plus sacrés de l'Inde. En vain, pendant des siècles, la tyrannie de l'homme a lutté contre l'exubérante bonté de la nature. En dépit du despote musulman et du Mahratte pillard, le Bengale a toujours passé dans l'Inde pour le jardin de l'Éden, pour le riche royaume. Sa population augmente sans cesse. L'excédant de ses greniers nourrit des provinces lointaines; les produits délicats de son industrie parent les nobles dames de Londres et de Paris. Énervés par la douceur du climat, adonnés aux occupations pacifiques, ceux qui habitent cette bienheureuse contrée sont aux autres Asiatiques ce que ceux-ci sont aux entreprenants et vigoureux enfants de l'Europe. Les Castillans ont le proverbe : *A Valence la terre est de l'eau et les hommes sont des femmes;* on peut en dire autant à propos de la vaste plaine du bas Gange. Le Bengalais fait tout avec nonchalance. Il a des goûts sédentaires; il abhorre les exercices corporels, et, quoique vif disputeur et très-processif, il s'engage rarement dans un conflit personnel et ne s'enrôle presque jamais comme soldat. Il n'y a peut-être pas en dans l'armée de la Compagnie des Indes cent hommes originaires du Bengale. Nous doutons qu'il ait jamais existé un peuple aussi bien préparé par la nature et les habitudes pour le joug étranger.

A l'époque dont nous parlons, les grandes Compagnies commerciales d'Europe possédaient depuis longtemps des factoreries

dans le Bengale. Les Français étaient établis, comme ils le sont encore, à Chandernagor sur le Hoogley; au-dessus de cette ville, les commerçants hollandais avaient Chinsurah; plus près de la mer, les Anglais avaient bâti le fort William. Une église et de spacieux magasins avaient été construits dans le voisinage; une rangée de belles maisons appartenant aux principaux facteurs de la Compagnie bordait la rive du fleuve, et non loin de là se trouvait une ville grande et active où de très-riches marchands hindous avaient fixé leur résidence. Mais la contrée où s'élèvent aujourd'hui les palais de Choveringhee comptait seulement quelques huttes couvertes de chaume. Un jungle abandonné aux alligators et aux oiseaux aquatiques occupait la place de la citadelle actuelle et du Cours que maintenant sillonnent chaque jour, au lever du soleil, les plus brillants équipages de Calcutta. Les Anglais payaient une rente au gouvernement pour le terrain sur lequel était leur établissement, et on leur permettait, de même qu'aux autres grands tenanciers, d'exercer une certaine juridiction dans les limites de leurs domaines.

Le Bengale, l'Orissa et le Bahar avaient été longtemps gouvernés par un vice-roi que les Anglais appelaient Aliverdy-Khan, et qui, comme les autres vice-rois du Mogol, était devenu complétement indépendant. Il mourut en 1756, et la souveraineté échut à son petit-fils, Surajah-Dowlah, âgé de moins de vingt ans. Les despotes orientaux sont la pire espèce d'êtres humains, et ce malheureux jeune homme était un des pires spécimens de cette espèce. Il avait, de naissance, un esprit faible et un caractère malveillant; son éducation avait été telle qu'elle aurait énervé même une vigoureuse intelligence et perverti même une généreuse nature. Il était incapable de raisonner, parce que personne n'avait osé raisonner avec lui, et infatué de lui-même, parce qu'il n'avait jamais été en position de compter avec la volonté des autres. Une débauche précoce avait enlevé toute énergie à son corps et à son esprit. Il faisait un usage immodéré des boissons spiritueuses, qui troublaient sa débile cervelle jusqu'à la folie. Ses compagnons favoris

étaient des flatteurs sortis de la lie du peuple, et dont la bouffonnerie et la servilité composaient tout le mérite. Il en était arrivé, dit-on, à ce degré de la dépravation humaine où l'on est cruel pour le plaisir de l'être, où l'on éprouve d'agréables émotions en assistant au spectacle de la souffrance, quand même celle-ci ne rapporte aucun profit, ne venge aucune offense, ne préserve d'aucun péril. De bonne heure il s'était complu à torturer des animaux de toutes sortes, et plus tard il s'était délecté encore davantage à contempler les misères de ses semblables.

La haine de Surajah-Dowlah pour les Anglais datait de son enfance; c'était chez lui une idée fixe, et personne ne s'opposait jamais à ses fantaisies. Il s'exagérait l'importance des richesses dont on pourrait s'emparer en pillant Calcutta, et son esprit inculte et borné était hors d'état de comprendre que ces richesses, eussent-elles été plus considérables encore qu'il ne le croyait, ne le dédommageraient pas de ce qu'il perdrait si sa violence chassait du Bengale le commerce européen et le décidait à se transporter dans quelque autre région. Il trouva bientôt des motifs d'hostilités. Les Anglais, s'attendant à une guerre avec la France, s'étaient mis à fortifier leur établissement sans avoir une autorisation spéciale du Nabab. Un riche natif, que celui-ci voulait dépouiller, s'était réfugié à Calcutta et l'on avait refusé de le lui livrer. Ces faits insignifiants suffirent à Surajah-Dowlah, qui marcha sur le fort William avec une nombreuse armée.

Grâce à Dupleix, les employés de la Compagnie résidant à Madras avaient été forcés de devenir soldats et hommes d'État; ceux du Bengale, au contraire, étaient encore de simples commerçants, et, à l'approche du danger, ils furent frappés de terreur. Le gouverneur, qui avait beaucoup entendu parler de la cruauté de Surajah-Dowlah, perdit la tête, sauta dans une barque, et se réfugia sur le vaisseau le plus rapproché du rivage. Le commandant militaire pensa qu'il ne pouvait mieux faire que de suivre un si excellent exemple. Le fort fut pris après une faible résistance, et bon nombre d'Anglais tombèrent entre les mains

des vainqueurs. Le Nabab s'établit avec une pompe royale dans le principal bâtiment de la factorerie et fit amener devant lui M. Holwell, le plus important des prisonniers. Son Altesse se plaignit de l'insolence des Anglais et de la médiocrité des trésors qu'elle avait trouvés; mais elle promit d'épargner la vie des vaincus, puis elle congédia tout le monde.

C'est alors que fut commis un grand crime, mémorable par sa singulière atrocité, mémorable par les terribles représailles qu'il suscita. Les Anglais captifs furent laissés à la merci des gardes, et les gardes résolurent de leur faire passer la nuit dans la prison de la garnison, une pièce connue sous l'horrible nom de *Black hole* (Trou noir). Vu le climat, ce cachot eût paru trop étroit et trop hermétiquement fermé même pour un malfaiteur européen. Il avait seulement vingt pieds carrés; les fenêtres étaient petites et grillées. On était dans le solstice d'été, saison où des appartements spacieux et l'usage constant de l'éventail suffisent à peine pour rendre tolérable aux Anglais l'ardente chaleur du Bengale. Les prisonniers étaient au nombre de cent quarante-six : lorsqu'on leur ordonna d'entrer dans la cellule, ils s'imaginèrent que les soldats se moquaient d'eux, et, rassurés qu'ils étaient par la promesse du Nabab d'épargner leur vie, ils rirent et plaisantèrent de l'absurdité d'un pareil ordre. Ils furent bientôt détrompés. Ils prièrent, supplièrent, mais en vain. Les gardes menacèrent de tuer tous ceux qui hésiteraient à obéir. Les captifs furent poussés dans la cellule à la pointe de l'épée, et la porte fut immédiatement refermée et verrouillée.

Rien dans l'histoire ni dans la fiction, pas même le récit que fait Ugolin au milieu de la mer de glace éternelle, après avoir essuyé ses lèvres sanglantes sur le crâne de son bourreau, n'approche des horreurs de cette nuit. Les prisonniers demandèrent grâce; ils essayèrent d'enfoncer la porte; Holwell, qui, malgré cette terrible situation, conservait encore quelque présence d'esprit, offrit des sommes énormes au geôlier. Il lui fut répondu qu'on ne pouvait rien faire sans les ordres du Nabab, que le Nabab dor-

mait et qu'il se fâcherait si on le réveillait. Les prisonniers devinrent fous de désespoir. Ils se foulèrent aux pieds les uns les autres; ils se battirent pour les places près des fenêtres, pour la dérisoire ration d'eau que leur avait accordée la cruelle merci de leurs meurtriers, ils extravaguèrent, ils blasphémèrent; ils conjurèrent les gardes de tirer sur eux. Les geôliers, dont les flambeaux éclairaient cette scène d'agonie, poussaient des cris de joie mêlés d'éclats de rire en voyant les efforts frénétiques de leurs victimes. Le tumulte se calma peu à peu et l'on n'entendit plus que des soupirs et de sourds gémissements. Au lever du soleil, le Nabab, reposé de sa débauche quotidienne, permit d'ouvrir la porte; mais il s'écoula un certain temps avant que les soldats eussent pratiqué un passage pour les survivants en amoncelant à droite et à gauche les cadavres qui, grâce à l'extrême chaleur du climat, avaient déjà commencé à se putréfier. Vingt-trois figures pâles, se soutenant à peine, méconnaissables pour leurs plus proches parents, sortirent alors de ce charnier. Une fosse fut immédiatement creusée; on y jeta pêle-mêle les corps des cent vingt-trois morts et on les recouvrit de terre.

Ces faits, qu'après plus de quatre-vingts ans on ne peut raconter ou entendre raconter sans frémir, n'éveillèrent ni remords ni pitié dans le cœur du sauvage Nabab. Il n'infligea aucune punition aux meurtriers. Il ne montra aucune commisération pour les survivants. Quelques-uns d'entre eux, dont on n'avait rien à attendre, furent, il est vrai, mis en liberté; mais ceux à qui on pensait pouvoir extorquer quelque chose furent traités avec une exécrable cruauté. Holwell, hors d'état de marcher, fut porté devant le tyran, qui l'invectiva, le menaça, le fit charger de chaînes et l'envoya dans le haut pays, ainsi que d'autres prisonniers soupçonnés d'en savoir plus qu'ils n'en voulaient dire sur les trésors de la Compagnie. Ces hommes, encore sous le coup des souffrances qu'ils avaient endurées, furent logés dans de misérables hangars et uniquement nourris de grain et d'eau. Des parentes du Nabab intercédèrent en faveur de ces malheureux et

obtinrent enfin l'ordre de leur délivrance. Une seule Anglaise avait survécu; elle fut placée dans le harem du prince à Moorshedabad.

Surajah-Dowlah envoya à Delhi, à celui qui n'était son souverain que de nom, une lettre où sa récente conquête était annoncée en un style des plus pompeux. Il mit garnison dans le fort William, près duquel aucun Anglais n'eut le droit de fixer sa résidence, et décida qu'en mémoire de ses hauts faits, Calcutta s'appellerait désormais *Alinagore*, c'est-à-dire le port de Dieu.

L'établissement de Madras, en apprenant, au mois d'août, les événements de Calcutta, poussa unanimement un cri de vengeance. Quarante-huit heures après, on résolut de diriger une expédition sur le Hoogley et de donner à Clive le commandement des troupes de terre. Les forces navales furent placées sous les ordres de l'amiral Watson. Neuf cents hommes d'infanterie anglaise, soldats éprouvés qu'animait un excellent esprit, et quinze cents cipayes, composaient toute l'armée chargée de punir un prince dont les sujets étaient plus nombreux que ceux de Louis XV ou de Marie-Thérèse. L'escadre appareilla au mois d'octobre; mais, retardée par des vents contraires, elle n'arriva au Bengale qu'en décembre.

Le Nabab, plongé dans ses débauches habituelles, était sans inquiétude à Moorshedabad. Il ignorait profondément la situation des pays étrangers; il disait souvent qu'il n'y avait pas dix mille hommes dans toute l'Europe. Il n'avait jamais soupçonné que les Anglais pussent envahir ses États; mais si leur puissance militaire ne lui paraissait nullement redoutable il commençait à beaucoup les regretter. Ses revenus diminuaient et ses ministres avaient fini par lui faire comprendre qu'un souverain peut quelquefois trouver plus d'avantages à laisser des négociants jouir publiquement de leurs gains qu'à les mettre à la torture pour leur arracher l'indication d'endroits où sont cachées des caisses pleines d'or et de diamants. Il songeait même à permettre à la Compagnie de reprendre ses opérations commerciales dans le Bengale,

quand il reçut la nouvelle qu'une armée anglaise était sur le Hoogley. Il réunit immédiatement toutes ses troupes à Moorshedabad et marcha sur Calcutta.

Clive était entré en campagne avec sa vigueur habituelle. Il avait pris Budgebudge, dispersé la garnison du fort William, repris Calcutta et saccagé Hoogley. Le Nabab, déjà disposé à faire des concessions aux Anglais, fut confirmé dans ses intentions pacifiques par ces preuves de leur force et de leur courage. Il fit, en conséquence, des propositions aux chefs de l'armée d'invasion, offrit de rendre la factorerie et d'indemniser ceux qu'il avait dépouillés.

Clive était surtout soldat; il sentit qu'un accommodement avec Surajah-Dowlah avait quelque chose de déshonorant; mais son pouvoir était limité. Un comité, composé en majeure partie des fonctionnaires de la Compagnie, qui s'étaient enfuis de Calcutta, avait la principale direction des affaires. Or ces fonctionnaires désiraient vivement être rétablis dans leurs postes et indemnisés de leurs pertes; le gouvernement de Madras, sachant que la guerre avait éclaté de nouveau en Europe et appréhendant une attaque des Français, était impatient de voir revenir les troupes anglaises; enfin les propositions du Nabab étaient avantageuses, les chances d'un combat douteuses. Clive consentit donc à traiter tout en exprimant le regret que les choses ne se fussent pas terminées d'une manière aussi glorieuse qu'il l'eût souhaité.

Avec cette négociation commence une nouvelle phase de la vie de Clive. Jusqu'alors il n'avait été qu'un soldat mettant à exécution les plans des autres très-bravement et très-habilement. A dater de ce moment on doit surtout le regarder comme un homme d'État et considérer ses opérations militaires comme subordonnées à ses desseins politiques. Il est tout à fait évident que dans sa nouvelle carrière il montra des talents éminents et obtint de grands succès; mais il est non moins incontestable que les transactions auxquelles il participa ont entaché son caractère moral.

4

Nous ne saurions être d'accord avec sir John Malcolm, qui ne consent à voir qu'honneur et intrépidité dans la conduite de son héros ; mais nous sommes loin de partager l'opinion de M. Mill, qui a dit que Clive « ne reculait jamais devant la fourberie quand celle-ci pouvait être utile à ses desseins. » Nous pensons que Clive a été par tempérament l'opposé d'un fourbe, c'est-à-dire, hardi jusqu'à la témérité, sincère jusqu'à l'indiscrétion, ami plein de cœur, ennemi ouvertement déclaré. Ni sa vie privée, ni les actes de sa vie publique qui concernent ses compatriotes, ne nous révèlent la moindre propension à la ruse. Dans toutes ses querelles d'Anglais à Anglais; dans ses affaires de boxe à l'école, dans les discussions orageuses, qui, soit au siége de la Compagnie des Indes, soit au Parlement, occupèrent les dernières années de sa vie, ses fautes furent au contraire celles d'un esprit élevé et magnanime. La vérité paraît être qu'il considérait la politique indienne comme un jeu où rien n'était défendu. Il savait que chez les natifs de l'Inde la mesure de la moralité n'était nullement la même qu'en Angleterre; il savait qu'il avait affaire à des hommes dénués de ce qu'en Europe on appelle honneur, à des hommes qui faisaient toutes promesses sans hésitation et manquaient à toutes promesses sans honte, à des hommes qui, pour arriver à leur but, employaient sans scrupule la corruption, le parjure, le faux. L'énorme différence qui existe entre la moralité asiatique et la moralité européenne le préoccupait constamment ; ses lettres le prouvent. Il semble s'être imaginé, à tort, suivant nous, qu'il ne pourrait lutter contre de pareils adversaires s'il obéissait à des lois dont ils étaient eux-mêmes affranchis ; s'il agissait avec bonne foi n'en ayant pas à attendre de leur part ; s'il remplissait, fût-ce à son propre préjudice, tous ses engagements envers des alliés qui ne remplissaient jamais aucun des leurs qui ne fût à leur avantage. Cet homme qui, dans toutes les autres circonstances de sa vie, se conduisit en honorable gentleman anglais et en soldat, n'était pas plutôt aux prises avec un intrigant indien qu'il devenait lui-même un intrigant indien et qu'il descendait sans scrupule au

mensonge, aux caresses hypocrites, à la substitution frauduleuse des documents et à la contrefaçon des écritures.

Un employé de la Compagnie, M. Watts et un indigène du Bengale, nommé Omichund, furent spécialement chargés des négociations entre les Anglais et le Nabab. Cet Omichund avait été un des plus riches marchands natifs résidant à Calcutta, et il avait fait des pertes considérables à la suite de l'expédition du Nabab contre, cette place. Ses opérations commerciales l'avaient souvent mis en rapport avec les Anglais, et la cour de Moorshedabad ne pouvait choisir un meilleur représentant. Il exerçait une grande influence sur les hommes de sa race, et il avait à un haut degré les qualités hindoues, l'observation rapide, le tact, la dextérité, la persévérance, et aussi les vices hindous, la servilité, la perfidie, l'avidité !

Le Nabab montra toute la duplicité d'un homme d'État indien et toute la légèreté d'un enfant dont l'esprit est énervé par l'habitude du pouvoir et par l'orgueil. Il promit, il se rétracta, il hésita, il éluda. Il vint même avec son armée menacer Calcutta ; mais, lorsqu'il vit la bonne contenance des Anglais, il se retira fort alarmé, consentit à la paix et accepta les conditions qu'on lui imposait. Le traité ne fut pas plutôt conclu qu'il tourna ses regards du côté des autorités françaises de Chandernagor. Il invita Bussy à marcher du Deccan sur le Hoogley et à chasser les Anglais du Bengale. Clive et Watson connaissaient toutes ces intrigues. Ils résolurent en conséquence de frapper un coup décisif et d'attaquer Chandernagor avant que la garnison de cette ville pût recevoir des renforts soit d'Europe, soit du midi de l'Inde. Watson dirigea l'expédition par mer, Clive par terre. Le succès du mouvement combiné fut rapide et complet. Le fort, la garnison, l'artillerie, les approvisionnements militaires, tombèrent aux mains des Anglais. Il se trouvait au nombre des prisonniers près de cinq cents soldats européens.

Le Nabab avait craint et haï les Anglais, même quand il pouvait leur opposer les Français leurs rivaux ; les Français une fois vain-

cus, il se mit plus que jamais à craindre et à haïr les Anglais. Son esprit faible et sans principes était disposé tantôt à l'insolence, tantôt à la servilité. Un jour il envoyait à Calcutta une somme considérable à compte sur l'indemnité due pour le dommage qu'il avait causé ! Le lendemain, il envoyait à Bussy des diamants en présent et il exhortait cet officier distingué à se hâter de protéger le Bengale « contre Clive, ce foudre de guerre, disait Sa Hautesse ; que le ciel le confonde ! » Il ordonnait à son armée d'attaquer les Anglais, puis il révoquait ses ordres. Il déchirait les lettres de Clive et lui adressait ensuite des réponses pleines de compliments obséquieux. Il chassait Watts de sa présence et le menaçait de le faire empaler ; un instant après il rappelait Watts et lui demandait pardon de cette insulte. Sa détestable administration, sa folie, ses mœurs dissolues, son goût pour les gens du plus bas étage, révoltèrent enfin ses sujets de toutes les classes : les soldats, les négociants, les fonctionnaires civils, les fiers et vaniteux mahométans, les timides, souples et parcimonieux Hindous. Roydullub, ministre des finances, Meer-Jaffier, commandant en chef de l'armée, et Jugget Seit, le plus riche banquier de l'Inde, devinrent les chefs d'une formidable conspiration. Le secret fut confié aux agents anglais, et les mécontents de Moorshedabad se mirent en relation avec le comité de Calcutta.

Il y eut beaucoup d'hésitation dans le comité ; mais Clive parla en faveur des conspirateurs. Sa vigueur et sa fermeté finirent par triompher de toute opposition. On décida que les Anglais prêteraient leur puissante assistance pour déposer Surajah-Dowlah et pour placer Meer-Jaffier sur le trône du Bengale. Meer Jaffier promit, en échange, d'accorder une ample compensation à la Compagnie et à ses employés, plus une libérale donation à l'armée, à la flotte et au comité. Les vices odieux de Surajah-Dowlah, les pertes qu'il avait fait subir aux Anglais, les dangers auxquels notre commerce eût été exposé si le Nabab eût continué à régner, nous paraissent pleinement justifier la dissimulation dont usa Clive. Il écrivit à Surajah-Dowlah sur un ton tellement amical, que ce

faible prince resta dans la plus complète sécurité. Le courrier qui portait au Nabab cette « lettre caressante, » comme l'appelle Clive, en portait à M. Watts une autre ainsi conçue : « Dites à Meer-Jaffier de ne rien craindre. Je lui amènerai cinq mille soldats qui n'ont jamais tourné le dos; assurez-lui que je marcherai nuit et jour pour venir à son aide et que je le soutiendrai tant qu'il me restera un homme. »

Il était impossible qu'un complot ayant de si nombreuses ramifications restât longtemps secret. Le Nabab en sut bientôt assez pour que ses soupçons fussent éveillés; mais Omichund inventa avec un merveilleux à-propos des fables ingénieuses qui le tranquillisèrent. Tout allait bien, le complot était sur le point d'éclater, quand Clive apprit qu'Omichund avait l'air de jouer jeu double. L'artificieux Bengalais avait reçu la promesse d'une large indemnité pour ce qu'il avait perdu à Calcutta. Suivant lui, ce n'était pas suffisant. Il avait rendu de grands services, il tenait le fil de toute l'intrigue, d'un seul mot murmuré à l'oreille de Surajah-Dowlah, il pouvait détruire tout ce qui avait été fait; la vie de Watts, de Meer-Jaffier, de tous les conspirateurs, était à sa merci. Il voulut profiter de sa position et poser des conditions. Il demanda trois mille livres sterling comme prix de sa discrétion et de sa coopération. Le comité, irrité par cette trahison et effrayé du danger, ne savait quel parti prendre. Clive était heureusement aussi fécond en ressource qu'Omichund. Cet homme, dit-il, est un scélérat; tout stratagème propre à réprimer une pareille coquinerie est excusable; il faut donc lui promettre ce qu'il demande; Omichund sera prochainement à notre discrétion, et alors nous serons à même de le punir en lui refusant non-seulement la somme qu'il exige, mais encore sa part de l'indemnité destinée à tous ceux que la prise de Calcutta a ruinés.

Cet avis ayant été adopté, on chercha comment on pourrait tromper le prudent et sagace Hindou. Il désirait qu'un article relatif à ses prétentions fût inséré dans le traité de Meer-Jaffier avec les Anglais, et certainement il ne serait satisfait que s'il

voyait cet article de ses propres yeux. Clive avait un expédient tout prêt. Deux traités furent rédigés; l'un sur papier blanc, l'autre sur papier rouge; le premier sérieux, le second fictif. Dans le premier, le nom d'Omichund n'était pas mentionné; le second, qu'on devait lui montrer, contenait une stipulation en sa faveur.

Il surgit encore une difficulté. L'amiral Watson eut des scrupules; il ne voulut pas signer le traité rouge. La vigilance et la finesse d'Omichund étaient telles, que l'absence d'un nom si important eût probablement détruit en lui toute confiance; mais Clive n'était pas homme à faire les choses à demi. Nous rougissons presque de l'écrire : il imita la signature de l'amiral Watson.

Le moment d'agir était venu. M. Watts sortit secrètement de Moorshedabad. Clive mit ses troupes en mouvement et écrivit au Nabab. Son langage n'était plus le même que dans ses lettres précédentes. Il énumérait toutes les pertes que les Anglais avaient eu à supporter, offrait de soumettre à l'arbitrage de Meer-Jaffier les points en discussion, et concluait en annonçant que, vu l'approche de la saison pluvieuse, lui et son armée avaient l'honneur de solliciter une prompte réponse de Son Excellence.

Surajah-Dowlah rassembla immédiatement toutes ses forces et marcha à la rencontre des Anglais. Il avait été convenu que Meer-Jaffier abandonnerait le Nabab et se réunirait à Clive avec toute sa division; mais à l'instant décisif les craintes du conspirateur l'emportèrent sur son ambition. Clive s'était avancé jusqu'à Cossimbuzar. Le Nabab, avec une puissante armée, campait à quelques milles de là, à Plassey, et cependant Meer-Jaffier différait de remplir ses engagements. Il répondait d'une manière évasive aux vives remontrances du général anglais.

L'anxiété de Clive était extrême. Il ne pouvait compter ni sur la sincérité ni sur le courage de son allié, et, quelle que fût sa confiance en ses propres talents militaires, dans la valeur et la discipline de ses troupes, attaquer une armée vingt fois plus

nombreuse que la sienne lui paraissait chose grave. Une rivière lui barrait le passage ; il était facile de la franchir ; mais, si l'affaire tournait mal, pas un homme de sa petite armée ne la repasserait jamais. Pour la première et la dernière fois son esprit intrépide fléchit pendant quelques heures devant la terrible responsabilité d'une décision à prendre. Il convoqua un conseil de guerre. La majorité se prononça contre la bataille, et Clive déclara que son opinion était conforme à celle de la majorité. Longtemps après il dit qu'il n'avait eu recours qu'à un seul conseil de guerre en sa vie, et que, s'il avait suivi l'avis de ce conseil, les Anglais n'auraient jamais été les maîtres du Bengale. L'assemblée s'était à peine séparée qu'il redevint lui-même. Il se retira seul à l'ombre de quelques arbres et passa environ une heure à méditer. Il revint, déterminé à tenter la fortune, et donna ordre qu'au lever du soleil tout fût prêt pour traverser la rivière.

Le lendemain, à une heure assez avancée de la soirée, l'armée, après une pénible journée de marche, établit son camp dans un petit bois de Mangier-Mango, près de Plassey, à moins d'un mille de l'ennemi. Clive ne put dormir. Il entendit toute la nuit le bruit des tambours et des cymbales qui partait du vaste camp du Nabab. Il n'est pas étonnant que la pensée d'avoir à combattre dans peu d'heures contre des forces tellement supérieures, et pour un pareil résultat, ait fait de temps en temps défaillir même son grand cœur.

Surajah-Dowlah n'était guère moins inquiet. D'horribles appréhensions tourmentaient son esprit, tout à la fois faible et violent. Effrayé par la grandeur et l'imminence de la crise, se méfiant de ses subordonnés, ayant peur de quiconque l'approchait, craignant de rester seul, il se tenait tristement sous sa tente, visité, comme l'eût dit un poëte grec, par les âmes furieuses qui, dans le *Black-Hole*, l'avaient maudit à son dernier soupir.

Le jour vint, le jour qui devait décider du destin de l'Inde. Au lever du soleil l'armée du Nabab sortit du camp par plusieurs

issues et s'avança vers le petit bois qu'occupaient les Anglais. Quarante mille fantassins, armés de fusils, de sabres, d'arcs et de flèches couvraient la plaine. Des bœufs blancs traînaient cinquante pièces d'artillerie du plus gros calibre, et derrière chaque attelage il y avait un éléphant. Quelques canons, d'un moindre calibre, manœuvrés par un petit nombre d'auxiliaires français, étaient peut-être plus formidables. La cavalerie, forte de quinze mille hommes, avait été recrutée, non parmi la population efféminée du Bengale, mais chez la race plus hardie qui habite les provinces du Nord, et l'œil exercé de Clive put constater que les hommes et les chevaux étaient plus vigoureux que ceux du Carnatic. Clive n'avait que trois mille hommes à opposer à cet immense multitude; mais près de mille d'entre eux étaient Anglais, tous étaient commandés par des officiers anglais et habitués à la discipline anglaise. On remarquait, dans les rangs de la petite armée, les soldats du 39e régiment, sur le drapeau duquel on lit encore aujourd'hui le nom de Plassey et la fière devise : *Primus in Indis*, à côté de plusieurs honorables inscriptions méritées, sous Wellington, en Espagne et en Gascogne.

Le feu de l'artillerie du Nabab ne produisit aucun effet, tandis que les pièces de campagne des Anglais faisaient beaucoup de mal à l'ennemi. Surajah-Dowlah vit tomber plusieurs de ses officiers les plus distingués; son armée commençait à se débander et sa terreur augmentait de minute en minute, quand un conspirateur lui parla avec instance de l'opportunité de la retraite. Le Nabab s'empressa de suivre ce perfide conseil. Il donna l'ordre de battre en retraite, et cet ordre décida de son sort. Clive jugea le moment favorable : il fit avancer ses troupes. La valeur disciplinée triompha de la multitude confuse et démoralisée. Jamais foule attaquée par des soldats réguliers ne fut plus complétement mise en déroute. Les flots de fuyards entraînèrent le petit corps de Français qui, seul, essaya de résister aux Anglais. En une heure les forces de Surajah-Dowlah furent dispersées pour toujours. Les Hindous

ne laissèrent que cinq cents morts sur le champ de bataille ; mais leur camp, leurs canons, leurs bagages, leurs innombrables équipages, leurs bestiaux, restèrent au pouvoir des vainqueurs. Clive, qui comptait vingt-deux soldats tués et cinquante blessés, avait vaincu une armée de près de soixante mille hommes et subjugué un empire plus vaste et plus peuplé que la Grande-Bretagne.

Meer-Jaffier n'était nullement venu en aide aux Anglais durant l'action; mais, aussitôt qu'il put prévoir le résultat de la journée, il isola sa division, et quand tout fut terminé, il envoya complimenter son allié. Le lendemain matin il se rendit au quartier anglais, non sans inquiétude sur la réception qui l'y attendait. Il manifesta un certain effroi lorsque, pour le recevoir avec les honneurs dus à son rang, on lui donna une garde ; mais ses appréhensions furent bientôt calmées. Clive s'avança à sa rencontre, l'embrassa, le salua comme Nabab des trois grandes provinces de Bengale, Bahar et Orissa, reçut ses excuses avec bienveillance et l'engagea à marcher sans délai sur Moorshedabad.

Surajah avait, autant que possible, accéléré la marche du chameau sur lequel il s'était enfui du champ de bataille. Il alla, en un peu plus de quarante-huit heures, à Moorshedabad et convoqua immédiatement ses ministres et ses principaux officiers. Les plus sages lui conseillèrent de se mettre entre les mains des Anglais, dont il n'avait à craindre rien de pire que la déportation et l'emprisonnement : il les crut coupables de trahison ; d'autres le pressèrent de tenter de nouveau les chances de la guerre : il se rangea à cette opinion et donna des ordres en conséquence ; mais il n'avait pas l'esprit assez ferme pour persévérer durant un jour entier dans une mâle détermination. Dès qu'il eut appris le retour de Meer-Jaffier, il perdit complétement la tête. Il se couvrit de vêtements très-simples, prit une cassette pleine de diamants, sortit nuitamment de son palais par une fenêtre, et partit pour Patna, accompagné seulement de deux serviteurs.

Clive arriva peu de jours après à Moorshedabad avec deux cents soldats anglais et trois cents cipayes. Il fut logé dans un pa-

lais construit au milieu d'un jardin tellement spacieux, que toute son escorte put y camper à l'aise. On procéda sans retard à l'installation de Meer-Jaffier. Clive conduisit le nouveau Nabab au siége d'honneur, l'y fit asseoir, lui offrit, selon l'immémoriale coutume de l'Inde, une certaine quantité d'or, puis, se tournant du côté des natifs qui étaient dans la salle, il les félicita d'être enfin débarrassés de leur tyran. Il eut recours en cette occasion solennelle aux services d'un interprète, car, bien qu'il ait longtemps résidé dans l'Inde, qu'il connût parfaitement la politique indienne et le caractère indien, et qu'il fût adoré de ses troupes indiennes, il ne sut jamais s'exprimer avec facilité dans aucun des idiomes de l'Inde. Il a même été, dit-on, forcé quelquefois d'employer dans ses rapports avec les natifs de l'Inde le peu de portugais qu'il avait appris dans sa jeunesse au Brésil.

Le nouveau souverain fut alors mis en demeure de remplir les engagements qu'il avait contractés envers ses alliés. On se réunit dans la maison de Jugget-Seit, le grand banquier, pour régler les conventions définitives. Omichund assistait à cette conférence. Il croyait fermement être en haute faveur auprès de Clive; car celui-ci, encore plus dissimulé que l'Hindou, lui avait jusqu'à ce jour montré la même bienveillance. On lut le traité blanc, puis Clive, se tournant vers M. Scrafton, fonctionnaire de la Compagnie, dit en anglais : « Il faut maintenant désabuser Omichund. — Omichund, dit M. Scrafton en hindostani, le traité rouge est une plaisanterie. Vous n'avez rien à revendiquer. » Omichund tomba sans connaissance dans les bras de ses serviteurs. Il revint à la vie, mais son esprit était irréparablement frappé. Clive, assez peu scrupuleux lorsqu'il avait affaire à des politiques indiens, n'était pourtant pas inhumain. Il semble avoir eu pitié d'Omichund. Il le vit quelques jours plus tard, lui parla avec bonté, lui conseilla de faire un pèlerinage à l'un des grands temples de l'Inde ; il espérait que le changement de pays pourrait rétablir sa santé; il était même disposé, malgré tout ce qui s'était passé, à employer de nouveau ses talents pour le service public.

Mais, à dater du jour où il avait éprouvé ce choc violent, le malheureux homme tomba graduellement dans l'idiotisme. Lui qui jadis se distinguait par la force de son intelligence et la simplicité de ses habitudes, se mit à dissiper les restes de sa fortune en achat de puérils colifichets, à porter de riches costumes et à se couvrir de pierres précieuses. Il languit quelques mois dans cet état abject et mourut.

Nous croirions inutile de placer ici quelques réflexions destinées à guider le jugement de nos lecteurs relativement à cette transaction, si sir John Malcolm n'avait entrepris de la défendre à tous les points de vue. Il regrette, à la vérité, qu'on ait été forcé de recourir à la falsification des écritures, moyen dont il est si facile d'abuser; mais, suivant lui, les gens qui trompent un trompeur ne méritent pas le moindre blâme. Il pense que les Anglais n'étaient pas tenus d'observer la foi jurée envers un homme qui n'en observait aucune à leur égard ; l'exemple d'une pareille trahison couronnée de succès aurait encouragé une foule d'Hindous à imiter leur astucieux compatriote. Nous n'avons vraiment pas besoin de nous appuyer sur les principes rigides de la morale pour contredire cette opinion; car, même en considérant la question sous le rapport de l'utilité, dans l'acception la plus vulgaire du mot, et en raisonnant comme Machiavel aurait pu le faire dans ses conférences avec Borgia, nous trouvons que Clive a suivi une détestable voie, et qu'il a commis non simplement un crime, mais une faute. Si nous avons la ferme croyance qu'en général l'honnêteté est la meilleure politique quand il s'agit des intérêts temporels des individus, nous admettons encore moins d'exceptions quand il s'agit des sociétés, et cela, parce que la vie des sociétés dure plus longtemps que celle des individus. On peut citer des hommes qui ont dû une grande prospérité dans ce monde à des infractions à la foi privée ; mais nous doutons qu'on puisse citer un État qui, en fin de compte, ait profité d'une violation de la foi publique. Il n'est pas prudent d'opposer la perfidie à la perfidie, et la véracité est l'arme la plus efficace

contre la fausseté : l'histoire entière de l'Inde anglaise est une confirmation de cette grande vérité. Pendant bon nombre d'années, les dominateurs anglais de l'Inde, entourés d'alliés et d'ennemis qui ne respectaient aucun de leurs engagements, se sont presque toujours conduits avec franchise et droiture, et les événements ont prouvé que franchise et droiture sont sagesse. La valeur et l'intelligence anglaises ont moins fait pour étendre et conserver notre empire oriental que la bonne foi anglaise. Tout ce que nous aurions acquis en employant la trahison, la fourberie, le parjure, dont nos adversaires nous donnaient l'exemple, n'est rien à côté de ce que nous avons obtenu en étant la seule puissance de l'Inde sur la parole de laquelle on puisse se reposer. Aucun serment inventé par la superstition, aucun otage, quelque précieux qu'il soit, n'inspirent moitié autant de confiance que le « Oui, oui » et le « Non, non » d'un envoyé anglais. Aucune place de guerre, quelque fortifiée qu'elle soit par l'art et la nature, ne donne à ses habitants une sécurité pareille à celle dont jouit le chef qui, traversant le territoire de puissants et mortels ennemis, se trouve sous la sauvegarde anglaise. Les plus grands princes de l'Inde offrent un énorme intérêt usuraire et ils parviennent à peine à recueillir quelques bribes des richesses enfouies dans les cachettes de leurs sujets ; le gouvernement anglais n'offre guère plus de 4 pour 100, et l'avarice retire de ses plus secrets dépôts dix millions de roupies qu'elle se hâte d'apporter. Un monarque promet à nos cipayes des montagnes d'or pour leur faire déserter le drapeau de la Compagnie, et la Compagnie promet une modique pension qu'il faut gagner par de longs services ; mais chaque cipaye sait que la promesse de la Compagnie sera tenue, il sait que, vécût-il cent ans, il peut compter sur son riz et son sel, comme le gouverneur général sur son traitement ; il sait enfin qu'il n'y a pas dans l'Inde un autre gouvernement qui, en dépit des plus solennelles promesses, ne le laisserait mourir de faim dans un fossé aussitôt qu'il cesserait d'être utile. Mériter la confiance publique est un inappréciable avantage pour un gouverne-

ment environné de gouvernements auxquels personne ne peut se fier, et nous possédons cet avantage en Asie. Si pendant les deux dernières générations nous avions adopté les principes que sir John Malcolm semble approuver; si, toutes les fois que nous avons eu affaire à des gens tels qu'Omichund, nous avions invoqué la loi du talion; si, à leur exemple, nous avions mis en usage le mensonge, la fraude et le parjure, nous aurions vainement consacré au maintien de notre empire beaucoup de talent et de courage : telle est notre profonde conviction.

Sir John Malcolm reconnaît qu'une rigoureuse nécessité pouvait seule autoriser le parjure de Clive. Comme nous pensons que ce parjure, loin d'être indispensable, était inutile, nous avons à peine besoin de dire que nous le condamnons absolument.

Omichund ne fut pas la seule victime de cette révolution. Surajah-Dowlah fut pris peu de jours après sa fuite et amené devant Meer-Jaffier. Il se jeta aux pieds de celui-ci, et, frappé de terreur, implora en sanglotant la merci que lui-même n'avait jamais accordée à personne. Meer-Jaffier hésitait; mais son fils Meeran, jeune homme de seize ans, qui, par la faiblesse de son esprit et la férocité de son caractère, ressemblait beaucoup au misérable captif, fut implacable. Surajah-Dowlah, relégué dans une chambre secrète, fut mis à mort peu de temps après. Les Anglais n'eurent aucune part à cette exécution, et Meer-Jaffier comprit si bien leurs sentiments à cet égard, qu'il jugea nécessaire de se glorifier auprès d'eux de les avoir vengés de leur plus dangereux ennemi.

La Compagnie et ses employés furent alors comblés de richesses. Une somme de huit cent mille livres sterling, en argent monnayé, descendit la rivière, de Moorshedabad au fort William. La flottille qui portait ce trésor se composait de plus de cent bateaux; elle accomplit son voyage, enseignes déployées et au son d'une musique triomphale. Calcutta, déserte quelques mois auparavant, devint plus prospère que jamais. Le commerce se ranima, et l'on vit régner l'abondance dans chaque maison anglaise. Les

gains de Clive n'eurent d'autre limite que sa propre modération. Le trésor du Bengale était à sa discrétion. Là se trouvaient empilées, suivant l'usage de l'Inde, d'énormes masses de numéraire, où il n'était pas rare de voir les florins et les besants avec lesquels les Vénitiens achetaient les épices et les étoffes de l'Orient, bien avant qu'un vaisseau européen eût doublé le cap de Bonne-Espérance. Clive se promenait au milieu des monceaux d'or, d'argent, de diamants, de rubis, et il pouvait en prendre à son gré. Il reçut de deux à trois cent mille livres sterling.

Seize ans plus tard Clive fut, à propos des dons de Meer-Jaffier, condamné par l'opinion publique et sévèrement critiqué au sein du Parlement. Sir John Malcolm le défend avec véhémence. Les accusateurs du général victorieux prétendaient que ces sommes si importantes étaient le salaire de la corruption ou un butin extorqué à un allié sans appui : le biographe, au contraire, les considère comme des dons volontaires qui font également honneur au donateur et au donataire, et il les compare aux récompenses offertes par les puissances étrangères à Marlborough, à Nelson et à Wellington. En Orient, dit-il, on avait toujours donné et reçu des présents, et il n'y avait pas encore dans ce temps-là de loi du Parlement qui défendît positivement aux fonctionnaires anglais de l'Inde de profiter de cet usage asiatique. Cette manière de raisonner ne nous satisfait pas complétement, nous l'avouons. Nous ne soupçonnons pas Clive d'avoir trahi les intérêts de ses commettants ou ceux de son pays, mais nous ne pouvons l'absoudre d'avoir fait une chose, sinon mauvaise en elle-même, au moins d'un fâcheux exemple. Un général ne doit servir que son gouvernement; rien n'est plus évident; il ne doit donc recevoir des récompenses, quelles qu'elles soient, que de son gouvernement ou avec l'approbation de celui-ci. Il serait bon que cette règle fût strictement observée, même quand il s'agit de la plus simple babiole, d'une croix, d'une médaille, d'un bout de ruban. Comment un gouvernement peut-il être bien servi, si ceux qui commandent ses armées sont libres d'accepter de ses alliés des fortunes prin-

cières, et cela sans son aveu ? Il est oiseux de dire qu'il n'y avait alors aucune loi du Parlement qui défendît d'accepter des présents des souverains asiatiques. Ce n'est pas au nom de la loi votée à une époque plus récente, c'est en nous plaçant sur un terrain déjà solide avant le vote de cette loi, sur le terrain du droit commun et du sens commun, que nous blâmons la conduite de Clive. Il n'y a, que nous sachions, aucune loi qui interdise au secrétaire des affaires étrangères de se mettre à la solde des puissances continentales; mais il n'en est pas moins vrai qu'un secrétaire des affaires étrangères qui recevrait une pension secrète de la France violerait grossièrement ses devoirs et mériterait un sévère châtiment. Sir John Malcolm compare la conduite de Clive à celle du duc de Wellington ! Si le duc de Wellington, — nous sommes honteux de faire une telle supposition, — si le duc de Wellington, après la campagne de 1815 et tandis qu'il commandait l'armée d'occupation en France, avait accepté de Louis XVIII deux cent mille livres sterling comme une marque de gratitude pour les grands services rendus par Sa Grâce à la maison de Bourbon, que penserait-on d'un pareil acte? Les lois parlementaires ne défendent cependant pas plus aujourd'hui d'accepter des présents en Europe qu'elles ne défendaient de le faire en Asie au temps de Clive.

Il faut admettre, d'un autre côté, que plusieurs circonstances atténuent beaucoup la culpabilité de Clive. Il se considérait comme le général, non de la couronne, mais de la Compagnie, et la Compagnie avait autorisé ses agents, du moins implicitement, à s'enrichir, grâce aux libéralités des princes natifs et par d'autres moyens d'une légitimité encore plus contestable. On n'était pas en droit d'espérer que le serviteur aurait mieux que ses maîtres une notion exacte de ses devoirs. Clive, bien qu'il n'eût pas informé positivement ses commettants de ce qui s'était passé et qu'il n'eût pas demandé leur approbation, montra qu'il n'avait pas conscience d'avoir mal agi, car il n'affecta aucun mystère. Il avoua, au contraire, avec la plus grande franchise qu'il devait

en partie sa fortune aux bontés du Nabab. En somme, si nous pensons qu'il aurait dû ne rien prendre, nous sommes forcé de reconnaître qu'il mérite des louanges pour avoir pris si peu. Il reçut vingt lacs de roupies et il n'avait qu'un mot à dire pour s'en faire donner quarante au lieu de vingt. Il était très-facile de pratiquer la vertu en déclamant en Angleterre contre la rapacité de Clive; mais parmi ses accusateurs il n'y en avait pas un sur cent qui, devant le trésor de Moorshedabab, se serait montré si maître de lui-même.

Meer-Jaffier ne pouvait être maintenu sur le trône que par la main de celui qui l'y avait placé. Ce n'était plus un enfant, et il n'avait pas eu le malheur de naître dans la pourpre. Il n'était donc ni tout à fait aussi imbécile ni tout à fait aussi dépravé que son prédécesseur; mais il n'avait nullement les talents ou les vertus que son poste exigeait; et Meeran, son fils et son héritier, était un autre Surajah-Dowlah. La dernière révolution avait exalté l'esprit de beaucoup de gens. Plusieurs chefs étaient en insurrection ouverte contre le nouveau Nabab. Le vice-roi de la riche et puissante province d'Oude était alors un véritable souverain indépendant comme les autres vice-rois du Mogol. Il menaçait d'envahir le Bengale. Les talents et l'autorité de Clive pouvaient seuls soutenir le gouvernement mal affermi.

Tel était l'état des choses lorsque arriva un vaisseau avec des dépêches écrites au siége de la Compagnie avant que la nouvelle de la bataille de Plassey fût parvenue à Londres. Les directeurs avaient résolu de placer les établissements anglais de l'Inde sous un gouvernement constitué de la façon la plus absurde et la plus arbitraire, et, pour tout dire, Clive n'en faisait pas partie. Les membres désignés de ce nouveau gouvernement osèrent, à leur grand honneur, enfreindre les ordres de leurs chefs, et ils invitèrent Clive à exercer l'autorité suprême. Il y consentit, et l'on vit bientôt que les fonctionnaires de la Compagnie n'avaient fait que devancer les intentions de leurs commettants. Les directeurs, dès qu'ils connurent les brillants succès de Clive, le nommèrent

gouverneur de leurs possessions dans le Bengale, et lui manifestèrent hautement leur gratitude et leur estime. Clive eut alors un pouvoir sans limite, supérieur même de beaucoup à celui qu'avait eu Dupleix dans le midi de l'Inde. Meer-Jaffier le traitait avec un respect servile. Il dit un jour sévèrement à un des principaux chefs natifs, dont la suite avait cherché querelle à quelques cipayes de la Compagnies : « En êtes-vous encore à apprendre qui est le colonel Clive et dans quelle position Dieu l'a placé ? — Moi, insulter le colonel ! » répondit le chef qui, renommé pour ses plaisanteries et lié depuis longtemps avec Meer-Jaffier, pouvait se permettre certaines libertés ; moi qui chaque matin ne me lève jamais sans faire trois profonds saluts à son âne ! » Et c'était à peine une exagération. Les Européens étaient aux pieds de Clive ainsi que les natifs. Les Anglais le regardaient comme le seul homme capable de forcer Meer-Jaffier à tenir ses engagements envers eux. Meer-Jaffier le regardait comme le seul homme capable de protéger la nouvelle dynastie contre la turbulence de ses sujets et les empiétements de ses voisins. Clive, ce n'est que justice de le dire, usa de son pouvoir avec habileté et vigueur, dans l'intérêt de sa patrie. Il envoya une expédition contre le pays situé au nord du Carnatic. Les Français avaient encore la prépondérance dans cette région, et il était important de les en chasser. Le commandement des troupes fut donné à Forde, officier alors peu connu, chez qui l'œil pénétrant de Clive avait découvert des talents militaires de premier ordre. Le succès de l'expédition fut rapide et complet.

Une grande partie de l'armée du Bengale était ainsi occupée au loin lorsqu'un nouveau et formidable danger menaça les frontières de l'Ouest. Le Grand Mogol était, à Delhi même, prisonnier d'un de ses sujets. Shah-Alum, son fils aîné, qui devait être pendant plusieurs années le jouet de la fortune et servir d'instrument, d'abord aux Mahrattes, puis aux Anglais, s'était enfui du palais paternel. Il appartenait à une famille qu'on révérait encore dans l'Inde ; quelques puissants princes, le Nabab d'Oude en par-

ticulier, étaient disposés à l'appuyer; aussi attira-t-il sans peine un grand nombre d'aventuriers sous ses étendards. Il réunit autour de lui quarante mille hommes, différant de race et de religion, des Mahrattes, des Rohillas, des Jants, des Afghans, car il avait conçu le projet de renverser le parvenu que les Anglais avaient fait monter sur le trône et de soumettre à sa propre autorité les provinces du Bengale, de l'Orissa et du Bahar.

Meer-Jaffier, frappé de terreur, ne vit qu'un parti à prendre, celui d'offrir à Shah-Alum une énorme somme d'argent pour prix de la paix. Ceux qui avaient, avant lui, gouverné les riches et peu guerrières provinces qui avoisinent l'embouchure du Gange, avaient eu plus d'une fois recours à de pareils expédients; mais Clive montra pour ce lâche dessein un mépris digne de son esprit énergique et de son courage intrépide. « Si vous agissez ainsi, écrivait-il, le Nabab d'Oude, les Mahrattes et beaucoup d'autres franchiront les frontières de vos États et vous soutireront de l'argent jusqu'à ce que vous n'en ayez plus dans votre trésor. Je prie Votre Excellence de compter sur la fidélité des Anglais et sur celle des troupes dont vous disposez. » Il écrivait dans le même sens au gouverneur de Patna, brave soldat natif pour lequel il avait une haute estime. « Ne consentez à aucun arrangement; défendez votre ville jusqu'à la dernière extrémité; soyez convaincu que les Anglais sont des amis véritables, persévérants, et qu'ils n'abandonnent jamais une cause à laquelle ils se sont une fois intéressés. »

Il tint parole : Shah-Alum, qui avait investi Patna, allait donner l'assaut lorsqu'il apprit que le colonel arrivait à marches forcées. L'armée qui s'approchait consistait seulement en quatre cent cinquante Européens et deux mille cinq cents cipayes; mais Clive et ses Anglais avaient fini par inspirer une profonde terreur à tout l'Orient. Aussitôt que son avant-garde fut en vue, les assiégeants s'enfuirent. Un petit nombre d'aventuriers français, qui entouraient Shah-Alum, essayèrent en vain de le décider à courir les chances d'une bataille. Le redoutable nom anglais suffit pour

disperser en quelques jours cette nombreuse armée qui avait tant inquiété la cour de Moorshedabad.

Le vainqueur retourna en triomphe au fort William. La joie de Meer-Jaffier, aussi illimitée que l'avaient été ses craintes, porta ce prince à offrir un présent royal à son défenseur comme témoignage de sa gratitude. La redevance annuelle que la Compagnie des Indes orientales avait pris l'engagement de payer au Nabab pour les terres immenses qu'elle occupait au midi de Calcutta était de trente mille livres sterling. Clive eut dès lors la jouissance viagère de cette splendide fortune qui eût permis aux membres les plus considérables de la pairie anglaise de dignement soutenir leur rang.

Clive avait, pensons-nous, le droit d'accepter ce présent qui, par sa nature, ne pouvait être ignoré, et la Compagnie tenancière de Meer-Jaffier approuva publiquement cette concession.

La reconnaissance de Meer-Jaffier ne fut pas de longue durée. Il avait quelquefois pensé que le puissant allié qui l'avait placé sur le trône pouvait le renverser, et il avait cherché un appui contre la force formidable qui jusqu'alors l'avait protégé. Il savait qu'il était impossible de trouver parmi les natifs de l'Inde des hommes qui osassent regarder en face la petite armée du colonel. Les Français n'avaient plus dans le Bengale ni autorité ni influence; mais les Hollandais avaient joui autrefois d'une grande renommée dans les mers orientales, et l'on ignorait encore en Asie combien la puissance de la Hollande était déchue en Europe. De secrètes communications s'établirent entre la cour de Moorshedabad et la factorerie hollandaise de Chinsurah; et l'on écrivit de Chinsurah des lettres pressantes où l'on exhortait le gouvernement de Batavia à envoyer une expédition qui fût en état de lutter contre les forces anglaises dans le Bengale. Les autorités de Batavia, très-désireuses d'étendre l'influence de leur pays, et surtout d'obtenir pour elles-mêmes une part des trésors qui avaient enrichi tant d'aventuriers anglais, armèrent une escadre imposante. Sept grands vaisseaux, partis de Java, arrivèrent inopinément dans le Hoogley; ils portaient quinze cents soldats dont il y

avait environ moitié d'Européens. Le moment était bien choisi. Clive avait envoyé de si gros détachements contre les Français, dans le Carnatic, que son armée était alors inférieure en nombre à celle des Hollandais. Il savait que Meer-Jaffier favorisait secrètement la tentative d'invasion; qu'en attaquant les forces d'une nation amie il assumait sur lui une grave responsabilité; que les ministres anglais devaient craindre qu'une guerre avec la Hollande s'ajoutât à celle qu'ils soutenaient déjà contre la France; qu'ils pourraient désavouer ses actes et le punir; il avait récemment fait passer une notable portion de sa fortune en Europe par l'entremise de la Compagnie hollandaise des Indes orientales, et il avait, en conséquence, un sérieux intérêt à éviter toute collision; mais il comprit que, s'il souffrait que l'armée hollandaise franchît la rivière et se réunît à la garnison de Chinsurah, Meer-Jaffier se jetterait dans les bras de ses nouveaux alliés, et que la prépondérance anglaise dans le Bengale serait singulièrement compromise. Il se décida avec une hardiesse caractéristique et fut très-habilement secondé par ses officiers, particulièrement par le colonel Forde qu'il chargea de la partie la plus importante des opérations. Les Hollandais tâchèrent de forcer le passage; les Anglais se défendirent sur mer et sur terre : sur les deux éléments l'ennemi avait des forces très-supérieures; sur les deux éléments il fut complétement battu. Ses vaisseaux furent pris, ses troupes mises en déroute. Les soldats européens, qui composaient la principale force de l'armée d'invasion, furent presque tous tués ou faits prisonniers. Les vainqueurs assiégèrent Chinsurah. Les chefs de cet établissement, au comble de l'humiliation, subirent toutes les conditions que Clive leur dicta : ils s'engagèrent à ne jamais élever de fortifications et à n'avoir que le petit nombre de troupes nécessaires au maintien de l'ordre dans leur factorerie. Il fut, en outre, spécifié que, s'ils violaient ces conventions, ils seraient immédiatement expulsés du Bengale.

Trois mois après cette grande victoire, Clive s'embarqua pour l'Angleterre. Les honneurs et les récompenses qui l'attendaient

dans sa patrie, bien que peu en rapport avec ses prétentions et son ambition, paraissent cependant rares et splendides quand on considère son âge, son rang dans l'armée et la position sociale qu'il avait d'abord occupée. Il fut élevé à la pairie irlandaise et on lui fit espérer un titre anglais. Georges III, qui venait de monter sur le trône, l'accueillit de la manière la plus flatteuse. Les ministres le traitèrent avec beaucoup de distinction, et Pitt, qui dominait l'opinion dans la Chambre des communes et dans le pays, proclama hautement son estime pour un homme dont les exploits avaient tant contribué à l'éclat de cette mémorable période. Une fois déjà, en plein Parlement, le grand orateur avait dépeint Clive comme un homme né général, comme un homme qui, malgré son éducation toute commerciale, avait montré un génie militaire digne de l'admiration du grand Frédéric. A cette époque, il n'y avait pas de sténographe dans la galerie; mais ces paroles, emphatiquement prononcées par le premier homme d'État du siècle, étaient allées de bouche en bouche jusqu'au Bengale, où Clive les avait entendu répéter avec un vif sentiment de satisfaction et d'orgueil.

Clive était, en effet, le seul général anglais dont le peuple britannique eût quelque raison d'être fier, depuis la mort de Wolfe. Le duc de Cumberland avait été presque toujours malheureux, et son unique victoire, remportée sur ses compatriotes, avait été suivie de tels excès de sévérité, qu'elle avait été plus nuisible à sa popularité que ses nombreuses défaites; Conway, qui était très-savant dans sa profession et personnellement courageux, manquait de vigueur et d'habileté; Granby, honnête, généreux et brave comme un lion, n'avait ni science ni génie; Sackville, qui n'était inférieur en connaissances et en talents militaires à aucun de ses contemporains, avait encouru, injustement, croyons-nous, l'imputation la plus grave que l'on puisse adresser au caractère d'un soldat. C'était sous le commandement d'un général étranger que les Anglais avaient vaincu à Minden et à Warburg. Il était donc naturel que les Anglais vissent avec joie et avec orgueil un capitaine de leur propre nation qui, par son intrépidité et ses apti-

tudes naturelles, s'était placé au niveau des grands tacticiens de l'Allemagne.

Clive avait une fortune qui lui permettait de rivaliser avec les plus grands seigneurs de l'Angleterre. On a la preuve qu'il avait fait venir en Europe plus de cent quatre-vingt mille livres sterling par l'entremise de la Compagnie hollandaise des Indes, et plus de quarante mille par celles de la Compagnie anglaise; les sommes qu'il avait confiées dans le même but à des maisons particulières étaient aussi très-considérables; il avait converti de fortes quantités de numéraire en diamants, moyen très-commode et alors très-usité d'apporter de l'Inde des valeurs importantes; à Madras seulement il acheta des diamants pour vingt-cinq milles livres sterling; il avait enfin, outre beaucoup d'argent comptant, sa dotation indienne, qu'il évaluait lui-même à vingt-sept mille livres sterling par an. La totalité de son revenu, suivant sir John Malcolm, qui désire l'établir aussi bas que possible, dépassait quarante mille livres, et, à l'époque où Georges III monta sur le trône, les revenus de quarante mille livres étaient au moins aussi rares que le sont actuellement les revenus de cent mille livres. Assurément, jamais Anglais né sans fortune ne s'est créé dans aucune carrière une pareille masse de capitaux, et cela à l'âge de trente-quatre ans.

Il serait injuste de ne pas ajouter que Clive fit un honorable emploi de ses richesses. Aussitôt que la bataille de Plassey eut jeté les fondements de sa fortune, il envoya dix mille livres à ses sœurs; en donna autant à d'autres parents et amis pauvres; prescrivit à son agent de verser chaque année huit cents livres entre les mains de son père et de sa mère, et d'insister pour qu'ils eussent un équipage; de plus, il assura une rente de cinq cents livres à Lawrence, son vieux commandant, qui ne possédait qu'une très-médiocre fortune. La somme que Clive dépensa ainsi peut monter à environ cinquante mille livres. Il s'occupa ensuite lui-même de faciliter et d'assurer son entrée au Parlement; et il semble n'avoir alors acheté des terres que dans ce but. Après les

élections générales de 1761, bien qu'il fût à la Chambre des communes le chef d'un parti dont l'appui n'était à dédaigner pour aucune administration, il ne prit pas une part active aux affaires politiques anglaises. Il avait d'abord penché du côté de M. Fox, comme nous l'avons vu ; plus tard, il fut attiré par le génie et les succès de M. Pitt; mais enfin il se lia de la manière la plus intime avec Georges Grenville. Au commencement de la session de 1764, alors que l'opinion publique était fortement émue par l'illégale et impolitique persécution dirigée contre l'indigne démagogue Wilkes, on rit beaucoup d'un incident dont nous avons lu le récit dans un mémoire inédit d'Harau Walpole. Le vieux M. Richard Clive, que l'élévation de son fils avait introduit dans une société avec laquelle ses anciennes habitudes ne l'avaient pas familiarisé, assistait un jour au lever. Le roi lui demanda où était lord Clive. « Il sera bientôt de retour à la ville, répondit le vieux gentleman, assez haut pour être entendu de tout le monde, et alors Votre Majesté aura une voix de plus. »

Clive cependant n'avait en vue que le pays où il s'était si éminemment distingué comme soldat et comme homme d'État, et ce furent toujours des considérations relatives à l'Inde qui dictèrent sa conduite politique en Angleterre. Si la puissance de la Compagnie est une anomalie, elle est aujourd'hui une anomalie avantageuse, nous en sommes profondément convaincu : du temps de Clive, ce n'était pas seulement une anomalie, c'était aussi une chose nuisible. Le bureau du contrôle n'existait pas. Les directeurs étaient pour la plupart de simples négociants, ne connaissant rien des affaires de politique générale, rien des particularités de l'empire, qui avaient été si étrangement soumis à leur autorité. La cour des propriétaires pouvait, en toutes choses, faire ce qu'elle voulait. Elle était plus nombreuse et plus puissante qu'à présent, car alors chaque action de cinq cents livres donnait droit à un vote; les discussions y étaient orageuses, désordonnées, d'une scandaleuse virulence. Toute la turbulence d'une élection de Westminster, toutes les ruses et

toutes les corruptions d'une élection de Grandpaund déshonoraient les débats de ces assemblées sur des questions de la plus sérieuse importance. On organisait des votes frauduleux sur une échelle gigantesque. Clive avait employé cent mille livres à l'achat d'actions qu'il avait réparties entre des propriétaires fictifs sur lesquels il pouvait compter et qu'il amenait avec lui à chaque discussion et à chaque scrutin. D'autres agirent ainsi, mais dans une proportion moins énorme.

Le public, en Angleterre, s'intéressait alors bien plus qu'aujourd'hui aux affaires de l'Inde, et la raison en est facile à comprendre. Aujourd'hui, un scribe entre jeune au service, il avance lentement et il est heureux si à quarante-cinq ans il peut revenir dans sa patrie avec une pension annuelle de mille livres, plus trente mille livres environ d'économies. Beaucoup de fonctionnaires anglais font fortune dans l'Inde ; mais aucun fonctionnaire en particulier n'y fait une très-grande fortune, et ce qu'on y gagne est lentement, péniblement et honorablement gagné ! Quatre ou cinq hautes fonctions politiques seulement sont réservées pour des hommes publics d'Angleterre. Les places de résident et de secrétaire, les siéges dans les bureaux du revenu et dans les *Sudder-courts*, sont occupés par des hommes qui ont donné à la Compagnie les meilleures années de leur vie, et aucun talent, quelle que soit sa valeur, aucune recommandation, quelle que soit son importance, ne sauraient faire obtenir ces postes à quiconque n'a pas suivi la voie régulière d'admission et d'avancement. Il y a soixante ans, on rapportait de l'Inde chez nous moins d'argent qu'aujourd'hui ; mais beaucoup moins de personnes se partageaient cet argent, et des sommes immenses étaient souvent accumulées en quelques mois. Tout Anglais, quel que fût son âge, pouvait aspirer à devenir l'un des heureux émigrants ; s'il avait prononcé un bon discours dans Leadenhall-Street ou publié un ingénieux pamphlet en faveur du président, il pouvait entrer au service de la Compagnie, aller dans l'Inde et en revenir au bout de trois ou quatre ans aussi riche que Pégot ou Clive. La Compagnie était

donc un bureau de loterie qui invitait chacun à prendre un billet et qui promettait des fortunes ducales au petit nombre des élus. Aussitôt qu'on sut qu'il y avait un pays où un lieutenant-colonel avait été un beau matin gratifié d'une fortune aussi considérable que celle du comte de Bath ou du marquis de Rockingham, et où il semblait que tout fonctionnaire anglais pouvait obtenir, sur sa simple demande, la bagatelle de dix ou vingt mille livres, la société commença à montrer les symptômes qui s'étaient déjà manifestés lors de la fondation de la Compagnie de la mer du Sud, c'est-à-dire un besoin fiévreux, une impatience ingouvernable de s'enrichir, un singulier mépris pour les gains lents, sûrs et modérés.

Un directeur, nommé Sulivan, était depuis longtemps à la tête du parti qui avait la prépondérance dans la Compagnie. Puissant, capable et ambitieux, il avait conçu une grande jalousie contre Clive, et se rappelait avec amertume que l'ex-gouverneur du Bengale avait eu plusieurs fois l'audace de méconnaître l'autorité des directeurs de la Compagnie. Une apparente réconciliation avait eu lieu après le retour de Clive, mais tous deux conservaient au fond du cœur un sentiment de vive inimitié. On renouvelait chaque année le conseil des directeurs. A l'élection de 1763, Clive tenta d'anéantir le pouvoir de la faction dominante; il dit lui-même que la lutte fut d'une extrême violence. Sulivan l'emporta sur son rival, et il eut une grande hâte de se venger. Les meilleurs jurisconsultes anglais pensaient que la concession de rente faite à Clive par Meer Jaffier était valide; c'était précisément la même autorité qui avait investi la Compagnie de ses principales possessions dans le Bengale, et la Compagnie avait depuis longtemps donné son consentement à l'acceptation du présent du Nabab. Les directeurs cependant décidèrent, très-injustement, que la rente serait confisquée, et Clive fut forcé d'en appeler à la cour de la Chancellerie.

Mais les affaires devaient bientôt subir une complète et soudaine transformation. Depuis quelque temps chaque vaisseau arrivant du Bengale avait apporté des nouvelles alarmantes. La

province était à l'intérieur si mal gouvernée, qu'il était impossible que les choses empirassent. Qu'attendre, en effet, de fonctionnaires publics exposés à des tentations telles, que, suivant une expression de Clive, la chair et le sang ne pouvaient y résister, de fonctionnaires tout-puissants et seulement responsables envers cette Compagnie corrompue, turbulente, divisée, mal informée, qui siégeait à une si grande distance, que plus de dix-huit mois s'écoulaient entre l'envoi d'une dépêche et la réception d'une réponse? Durant les cinq années qui suivirent le départ de Clive, le gouvernement des Anglais au Bengale était devenu tellement mauvais, qu'il semblait à peine compatible avec l'existence d'une société quelconque. Le proconsul romain qui, en un an ou deux, extorquait à une province assez d'argent pour faire construire sur les rives de la Campanie des palais et des bains de marbre, pour boire dans des vases d'ambre et montrer à la foule des armées de gladiateurs et des troupeaux de bêtes fauves; le vice-roi espagnol qui, laissant derrière lui les malédictions de Mexico et de Lima, entrait à Madrid avec une longue suite de voitures dorées et de bêtes de somme harnachées et ferrées d'argent, étaient surpassés. La cruauté qui, à proprement parler, n'était pas un des vices des fonctionnaires de la Compagnie, aurait elle-même à peine enfanté des maux plus grands que ceux qui résultaient de leur soif insatiable de richesse. Les Anglais renversèrent Meer-Jaffier, leur créature. Ils mirent à sa place un autre Nabab nommé Meer-Cossim; mais Meer-Cossim était doué de talents et de volonté, et, quoique suffisamment enclin lui-même à opprimer ses sujets, il ne put, sans protester, les voir réduits au désespoir par des actes tyranniques qui ne lui rapportaient rien et qui, de plus, détruisaient son revenu dans sa source même. La conséquence de ce conflit fut qu'on déposa Meer-Cossim, qu'on rétablit Meer-Jaffier, et qu'un massacre plus atroce que celui du *Black-Hole* signala la chute de Meer-Cossim, qui se retira dans les États du Nabab d'Oude.

A chacune de ces révolutions, le nouveau prince distribuait à

ses maîtres étrangers tout ce qui pouvait être enlevé du trésor de son prédécesseur déchu. L'immense population de ses États devenait la proie de ceux qui l'avaient fait monter sur le trône et qui étaient à même de l'en faire descendre. Les agents de la Compagnie obtenaient, non pour leurs commettants, mais pour eux-mêmes, le monopole de presque tout le commerce intérieur. Ils forçaient les natifs à acheter cher et à vendre bon marché. Ils insultaient impunément les tribunaux, la police et les autorités fiscales du pays. Ils couvraient de leur protection de nombreux natifs, leurs partisans, qui rôdaient dans les provinces et répandaient la terreur et la désolation partout où ils apparaissaient. Chaque employé d'un facteur anglais était armé de tout le pouvoir de son maître, et son maître était armé de tout le pouvoir de la Compagnie. On accumulait ainsi d'énormes fortunes à Calcutta, tandis que trente millions d'êtres humains étaient plongés dans la plus affreuse misère. Ceux-ci avaient été accoutumés à vivre sous la tyrannie, mais jamais sous une pareille tyrannie. Ils trouvaient le petit doigt de la Compagnie plus lourd que le poing de Surajah-Dowlah. Sous leurs anciens maîtres ils avaient au moins une ressource; quand leurs souffrances devenaient insupportables, ils se révoltaient et renversaient le gouvernement; mais le gouvernement anglais n'était pas de ceux qu'on renverse ainsi. Ce gouvernement, aussi oppressif que le despotisme barbare le plus oppressif, avait toute la force que donne la civilisation. Il ressemblait au gouvernement des mauvais génies plutôt qu'à celui de tyrans humains. Le désespoir lui-même ne pouvait inspirer aux timides Bengalais le courage d'affronter des hommes de race anglaise, cette noblesse héréditaire de l'humanité qui, grâce à son habileté et à sa valeur, avait si souvent vaincu des forces décuples. Les malheureux natifs n'essayèrent jamais de résister; quelquefois ils acceptaient avec patience leur misère, quelquefois ils fuyaient les hommes blancs, comme jadis leurs pères avaient fui les Mahrattes, et souvent il régnait un morne silence dans les villes et les villages que traversait le palanquin du voyageur anglais,

parce que la nouvelle de son approche les avait rendus déserts.

Les étrangers, maîtres du Bengale, étaient naturellement l'objet de la haine de tous les États voisins, et à tous la race hautaine présentait un front intrépide. Leurs armées, partout inférieures en nombre, étaient partout victorieuses. Une suite de chefs, formés à l'école de Clive, soutenaient encore le renom de l'Angleterre. « On doit reconnaître, dit l'historien musulman de cette époque, que la présence d'esprit, la fermeté de caractère et l'intrépide bravoure de cette nation passent toute idée. Elle unit le courage le plus résolu à une extrême prudence, et personne ne l'égale dans l'art de se ranger en bataille et de combattre en bon ordre. Si, avec tant de qualités militaires, elle possédait l'art de gouverner, si elle mettait autant d'habileté et de sollicitude à soulager le peuple de Dieu qu'elle en montre dans tous ses actes relatifs à la guerre, aucune nation au monde ne lui serait supérieure ou ne serait plus digne de commander. Mais de tous côtés les peuples soumis à sa domination gémissent et sont dans la pauvreté et la détresse. O Dieu! viens en aide à tes serviteurs affligés et délivre-les de l'oppression qui les accable! »

Il était cependant impossible que l'armée elle-même restât longtemps exempte des vices qui avaient envahi tous les corps de gouvernants. La rapacité, le goût du luxe, l'esprit d'insubordination, s'étendirent des fonctionnaires civils aux officiers, et des officiers aux soldats. Le mal fit de tels progrès, que chaque *messroom* devint un foyer de conspirations et de cabales, et qu'il fallut avoir recours aux exécutions en masse pour maintenir l'ordre parmi les cipayes.

L'état des choses dans le Bengale finit par causer des inquiétudes à la Compagnie. Une série de révolutions, une administration désorganisée, les natifs pillés sans que la Compagnie en fût plus riche; des navires qui ramenaient d'heureux aventuriers ayant assez d'or pour acheter des fiefs et faire construire des demeures princières et qui tous cependant apportaient des nouvelles alarmantes quant à l'avenir financier du gouvernement; la guerre

sur les frontières; la désolation dans l'armée; le caractère national déshonoré par des excès analogues à ceux dont Verrès et Pizarre donnèrent jadis l'exemple: tel était le spectacle qui épouvantait les hommes au courant des affaires indiennes. Le cri général fut que Clive, et Clive seul, pouvait sauver l'empire qu'il avait fondé.

Cette opinion se manifesta de la manière la plus énergique à une assemblée générale de la cour des propriétaires. Les hommes de tous les partis, oubliant leurs dissensions et tremblant pour leurs dividendes, s'écrièrent que Clive était l'homme de la situation; qu'il fallait annuler la décision arbitraire prise relativement à sa fortune, et le supplier de retourner dans l'Inde.

Clive se leva. Il dit qu'à l'égard de sa fortune il ferait aux directeurs des propositions propres, croyait-il, à amener un arrangement amiable; mais qu'il y avait une autre difficulté plus sérieuse. Que jamais, il jugeait à propos de le déclarer, il ne se chargerait du gouvernement du Bengale tant que Sulivan, son ennemi, serait président de la Compagnie. Ses paroles occasionnèrent un violent tumulte. Sulivan parvint à peine à se faire écouter. Une formidable majorité passa du côté de Clive. Sulivan voulut essayer d'un vote au scrutin; mais, d'après les statuts de la Compagnie, il ne peut y avoir de scrutin que sur une demande de neuf propriétaires, et, bien qu'il y en eût cent de présents il fut impossible d'en trouver neuf qui consentissent à signer une demande de ce genre.

Clive fut en conséquence nommé gouverneur des possessions anglaises au Bengale et commandant en chef de l'armée. Il s'en tint néanmoins aux termes de sa déclaration et refusa d'entrer en fonction avant que le résultat de la prochaine élection des directeurs fût connu. La lutte fut acharnée, mais Clive triompha. Sulivan, qui avait été le maître absolu de la Compagnie, perdit, par un vote, son siége de président, et le nouveau président, ainsi que le nouveau vice-président, furent choisis parmi les amis du nouveau gouverneur.

Telles furent les circonstances à la suite desquelles lord Clive alla dans l'Inde pour la troisième et dernière fois. Il arriva à Calcutta en mai 1765. Il trouva toute la machine gouvernementale encore plus effroyablement détraquée qu'il ne s'y attendait. Meer-Jaffier, qui, quelque temps auparavant, avait perdu son fils Meeran, était mort pendant la traversée de Clive. Les fonctionnaires anglais de Calcutta avaient déjà reçu d'Angleterre des instructions qui leur défendaient strictement d'accepter des présents des princes natifs; mais, après un gain, et peu habitués à l'obéissance envers leurs supérieurs si éloignés, si ignorants et si négligents, ils mirent de nouveau le trône du Bengale à l'encan. Près de cent quarante mille livres sterling furent distribuées aux neuf principaux fonctionnaires de la Compagnie, et en considération de ce présent corrupteur, un fils, encore enfant, du défunt Nabab, fut placé sur le trône de son père. Clive, à son arrivée, apprit cet ignominieux marché. Dans une lettre particulière, écrite immédiatement après son débarquement, à un de ses amis intimes, il exprime ses sentiments dans un langage qui, de la part d'un homme si audacieux, si résolu, et si peu incliné à l'affectation théâtrale de la sensibilité, nous semble singulièrement touchant. « Hélas! dit-il, que le nom anglais est déchu! Je n'ai pu m'empêcher de verser quelques larmes sur la renommée à tout jamais compromise et perdue de la nation anglaise. Je jure cependant, par ce grand Être qui voit dans tous les cœurs et à qui nous aurons des comptes à rendre s'il existe quelque chose hors de ce monde, qu'en venant ici je me suis mis au-dessus de toute corruption et que je suis déterminé à détruire ces maux énormes et chaque jour croissants, ou à périr à la tâche. »

Le conseil se réunit, et Clive lui annonça sa ferme détermination d'obtenir une réforme complète et d'user à cet effet de toute l'autorité civile et militaire qui lui avait été conférée. Johnstone, un des membres les plus hardis et les plus corrompus de l'assemblée, fit une tentative d'opposition. Clive l'interrompit et lui demanda avec hauteur s'il avait le dessein de mettre en question le

pouvoir du nouveau gouvernement. Johnstone, intimidé, protesta du contraire, tous les visages, autour du bureau, s'allongèrent, pâlirent, et personne n'osa ajouter une syllabe.

Clive tint parole. Il resta dans l'Inde environ dix-huit mois, et pendant ce court espace de temps il opéra une des réformes les plus complètes, les plus difficiles et les plus salutaires que jamais homme d'État ait accomplie. C'est l'époque de sa vie dont il s'enorgueillissait le plus dans la suite. Il était à même de tripler sa fortune déjà splendide, de conniver aux abus tout en ayant l'air de les combattre, de se concilier le bon vouloir de tous les Anglais établis au Bengale en abandonnant à leurs exactions une race timide et sans appui qui ignorait où était située l'île qui lui envoyait ses oppresseurs; une race dont les plaintes avaient peu de chance d'être entendues à une distance de quinze mille milles. Il savait que, s'il procédait activement à des réformes, il éveillerait contre lui toutes les mauvaises passions; il savait de quelle haine implacable et sans scrupule seraient animés ces rapaces aventuriers qui, après avoir espéré recueillir en peu de mois des fortunes suffisantes pour soutenir le rang de pair, se verraient frustrés de leurs espérances; mais, fidèle au beau rôle qu'il avait choisi, il fit appel à toutes les forces de son intelligence et livra une bataille beaucoup plus terrible que celle de Plassey. Le succès semblait d'abord impossible; mais bientôt les obstacles commencèrent à céder devant cette volonté de fer et ce mâle courage. Il fut sévèrement défendu d'accepter des présents des natifs; il fut interdit aux employés de la Compagnie de commercer pour leur compte personnel. L'établissement tout entier avait l'air de vouloir se lever comme un seul homme à propos de ces mesures. L'inexorable gouverneur déclara que, s'il ne trouvait point d'appui au fort William, il s'en procurerait ailleurs et qu'il enverrait chercher à Madras quelques fonctionnaires civils qui l'aideraient à faire marcher l'administration. Il destitua les plus turbulents de ses adversaires; le reste comprit la nécessité de se soumettre, et en très-peu de temps toute résistance fut annihilée.

Clive avait cependant l'esprit trop judicieux pour ne pas voir que ces abus étaient dus en partie à une cause qui en susciterait infailliblement de semblables aussitôt que la pression de sa forte main cesserait de se faire sentir. Une fausse politique avait guidé la Compagnie quant à la rémunération de ses serviteurs. Ceux-ci recevaient des salaires tellement faibles, qu'ils étaient hors d'état de se procurer tout ce qui est nécessaire à la santé et au confort des Européens dans un climat tropical. On ne pouvait supposer que des hommes d'une habileté même ordinaire consentissent à passer les plus belles années de leur vie en exil, sous un soleil brûlant, sans autre espoir qu'un mesquin traitement avec lequel l'épargne d'une seule roupie était chose impossible. Aussi avait-il été sous-entendu dès le principe que les agents de la Compagnie étaient libres de s'enrichir en commerçant pour leur propre compte. Cet usage avait été très-préjudiciable aux intérêts commerciaux de la Compagnie. Déjà, sous le règne de Jacques Ier, sir Thomas Roe, ce savant observateur, pressait vivement les directeurs de mettre un terme à cet état de choses. « Défendez d'une manière absolue le commerce privé, disait-il, et vos affaires iront mieux. Je sais que c'est fort difficile. Vos agents avouent que l'appât seul du traitement ne les déciderait pas à partir; mais vous détruirez le prétexte si vous leur donnez des traitements suffisants, et alors vous saurez ce que vous y gagnerez. »

Malgré cet avertissement, la Compagnie avait persévéré dans ses anciens errements; elle donnait de faibles appointements et tolérait les gains indirects de ses agents. Le traitement annuel d'un membre du Conseil n'était que de trois cents livres. Cependant il était notoire qu'un pareil fonctionnaire avait besoin d'une somme dix fois plus forte pour pouvoir vivre dans l'Inde. On devait d'ailleurs supposer qu'il ne se contenterait pas de bien vivre dans l'Inde, et qu'il voudrait rapporter quelques économies en Angleterre. Avant la conquête du Bengale, cette parcimonie influait sur le chiffre des dividendes payables aux propriétaires et n'avait pas de trop graves inconvénients; mais depuis la Compagnie était

devenue un corps gouvernant. Ses employés, qui portaient encore les noms de facteurs, marchands juniors, marchands séniors, étaient de fait proconsuls, propréteurs, procurateurs de ces vastes régions; leur pouvoir était immense; leurs traitements officiels étaient considérés par tout le monde comme insuffisants; ils usaient largement des moyens irréguliers de s'enrichir eux-mêmes que les vieux usages du service et la tolérance tacite de leurs commettants laissaient à leur disposition : la corruption et l'effrayante oppression qui avaient désolé le Bengale n'avaient pas d'autre origine. Clive sentit combien il était absurde de rendre des hommes tout-puissants et d'exiger d'eux qu'ils vécussent dans la pénurie. Il comprit que toute réforme serait inefficace si l'on n'y rattachait un système de rémunération libérale pour les employés civils de la Compagnie. Les directeurs, il le savait, n'approuveraient pas volontiers une augmentation de salaires faits aux dépens de leur propre caisse. Une seule voie restait ouverte au gouverneur; elle l'exposait à beaucoup d'imputations fâcheuses, mais il eut raison, suivant nous, de l'adopter. Il affecta aux nécessités du service le produit du monopole du sel qui, jusqu'à nos jours, a été une des principales sources du revenu de l'Inde, et il partagea ce produit d'une façon qui nous semble équitable. C'est à cause de cela que d'abord ses ennemis et plus tard les historiens l'ont accusé de n'avoir pas tenu compte de ses instructions, d'avoir oublié ses promesses, d'avoir autorisé l'abus même qu'il avait la mission spéciale de supprimer, c'est-à-dire le commerce personnel des employés de la Compagnie; mais tout juge impartial et éclairé reconnaîtra qu'il n'y avait en réalité rien de commun entre le système qu'il établit et celui qu'il était chargé d'abolir. Le monopole du sel avait été une source de revenu pour les gouvernements de l'Inde bien avant la naissance de Clive; il en fut encore de même longtemps après sa mort. Les employés civils avaient évidemment droit à ce qu'on prélevât sur les recettes générales des fonds destinés à leur entretien; or c'est ce que fit Clive. En agissant ainsi, tandis qu'il mettait fin aux manœuvres

qui avaient permis d'amasser rapidement de gigantesques fortunes, il donnait à tout fonctionnaire anglais envoyé en Orient les moyens de se faire une position lentement, mais sûrement. Telle est cependant l'injustice humaine, que pas un des actes qui sont les véritables taches de sa vie n'a été blâmé aussi sévèrement que cette mesure indispensable au succès des autres réformes.

L'opposition du service civil une fois vaincue ou réprimée, restait celle de l'armée, qui était plus formidable encore. Quelques-unes des suppressions ordonnées par les directeurs touchaient aux intérêts du service militaire et soulevèrent une tempête que César lui-même n'eût pas volontiers affrontée. Ce n'était pas peu de chose de lutter contre ceux qui disposaient du sabre dans un pays uniquement gouverné par le sabre. Deux cents officiers anglais conspirèrent contre le gouvernement, et, convaincus que Clive subirait toutes leurs exigences plutôt que de voir l'armée, seul soutien de l'empire anglais en Orient, être sans chefs, ils résolurent tous de donner leur démission le même jour. Ils connaissaient mal le caractère indomptable auquel ils avaient affaire. Clive avait encore auprès de lui quelques officiers sur lesquels il pouvait compter. Il envoya chercher du secours au fort Saint-Georges; il distribua des commissions militaires même aux agents commerciaux prêts à le soutenir dans cette crise, et il décida que tout officier démissionnaire serait immédiatement transporté à Calcutta. Les conspirateurs s'aperçurent qu'ils avaient fait un faux calcul ; le gouverneur fut inexorable. Les troupes étaient dévouées. Les cipayes, sur lesquels Clive avait toujours eu une influence extraordinaire, montrèrent une fidélité inébranlable. Les meneurs du complot furent arrêtés, jugés et cassés. Les autres, humiliés et découragés, demandèrent instamment qu'on leur permît de retirer leurs démissions, et même plusieurs d'entre eux versèrent des larmes de repentir. Clive traita les coupables les plus jeunes avec douceur; mais il fut pour les meneurs d'une sévérité inflexible, quoique sans malveillance personnelle. S'il fit rigoureusement respecter l'autorité légitime dont il était revêtu, il ne

daigna pas s'occuper des injures qui ne s'adressaient qu'à lui. On accusa un des conspirateurs d'avoir conçu le projet d'assassiner le gouverneur; mais Clive ne voulut rien écouter. « Les officiers, dit-il, sont des Anglais, et non des assassins. »

Il fut aussi heureux en fait de politique étrangère qu'en matière de réforme civile et de discipline militaire. Son arrivée dans l'Inde fut le signal d'une paix immédiate. Le Nabab d'Oude stationnait à cette époque avec une armée considérable sur la frontière du Bahar. Un grand nombre d'Afghans et de Mahrattes s'étaient joints à lui, et l'on avait lieu de croire à une coalition générale des puissances natives contre les Anglais; mais le nom de Clive fit évanouir toute intention d'hostilité. L'ennemi implora la paix de la façon la plus humble et accepta toutes les conditions qu'il plut au nouveau gouverneur de lui dicter.

La situation du gouvernement au Bengale fut modifiée. Jusqu'alors le pouvoir des Anglais dans cette province n'avait été nullement défini. Il n'était pas reconnu par l'ancienne constitution de l'empire; il n'était garanti par aucun contrat; il était analogue au pouvoir qu'exerçaient en Italie, pendant les dernières années de l'empire d'Occident, les principaux chefs de mercenaires étrangers, les Ricimer et les Odoacre qui proclamaient et renversaient à volonté des princes imbéciles décorés des titres pompeux de César et d'Auguste. Dans l'Inde comme en Italie les belliqueux étrangers trouvèrent enfin utile de faire donner la sanction de la loi à une domination établie par les armes. De même que Théodoric jugea politique d'obtenir de la cour de Byzance un décret qui le nommait gouverneur de l'Italie, Clive crut à propos de demander à la cour de Dehli une concession formelle du pouvoir dont il possédait déjà la réalité. Le Mogol n'avait aucun moyen de résistance; il murmura, mais il était enchanté, non sans raison, que les Anglais fussent disposés à échanger de bonnes roupies contre quelques caractères persans qui ne lui coûtaient rien. Le marché fut bientôt conclu, et le souverain titulaire de l'Hindostan signa une ordonnance qui concédait à la Compagnie le droit de

percevoir et d'administrer les revenus du Bengale, de l'Orissa et du Bahar.

Il y avait encore un Nabab qui jouait auprès des autorités anglaises un rôle identique à celui que jouèrent Chilpéric et Childéric, les derniers niais de la lignée mérovingienne, auprès de Charles Martel et de Pépin, leurs intelligents et énergiques maires du palais. Clive avait un moment songé à faire disparaître ce fantôme; mais il pensa ensuite qu'il serait peut-être avantageux de continuer à se servir du nom du Nabab, particulièrement dans les rapports avec les puissances européennes. Il comprenait que les Français, les Hollandais et les Danois se soumettraient plus facilement à l'autorité d'un prince qu'ils étaient habitués à respecter qu'à celle d'une corporation mercantile rivale. Ce stratagème politique, tout ingénieux qu'il pût être alors, parut bientôt insuffisant, et l'on a fini par y renoncer complétement. L'héritier de Meer-Jaffier réside encore à Moorshedabab, ancienne capitale des États que gouverna sa famille; il porte encore le titre de Nabab; il est encore traité d'Altesse par les Anglais. On lui permet même de conserver en partie la pompe royale qui entourait ses ancêtres. Le gouvernement lui paye une pension annuelle de cent soixante mille livres sterling; des hommes avec la masse d'argent précèdent sa voiture que des gardes escortent, sa personne et son palais ne ressortissent pas à la justice ordinaire; mais il n'a pas le moindre pouvoir politique et n'est en réalité qu'un noble et riche sujet de la Compagnie.

Clive, s'il l'eût voulu, eût facilement accumulé pendant sa seconde administration au Bengale des richesses supérieures à celles de n'importe quel particulier en Europe. Sans aller au delà de la pression à laquelle les gouvernements les plus doux avaient accoutumé les riches habitants de la province, il aurait pu recevoir chaque année trois cent mille livres sterling de présents; les princes voisins auraient volontiers payé sa faveur quelque prix que ce fût; mais il paraît avoir strictement observé la règle qu'il avait imposée aux autres. Le rajah de Bénarès lui offrit des diamants de

grande valeur, le Nabob d'Oude le pressa d'accepter une forte somme d'argent et une cassette remplie de magnifiques diamants. Clive refusa avec courtoisie, mais d'une façon péremptoire, et il est bon de remarquer qu'il ne se fit point un mérite de ce refus qui ne fut connu qu'après sa mort. Il tint un compte exact des sommes provenant de son traitement, de ses bénéfices légitimes sur le monopole du sel et de ces présents que, suivant l'usage oriental, il serait grossier de refuser, en prit une partie pour se défrayer des dépenses qu'exigeait sa haute position, et distribua le reste à quelques amis dévoués qui l'avaient accompagné dans l'Inde. Clive se vanta toujours, et, à bon droit, autant que nous pouvons en juger, que sa dernière administration, au lieu de l'enrichir, l'avait appauvri.

Il accepta toutefois une somme considérable. Meer Jaffier lui avait laissé par testament plus de soixante mille livres sterling en espèces et en diamants, et la règle, récemment établie, concernait les dons des vivants, non les legs des morts. Clive prit l'argent, mais pas pour lui-même. Il remit le tout à la Compagnie et constitua une dotation en faveur des officiers et des soldats devenus invalides pendant leur activité de service. Le fonds qui porte encore son nom doit son origine à cette donation princière.

Après un séjour de dix-huit mois dans l'Inde, Clive, vu l'état de sa santé, fut forcé de revenir en Europe. A la fin de janvier 1767, il quitta pour toujours le pays sur les destinées duquel il avait exercé une si grande influence.

A son second retour du Bengale, il ne fut pas salué, comme au premier, par les acclamations de ses compatriotes. Les faits nombreux qui remplirent d'amertume les dernières années de sa vie et causèrent sa fin prématurée existaient déjà. Ses anciens ennemis de la Compagnie étaient encore puissants et actifs, et ils avaient trouvé de nombreux alliés qui les surpassaient de beaucoup en violence. Tous les fripons et tous les oppresseurs dont il avait délivré le Bengale montrèrent contre lui l'implacable rancune qui est le propre de natures aussi abjectes. Beaucoup d'entre

eux avaient transformé leur fortune et avaient acheté des actions de la Compagnie, uniquement pour pouvoir être en mesure de nuire à l'homme énergique qui avait mis un frein à leur rapacité. Des gazettes furent fondées sous divers prétextes, mais réellement à seule fin de l'attaquer, et l'esprit public était alors dans un tel état, que ces manœuvres qui, en temps ordinaire, eussent été impuissantes contre la vérité et le mérite, obtinrent un succès prodigieux.

Les grands événements qui s'étaient passés dans l'Inde avaient enfanté une nouvelle classe d'Anglais auxquels leurs compatriotes donnèrent le nom de *Nababs*. Ces individus appartenaient en général à des familles qui n'étaient ni anciennes ni opulentes, et ils avaient été envoyés jeunes en Orient où ils avaient acquis des fortunes énormes qu'ils avaient rapportées dans leur pays natal. Il était naturel qu'ayant eu peu d'occasions de fréquenter la bonne société ils laissassent paraître quelque chose de la maladresse et de l'ostentation des parvenus; que durant leur séjour en Asie ils eussent contracté quelques habitudes et quelques goûts étranges sinon choquants pour ceux qui n'avaient jamais quitté l'Europe; qu'ayant joui d'une grande considération en Orient ils ne fussent point disposés à vivre obscurément dans leur patrie; enfin, comme ils avaient de l'argent et n'avaient ni naissance ni hautes relations, il était naturel qu'ils fissent un étalage impertinent du seul avantage qu'ils possédassent. Partout où ils s'établissaient, il y avait entre eux et la vieille noblesse, unie à la *gentry*, une espèce de lutte semblable à celle qui existait en France entre le fermier général et le marquis. Cette haine pour l'aristocratie continua longtemps à distinguer les employés de la Compagnie. Plus de vingt ans après l'époque dont nous parlons ici, Burke disait que parmi les Jacobins il fallait compter « les *East Indians* qui, à peu près jusqu'au dernier, trouvent absolument insupportable que leur importance actuelle ne soit pas en proportion de leur richesse. »

Les nababs devinrent bientôt très-impopulaires. Il y en avait

quelques-uns qui, en Orient, avaient déployé des talents éminents et avaient rendu de grands services; mais dans leur pays ils n'avaient pas occasion de montrer leurs talents, et leurs services y étaient peu connus. La classe à laquelle les nababs avaient appartenu et celle dont ils essayaient de forcer l'entrée éprouvaient pour eux la profonde aversion qui résulte tout à la fois de l'envie et du mépris, parce qu'ils étaient sortis de l'obscurité, qu'ils avaient acquis des fortunes considérables, qu'ils s'en prévalaient avec insolence, qu'ils les dépensaient d'une façon extravagante, que partout où ils se trouvaient ils faisaient hausser le prix de chaque chose, depuis celui des œufs frais jusqu'à celui des bourgs-pourris; que leurs livrées étaient plus splendides que celles des ducs, et leurs voitures plus belles que celles du lord-maire; que leurs maisons étaient des exemples de profusion et de désordre qui corrompaient la moitié des domestiques du pays; que quelques-uns d'entre eux, malgré leur magnificence, ne pouvaient prendre le ton de la bonne société, et qu'en dépit de leurs haras et de leurs nombreux domestiques, de leur vaisselle plate et de leurs porcelaines de Saxe, de leur venaison et de leur bourgogne, ils restaient toujours des gens de peu. Mais, quand, en outre, vint à courir le bruit que la fortune, dont le possesseur pouvait éclipser le lord-lieutenant sur le champ de course, ou faire voter le comté contre le chef d'une maison aussi ancienne que le *Domes day Book*, n'avait été amassée qu'en violant la foi publique, en déposant des princes légitimes, en réduisant des provinces entières à la misère; les passions les plus nobles et les meilleures de la nature humaine ainsi que les plus viles et les plus mauvaises furent sans merci pour le misérable qui devait à des actes criminels et déshonorants les richesses qu'il prodiguait alors avec tant d'insolence et de grossièreté. L'infortuné nabab parut un composé des faiblesses que la comédie a le plus impitoyablement tournées en ridicule, et des forfaits qui caractérisent les plus sombres tragédies; il tenait, disait-on, de Turcaret et de Néron, de M. Jourdain et de Richard III. Les employés de la Compagnie furent

exécrés et bafoués avec une violence qu'on ne peut comparer qu'à celle de l'indignation publique contre les puritains, à l'époque de la Restauration. L'homme juste et charitable avait horreur de la façon dont ils avaient acquis leur argent, l'homme économe, de la façon dont ils le dépensaient. Le dilettante se moquait de leur manque de goût; le petit-maître les repoussait à cause de leur basse extraction. Les écrivains les plus opposés de sentiment et de style, les méthodistes et les libres penseurs, les philosophes et les bouffons, étaient sur cette question d'un avis unanime. Il n'y a guère d'exagération à dire que, pendant environ trente ans, toute la littérature légère de l'Angleterre s'inspira des opinions que nous venons d'exposer. Foote mit sur la scène un Anglo-Indien dissolu, lâche, tyrannique, rougissant des humbles amis de sa jeunesse, haïssant l'aristocatie, quoique puérilement désireux d'être admis dans son sein, prodigue de ses biens envers des coquins et des flatteurs, parant ses porteurs de chaise des fleurs de serre chaude les plus coûteuses, étourdissant les ignorants de son jargon à propos de roupies, de lacs et de *jaghires*. Mackenzie, avec plus de délicatesse d'esprit, représenta une simple famille campagnarde, élevée à une soudaine opulence par les trésors d'un de ses membres enrichi dans l'Inde, et provoquant un rire universel par une imitation gauche et burlesque des manières des grands seigneurs. Cowper, dans cette sublime plainte où éclate l'esprit même des poëtes hébreux, plaça l'oppression de l'Inde en tête de ces crimes nationaux pour lesquels Dieu infligea comme punition à l'Angleterre plusieurs années d'une guerre désastreuse, des défaites sur les mers qui baignent ses propre côtes, et la perte de son empire transatlantique. Si l'un de nos lecteurs veut se donner la peine de prendre sur les rayons poudreux des cabinets littéraires quelque roman publié il y a soixante ans, il trouvera, suivant toute probabilité, que dans ce roman le traître ou le sous-traître est un sauvage nabab, avec une prodigieuse fortune, un teint basané, un foie mauvais et un cœur pire.

Tel était, autant que nous pouvons en juger, le sentiment du

pays à l'égard des nababs en général. Or Clive était le nabab par excellence, l'homme le plus intelligent, le plus célèbre, le plus éminent de toute la confrérie, sous le rapport du rang et de la fortune. Le luxe qu'il déployait devait forcément le rendre plus haïssable encore. Il vivait avec beaucoup de somptuosité dans Berkeley-Square. Il faisait bâtir un palais dans le Shropshire et un autre à Claremont. Son influence parlementaire pouvait défier celle des plus grandes familles. Mais cette splendeur même et cette puissance fournissaient aux envieux des motifs de raillerie. La fortune et les grandeurs semblaient convenir aussi mal à quelques-uns de ses parents qu'au *Margery Mushroom* de Mackenzie. Clive lui-même, malgré ses incontestables qualités, n'était pas exempt de ces faiblesses que les satiriques de l'époque représentaient comme caractérisant sa classe tout entière. En campagne, il avait, à la vérité, des habitudes fort simples: il était constamment à cheval et toujours en uniforme, il ne portait jamais d'étoffes de soie, n'entrait jamais dans un palanquin et se contentait de la chère la plus simple. Mais, quand il ne fut plus à la tête d'une armée, il renonça à cette tempérance spartiate et il adopta les habitudes fastueuses d'un Sybarite. Quoique sa personne fût sans grâce et que la laideur vulgaire de ses traits rudes ne fût rachetée que par une expression sévère, intrépide et impérieuse, il avait un goût prononcé pour les vêtements riches et brillants, et remplissait sa garde-robe avec une absurde profusion. Sir John Malcolm nous donne une lettre, digne de sir Matthew Mite, dans laquelle Clive commande « deux cents chemises, les meilleures et les plus belles qu'on puisse se procurer pour amour ou pour argent. » Certaines folies de ce genre, grossièrement exagérées, en passant de bouche en bouche, produisirent une impression défavorable sur l'esprit du public; mais ce n'était rien encore. De sombres histoires qui, pour la plupart, étaient de pures inventions, circulèrent sur la conduite de Clive en Orient. Il eut à supporter tout l'odieux, non-seulement des mauvaises actions dont il s'était une ou deux fois rendu coupable, mais encore des

mauvaises actions de tous les Anglais qui avaient résidé dans l'Inde, des mauvaises actions commises pendant qu'il était en Europe, et même des mauvaises actions auxquelles il s'était virilement opposé et qu'il avait sévèrement punies. Les abus qu'il avait combattus honnêtement, résolûment et avec succès, lui furent imputés. Bref, il était considéré comme la personnification de tous les vices et de toutes les faiblesses qu'à tort ou à raison le public attribuait aux aventuriers anglais de l'Asie. Nous avons nous-même entendu des vieillards qui ne savaient rien de son histoire, mais qui conservaient encore les préjugés de leur jeunesse, parler de lui comme d'un démon incarné : Johnsone ne s'exprimait jamais autrement. Brown, intendant des plaisirs de Clive, était étonné de voir dans la maison de son noble maître un coffre qui jadis avait été rempli d'or provenant du trésor de Moorshedabad : il ne pouvait comprendre comment la conscience du criminel permettait qu'il dormît, ayant un pareil objet près de sa chambre à coucher. Les paysans de Surrey regardaient avec une secrète horreur la demeure princière qui s'élevait à Claremont, et disaient à voix basse que le *grand lord méchant* avait ordonné qu'on fit les murs aussi épais afin de se préserver du diable, qui l'emporterait un jour. Parmi les rustres qui croyaient à cette effrayante histoire, il y avait un laid et indigne garçon appelé Hunter, très-connu depuis sous le nom de William Huntington S. S., et ce remarquable imposteur semble avoir dû, en grande partie, aux contes qu'il avait entendu répéter sur la vie et le caractère de Clive, la superstition qui, chez lui, se trouvait si étrangement associée à la friponnerie.

De plus, l'impulsion que Clive avait donnée à l'administration du Bengale s'affaiblissait de jour en jour; sa politique était à peu près abandonnée; les abus qu'il avait supprimés commençaient à renaître; enfin les maux qu'un mauvais gouvernement avait engendrés furent aggravés par une de ces grandes calamités que le meilleur gouvernement ne peut prévenir. Dans l'été de 1770 les pluies manquèrent; la terre fut desséchée; les fontaines furent

taries; le niveau des rivières baissa, et une famine, telle qu'on en voit seulement dans les pays où chaque famille ne pourvoit à sa subsistance qu'en cultivant sa propre parcelle de terre, remplit de misère et de mort toute la vallée du Gange. Des femmes timides et délicates, dont le voile n'avait jamais été levé en public, sortaient des chambres reculées où jusqu'alors la jalousie orientale avait veillé sur leur beauté; elles se jetaient aux pieds des passants et imploraient à grands cris une poignée de riz pour leurs enfants. Le Hoogley charriait chaque jour des milliers de cadavres devant les portiques et les jardins des conquérants anglais. Les rues mêmes de Calcutta étaient encombrées de morts et de mourants. Les survivants, décharnés et affaiblis, n'avaient plus assez de forces pour porter les corps de leurs parents au monceau funéraire ou à la rivière sacrée, ni même pour effrayer et chasser les chacals et les vautours qui venaient en plein jour se repaître de restes humains. Le chiffre de la mortalité ne fut jamais exactement connu; mais, d'après la voix publique, il montait à des millions. Cette triste nouvelle augmenta l'excitation déjà produite en Angleterre par les affaires indiennes. Les actionnaires de la Compagnie des Indes étaient inquiets sur leurs dividendes, les gens doués de sentiments humains étaient touchés de la misère de nos malheureux sujets, et l'indignation vint bientôt se mêler à la pitié. Le bruit courut que les employés de la Compagnie avaient créé la famine en accaparant tout le riz du pays; qu'ils avaient vendu le grain, huit, dix, douze fois plus cher qu'ils ne l'avaient acheté; que, durant cette saison calamiteuse, un fonctionnaire anglais, qui, l'année précédente, ne possédait pas cent guinées, avait fait passer soixante mille livres à Londres. Ces accusations, croyons-nous, étaient dénuées de fondement. Que les fonctionnaires de la Compagnie se soient aventurés, après le départ de Clive, à spéculer sur le riz, cela est probable; que, s'ils spéculaient sur le riz, ils aient dû profiter de sa rareté, cela est certain; mais il n'y a aucune raison de penser qu'ils aient fait naître ou qu'ils aient aggravé un mal que des causes matérielles

expliquent suffisamment. La clameur qui s'éleva contre eux en cette occasion était, nous le soupçonnons, aussi absurde que les imputations que, dans des temps de disette intérieure, les marchands de blé eurent, autrefois, à supporter de la part d'hommes d'État et de juges, et qu'ils ont encore à supporter de la part de deux ou trois vieilles femmes. Cette clameur était cependant si forte et si générale, qu'elle paraît avoir imposé même à une intelligence aussi exempte de préjugés vulgaires que celle d'Adam Smith. Ce qui fut encore plus extraordinaire, c'est que ces événements malheureux accrurent beaucoup l'impopularité de lord Clive. Il y avait quelques années qu'il était de retour en Angleterre, lorsque arriva la famine; aucune des mesures prises par lui n'était de nature à amener une pareille calamité. Si les fonctionnaires de la Compagnie avaient spéculé sur le riz, ils l'avaient fait en contrevenant à la règle qu'il avait lui-même établie et dont il avait sévèrement exigé la stricte observation tant qu'il avait ét au pouvoir. Mais, ainsi que nous l'avons dit, il était, aux yeux d ses compatriotes, le nabab par excellence, la personnification du caractère anglo-indien, et, tandis qu'il s'occupait de constructions et de plantations dans le Surrey, on le rendait responsable de tous les effets de la sécheresse au Bengale.

Le Parlement n'avait donné jusqu'alors que fort peu d'attention à nos possessions orientales. Les ministères qui depuis la mort de Georges II s'étaient rapidement succédé, faibles, tour à tour flattés et trahis par la cour, n'avaient eu que le semblant du pouvoir. Des intrigues dans le palais, des émeutes dans la capitale et des mouvements insurrectionnels dans les colonies américaines n'avaient guère laissé aux conseillers de la couronne le loisir d'étudier les affaires politiques de l'Inde. Partout où ils intervenaient, leur intervention était sans vigueur et sans fermeté. Lord Chatham, pendant le peu de temps qu'il avait eu la prépondérance dans les conseils de Georges III, avait, il est vrai, médité de prendre des mesures énergiques et radicales à l'égard des acquisitions de la Compagnie; mais l'étrange maladie qui commença

vers cette époque à obscurcir son splendide génie l'empêcha de mettre ses plans à exécution.

En 1772, on sentit enfin que le Parlement ne pouvait continuer à négliger les affaires de l'Inde. Le ministère était plus fort qu'aucun de ceux qui avaient été au pouvoir après la rupture de M. Pitt avec la grande coalition whig en 1761. Aucune question pressante de politique intérieure ou européenne n'exigeait les soins exclusifs des hommes publics. On avait entre deux tempêtes un moment de calme illusoire. L'effervescence causée par l'élection du Middlesex avait disparu ; les mécontentements de l'Amérique ne menaçaient pas encore de dégénérer en guerre civile ; les difficultés financières de la Compagnie conduisaient à une crise. Les ministres durent forcément s'occuper de ce sujet important, et alors éclata l'orage qui avait longtemps grandi sur la tête de Clive.

Clive était en vérité dans une fort mauvaise position. Il était haï dans tout le pays, haï à l'*East India House*, haï principalement par ces riches et puissants fonctionnaires de la Compagnie dont il avait réprimé la rapacité et la tyrannie. Il avait à supporter le double odieux de ses mauvaises et de ses bonnes actions, de chaque abus indien et de chaque réforme indienne. L'état du monde politique était tel, qu'il ne pouvait compter sur l'appui d'aucune relation puissante. Le parti auquel il avait appartenu, celui de Georges Grenville, s'était montré hostile au gouvernement, et pourtant n'avait jamais été cordialement uni avec les autres fractions de l'opposition, ni avec la petite bande qui suivait encore la fortune de lord Chatham, ni avec le corps nombreux et respectable dont lord Rockingham était le chef reconnu. Georges Grenville était mort, ses partisans étaient dispersés, et Clive, n'étant lié avec aucune des puissantes factions qui divisaient le Parlement, pouvait seulement être sûr du vote des membres qu'il avait fait nommer. Ses ennemis, particulièrement ceux qui haïssaient ses vertus, étaient féroces, implacables, sans scrupule. Leurs manœuvres malveillantes ne tendaient à rien moins qu'à la ruine complète de sa renommée

et de sa fortune. Ils désiraient le voir chassé du Parlement, voir ses éperons brisés, voir ses biens confisqués, et l'on peut douter que même un pareil résultat eût assouvi leur soif de vengeance.

La tactique parlementaire de Clive ressembla à sa tactique militaire. Abandonné, entouré, accablé par le nombre, ayant tout contre lui, il ne daigna même pas se tenir sur la défensive. Il attaqua hardiment. Dès le commencement de la discussion sur les affaires de l'Inde, il se leva, et, dans un long discours très-travaillé, il se justifia de la plupart des accusations qui avaient été portées contre lui. Il produisit, dit-on, un grand effet sur son auditoire. Lord Chatham, qui n'était plus alors que l'ombre de lui-même, aimait à fréquenter le théâtre de sa gloire. Il était cette nuit-là sous la galerie de la Chambre des Communes et déclara qu'il n'avait jamais entendu un meilleur discours. Ce discours, dont ensuite l'auteur surveilla lui-même l'impression, eût-il été largement corrigé par des amis littéraires, n'en prouve pas moins que Clive possédait non-seulement un sens juste et un esprit viril, mais encore un véritable talent de discussion et de parole, talent qu'une culture assidue aurait pu perfectionner au plus haut degré. Il se contenta de défendre les mesures prises pendant sa dernière administration et obtint un tel succès, que ses ennemis jugèrent dès lors à propos de diriger surtout leurs attaques contre la première partie de sa vie.

La première partie de sa vie offrait malheureusement à leur animosité quelques points vulnérables. Un comité, nommé au scrutin, fut chargé d'une enquête sur les affaires de l'Inde, et ce comité étudia avec un soin malin toutes les questions relatives à la grande révolution qui avait renversé Surajah-Dowlah et élevé Meer-Jaffier. Clive vit sa conduite examinée et reexaminée sans ménagement ; aussi, par la suite, se plaignit-il amèrement que lui, le baron de Plassey, avait été traité comme un voleur de moutons. L'audace et la noblesse de ses réponses suffiraient seules à montrer combien étaient antipathiques à sa nature les fraudes auxquelles il s'était quelquefois abaissé dans le cours de ses né-

gociations orientales. Il avoua les artifices qu'il avait employés pour tromper Omichund et dit résolûment qu'il n'en rougissait point ; que, dans des circonstances identiques, il agirait encore de même. Il convint qu'il avait reçu de Meer-Jaffier des sommes considérables, mais il nia qu'en le faisant il eût méconnu aucune obligation morale ou qu'il eût forfait à l'honneur : il prétendit au contraire, et non sans quelque raison, qu'il avait droit à des éloges pour son rare désintéressement. Il parla dans un langage animé de la situation où l'avait placé sa victoire, du grand prince qui dépendait de son bon plaisir, de l'opulente cité qui craignait d'être livrée au pillage, des riches banquiers qui enchérissaient à l'envi ses bonnes grâces, des caves remplies d'or, de diamants, et qui ne s'ouvraient que devant lui : « Pardien, monsieur le président, s'écria-t-il, je suis actuellement étonné de ma propre modération ! »

L'enquête roula sur tant de choses, que les Chambres se séparèrent avant qu'elle fût terminée. Elle fut reprise à la session suivante. Lorsque enfin le comité eut achevé son travail, les hommes éclairés et impartiaux eurent peu de difficulté à prévoir le résultat Il était clair que Clive avait commis quelques actes qu'il est impossible d'amnistier sans contester l'autorité des lois les plus sacrées qui règlent les rapports des individus avec les gouvernements. Mais il était également clair qu'il avait fait preuve de grands talents et même de grandes vertus, qu'il avait rendu d'éminents services et à son pays et aux peuples de l'Inde, et que ce n'était en réalité, ni parce qu'il avait accepté les présents de Meer-Jaffier, ni parce qu'il avait employé la ruse contre Omichund qu'il était alors poursuivi, mais parce qu'il avait énergiquement combattu l'avarice et la tyrannie. La justice criminelle ordinaire ne tient aucun compte de ce qui est étranger à la cause. Les actions les plus méritoires ne peuvent à ses yeux contre-balancer la plus légère infraction à la loi. Si un homme a vendu de la bière un dimanche matin, ou s'il a attelé un chien de Terre-Neuve à la voiture de son petit enfant, qu'importe pour sa défense qu'au péril

de ses jours il ait sauvé la vie d'un de ses semblables, ou qu'il ait été blessé à Waterloo? Mais nous ne devons pas en user de la sorte avec les hommes qui, ayant dépassé le niveau ordinaire et ayant été exposés à des tentations beaucoup plus qu'ordinaires, ont droit à une part plus qu'ordinaire d'indulgence. De tels hommes devraient être jugés par leurs contemporains comme ils le seront par la postérité. Leurs mauvaises actions ne devraient pas, il est vrai, être appelées bonnes; mais leurs bonnes et leurs mauvaises actions devraient être équitablement pesées, et, si, en somme, le bien l'emportait, la sentence devrait contenir non-seulement un acquittement, mais encore une approbation. Pas un souverain, dans la suite des siècles, ne pourrait être absous si quelques-uns de ses actes étaient soumis par un juge à un contrôle sévère. Comment Bruce, le libérateur de l'Écosse; Maurice, le libérateur de l'Allemagne; Guillaume, le libérateur de la Hollande; son illustre descendant, le libérateur de l'Angleterre; Murray, le bon Régent; Cosme, le père de la Patrie; Henri IV, de France; Pierre le Grand, de Russie; comment le meilleur d'entre eux supporterait-il un pareil examen? L'histoire voit les choses de plus haut, et le tribunal le plus juste dans les grandes causes politiques est celui qui anticipe sur le verdict de l'histoire.

Les hommes raisonnables et modérés de tous les partis furent de ce sentiment dans l'affaire de Clive. Ils ne pouvaient pas déclarer que Clive ne méritait aucun blâme, mais ils ne voulaient pas le laisser à la merci des rancunes et des basses passions qui s'étaient coalisées pour l'attaquer et qui désiraient ardemment sa perte. Lord North, bien qu'il fût loin d'être son ami, n'était pas disposé à le traiter avec une extrême rigueur. Durant l'enquête, Clive, qui avait été quelques années auparavant créé chevalier du Bain, fut installé en grande pompe dans la chapelle de Henri VII. Il fut bientôt après nommé lord-lieutenant du Shropshire. Le jour où il baisa la main du roi, Georges III, qui lui avait toujours montré de la bienveillance, le reçut en audience privée, l'entretint pendant une demi-heure des affaires politiques de l'Inde et

fut visiblement affecté lorsque le général persécuté parla de ses services et de la manière dont il en avait été récompensé.

Les accusations furent enfin présentées à la Chambre des communes sous une forme précise. Elles furent soutenues par Burgoyne, président du comité, homme d'esprit, de goût et d'honneur, écrivain dramatique agréable, officier dont le courage n'avait jamais été mis en doute et dont le talent était alors hautement estimé. Les membres de l'administration prirent différents partis, car à cette époque toutes les questions étaient abandonnées à l'appréciation individuelle, sauf celles qui émanaient du gouvernement ou qui impliquaient quelque censure du gouvernement. Thurlow, l'attorney général, était au nombre des assaillants. Wedderburne, le sollicitor général, très-attaché à Clive, défendit son ami avec une force extraordinaire d'argumentation et de langage. Par une curieuse coïncidence, quelques années plus tard, Thurlow fut le champion le plus remarquable de Warren Hastings, tandis que Wedderburne était parmi les plus implacables persécuteurs de cet homme d'État éminent, quoique non sans reproche. Clive plaida sa propre cause moins longuement et avec moins d'art que l'année précédente, mais avec beaucoup d'énergie et de passion. Il énuméra ses grandes actions et ses fautes, et, après avoir prié ses auditeurs de se rappeler qu'ils allaient décider non-seulement de son honneur, mais du leur, il quitta la Chambre.

Les Communes décidèrent que les choses conquises par les armes de l'État appartenaient à l'État seul et que les serviteurs de l'État n'avaient pas le droit de se les approprier. Elles déclarèrent que les fonctionnaires anglais du Bengale paraissaient avoir systématiquement enfreint cette règle salutaire. Le lendemain elles allèrent plus loin et reconnurent que Clive, grâce au pouvoir qu'il possédait comme commandant des forces anglaises dans l'Inde, avait obtenu de Meer-Jaffier des sommes considérables. Ici la Chambre s'arrêta; elle avait voté la majeure et la mineure du syllogisme de Burgoyne, mais elle recula devant la conclusion sur

la motion de dire que lord Clive avait abusé de ses pouvoirs et donné un mauvais exemple aux fonctionnaires publics; la question préalable fut proposée et adoptée. Enfin, longtemps après que le soleil se fût levé sur ce débat animé, Wedderburne fit une motion portant que lord Clive avait, à la même époque, rendu de grands et méritoires services à son pays, et cette motion passa sans opposition.

Le résultat de cette mémorable enquête nous paraît en somme honorable pour la justice, la modération et le discernement des membres de la Chambre des communes. Rien, à la vérité, ne les poussait à se montrer injustes. Ils eussent été de très-mauvais juges si Jenkinson ou Wilkes avait été l'accusé; mais la question qui concernait Clive n'était pas une question de parti; aussi la Chambre se conduisit-elle avec le tact, le bon sens qu'on peut toujours attendre d'une assemblée de gentlemens anglais qui ne sont pas aveuglés par l'esprit de parti.

Un contraste rendit plus remarquable les sages et équitables procédés du Parlement anglais. Le misérable gouvernement de Louis XV avait fait périr directement ou indirectement tous les Français qui, en Orient, s'étaient distingués au service de leur pays. Labourdonnais avait été jeté à la Bastille, et, après des années de souffrances, il n'en était sorti que pour mourir. Dupleix, dépouillé de son immense fortune et le cœur brisé par d'humiliantes stations dans les antichambres, était mort obscurément. Lally avait été traîné, un bâillon dans la bouche, sur la place ordinaire des exécutions. Les Communes d'Angleterre traitèrent au contraire le capitaine vivant avec cette justice éclairée dont on n'use généralement qu'envers les morts. Elles posèrent des principes généraux excellents, elles indiquèrent délicatement de quelle façon il s'en était écarté et elles tempérèrent la courtoise censure par un éloge libéral. Voltaire, toujours partial pour l'Angleterre et toujours ardent à divulguer les abus des parlements de France, fut frappé du contraste. Il semble avoir eu véritablement l'intention, à cette époque, d'écrire une histoire de la conquête du Ben-

gale; il en parla au docteur Moore quand cet amusant écrivain alla le voir à Ferney. Wedderburne prit un grand intérêt à cette affaire et pressa Clive de fournir des renseignements. Si ce projet avait été réalisé, Voltaire, nous en sommes convaincu, eût produit un livre où l'on aurait trouvé des récits animés et pittoresques, des sentiments justes et humains chaleureusement exprimés, plus d'une étourderie grotesque, de nombreuses plaisanteries sur la chronologie mosaïque, beaucoup de scandale à propos des missionnaires catholiques et beaucoup de sublime théophilantropie empruntée au Nouveau Testament et mise dans la bouche de brahmines vertueux et philosophes.

Clive pouvait enfin jouir tranquillement de sa fortune et de ses honneurs. Il était entouré d'amis et de parents dévoués. Il n'avait pas encore passé la saison de la vigueur physique et intellectuelle; mais les sombres pensées qui avaient longtemps troublé son esprit le dominaient alors complétement. Dès sa jeunesse il avait été sujet à des accès de cette étrange mélancolie, « qui, à la vue de la tombe, se calme et se change en joie ineffable. » Quand il était encore simple employé à Madras, il avait essayé deux fois de se détruire. Les affaires et la prospérité avaient eu une heureuse influence sur son moral : dans l'Inde, tant que d'importants événements l'avaient préoccupé; en Angleterre, tant que la richesse et les honneurs avaient eu pour lui l'attrait de la nouveauté, il avait échappé à cette funeste disposition; mais il n'avait plus rien à faire, rien à souhaiter. Son active intelligence, réduite à l'inactivité, languit et se flétrit ainsi qu'une plante placée dans un air insalubre. La malignité avec laquelle ses ennemis l'avaient poursuivi, la malveillance du Comité à son égard, la censure, toute bénigne qu'elle fût, que la Chambre avait prononcée, la certitude d'être regardé par bon nombre de ses compatriotes comme un tyran déloyal et cruel, tout concourait à l'irriter et à l'abattre. Il eut en outre à subir l'épreuve de souffrances physiques très-aiguës. Durant sa longue résidence sous des climats tropicaux, il avait contracté plusieurs maladies douloureuses. Il

eut recours à l'opium pour tâcher d'obtenir quelque soulagement, et il fut graduellement maîtrisé par ce perfide allié. Son génie néanmoins jetait encore de temps en temps de vives lueurs. On dit que parfois, après être resté silencieux et immobile pendant des heures entières, il se levait, se mêlait à la discussion de quelque grande question, parlait en soldat et en homme d'État, montrait beaucoup de vigueur et de supériorité, puis retombait dans sa torpeur mélancolique.

Nos différends avec l'Amérique étaient alors devenus tellement sérieux qu'un appel à la force semblait inévitable, et les ministres étaient désireux, d'utiliser les talents de Clive. Si celui-ci eût encore été ce qu'il était quand il fit lever le siége de Patna et qu'il foudroya l'armée et la flotte hollandaise près des bouches du Gange, il est probable que la résistance des colons aurait été vaincue et l'inévitable séparation retardée de quelques années; mais il était trop tard. Des souffrances de tous genres obscurcissaient de plus en plus sa forte intelligence. Le 22 novembre 1774 il se tua de sa propre main. Il venait d'accomplir sa quarante-neuvième année.

Le vulgaire vit tout simplement dans cette fin terrible de tant de prospérité et de tant de gloire une justification de ses préjugés, et quelques hommes d'une piété réelle, d'un génie réel, oublièrent assez les préceptes de la religion et de la philosophie pour attribuer ce triste dénoûment à l'infaillible vengeance du ciel et aux tourments d'une mauvaise conscience. C'est avec des sentiments tout autres que nous contemplons le spectacle d'un grand esprit anéanti par une intolérable satiété, par l'amère douleur de voir son honneur compromis, par de fatales maladies, par des remèdes plus fatals encore.

Clive commit de grandes fautes, et nous n'avons pas essayé de les dissimuler; mais ses fautes, mises en balance avec ses mérites et comparées aux tentations qu'il rencontra, ne nous paraissent pas le priver de son droit à une place honorable dans l'histoire.

De son premier séjour dans l'Inde date le renom des armes

anglaises en Orient. Jusqu'au moment où il se montra, ses compatriotes avaient été méprisés comme des simples colporteurs, tandis que les Français étaient révérés comme un peuple créé pour la victoire et le commandement. Son courage et son génie rompirent le charme. Avec la défense d'Arcot commence cette longue série de triomphes orientaux qui se termine avec la chute de Ghizni. Nous ne devons pas non plus oublier que Clive avait seulement vingt-cinq ans quand il se sentit propre au commandement militaire. C'est une distinction rare, sinon unique. Alexandre, Condé et Charles XII gagnèrent, il est vrai, des batailles avant d'avoir atteint cet âge; mais ces princes étaient entourés de vieux généraux d'une habileté consommée, et c'est peut-être aux suggestions de ceux-ci que sont dues les victoires du Granique, de Rocroy et de Narva. Clive, jeune homme sans expérience, était cependant encore moins novice qu'aucun de ceux qui servaient sous lui. Il avait à se former lui-même, à former ses officiers, à former ses soldats. Napoléon Bonaparte est, à notre connaissance, le seul homme qui ait donné, aussi jeune, une semblable preuve de talent pour la guerre.

De son second séjour dans l'Inde date l'influence politique de l'Angleterre en Orient. Grâce à son adresse et à sa résolution, il obtint en quelques mois des résultats supérieurs à tous ceux qu'avait rêvés la folle imagination de Dupleix. Le proconsul le mieux servi par la fortune ne plaça jamais sous la domination romaine une pareille étendue de terre cultivée, une pareille multitude de sujets, ne dota jamais sa patrie d'un pareil revenu. Jamais dépouilles aussi riches ne passèrent sous des arcs de triomphe le long de la voie Sacrée, et ne traversèrent le forum rempli de foule pour être portées au temple de Jupiter Tarpéien. Les hauts faits de ceux qui soumirent Antiochus et Tigrane sont éclipsés par les brillants exploits qu'accomplit un jeune aventurier anglais avec une armée inférieure en nombre à une demi-légion romaine. De son troisième séjour dans l'Inde date l'honnêteté de l'administration de notre empire en Orient. Lorsque Clive débarqua à

Calcutta, en 1765, on regardait le Bengale comme un lieu où les Anglais étaient envoyés uniquement pour devenir riches par tous les moyens possibles et dans le plus bref délai possible. Le premier il fit une guerre courageuse, implacable à ce vaste système d'oppression, d'extorsion et de corruption. Dans cette guerre il exposa résolûment son bien-être, sa renommée et sa splendide fortune. Le même sentiment de justice qui nous empêche de déguiser les fautes de ses premières années nous pousse à reconnaître que ces fautes furent noblement réparées. Si l'opprobre de la Compagnie et de ses employés a été effacé; si, dans l'Inde, le joug de maîtres étrangers, qui partout ailleurs est le plus lourd de tous les jougs, a semblé plus léger que celui de n'importe quelle dynastie native, si à cette bande de voleurs publics qui répandaient naguère la terreur sur les plaines du Bengale succéda un corps de fonctionnaires non moins hautement distingués par l'intégrité, le désintéressement et l'amour du bien public que par l'habileté et la diligence; si nous voyons des hommes tels que Munro, Elphinstone et Metcalfe commander de victorieuses armées, faire et défaire des rois, puis quitter, fiers de leur honorable pauvreté, un pays qui jadis offrait à l'avidité de chaque facteur l'espoir d'une richesse sans borne, c'est principalement à Clive que nous le devons. Son nom est un des premiers sur la liste des conquérants, mais il se trouve aussi sur une liste plus respectable, sur la liste de ceux qui ont beaucoup travaillé et beaucoup souffert pour le bonheur de l'humanité. Au soldat l'histoire assignera une place à côté de Lucullus et de Trajan; au réformateur elle ne refusera pas une part de cette vénération avec laquelle la France parle de Turgot, avec laquelle les Hindous contempleront jusqu'aux dernières générations la statue de lord William Bentinck.

WARREN HASTINGS

OCTOBRE 1841

Histoire de la vie de Warren Hastings, premier gouverneur général du Bengale, écrite d'après des Mémoires originaux, par le Rév. G. R. Gleig, *M. A.* 3 vol. in-8°. Londres. 1841.

Ce livre semble avoir été fabriqué en exécution d'un contrat par lequel les héritiers de Warren Hastings et M. Gleig se sont engagés à fournir, les uns les matériaux, et l'autre l'éloge. Les conventions ont été fidèlement observées des deux côtés, il n'est que juste de le dire, et le résultat est devant nous sous la forme de trois gros volumes détestables, pleins de correspondances indigestes, et de panégyriques peu judicieux.

Si cet ouvrage méritait un examen détaillé, nous pourrions facilement écrire un long article rien qu'en signalant les assertions erronées, les expressions triviales et les doctrines immorales. Mais il serait oiseux de prodiguer des critiques à propos d'un confectionneur de livres, et, quel que soit le crédit que M. Gleig puisse avoir justement mérité par ses premiers travaux, c'est comme confectionneur de livres et pas autre chose qu'il se présente à nous en ce moment. Des hommes plus éminents que M. Gleig ont écrit presque aussi mal que lui lorsqu'ils se sont abaissés à une besogne de cette espèce. Il serait injuste de juger Goldsmith sur l'*Histoire*

de la Grèce, ou Scott sur la *Vie de Napoléon*. M. Gleig n'est ni un Goldsmith ni un Scott, cependant il serait injuste de nier qu'il soit capable de faire une œuvre meilleure que ces mémoires. Il serait non moins injuste, nous le pensons et l'espérons, d'accuser aucun ministre chrétien du crime de chercher à défendre de propos délibéré certaines propositions que nous trouvons dans cette compilation. Il n'y a pas d'exagération à dire que M. Gleig a écrit plusieurs passages qui sont au *Prince* de Machiavel ce que le *Prince* de Machiavel est à l'*Entier Devoir de l'homme*, et qui provoqueraient l'étonnement dans une caverne de voleurs ou à bord d'un shooner de pirates. Mais nous sommes disposé à attribuer ces fautes à la précipitation, à l'irréflexion, puis à cette maladie mentale qu'on peut appeler *furor biographicus* et qui est particulière aux narrateurs de vies célèbres comme le goître au berger des Alpes et l'oupophagie à l'esclave nègre.

Nous sommes porté à croire que, si nous voulons satisfaire les désirs de nos lecteurs, il faut moins nous appesantir sur les défauts de ce livre qu'essayer de donner, quoique d'une manière nécessairement hâtive et imparfaite, notre propre opinion sur la vie et le caractère de M. Hastings. Notre sentiment à son égard n'est identique ni à celui de la Chambre des communes qui l'accusa en 1787, ni à celui de la Chambre des communes, qui, en 1813, l'amnistia et se leva pour le recevoir. Il avait de grandes qualités et il rendit de grands services à l'État; mais le représenter comme un homme d'une vertu sans tache, c'est l'exposer à la risée publique, et par respect pour sa mémoire, à défaut d'autre motif, ses amis auraient bien fait de ne pas encourager une aussi puérile adulation. Nous pensons que, s'il vivait encore, il aurait assez de jugement et assez de grandeur d'âme pour souhaiter qu'on le montrât tel qu'il était. Il doit avoir su que sa renommée n'était pas sans quelques sombres nuages; il a pu sentir aussi que l'éclat de son nom en était à peine terni. A la réclame de M. Gleig il aurait préféré même la sévérité de M. Mill, nous en sommes convaincu. Il aurait désiré que la postérité eût de lui un portrait

ressemblant, quoique peu flatté, plutôt qu'un barbouillage dépourvu d'agrément et de naturel, ne ressemblant ni à lui ni à qui que ce soit. « Peignez-moi comme je suis, disait Olivier Cromwell posant devant le jeune Lelie. Si vous supprimez les cicatrices et les rides, je ne vous donnerai pas un shilling. » Même à propos d'une pareille bagatelle, le grand Protecteur faisait preuve tout à la fois de bon sens et de magnanimité. Il ne voulait pas que les parties caractéristiques de sa physionomie fussent sacrifiées dans une vaine tentative pour le gratifier des traits réguliers, des joues lisses et du teint fleuri des mignons frisés de Jacques Ier. Il trouvait bon qu'on peignît sa figure avec ces lignes magistrales où étaient inscrits le courage, le génie politique, l'autorité, le souci des affaires publiques; mais aussi avec les sillons que le temps, la guerre, les nuits sans sommeil, l'anxiété, peut-être les remords, y avaient tracés. Si les hommes vraiment supérieurs comprenaient leur propre intérêt, c'est ainsi qu'ils voudraient voir portraire leur esprit.

Warren Hastings était d'une race ancienne et illustre. On a affirmé que sa généalogie remontait au grand roi de la mer, au Danois qui fut longtemps la terreur des deux côtes de la Manche, et qui, après de nombreux combats, terribles et douteux, céda enfin à la valeur et au génie d'Alfred; mais la noblesse indubitable de l'origine d'Hastings n'a pas besoin d'emprunter son éclat à la fable. Parmi ses ancêtres, il comptait d'un côté les possesseurs de la couronne seigneuriale de Pembroke, au quatorzième siècle; de l'autre, le fidèle adhérent de la Rose blanche, le célèbre chambellan dont le destin fournit un thème si frappant aux historiens et aux poëtes. Sa famille reçut des Tudor le comté d'Hunting, don qu'elle finit par perdre et qu'une série d'événements, à peine comparables aux inventions romanesques, remit de nos jours entre ses mains.

Les propriétaires du manoir de Daylesford, dans le Worcestershire, prétendaient être considérés comme les chefs de cette famille distinguée. Le tronc principal prospérait moins, il est

vrai, que quelques-unes des plus jeunes tiges ; mais la famille de Daylesford, bien qu'elle ne fût pas anoblie, était riche et fut hautement estimée jusqu'au jour où, il y a environ deux cents ans, elle fut complétement ruinée par la guerre civile. L'Hastings de cette époque était un Cavalier zélé, il hypothéqua ses terres, envoya sa vaisselle plate à Oxford pour qu'on la transformât en monnaie, rejoignit l'armée royale, et, après avoir dépensé la moitié de sa fortune au service du roi Charles, fut heureux de se racheter lui-même en abandonnant la plus grande partie de l'autre moitié au Speaker Lenthal. La vieille demeure de Daylesford restait encore à la famille; mais elle ne put être conservée très-longtemps, et, à la génération suivante, elle fut vendue à un marchand de Londres.

Avant que ce changement de propriétaire eût lieu, le dernier Hastings de Daylesford avait fait nommer son second fils recteur de la paroisse sur laquelle était située l'ancienne résidence de ses ancêtres. La cure était d'un médiocre rapport, et après la vente du domaine la situation du pauvre ecclésiastique devint déplorable. Il plaida constamment à propos de ses dîmes contre le nouveau propriétaire du manoir, ce qui consomma sa ruine. Howard, son fils aîné, jeune homme d'une excellente conduite, obtint une place dans les douanes; Pynaston, son second fils, paresseux, sans dignité personnelle, se maria avant l'âge de seize ans, perdit sa femme au bout de deux ans, et mourut dans les Indes occidentales, laissant à la charge de son malheureux père un petit orphelin destiné à d'étrangès et mémorables vicissitudes. Warren, le fils de Pynaston, naquit le 6 décembre 1732 ; sa naissance précéda seulement de quelques jours la mort de sa mère. L'enfant n'eut plus dès lors d'autre protecteur que son aïeul, déjà lui-même fort à plaindre. Il fut de bonne heure envoyé à l'école du village où il apprit à lire assis à côté des fils des paysans. Rien dans ses vêtements ni dans sa nourriture n'indiquait que sa vie dût beaucoup différer de celle des jeunes rustres avec lesquels il jouait et étudiait; mais nulle influence ne pouvait étouffer le germe de tant de

génie et d'ambition. Les cultivateurs eux-mêmes remarquèrent et se rappelèrent ensuite pendant longtemps avec quelle ardeur le petit Warren s'adonnait à la lecture. La vue quotidienne des terres qu'avait possédées sa famille et qui avaient passé entre les mains d'étrangers inspirait à sa jeune imagination des rêves et des souhaits bizarres. Il aimait à entendre parler de la richesse et du renom de ses ancêtres, de leur splendide état de maison, de leur loyauté et de leur valeur. Par un beau jour d'été, l'enfant, alors âgé de sept ans, se reposait sur le bord de la petite rivière qui coule à travers le vieux domaine patrimonial pour aller se jeter dans l'Isis. C'est là, comme il le racontait soixante-dix ans plus tard, que lui vint à l'esprit une idée qui, même au milieu des accidents de son orageuse carrière, ne fut jamais abandonnée : Il rachèterait la propriété de ses pères, il serait Hastings de Daylesford. Plus son intelligence se développa, plus sa fortune s'éleva, plus il eut à cœur ce projet conçu à l'époque de son enfance et de sa pauvreté. Il en poursuivit la réalisation avec cette force de volonté calme et indomptable qui était le trait le plus saillant de son caractère. Lorsque, sous un soleil tropical, il gouvernait cinquante millions de sujets asiatiques, et que la guerre, la législation, les finances, exigeaient tous ses soins, Daylesfort était le but de ses espérances; lorsque fut définitivement terminée sa longue vie publique, singulier mélange de bien et de mal, de gloire et de honte, ce fut à Daylesford qu'il se retira pour mourir.

Dès qu'il eût atteint l'âge de huit ans, son oncle Howard résolut de pourvoir à ses besoins et de lui faire donner une éducation libérale. L'enfant vint à Londres et fut envoyé à une école de Newington où il reçut une bonne éducation, mais où il fut mal nourri. Il attribua toujours la petitesse de sa stature à la maigre chère qu'on lui avait fait faire dans ce séminaire. A dix ans il entra à l'école de Westminster, qui prospérait alors sous la direction du docteur Nichols. *Vinny Bourne*, comme l'appelaient ses élèves par affection, était un des maîtres de l'établissement : Churchill, Colman, Llyod, Cumberland, Cowper, étaient parmi

les élèves. Hastings se lia d'amitié avec Cowper, et ni le temps, ni une extrême dissemblance d'opinion et d'occupation ne put entièrement les désunir. Il ne paraît pas que, parvenus à l'âge d'homme, ils se soient jamais rencontrés; mais, quarante ans plus tard, quand la voix de plusieurs grands orateurs s'éleva contre l'oppresseur de l'Inde, le poëte timide et solitaire ne pouvait s'imaginer que Hastings, le gouverneur général, fût l'Hastings avec lequel il avait ramé sur la Tamise, et joué dans le cloître, et il refusait de croire qu'un garçon d'un si bon caractère se fût rendu coupable d'actes très-répréhensibles. Il avait, lui, passé sa vie à prier, à rêver, à rimer sur les bords de l'Ouse, au milieu des plantes aquatiques. Il avait conservé à un degré extraordinaire la naïveté de l'enfance. Son âme avait été, il est vrai, durement éprouvée; mais il n'avait jamais été exposé à la tentation de violer grossièrement les lois de la morale sociale. Jamais il n'avait été en butte aux attaques d'ennemis puissants et acharnés, jamais il n'avait été forcé de choisir entre le devoir et les grandeurs, entre le crime et la ruine. Quelque attaché qu'il fût en théorie à la doctrine de la dépravation humaine, il avait de telles habitudes, qu'il était incapable de concevoir comment certaines natures, même nobles et bonnes, peuvent être entraînées loin du sentier de l'honneur par des passions excessives dans la lutte et par un désir immodéré de domination.

Hastings avait à Westminster un autre condisciple, Elijah Impey, dont nous aurons souvent occasion de parler. Nous savons peu de chose de leurs mutuelles relations à l'école; mais nous pensons, nous pouvons, sans crainte de nous tromper, supposer qu'Hastings, toutes les fois qu'il voulait jouer quelque mauvais tour, pire que de coutume, embauchait Impey moyennant une tarte ou une balle pour remplir dans la farce le dernier et le plus vilain rôle.

Warren était regardé parmi ses camarades comme un nageur, un rameur et un écolier hors ligne. A quatorze ans il fut le premier dans les examens. Son nom, gravé en lettres d'or sur les

murs du dortoir, atteste encore sa victoire sur plusieurs concurrents plus âgés que lui. Il prolongea de deux années son séjour à l'école, et il visait à une place d'étudiant à Christ-Church, lorsque survint un événement qui changea complétement le cours de sa vie. Howard Hastings mourut et légua son neveu à un ami et parent éloigné, nommé Chiswick. Ce gentleman, bien qu'il ne refusât pas absolument le legs, désirait s'en débarrasser le plus vite possible. Le docteur Nichols protesta contre la cruauté d'interrompre les études d'un jeune homme qui véritablement semblait appelé à devenir un des premiers lettrés du siècle. Il offrit même de supporter la dépense qu'occasionnerait l'envoi de son élève à Oxford. Mais M. Chiswick fut inflexible; il croyait que son pupille avait déjà perdu assez d'années sur des hexamètres et des pentamètres. Il était à même de lui faire obtenir un emploi de scribe au service de la Compagnie des Indes orientales : or le jeune aventurier, soit qu'une fois embarqué il fît fortune, soit qu'il mourût d'une maladie de foie, cessait, dans les deux cas, d'être un fardeau pour qui que ce fût. Warren fut, en conséquence, retiré de l école de Westminster et mis pendant quelques mois dans une école de commerce, afin d'y apprendre l'arithmétique et la tenue de livres. En janvier 1750, peu de jours après qu'il eût atteint sa dix-septième année, il s'embarqua pour le Bengale et arriva à sa destination en octobre suivant.

Il fut immédiatement installé devant un pupitre dans les bureaux de la secrétairerie, à Calcutta, où il resta deux ans. Le fort William était alors un établissement purement commercial. Dans le sud de l'Inde, les employés de la Compagnie anglaise avaient été, contre leur gré, transformés en diplomates et en généraux par la politique envahissante de Dupleix. Dans le Carnatic, la guerre de la succession était dans toute sa force, et le génie du jeune Robert Clive avait soudain rendu la fortune contraire aux Français; mais les Européens établis au Bengale, en paix les uns avec les autres, en paix avec les natifs, n'avaient à songer qu'à leurs grands livres et à leurs connaissements.

Hastings, qui depuis deux ans remplissait à Calcutta des fonctions de comptable, fut envoyé à Cossimbazar, ville construite sur les bords du Hoogley, à environ un mille de Moorshedabad et qui, si nous pouvons comparer les petites choses aux grandes, était alors à Moorshedabad ce que la cité de Londres est à Westminster. A Moorshedabad résidait le prince qui, feudataire du Mogol en apparence, mais indépendant en réalité, gouvernait les trois vastes provinces de Bengale, de Bahar et d'Orissa : à Moorshedabad se trouvait la cour, le harem et l'administration publique. Cossimbazar, place de commerce renommée pour la quantité et la qualité supérieure des soies vendues à ses foires, recevait dans son port et expédiait continuellement des flottes chargées de riches cargaisons. La Compagnie avait créé sur ce point important une petite factorerie qui dépendait de celle du fort William. Hastings y fut employé durant plusieurs années à faire des achats d'étoffes, à conclure des marchés avec les marchands natifs. Tandis qu'il était ainsi occupé, Surajah-Dowlah monta sur le trône et déclara la guerre aux Anglais. Situé très-près de la capitale du tyran, l'établissement sans défense de Cossimbazar fut aussitôt pris. Hastings fut emmené prisonnier à Moorshedabad; mais, grâce à la généreuse intervention des employés de la Compagnie hollandaise, il fut traité avec indulgence. Le Nabab marcha sur Calcutta, le gouvernement et le commandant s'enfuirent, la ville et la citadelle tombèrent entre les mains de l'ennemi et la plupart des prisonniers anglais périrent dans le *Black hole.*

Warren Hastings dut à ces événements le commencement de sa grandeur. Le gouverneur et ses compagnons s'étaient réfugiés sur le triste ilot de Fulda, près de l'embouchure du Hoogley. Ils étaient naturellement désireux de connaître d'une façon positive les intentions du Nabab à leur égard, et personne ne paraissait aussi bien placé qu'Hastings pour fournir des renseignements exacts, car il était prisonnier sur parole dans le voisinage immédiat de la cour. Il devint ainsi agent diplomatique et donna bientôt des preuves éclatantes d'habileté et de résolution. La

conspiration qui, plus tard, fut fatale à Surajah-Dowlah existait déjà. Hastings assista aux délibérations des conspirateurs; mais le moment d'agir n'était pas encore venu, il était nécessaire de retarder la mise à exécution du complot, et Hastings, qui, à cause de cela, était dans un péril extrême, s'enfuit à Fulda.

Peu de jours après son arrivée à Fulda, l'expédition partie de Madras, sous les ordres de Clive, parut dans le Hoogley. Warren était jeune, intrépide; l'exemple du commandant qui, d'abord agent commercial de la Compagnie, comme il l'était lui-même, avait été changé en soldat par les calamités publiques, l'encouragea probablement; il se décida à servir dans les rangs de l'armée. Dès les premières opérations militaires il prit le mousquet; mais l'œil perçant de Clive découvrit bientôt que la tête du jeune volontaire serait plus utile que son bras. Quand, à la suite de la bataille de Plassey, Meer-Jaffier fut proclamé Nabab du Bengale, Hastings fut désigné pour résider à la cour du nouveau souverain en qualité d'agent de la Compagnie.

Il resta à Moorshedabad jusqu'en 1761, époque à laquelle il fut nommé membre du Conseil, et fut, en conséquence, forcé d'habiter à Calcutta. C'était pendant la période comprise entre la première et la seconde administration de Clive, pendant la période où fut faite à la réputation de la Compagnie des Indes Orientales une tache que de longues années d'un régime juste et humain n'ont pas encore entièrement effacée. M. Vansitart, le gouverneur, était à la tête d'un gouvernement nouvellement constitué et irrégulier. Il y avait, d'un côté, une bande de fonctionnaires anglais, audacieux, intelligents, avides de richesses; de l'autre, une immense population native, timide, sans protection, accoutumée à plier sous l'oppression. Empêcher la race la plus faible de devenir la proie de la race la plus forte était une entreprise difficile pour quiconque ne possédait pas les talents et l'énergie de Clive. Vansitart était, avec de bonnes intentions, un gouvernant incapable et irrésolu. La caste dominante ne recula naturellement devant aucun excès, et l'on vit alors, ce que nous croyons le plus affreux

de tous les spectacles, la civilisation avec sa force et sans sa miséricorde. A tout autre despotisme il y a des bornes, sinon infranchissables, au moins suffisantes, pour préserver la société des dernières horreurs de la misère. Il vient un moment où les inconvénients de la soumission sont plus grands que ceux de la résistance, où la crainte elle-même inspire une espèce de courage, où des mouvements convulsifs, suscités chez les peuples par la rage et le désespoir, avertissent les tyrans qu'il ne faut pas trop présumer de la patience humaine. Mais, contre un mauvais gouvernement tel que celui qui affligeait alors le Bengale, il était impossible de lutter. L'intelligence supérieure et l'énergie de la caste dominante rendaient son pouvoir irrésistible. Une guerre de Bengalais contre des Anglais était analogue à une guerre d'agneaux contre des loups, d'hommes contre des démons. La modération, la clémence, la générosité politique des conquérants, étaient les seules garanties que pussent avoir les vaincus, et plus tard ces garanties ne leur firent pas défaut; mais la puissance anglaise se montra, d'abord parmi eux, sans être accompagnée de la moralité anglaise. Il y eut un intervalle entre le temps où ils devinrent nos sujets et celui où nous commençâmes à comprendre que nous avions à remplir envers eux des devoirs de gouvernants. Pendant cet intervalle l'unique préoccupation d'un employé de la Compagnie était d'extorquer aux natifs cent ou deux cent mille livres aussi promptement que possible, afin de pouvoir retourner dans son pays avant que sa constitution eût souffert de la chaleur, se marier avec la fille d'un pair, acheter des bourgs pourris dans le Cornwall et donner des bals dans Saint-James-Square. De la conduite d'Hastings à cette époque on sait peu de chose; mais on doit considérer comme honorable pour lui le peu qu'on en sait et le peu de circonstances qu'on en connaît. Il n'était pas en position de protéger les natifs, il ne pouvait que s'abstenir de les piller et de les opprimer, et cela, il paraît l'avoir fait. Il est certain qu'à cette époque il resta pauvre, et il est non moins certain qu'en agissant avec cruauté et impro-

bité il aurait pu facilement s'enrichir. Il est certain qu'on ne l'accusa jamais d'avoir pris part aux abus criants qui régnaient alors, et il est à peu près aussi certain que, s'il avait pris part à ces abus, les ennemis ingénieux et implacables qui, dans la suite, l'attaquèrent, n'auraient pas manqué de constater sa culpabilité et de la divulguer. L'enquête minutieuse, sévère, et même malveillante à laquelle fut soumise sa vie publique tout entière, enquête, à notre avis, sans précédent dans l'histoire de l'humanité, fut, à certains égards, avantageuse à sa réputation. Elle mit en lumière plusieurs flétrissures déplorables; mais elle lui donna le droit d'être déclaré pur de toutes les flétrissures qu'elle n'avait pas mises en lumière.

La vérité est que les tentations auxquelles cédèrent tant de fonctionnaires anglais, sous le gouvernement de M. Vansitart, n'avaient point prise sur les passions dominantes de Warren Hastings. Il n'était pas délicat en matière de transactions pécuniaires; mais il n'était ni sordide ni rapace. C'était un homme trop éclairé pour regarder un grand empire comme un boucanier aurait regardé un galion. Eût-il eu le cœur encore plus pervers, son intelligence l'eût préservé de cet excès de bassesse. C'était un homme d'État sans scrupule, peut-être sans principe; mais c'était un homme d'État, et non un voleur.

En 1764, Hastings retourna en Angleterre. Il n'avait réalisé qu'une très-modeste fortune. Une mauvaise gestion et des libéralités dignes d'éloge réduisirent bientôt à rien cette modeste fortune. Il paraît s'être montré très-généreux envers ses parents. Il avait laissé la plus grande partie de ses économies au Bengale, sans doute pour en tirer l'intérêt usuraire que rapporte l'argent dans l'Inde. Mais l'élévation du taux usuraire et l'absence de sécurité vont généralement de compagnie, et Hastings perdit à la fois intérêt et principal.

Il resta quatre ans en Angleterre : on a peu de renseignements sur sa vie pendant ce séjour; mais on a dit, et cela est fort probable, que les études libérales et la fréquentation des gens de

lettres absorbèrent une notable portion de son temps. Il faut rappeler, à son honneur, qu'à une époque où les autres employés de la Compagnie regardaient les idiomes de l'Inde comme des moyens de communication avec les tisserands et les changeurs de monnaie, lui, qui avait un esprit élevé et accompli, cherchait dans l'étude des langues orientales de nouvelles formes de jouissances intellectuelles et de nouveaux aperçus sur le gouvernement et la société. Ainsi que la plupart des personnes adonnées à des travaux qui sortent du sentier battu, il était peut-être disposé à exagérer l'importance de ses études favorites. Il pensa que l'enseignement de la littérature persane pourrait, avec avantage, entrer dans l'éducation libérale d'un gentleman anglais, et il conçut un plan à ce sujet. On dit que l'Université d'Oxford où, depuis la renaissance des lettres, l'étude des langues orientales n'avait jamais été complétement abandonnée, devait être le siége de l'institution qu'il avait en vue. On attendait une dotation de la munificence de la Compagnie, et l'on avait l'intention d'appeler d'Orient les professeurs les plus capables d'interpréter Hafiz et Firdonsi. Hastings s'adressa à Johnson, vraisemblablement dans l'espoir d'intéresser à ce projet un homme qui jouissait de la plus haute réputation littéraire et qui avait d'intimes relations avec Oxford. L'entrevue paraît avoir inspiré à Johnson une opinion très-favorable des talents et des connaissances de celui dont il reçut la visite. Longtemps après, lorsque Hastings gouvernait l'immense population de l'Inde anglaise, le vieux philosophe lui écrivit et lui rappela, dans les termes les plus flatteurs, quoique avec une grande dignité, leur courte et agréable conversation.

Bientôt Hastings tourna de nouveau ses regards vers l'Inde. Peu de chose l'attachait à l'Angleterre, et il avait de graves embarras pécuniaires. Il demanda de l'emploi à ses anciens patrons les directeurs. Ceux-ci accueillirent sa requête, louèrent beaucoup son habileté et son intégrité, et le nommèrent membre du conseil à Madras. Il serait injuste de ne point mentionner qu'Hastings, quoique obligé d'emprunter de l'argent pour pouvoir partir,

ne retrancha rien de la somme qu'il avait consacrée à l'amélioration du sort de ses parents. Au printemps de 1769, il s'embarqua sur le *Duc-de-Grafton*, et commença un voyage que devaient signaler des incidents propres à fournir la matière d'un roman.

Parmi les passagers qui se trouvaient à bord du *Duc-de-Grafton*, il y avait un Allemand nommé Imhoff. Il se disait baron; mais sa position était loin d'être brillante, et il allait à Madras comme peintre de portrait, avec l'espoir de récolter quelques-unes des pagodes que les Anglais gagnaient alors très-aisément dans l'Inde et qu'ils y dépensaient de même. Le baron était accompagné de sa femme, originaire d'Archangel, avons-nous lu quelque part. Cette jeune femme qui, née sous le cercle arctique, devait un jour jouer le rôle de reine sous le tropique du Cancer, était une agréable personne : elle avait un esprit cultivé et des manières séduisantes au plus haut point. Elle méprisait cordialement son mari, et non sans raison; l'histoire que nous avons à raconter le prouve assez. Hastings, dont la conversation l'intéressa, eut pour elle des attentions qui la charmèrent. La situation était en vérité périlleuse. Un vaisseau faisant la traversée de l'Inde est, plus qu'aucun autre lieu, favorable à la formation soit d'amitiés intimes, soit d'inimitiés mortelles. Il y a peu de gens qui ne trouvent un voyage de plusieurs mois intolérablement triste. Toute chose est bien venue qui peut rompre cette longue monotonie : une voile, un requin, un albatros, un homme à la mer. Beaucoup de passagers se désennuient quelque peu en mangeant deux fois plus souvent qu'à terre; mais c'est surtout en se querellant et en liant des intrigues galantes qu'on tâche de tuer le temps. Il est très-facile de se livrer à ces deux occupations émouvantes. Les habitants d'un vaisseau vivent ensemble bien plus que ceux d'une maison de campagne ou d'une pension bourgeoise. On ne peut éviter ses compagnons qu'en s'enfermant dans une cabine où il est à peine possible de changer de place. C'est en commun qu'on prend sa nourriture, qu'on fait de l'exercice. Les formes cérémonieuses sont absolument bannies. Chaque jour il est au

pouvoir d'une personne malveillante de causer d'innombrables désagréments : chaque jour il est au pouvoir d'une personne bienveillante de rendre de petits services. Il n'est pas rare qu'un malheur et un danger sérieux mettent en lumière des beautés et des difformités naturelles, des vertus héroïques et des vices abjects qui, dans les rapports ordinaires de la bonne société, pourraient rester longtemps inconnus, même à des amis intimes. C'est au milieu de pareilles circonstances que nous trouvons Warren Hastings et la baronne Imhoff, doués tous deux de perfections qui eussent été remarquées dans n'importe quelle cour d'Europe. Le gentleman n'avait aucun engagement domestique, la dame était unie à un mari qu'elle n'estimait nullement, à un mari qui lui-même n'avait aucun souci de son honneur personnel. Une liaison se forma; elle fut bientôt resserrée par un incident qui se fût difficilement produit à terre. Hastings étant tombé malade, la baronne le soigna avec une sollicitude féminine, lui donna de sa propre main les médicaments prescrits, et même demeura près de lui dans sa cabine pendant qu'il dormait. Bien avant que le *Duc-de-Grafton* atteignît Madras, Hastings était amoureux. Mais son amour avait un caractère particulier : ainsi que sa haine, que son ambition, que toutes ses passions, son amour était vif, sans être impétueux, il était calme, profond, ardent, patient, inébranlable. Imhoff eut une conférence avec sa femme et l'amant de sa femme. Il fut convenu que la baronne lui intenterait un procès devant les tribunaux de Franconie, qu'elle réclamerait le divorce, que le baron concourrait autant qu'il lui serait possible au succès du procès et qu'ils continueraient à vivre ensemble tant que la sentence ne serait pas prononcée. Il fut en outre convenu qu'Hastings donnerait quelques preuves très-palpables de sa gratitude; qu'aussitôt le mariage annulé, il épouserait la baronne et qu'il adopterait les enfants qu'elle avait eus d'Imhoff.

Nous ne sommes enclin à juger sévèrement ni Hastings ni la baronne. Certes, bien des choses atténuent leur faute; mais nous ne pouvons nullement être d'accord avec le révérend M. Gleig,

qui pousse la partialité jusqu'à déclarer « sage et judicieuse » la conduite d'Imhoff, conduite dont la bassesse est la meilleure excuse pour les amants.

A Madras, Hastings trouva le commerce de la Compagnie en complète désorganisation. Ses propres goûts l'auraient plutôt porté à s'occuper d'affaires politiques que d'affaires commerciales; mais il savait que les faveurs de ses commettants dépendaient principalement du chiffre de leurs dividendes et que le chiffre de leurs dividendes dépendait principalement de l'état des affaires commerciales. Il résolut en conséquence, avec grande raison, de consacrer pendant un certain temps les forces de son vigoureux esprit à la direction de ces affaires qui avaient été fort négligées depuis que les employés de la Compagnie, cessant d'être des commis, étaient devenus des soldats et des diplomates.

En très-peu de mois il effectua une importante réforme. Les directeurs lui notifièrent leur haute approbation, et furent si contents de sa manière d'agir, qu'ils se décidèrent à le placer à la tête du gouvernement du Bengale. Au commencement de 1772, il quitta le fort Saint-Georges pour se rendre à son nouveau poste. Les Imhoff, qui étaient encore mari et femme, l'accompagnèrent et vécurent à Calcutta, « dans les mêmes conditions sages et judicieuses, » — nous citons les paroles de M. Gleig, — dans lesquelles ils avaient déjà vécu pendant plus de deux ans.

Lorsque Hastings fut appelé à présider le Conseil, le Bengale était encore gouverné suivant le système adopté par Clive, système qui avait peut-être été habilement choisi pour faciliter et dissimuler une grande révolution, mais qui, du moment où cette révolution était complète et irrévocable, ne pouvait avoir que des inconvénients. Il y avait deux gouvernements, le réel et l'apparent : le pouvoir suprême appartenait à la Compagnie, et c'était en vérité le pouvoir le plus despotique qu'il fût possible d'imaginer. Les Anglais, maîtres du pays, n'avaient pas d'autre frein que leurs propres sentiments de justice et d'humanité. Il n'y avait aucun moyen constitutionnel de mettre obstacle à leurs vo-

lontés, et c'est en vain qu'on aurait essayé de leur résister.

Mais les Anglais, quoique tout-puissants en réalité, ne s'étaient point encore appropriés les signes extérieurs de la souveraineté. Ils possédaient leur territoire comme vassaux de la couronne de Delhi; ils percevaient leurs revenus comme collecteurs nommés par la commission impériale; ils avaient les armes impériales gravées sur leur sceau public et ils ne frappaient monnaie qu'au coin impérial.

Il y avait encore un Nabab du Bengale qui se trouvait, à l'égard des dominateurs anglais de son pays, dans une position identique à celles où furent Augustule à l'égard d'Odoacre et les derniers Mérovingiens à l'égard de Charles-Martel et de Pépin. Il vivait à Moorshedabab au milieu d'une magnificence royale. On ne l'approchait qu'avec des démonstrations de respect, et son nom figurait dans les actes publics. Mais il avait moins de part au gounement effectif de sa patrie que le plus jeune scribe ou le plus jeune cadet au service de la Compagnie.

Le Conseil anglais qui représentait la Compagnie à Calcutta avait une organisation très-différente de celle qu'il a reçue depuis. Aujourd'hui le gouverneur est pourvu d'une autorité absolue relativement à toutes les mesures exécutives. Il peut déclarer la guerre, conclure la paix, nommer ou révoquer les fonctionnaires publics contrairement à l'opinion unanime de ceux qui siégent au Conseil avec lui. Ceux-ci ont, il est vrai, le droit de connaître et de discuter tout ce qui se fait, de donner des avis, de faire des remontrances, d'envoyer des protestations en Angleterre; mais c'est le gouverneur qui exerce le pouvoir suprême et c'est sur lui que pèse toute la responsabilité. Nous pensons que ce mode de gouvernement, établi par MM. Pitt et Dundas malgré la violente opposition de M. Burke, est de tous points le meilleur qu'on puisse concevoir pour un pays où l'on ne saurait découvrir un seul des éléments nécessaires à l'établissement d'institutions représentatives. Du temps d'Hastings, le gouverneur ne disposait que d'un vote au Conseil, et en cas de partage égal des suf-

frages, ce vote était prépondérant. Il arrivait donc assez fréquemment qu'il avait le dessous dans les plus graves questions, et il était possible que pendant des années entières il fût exclu de la direction réelle des affaires publiques.

Les fonctionnaires anglais du fort William n'avaient apporté jusqu'alors que peu ou point d'attention au gouvernement intérieur du Bengale. Les négociations avec les princes natifs étaient les seules questions politiques dont ils s'occupassent activement. Ils n'avaient pour ainsi dire nul souci de la police, de l'administration de la justice, des détails de la perception de l'impôt. Il est à remarquer que les employés de la Compagnie ont encore dans leur phraséologie des restes de cet état de choses. Même aujourd'hui « politique » leur paraît synonyme, de diplomatique et ils se servent indifféremment de l'un et de l'autre mot. Nous pourrions nommer un gentleman encore vivant, désigné par les plus hautes autorités comme un fonctionnaire public éminent, des plus propres à être mis à la tête de l'administration intérieure d'une présidence, mais malheureusement tout à fait ignorant des affaires politiques.

Un premier ministre natif, qui résidait à Moorshedabad, était commis, par les dominateurs anglais, au gouvernement intérieur du Bengale. Il ne lui était permis d'intervenir ni dans les affaires militaires ni dans les affaires étrangères, sauf en ce qui concernait le simple cérémonial; mais il avait la direction absolue des autres départements administratifs. Il recevait près de cent mille livres sterling de traitement annuel et retenait une grande partie du traitement personnel des Nababs, qui était de plus de trois cent mille livres et passait par ses mains. Ce haut fonctionnaire était chargé de la perception de l'impôt, de l'administration de la justice, du maintien de l'ordre, et il n'était responsable de l'exercice de son immense pouvoir qu'envers les maîtres anglais du pays.

Une position aussi importante, aussi lucrative, aussi splendide, excitait naturellement la convoitise des natifs les plus éclairés et

les plus puissants. Clive avait trouvé difficile de décider entre les prétentions rivales. Deux candidats, personnifiant chacun une race et une religion, surgissaient de la foule.

L'un était Mahomed Reza-Khan, musulman d'origine persane, intelligent, actif, religieux à la manière de sa nation et fort estimé de celle-ci. En Angleterre il aurait peut-être été regardé comme un politique avide et corrompu; mais, jugé suivant les principes moins austères de la moralité indienne, il pouvait passer pour un homme intègre et honorable.

Son compétiteur était un brahmine hindou, le Maharajah Nuncomar dont le nom est, grâce à un terrible et triste événement, inséparablement associé à celui de Warren Hastings. Cet homme avait joué un rôle important dans toutes les révolutions qui avaient eu lieu au Bengale depuis le temps de Surajah-Dowlah. A la considération qu'entraînent en ce pays la supériorité et la pureté de la caste, il joignait le poids qui résulte de la richesse, des talents, de l'expérience. Il est difficile de donner une idée de son caractère moral à ceux qui ne connaissent la nature humaine que telle qu'elle apparaît dans notre île. Ce que l'Italien est à l'Anglais, ce que l'Hindou est à l'Italien, ce que le Bengalais est aux autres Hindous, Nuncomar l'était aux autres Bengalais. Le Bengalais, d'une complexion faible et même féminine, vit dans un perpétuel bain de vapeur, ses habitudes sont sédentaires, ses membres délicats, ses mouvements languissants; il a été pendant plusieurs siècles foulé aux pieds par des hommes d'une race plus robuste et plus hardie. Le courage, l'indépendance, la véracité, sont des qualités également antipathiques à sa constitution et à sa situation. Son esprit ressemble beaucoup à son corps. Il est de la dernière pusillanimité dans les circonstances qui exigent une énergie virile; mais son tact et sa souplesse excitent chez les enfants de climats plus rudes une admiration qui n'est pas exempte de mépris. Tous les artifices qui servent de défenses naturelles au faible sont plus familiers à cette race subtile qu'aux Ioniens du temps de Juvénal ou qu'aux juifs du moyen âge. Ce que les

cornes sont au buffalo, ce que les griffes sont au tigre, ce que l'aiguillon est à l'abeille, ce que la beauté, selon la vieille chanson grecque, est à la femme, la ruse l'est au Bengalais. De pompeuses promesses, de mielleuses excuses, d'ingénieux mensonges laborieusement combinés, la chicane, le parjure, le faux, sont les armes offensives et défensives du peuple du bas Gange. Ces hommes, que l'on compte par millions, ne fournissent pas un seul cipaye aux armées de la Compagnie; mais, comme usuriers, changeurs de monnaie, et plaideurs retors, il n'y a pas d'êtres humains qui puissent leur être comparés. Le Bengalais, avec toute sa douceur, n'est nullement oublieux de ses inimitiés ou porté à la pitié. La persévérance qu'il met à poursuivre l'accomplissement de ses desseins ne cède qu'à la pression immédiate de la terreur. Il ne manque pas néanmoins d'une espèce de courage qui souvent fait défaut chez ses maîtres. A des maux inévitables il oppose, en certaines circonstances, un courage passif égal à celui que les stoïciens attribuaient au *Sage* idéal. Un soldat européen qui s'élance sur une batterie de canons en poussant un bruyant hurrah, crie quelquefois sous le scalpel du chirurgien et succombe au désespoir devant une sentence de mort. Mais le Bengalais qui verrait sa patrie bouleversée, sa maison réduite en cendres, ses enfants tués ou déshonorés, sans avoir la force de frapper un seul coup, est cependant capable de mourir avec autant de fermeté que Mucius, de monter à l'échafaud d'un pas aussi tranquille, avec un pouls aussi calme qu'Algernon Sidney.

Nuncomar était un type parfait, voire même excessif, du caractère national. Les employés de la Compagnie l'avaient, en diverses occasions, reconnu coupable des plus criminelles manœuvres. Une fois il avait porté une fausse accusation contre un Hindou et avait essayé de soutenir son dire en produisant des documents fabriqués *ad hoc*. Une autre fois on avait découvert que, tandis qu'il affectait le plus vif attachement pour les Anglais, il trempait dans plusieurs conspirations dirigées contre eux, et en particulier était l'intermédiaire d'une correspondance entre la

cour de Delhi et les autorités françaises du Carnatic. Ces méfaits et différentes pratiques analogues lui avaient valu une longue captivité; mais son crédit et ses talents lui avaient fait obtenir sa mise en liberté, et, de plus, lui avaient donné une certaine importance même aux yeux des dominateurs anglais de son pays.

Clive aurait été très-désireux de ne pas placer un musulman à la tête de l'administration du Bengale. Cependant il avait compris combien il était difficile de confier un pouvoir immense à un homme dont la détestable réputation avait souvent occupé le public d'Angleterre. Aussi, quoique le Nabab, sur lequel l'intrigant Nuncomar avait acquis une grande influence, demandât que l'artificieux Hindou fût chargé du gouvernement, Clive, après quelque hésitation, s'était honnêtement et sagement décidé en faveur de Mahomed Reza-Khan qui remplissait ses hautes fonctions depuis sept ans quand Hastings devint gouverneur. Un fils en bas âge de Meer-Jaffier était alors Nabab, et le ministre avait été commis à la garde de la personne du jeune prince.

Nuncomar, que stimulaient à la fois la cupidité et la méchanceté, n'avait cessé de travailler à la ruine de son heureux rival. C'était assez facile. Sous l'administration organisée par Clive, les revenus du Bengale ne fournissaient pas un excédant aussi considérable que l'avait espéré la Compagnie; car à cette époque on avait, en Angleterre, les idées les plus absurdes relativement à la richesse de l'Inde. Les hommes d'affaires eux-mêmes ne rêvaient que palais de porphyre décorés des plus magnifiques brocarts; monceaux de perles et de diamants, caves où l'on mesurait au boisseau les pagodes et les *mohurs* d'or. Personne ne semblait se douter d'une chose, néanmoins très-vraie, à savoir, que l'Inde était un pays plus pauvre que les pays d'Europe réputés pauvres, tels que l'Irlande et le Portugal. Les lords de la Trésorerie et les représentants de la Cité à la Chambre des communes avaient la ferme croyance que le Bengale non-seulement ferait face à ses propres dépenses, mais encore donnerait de plus gros dividendes aux propriétaires d'actions de la Compagnie et viendrait ample-

ment au secours des finances anglaises. Ce fol espoir fut déçu, et les directeurs préférèrent naturellement attribuer leur mécompte à la mauvaise administration de Mahomed Reza-Khan qu'à leur ignorance personnelle touchant le pays confié à leurs soins. Ils étaient confirmés dans leur erreur par les agents de Nuncomar, car Nuncomar avait des agents même à Leaden-Hall-Street. Peu de temps après son arrivée à Calcutta, Hastings reçut une lettre où la Cour des directeurs s'adressait à lui en particulier et non au conseil tout entier. On lui ordonnait de destituer Mahomed Reza-Khan, de l'arrêter ainsi que sa famille et ses partisans, puis de soumettre à une enquête sévère l'administration de la province. On ajoutait que, pour cette enquête, le gouvernement ferait bien de recourir à l'assistance de Nuncomar. On ne contestait pas les vices de celui-ci, mais dans une pareille conjoncture, on pourrait, disait-on, tirer grand avantage de ces vices mêmes, et, quoiqu'il fût impossible de se fier à cet homme, il serait cependant convenable de l'encourager en lui laissant espérer une récompense.

Le gouverneur n'était nullement porté à la bienveillance envers Nuncomar. Plusieurs années auparavant ils s'étaient connus à Moorshedabad, et alors ils avaient eu ensemble une querelle que leurs supérieurs eux-mêmes avaient eu de la peine à étouffer. Bien qu'ils différassent de caractère sur beaucoup de points, ils se ressemblaient en ceci, que tous deux avaient un caractère implacable. D'un autre côté, Hastings n'avait aucun sentiment d'hostilité contre Mahomed Reza-Khan. Il obéit néanmoins aux instructions de la Compagnie avec un zèle qu'il ne montrait jamais, sauf quand ces instructions étaient parfaitement conformes à ses vues personnelles. Il avait résolu, sagement suivant nous, de délivrer le Bengale du système du double gouvernement. Les ordres des directeurs lui permettaient de réaliser son projet et l'exemptaient de la nécessité de discuter l'affaire en conseil. Il prit ses mesures avec sa vigueur et son habileté ordinaires. A minuit un bataillon de cipayes entoura le palais de Mahmoed Reza-Khan à Moorshedabad. Le ministre fut réveillé et informé qu'il était prisonnier.

Fidèle à la gravité musulmane, il baissa la tête et se soumit à la volonté de Dieu. Il ne tomba pas seul. Un chef, nommé Schitab-Roy, était gouverneur du Bahar. Il avait donné des preuves nombreuses et éclatantes de sa bravoure et de son attachement aux Anglais. En ce jour mémorable où les habitants de Patna virent du haut de leurs remparts l'armée entière du Mogol dispersée par la petite troupe du capitaine Knox, la voix des conquérants anglais décerna la palme du courage au valeureux Asiatique. « Jamais, dit Knox, lorsqu'il présenta Schitab-Roy couvert de sang et de poussière aux fonctionnaires anglais assemblés dans la factorerie, jamais je n'ai vu jusqu'à présent un natif combattre ainsi. » Schitab-Roy fut enveloppé dans la ruine de Mahomed Reza-Khan : il fut dépouillé de sa charge et arrêté. Les membres du conseil ne reçurent aucun avis de ces faits avant que les prisonniers fussent en route pour Calcutta.

On ajourna, sous différents prétextes, l'enquête relative à la conduite du ministre. Celui-ci subit une détention peu rigoureuse de quelques mois. Hastings effectua pendant ce temps la grave réforme qu'il avait projetée. Il n'y eut plus de ministre; l'administration intérieure passa entre les mains des fonctionnaires de la Compagnie. On organisa, sous la haute surveillance des Anglais, un système judiciaire, civil et criminel, à vrai dire très-imparfait. Le Nabab cessa dès lors d'avoir même une part ostensible au gouvernement; mais il conserva toujours un traitement annuel considérable et fut toujours environné du pompeux appareil de la souveraineté. C'était encore un enfant; il fallait donc placer auprès de lui des gens qui prissent soin de sa personne et de ses biens. Une femme du harem de son père, connue sous le nom de Munny-Begum fut désignée comme sa tutrice ou gouvernante : un fils de Nuncomar, nommé Goordas, devint le trésorier de sa maison. On avait besoin de Nuncomar; cependant il eût été très-dangereux de lui confier le pouvoir, et Hastings pensa que ce serait un coup de maître de récompenser le père intelligent et sans principe en donnant au fils inoffensif une position élevée.

La révolution était accomplie; le double gouvernement n'existait plus; la Compagnie était souveraine absolue du Bengale; Hastings n'avait aucun motif de traiter durement les derniers ministres. On s'arrangea de manière à ne les juger qu'au moment où la nouvelle organisation fut complète. Ils comparurent alors devant un comité que présidait le gouverneur. Schitab-Roy fut vite acquitté de la façon la plus honorable. On lui fit de formelles excuses pour la contrainte à laquelle il avait été soumis. On lui accorda toutes les marques de respect consacrées par les usages orientaux. On le revêtit d'une robe de cérémonie; on lui offrit des joyaux, un éléphant richement harnaché, et on le renvoya à son gouvernement de Patna. Mais sa santé s'était altérée pendant sa captivité; son généreux esprit avait été cruellement froissé, et peu de temps après sa sortie de prison il mourut le cœur brisé.

L'innocence de Mahomed Reza-Khan ne fut pas si clairement établie; mais le gouverneur n'était pas disposé à user de rigueur. A la fin d'une longue audience où Nuncomar s'était présenté comme accusateur et avait montré tout à la fois la perfidie et la profonde rancune qui le caractérisaient, Hastings déclara que les preuves manquaient à l'appui de la plainte, et il donna l'ordre de mettre le ministre déchu en liberté.

Nuncomar avait compté renverser l'administration musulmane et s'élever sur ses ruines. Sa méchanceté et sa cupidité avaient toutes deux été frustrées. Il avait servi d'instrument à Hastings pour transférer le gouvernement de Moorshedabad à Calcutta, des mains des natifs dans celles des Européens. Le rival, l'ennemi si longtemps jalousé, si impitoyablement persécuté, avait été renvoyé sain et sauf. La charge si longtemps et si ardemment enviée avait été supprimée. Il était naturel qu'à dater de ce jour le gouverneur inspirât la plus ardente haine au vindicatif brahmine. Il était encore nécessaire de dissimuler des sentiments de ce genre; mais le temps approchait où cette persévérante animosité devait aboutir à une lutte mortelle et désespérée.

Hastings fut, en même temps, obligé de porter son attention

sur d'autres affaires. Sa diplomatie avait alors un but unique : trouver de l'argent. Les finances de son gouvernement étaient dans une situation déplorable, et il voulait sortir d'embarras par quelque moyen que ce fût, bon ou mauvais. Le principe qui dirigeait sa conduite à l'égard de ses voisins est littéralement formulé par la vieille devise d'une des grandes familles pillardes du Teviotdale : « Tu manqueras avant que je ne manque. » Il semble avoir admis comme proposition fondamentale, ne pouvant être discutée, que, du moment où il n'avait pas autant de lacs de roupies que le service public en exigeait, il devait les prendre à tout individu qui en possédait. Il faut cependant dire une chose pour l'excuser. Les chefs suprêmes exerçaient sur lui une pression telle, que la vertu la plus austère aurait été seule capable d'y résister, telle qu'il ne lui restait d'autre alternative que de commettre de grands méfaits ou de renoncer à sa haute position, et par suite à toutes ses espérances de rang et de fortune. Les directeurs, il est vrai, n'ordonnèrent ni n'approuvèrent jamais aucun crime; loin de là. Quiconque examine les lettres écrites par eux à cette époque y rencontre beaucoup d'opinions justes et humaines, beaucoup de préceptes excellents, bref un admirable code de morale politique. Mais une demande d'argent modifie ou annule chaque exhortation. « Gouvernez paternellement, et envoyez plus d'argent. Ayez dans vos rapports avec les puissances voisines des procédés strictement équitables et modérés, et envoyez plus d'argent. » Ces paroles sont en vérité le résumé de la plupart des instructions qu'Hastings reçut jamais de la métropole. Au fond, ces instructions, si on les interprète, signifient simplement : « Soyez le père et l'oppresseur du peuple; soyez juste et injuste, modéré et rapace. » Les directeurs en usaient avec l'Inde comme l'Église en usait, au bon vieux temps, avec les hérétiques. Ils livraient la victime au bourreau et priaient instamment ce dernier de montrer à la victime toute la tendresse possible. Nous n'accusons ni ne soupçonnons le moins du monde les auteurs de ces dépêches hypocrites. Écrivant à quinze mille milles de l'endroit où leurs ordres devaient être exécutés, ils ne s'aperce-

vaient probablement jamais de la grossière inconséquence dont ils se rendaient coupables. Mais leur inconséquence devenait manifeste pour leur lieutenant à Calcutta, lui qui, avec un trésor vide, une armée non payée, un traitement personnel souvent arriéré, des récoltes qui manquaient, des tenanciers qui journellement prenaient la fuite, était requis d'envoyer sans faute à la métropole un autre demi-million. Hastings comprit qu'il devait nécessairement ne pas tenir compte soit des discours moraux, soit des réquisitions pécuniaires de ses supérieurs. Forcé de désobéir en quelque chose, il avait à examiner quelle espèce de désobéissance lui serait plus aisément pardonnée, et il jugea sainement que le parti le plus sûr serait de négliger les sermons et de chercher les roupies.

Un esprit aussi fertile que le sien et aussi peu scrupuleux découvrit bientôt plusieurs moyens de remédier aux embarras financiers du gouvernement. Le traitement annuel du Nabab du Bengale était de trois cent vingt mille livres : d'un seul coup il fut réduit de moitié. La Compagnie avait pris l'engagement de payer chaque année au Grand Mogol trois cent mille livres comme hommage pour les provinces qui avaient été confiées à ses soins, et elle avait abandonné à ce prince les districts de Corah et d'Allahabad. Sous prétexte que le Mogol n'était pas véritablement indépendant et qu'il servait simplement d'instrument à quelques individus, Hastings résolut de retirer ces concessions. Il déclara en conséquence que dorénavant les Anglais ne payeraient plus le tribut, et il envoya des troupes occuper Allahabad et Corah. Ces villes étaient situées de manière que leur conservation aurait offert peu d'avantage et aurait entraîné beaucoup de dépense. Hastings qui avait besoin d'argent et non de territoire se détermina à les vendre. Il avait un acquéreur. Lors de la dissolution générale de l'empire mogol, la riche province d'Oude était tombée en partage à la noble famille musulmane qui la gouverne encore. Il y a vingt ans environ cette famille se qualifia de royale avec la permission du gouvernement anglais; mais au temps d'Hastings les mahométans de

l'Inde auraient vu dans un acte de ce genre une monstrueuse impiété. Le prince d'Oude, bien qu'il en eût le pouvoir, ne se hasardait pas à prendre le titre de souverain. A la dignité de Nabab ou vice-roi il ajoutait celle de vizir de la monarchie de l'Hindostan, de même qu'au siècle dernier les électeurs de Saxe et de Brandebourg, quoique indépendants de l'empereur et souvent en guerre avec lui, étaient fiers de porter le titre de grand chambellan et de grand maréchal. Surajah-Dowlah, alors Nabab-Vizir, était dans d'excellents termes avec les Anglais. Il possédait un trésor considérable. Allahabad et Corah pouvaient, à cause de leur position, lui être utile, et la Compagnie n'avait aucun intérêt à les garder. Le vendeur et l'acheteur s'entendirent bientôt, et les provinces qui avaient été enlevées au Mogol furent réunies au gouvernement d'Oude moyennant près d'un demi-million sterling.

Mais le vizir et le gouverneur avaient à régler un autre point, plus important encore. Ils allaient décider du sort d'un peuple brave, et la manière dont fut tranchée la question a laissé une tache ineffaçable sur la renommée d'Hastings et sur celle de l'Angleterre.

Les peuples de l'Asie centrale avaient toujours été aux habitants de l'Inde ce que les guerriers nés dans les forêts de la Germanie furent aux sujets de la monarchie romaine en décadence. L'Hindou, au corps grêle, au caractère sombre et timide, redoutait infiniment les muscles vigoureux et l'esprit énergique de la belle race qui habitait de l'autre côté des Passes. Il y a quelque raison de penser qu'à une époque antérieure au début de l'histoire régulière, les peuples qui parlaient le sanscrit, cette langue riche et flexible, quittèrent les régions situées bien au delà de l'Hyphasis et de l'Hystaspe et imposèrent leur joug aux enfants du sol. Il est certain que durant les dix derniers siècles des envahisseurs descendirent à plusieurs reprises des contrées occidentales en Hindostan, et jamais les conquérants ne reculèrent vers l'Ouest avant cette mémorable campagne où la croix de Saint-Georges fut plantée sur les murs de Ghizni.

Les empereurs d'Hindostan vinrent du versant opposé de la grande chaine de montagnes, et ils ont toujours recruté leur armée chez la race vaillante et hardie à laquelle appartenait leur illustre famille. Parmi les aventuriers qui, des régions voisines du Cabbul et du Candahar, furent attirés sous les étendards du Mogol, se faisaient surtout remarquer plusieurs bandes de soldats courageux portant le nom de Rohillas. En récompense de leurs services ils avaient obtenu de vastes étendues de territoire, des fiefs de la lance, si nous pouvons employer une expression rappelant un état de choses analogue, dans cette plaine fertile, à travers laquelle leur Ramgunga, descendu des hauteurs neigeuses de Kumaou, va rejoindre le Gange. Au milieu de la confusion générale qui suivit la mort d'Aurungzeb, la colonie guerrière devint virtuellement indépendante. Les Rohillas se distinguaient des autres habitants de l'Inde par la beauté particulière de leur constitution physique, et d'une façon plus honorable encore par leur bravoure à la guerre, par leur habileté dans les arts de la paix. Tandis que l'anarchie s'étendait de Lahore au cap Comorin, leur pays jouissait d'un calme bienfaisant que sauvegardait la valeur militaire. Ils s'adonnaient à l'agriculture, au commerce, et ils ne négligeaient ni la rhétorique ni la poésie. Beaucoup de personnes encore vivantes ont entendu des vieillards parler avec regret des jours fortunés où les princes afghans régnaient sur la vallée de Rohilcund. Surajah-Dowlah avait un vif désir d'ajouter ce riche district à sa principauté. Il n'avait ni droit ni apparence de droit. Ses prétentions n'étaient à aucun égard plus fondées que celles de Catherine sur la Pologne, où celles de la famille Bonaparte sur l'Espagne. Les Rohillas possédaient leur territoire exactement au même titre que lui possédait le sien; ils avaient bien mieux administré ce territoire que lui n'avait jamais gouverné ses États; puis ils n'étaient pas un peuple qu'il fût très-prudent d'attaquer. Ils habitaient une plaine, à la vérité, ouverte et dépourvue de défenses naturelles; mais le généreux sang afghan coulait dans leurs veines. Comme soldats ils n'avaient pas

la solidité qu'on ne rencontre guère qu'en compagnie d'une sévère discipline; mais leur impétueuse valeur avait été éprouvée sur plus d'un champ de bataille. On disait que leurs chefs, coalisés contre un danger commun, pouvaient mettre quatre-vingt mille hommes sur pied. Surajah-Dowlah les avait vus à l'œuvre et il hésitait, non sans raison, à leur déclarer la guerre. Il n'y avait dans l'Inde qu'une armée, qu'une seule armée, à laquelle ces fières tribus caucasiennes fussent incapables de résister. Il avait été surabondamment démontré que ni des forces décuples ni l'ardeur martiale des nations les plus hardies de l'Asie ne pouvaient balancer la science et l'intrépidité anglaises. Était-il possible, moyennant finance, d'obtenir du gouverneur du Bengale qu'il mît à la solde d'autrui l'irrésistible énergie du peuple maître de l'empire, l'habileté en face de laquelle les chefs les plus expérimentés de l'Hindostan devenaient aussi faibles que des enfants, la discipline qui avait si souvent triomphé des efforts frénétiques du fanatisme et du désespoir, l'indomptable courage britannique qui n'est jamais si ferme, si obstiné qu'à la fin d'une journée douteuse et meurtrière ?

Voilà la question que fit le vizir : Hastings répondit d'une manière affirmative. Le marché fut promptement conclu. Chacun des négociateurs avait ce qui manquait à l'autre. Hastings avait besoin d'argent pour faire marcher le gouvernement du Bengale, pour envoyer des excédants à Londres, et Surajah-Dowlah possédait un revenu considérable. Surajah-Dowlah voulait subjuguer les Rohillas, et Hastings avait entre les mains la seule force qui pouvait subjuguer les Rohillas. Il fut convenu qu'une armée anglaise serait mise à la disposition du Nabab-Vizir : qu'en échange celui-ci donnerait quatre cent mille livres sterling et se chargerait de l'entretien des troupes tant qu'elles seraient à son service.

« Je ne puis véritablement apercevoir, dit le révérend M. Gleig, à quel point de vue, soit de justice politique, soit de justice morale, cette transaction mérite d'être taxée d'infâme. » Si nous comprenons la signification des mots, il est infâme de commettre

une mauvaise action pour un salaire, et c'est une mauvaise action d'engager une guerre sans provocation. A cette guerre, en particulier, il ne manquait pour ainsi dire pas une circonstance aggravante. Voici quel était le but de la guerre contre les Rohillas: priver d'un bon gouvernement une population nombreuse qui ne nous avait jamais fait le moindre mal et la placer malgré elle sous le plus exécrable des gouvernements; mais ce n'est pas tout encore. L'Angleterre tombait de la sorte bien au-dessous de ces petits princes allemands qui, à la même époque, nous vendaient des troupes pour combattre les Américains. Les marchands de hussards de Hesse et d'Anspach avaient au moins l'assurance que leurs soldats prendraient part à des expéditions menées conformément aux règles de la guerre civilisée. Dans la guerre des Rohillas devait-il vraisemblablement en être de même? Le gouverneur stipula-t-il qu'il en serait ainsi? Il savait bien ce qu'était la guerre dans l'Inde. Il savait bien que, selon toute probabilité, on abuserait atrocement de la force qu'il mettait entre les mains de Surajah-Dowlah, et il n'exigea aucune garantie, aucune promesse qu'il n'en serait point abusé; il ne se réserva même pas le droit de retirer son appui en cas d'abus trop criant. M. Gleig reproduit l'absurde excuse donnée par le major Scott; à savoir qu'Hastings est justifié d'avoir prêté des troupes anglaises pour le massacre des Rohillas, vu que les Rohillas n'étaient pas de race indienne, mais des colons venus d'un pays lointain. Qu'étaient les Anglais eux-mêmes? Était-ce à eux de prêcher l'expulsion de tous les intrus occupant les plaines arrosées par le Gange? Leur convenait-il de prétendre qu'un étranger établissant son autorité dans l'Inde est un *caput lupinum?* Qu'auraient-ils dit si quelque autre puissance avait, sous un pareil prétexte et sans la plus légère provocation, attaqué Madras ou Calcutta? Il ne manquait qu'une défense de ce genre pour rendre complète l'infamie du marché. L'atrocité du crime et l'hypocrisie de l'excuse sont dignes l'une de l'autre.

Une des trois brigades qui composaient l'armée du Bengale

alla, sous les ordres du colonel Champion, rejoindre les troupes de Surajah-Dowlah. Les Rohillas se plaignirent, supplièrent, offrirent une forte rançon, mais en vain. Ils résolurent de se défendre jusqu'à la dernière extrémité; un combat sanglant fut livré. « L'ennemi, dit le colonel Champion, fit preuve d'une certaine connaissance militaire et il montra une fermeté, une énergie, une obstination des plus remarquables. » Le lâche souverain d'Oude s'enfuit du champ de bataille; les Anglais restèrent seuls, mais leur feu et leurs charges furent irrésistibles. Ce ne fut cependant que lorsque les chefs les plus distingués furent tombés en combattant bravement à la tête de leurs soldats que les rangs des Rohillas se rompirent. Le Nabab-Vizir et sa racaille reparurent à ce moment, et se hâtèrent de piller le camp des vaillants ennemis qu'ils n'avaient pas osé regarder en face. Les soldats de la Compagnie, habitués à une stricte discipline, gardèrent un ordre parfait, tandis que leurs indignes alliés pillaient les tentes; mais on entendit plusieurs voix s'écrier : « Nous avons eu toute la « peine, et ces coquins vont avoir tout le profit. »

Les horreurs de la guerre indienne se déchaînèrent alors sur les belles vallées et les riches cités du Rohilcund. Tout le pays fut en feu. Plus de cent mille individus abandonnèrent leurs maisons et se réfugièrent dans les jungles, préférant la famine, la fièvre, le voisinage des tigres, à la tyrannie de celui auquel un gouvernement anglais et chrétien avait, pour un lucre honteux, vendu leur substance et leur sang, l'honneur de leurs femmes et de leurs filles. Le colonel Champion fit des remontrances au Nabab-Vizir et envoya au fort William de véhémentes représentations; mais le gouverneur n'avait stipulé aucune condition quant à la manière dont la guerre serait conduite. Il ne s'était inquiété de rien autre chose que de ses quarante lacs, et, bien qu'il désapprouvât peut-être la sauvage barbarie de Surajah-Dowlah, il ne se croyait le droit d'intervenir que par des avis officieux. Cette délicatesse excite l'admiration du révérend biographe. « M. Hastings ne pouvait dicter lui-même ni permettre au commandant des

troupes de la Compagnie de dicter au Nabab comment la guerre devait être conduite. » Non certes! M. Hastings avait seulement à dompter par la force brutale les courageux efforts d'hommes innocents combattant pour leur liberté! La résistance militaire anéantie, sa mission était remplie. Il n'avait plus qu'à se croiser les bras et à devenir simple spectateur pendant qu'on incendiait les villages des Rohillas, qu'on massacrait leurs enfants, qu'on violait leurs femmes. M. Gleig soutiendra-t-il sérieusement cette opinion? Est-il une règle plus simple que celle-ci : Quiconque donne volontairement à un autre un pouvoir absolu sur des êtres humains est dans l'obligation de veiller à ce qu'on n'abuse pas avec barbarie d'un pareil pouvoir. Mais nous demandons pardon à nos lecteurs de discuter une chose si évidente.

Nous avons hâte d'en finir avec cette triste et honteuse histoire. La guerre cessa, la population la meilleure de l'Inde fut soumise à un tyran lâche, avide et cruel. Le commerce et l'agriculture languirent. La riche province qui avait excité la cupidité de Surajah-Dowlah devint la partie la plus misérable de ses misérables États. Cependant la nation si indignement traitée n'a point disparu. A de longs intervalles brillent des éclairs de son ancien esprit, et même aujourd'hui la bravoure, le respect de soi-même, un sentiment chevaleresque, rare chez les Asiatiques, un amer ressouvenir du grand crime de l'Angleterre, caractérisent cette noble race afghane. De nos jours on regarde les Rohillas comme étant de tous les cipayes ceux qui manient le mieux l'arme blanche, et un homme très-bien placé pour tout étudier remarqua récemment que c'est parmi eux qu'on rencontre les seuls natifs de l'Inde auxquels la qualification de « gentleman » puisse être appliquée avec une parfaite justesse.

Quoi qu'on puisse penser de la moralité d'Hastings, on ne saurait nier que les conséquences financières de sa politique firent grand honneur à ses talents. Moins de deux ans après son entrée en fonction, il avait expédié aux directeurs un million comptant, et sans imposer aucune charge nouvelle aux peuples soumis à son

autorité, il avait augmenté le revenu annuel de la Compagnie d'environ quatre cent cinquante mille livres. Il avait en outre débarrassé les finances du Bengale des frais d'entretien militaire, s'élevant par an à près d'un quart de million, que désormais le Nabab d'Oude eut à payer. Il est impossible de contester que de tels résultats, s'ils avaient été obtenus par des moyens honnêtes, lui auraient donné des droits à la plus vive reconnaissance de sa patrie, et qu'en dépit des moyens par lesquels ils furent obtenus ils prouvent qu'Hastings avait de grands talents pour l'administration.

Il y avait en ce même temps au Parlement de longues et graves discussions sur les affaires asiatiques. Pendant la session de 1773, le ministère de lord North fit adopter des mesures qui modifièrent profondément l'organisation du gouvernement indien. La loi connue sous le nom de *Regulating Act* décida que la présidence du Bengale exercerait un contrôle sur toutes les autres possessions de la Compagnie; que le chef de cette présidence prendrait le titre de gouverneur général; qu'il serait assisté par quatre conseillers, et qu'une cour suprême de justice, composée d'un Chief justice et de trois juges inférieurs serait établie à Calcutta. Cette cour, déclarée indépendante du gouverneur général et du Conseil, fut pourvue d'une juridiction civile et criminelle, tout à la fois fort étendue et indéfinie.

Le gouverneur général et les conseillers furent nommés. Ils devaient être installés pour cinq ans. Hastings fut le premier gouverneur général. Un des quatre nouveaux conseillers, M. Barwell, excellent fonctionnaire de la Compagnie, était alors dans l'Inde; les trois autres, le général Clavering, M. Monson et M. Francis y furent envoyés d'Angleterre.

Philip Francis était, sans contredit, le plus capable des nouveaux conseillers. Ses compositions connues prouvent qu'il avait une éloquence supérieure et des connaissances étendues. Plusieurs années passées dans les fonctions publiques lui avaient donné l'habitude des affaires. Ses ennemis n'ont jamais nié qu'il

eût un esprit mâle et hardi, et ses amis, nous le craignons, doivent avouer que son estime de lui-même était poussée jusqu'à la folie, que son caractère était irascible, que ses procédés étaient souvent rudes et brusques, que ses inimitiés étaient d'une extrême violence et d'une longue durée.

Il n'est guère possible d'écrire le nom de cet homme éminent sans s'arrêter un instant à la question que ce nom suggère à tout le monde : Était-il l'auteur des lettres de Junius? Nous avons la ferme croyance qu'il l'était. L'évidence en est telle, pensons-nous, qu'elle aurait suffi pour le prononcé d'un verdict dans un procès civil et même dans un procès criminel. L'écriture de Junius est exactement l'écriture personnelle de Francis un peu déguisée. —Quant à la position, aux occupations et aux relations de Junius, voici les détails les plus importants, et on peut les considérer comme clairement démontrés : 1° il était très au fait des formes officielles du bureau du secrétaire d'État; 2° il était très au fait des affaires du bureau de la guerre; 3° pendant l'année 1770, il suivit les débats de la Chambre des lords et prit des notes sur les discours prononcés, en particulier sur ceux de lord Chatham; 4° il vit avec un déplaisir mêlé de haine et d'envie la nomination de M. Chamier à la place de Député secrétaire de la guerre; 5° il avait des rapports fréquents et intimes avec le premier lord Holland. Francis, de son côté, passa quelques années dans les bureaux du secrétaire d'État; il fut ensuite commis principal au bureau de la guerre; il rappela plusieurs fois qu'il avait entendu en 1770 les discours de lord Chatham, et quelques-uns de ces discours ont été plus tard imprimés sur ses notes; il se démit de sa place de commis au bureau de la guerre par ressentiment de la nomination de M. Chamier; enfin ce fut grâce à lord Holland qu'il entra pour la première fois dans les services publics. Maintenant, ces cinq particularités se rencontrent en Junius; elles se rencontrent aussi toutes cinq en Francis; nous ne pensons pas qu'on puisse rencontrer plus de deux d'entre elles en quelque personne que ce soit. Si cet enchaînement de propositions ne

résout pas la question, il faut renoncer à tout raisonnement sur des preuves circonstancielles.

Les preuves intrinsèques nous semblent conduire au même résultat. Le style de Francis offre beaucoup d'analogie avec celui de Junius, et, contrairement à l'opinion générale, nous ne sommes pas disposé à admettre que les travaux connus de Francis soient tout à fait inférieurs aux lettres anonymes. En tout cas, l'objection, basée sur l'infériorité, peut être présentée avec non moins de force contre les autres auteurs présumés, sauf contre Burke, et ce serait perdre son temps que de démontrer que Burke n'était point Junius. D'ailleurs, quelle conclusion peut-on tirer de la simple infériorité? Tout écrivain doit produire la meilleure œuvre dont il soit capable; mais il est possible que la distance entre son premier chef-d'œuvre et son second chef-d'œuvre soit en vérité très-grande. Personne ne dira que les meilleures lettres de Junius sont plus évidemment supérieures aux ouvrages connus de Francis que trois ou quatre tragédies de Corneille, trois ou quatre comédies de Ben Johnson, ne le sont au reste de leur théâtre; que le *Pilgrim's Progress* n'est au-dessus des autres œuvres de Bunyan, que *Don Quichotte* n'est au-dessus des autres œuvres de Cervantes. De plus, il est certain que le mystérieux auteur, quel qu'il ait pu être, était un écrivain fort inégal. Pour ne parler que des lettres portant la signature de Junius, la lettre au roi et les lettres à Horne-Tooke n'ont à peu près rien de commun que la rudesse, et la rudesse était l'assaisonnement habituel des écrits et des discours de Francis.

Une des choses qui militent le plus en faveur de l'opinion que Francis était Junius, c'est la ressemblance morale entre les deux hommes. Il n'est pas difficile de se faire une idée suffisamment exacte du caractère de Junius, d'après les lettres qu'on sait avoir été écrites par lui sous diverses signatures et d'après ses rapports avec Woodfall et avec d'autres. Ce n'était pas précisément un homme dépourvu de patriotisme et de véritable grandeur d'âme, un homme dont les vices étaient ignobles; mais ce devait être un

homme excessivement arrogant et insolent, un homme enclin à la malveillance et enclin à prendre sa malveillance pour une vertu publique. « As-tu raison d'être en colère? » demandait-on jadis au prophète hébreu; et celui-ci répondait : « J'ai raison. » Tel était certainement le caractère de Junius. C'est à cela que nous attribuons la sauvage méchanceté qui déshonore plusieurs de ses lettres. Il n'y a pas d'homme aussi impitoyable que celui qui, dans son aveuglement, confond ses antipathies avec ses devoirs. On doit ajouter que Junius, bien qu'uni au parti démocratique par des inimitiés communes, était juste l'opposé d'un politique démocrate. Tandis qu'il violait continuellement toutes les lois de la polémique littéraire en attaquant les individus avec une féroce brutalité, il avait pour les parties les plus défectueuses de nos institutions un respect allant jusqu'au pédantisme; il plaidait chaudement la cause d'Old Sarum, il disait d'un ton dédaigneux aux capitalistes de Manchester et de Leeds que, s'ils avaient besoin de votes, ils pouvaient acheter des terres et devenir francs tenanciers dans le Lancashire et dans le Yorkshire. Il serait possible, pensons-nous, de considérer tout cela comme les traits à peine modifiés d'un portrait de Philip Francis.

Il n'est pas extraordinaire que le grand anonyme ait été désireux, à cette époque, de quitter le pays que son éloquence avait si puissamment remué. Tout avait tourné contre lui. Le parti pour lequel il s'était ouvertement déclaré contre tous les autres, le parti de Georges Grenville avait été dispersé par la mort de son chef, et lord Suffolk en avait entraîné la presque totalité sur les bancs ministériels. L'agitation produite par l'élection du Middlesex s'était calmée. Tous les partis étaient devenus en quelque sorte un objet d'aversion pour Junius. Ses opinions sur les affaires intérieures le séparaient du ministère, ses opinions sur les affaires coloniales le séparaient de l'opposition. En présence d'une pareille situation il brisa sa plume dans un accès de désespoir misanthropique. Sa lettre d'adieu à Woodfall porte la date du 19 janvier 1773. Dans cette lettre il dit qu'il serait absurde d'écrire

encore, que l'amour du bien public et le bon sens politique lui inspirent sa résolution; que ni l'un ni l'autre n'existent plus; qu'il n'y a pas dix hommes capables de s'entendre sur quelque chose que ce soit : « Mais tout cela, ajoute-t-il, est également ignoble et méprisable. Vous n'avez jamais biaisé, que je sache, et je me réjouirai toujours d'apprendre que vous êtes heureux. » Telles furent les dernières paroles de Junius. Un an après Philip Francis partait pour le Bengale.

Avec les trois nouveaux conseillers arrivèrent les juges de la Cour suprême. Le Chief justice était sir Elijah Impey. C'était une ancienne connaissance d'Hastings, et il est probable que le gouverneur général, en explorant tous les lieux où logent les hommes de loi, n'aurait pas découvert un instrument aussi docile. Mais les membres du Conseil n'étaient nullement portés à la complaisance. Hastings désapprouvait absolument la nouvelle forme du gouvernement et n'avait pas une très-haute opinion de ses assesseurs. Ceux-ci le savaient, et ils étaient disposés à se montrer défiants et pointilleux. Lorsque des gens ont dans l'esprit de semblables préventions, la moindre chose suffit pour motiver un différend. Les membres du Conseil s'attendaient à être salués de vingt et un coups de canon par les batteries du fort William : Hastings leur en octroya seulement seize. Ils débarquèrent mécontents. Les premières civilités furent échangées avec une froide réserve. Ce matin-là même commença la longue querelle qui, après avoir déchiré l'Inde anglaise, se ranima en Angleterre, et à laquelle les hommes d'État et les orateurs les plus éminents du siècle prirent une part active.

Hastings était appuyé par Barwell. Ils n'avaient pas toujours été d'accord, mais l'arrivée des membres du Conseil venant d'Angleterre eut naturellement pour effet de rapprocher les uns des autres les anciens fonctionnaires de la Compagnie. Clavering, Monson et Francis avaient la majorité; ils arrachèrent immédiatement le gouvernement des mains d'Hastings; ils condamnèrent, non certes sans raison, les derniers arrangements avec le Nabab-

Vizir, ils rappelèrent d'Oude l'agent anglais et le remplacèrent par une de leurs créatures; ils enjoignirent à la brigade qui avait vaincu les malheureux Rohillas de rentrer sur le territoire de la Compagnie, et ils procédèrent à une enquête sévère sur la conduite de la guerre. Ils se mirent ensuite, malgré les remontrances du gouverneur général, à exercer de la façon la plus indiscrète leur autorité de fraîche date sur les présidences subordonnées, ils embrouillèrent toutes les affaires de Bombay, et ils intervinrent avec un incroyable mélange de témérité et de faiblesse dans les querelles intestines du gouvernement mahratte. Ils s'occupèrent en même temps de l'administration intérieure du Bengale et bouleversèrent le système fiscal et judiciaire tout entier. Ce système était sans doute défectueux, mais il était fort improbable que des gentlemen récemment arrivés d'Angleterre fussent compétents pour l'améliorer. Par suite de leurs réformes, la vie humaine et la propriété ne furent plus protégées, et des bandes de voleurs purent se livrer impunément au meurtre et au pillage dans les faubourgs mêmes de Calcutta. Hastings ne cessa ni d'habiter le palais du gouvernement, ni de toucher le traitement de gouverneur général, ni même de présider le Conseil dans les affaires ordinaires; car ses antagonistes ne pouvaient se dissimuler qu'il connaissait parfaitement les choses qu'eux-mêmes ignoraient, et qu'il résolvait à la fois promptement et sûrement une foule de questions qui les auraient embarrassés au dernier point. Mais on lui avait enlevé les attributions gouvernementales les plus sérieuses et les plus enviées.

Les natifs ne tardèrent pas à s'en apercevoir; ils considérèrent Hastings comme un homme tombé, et se comportèrent suivant leur coutume. Quelques-uns de nos lecteurs ont peut-être vu dans l'Inde une nuée de corbeaux attaquer à coups de bec un vautour mourant : une chose assez analogue se passe en ce pays chaque fois que la fortune abandonne un homme qui a été grand et redouté. Immédiatement tous les sycophantes qui naguère étaient prêts à mentir et à se parjurer pour lui, à servir ses passions n'im-

porte comment, à empoisonner sur un geste de lui, se hâtent d'acheter la faveur de ses ennemis victorieux en devenant ses accusateurs. Un gouvernement indien n'a qu'à laisser entendre qu'il souhaite la ruine d'un certain individu, et au bout de vingt-quatre heures il est en possession d'importantes accusations, soutenues par des dépositions tellement complètes, tellement circonstanciées, que quiconque ne serait pas habitué à la fourberie asiatique les croirait irréfragables. On est encore heureux si la signature de la victime désignée n'est point contrefaite au bas d'un acte illégal et si un papier compromettant n'est point glissé dans quelque coin de sa maison. Hastings était alors supposé sans appui ; c'étaient les nouveaux conseillers qui, semblait-il, avaient maintenant le pouvoir de faire et de défaire la fortune de chacun au Bengale. Des accusations commencèrent aussitôt à fondre sur le gouverneur général. Elles furent accueillies avec empressement par la majorité, qui, il faut lui rendre cette justice, se composait d'hommes trop honorables pour favoriser sciemment de fausses accusations, mais trop peu familiers avec les mœurs de l'Inde pour savoir que dans cette partie du monde le moindre encouragement du pouvoir fait surgir en une semaine plus de Oates, de Bedloe et de Dangerfield, que Westminster-Hall n'en voit en un siècle.

Il eût été vraiment étrange qu'en semblable conjoncture Nuncomar demeurât tranquille. La malignité, l'avarice, l'ambition, sollicitaient à la fois ce méchant homme. Le moment était venu pour lui de se venger de son ancien ennemi, de satisfaire une rancune vieille de seize années, de gagner la bienveillance de la majorité du Conseil, de devenir le natif le plus influent du Bengale. Dès l'arrivée des nouveaux conseillers il s'était hâté de leur faire une cour très-assidue, et avait été en conséquence exclu du palais du gouvernement de la façon la plus humiliante. Il déposa alors officiellement entre les mains de Francis un papier contenant plusieurs dénonciations d'une haute gravité. Ce document accusait Hastings de mettre à l'encan les emplois et de recevoir des présents pour laisser évader les criminels ; il y était allégué en par-

ticulier que, si Mahomed Reza-Khan n'avait pas été puni, c'était parce qu'il avait donné au gouverneur général une forte somme d'argent.

Francis communiqua la dénonciation au Conseil; une violente altercation s'ensuivit. Hastings se plaignit en termes amers de la manière dont il était traité; il parla avec mépris de Nuncomar, de la dénonciation de Nuncomar, et nia que le Conseil eût le droit de juger les actes du gouverneur général. A la réunion suivante du Conseil, une autre note de Nuncomar fut produite. Nuncomar demandait qu'il lui fût permis de se présenter devant le Conseil et de soutenir verbalement ses assertions. Il y eut un second débat orageux. Le gouverneur général prétendit que la salle du Conseil n'était pas un lieu convenable pour une investigation de ce genre; que de la part de gens exaspérés contre lui par des luttes incessantes il n'avait pas lieu d'attendre l'impartialité de juges; enfin, qu'il ne pouvait, sans manquer à la dignité de sa charge, accepter d'être confronté avec un homme tel que Nuncomar. La majorité ayant résolu de poursuivre l'affaire, Hastings se leva, prononça la clôture de la discussion, et quitta la salle avec Barwell. Les autres membres restèrent sur leurs siéges, se constituèrent en conseil, mirent Clavering au fauteuil et ordonnèrent d'introduire Nuncomar. Celui-ci, non-seulement soutint ses premières accusations, mais encore, fidèle à la coutume indienne, en exhiba de nouvelles. Il avança qu'Hastings s'était fait donner une grosse somme d'argent pour nommer Rajah Goordas trésorier de la maison du Nabab et pour confier la personne de Son Altesse aux soins de la Munny Begum. Afin d'établir l'exactitude de son histoire, il montra une lettre portant le sceau de la Munny Begum. Ce sceau, qu'il fût contrefait, comme l'affirma Hastings, ou qu'il fût véritable, comme nous sommes disposé à le croire, ne prouvait rien. Nuncomar, pour se procurer l'attestation de la Munny Begum, n'avait, ainsi que le sait quiconque connaît l'Inde, qu'à dire à cette femme qu'une telle lettre ferait plaisir à la majorité du Conseil. La majorité vota néanmoins que l'accusation était confirmée; qu'Hastings

s'était laissé corrompre, qu'il avait reçu de trente à quarante mille livres et qu'on devait le forcer à les restituer.

Le gouverneur avait pour lui le sentiment général des Anglais du Bengale. Sous le rapport de l'intelligence des affaires, de la connaissance du pays, de l'urbanité des manières, il était définitivement supérieur à ses adversaires. Les fonctionnaires de la Compagnie étaient naturellement portés à soutenir le membre le plus distingué de leur propre corporation contre un commis, venu du bureau de la guerre, qui ne savait rien absolument des idiomes ni des mœurs des natifs, et qui prenait sur lui de gérer à sa guise chaque département administratif. Hastings, malgré la sympathie générale de ses compatriotes, était cependant dans une situation très-pénible. Bien qu'il pût encore en appeler à une autorité supérieure en Angleterre, si la décision de cette autorité était favorable à ses ennemis, il n'avait d'autre ressource que de résigner son emploi. Il envoya en conséquence sa démission au colonel Macleane, son agent à Londres ; mais il prescrivit à Macleane de ne remettre cette démission que dans le cas où il aurait la certitude qu'à l'*India house* l'opinion était contraire au gouverneur général.

Le triomphe de Nuncomar semblait complet : chaque jour il tenait un lever auquel ses compatriotes se présentaient en foule, et auquel la majorité du Conseil eut une fois la condescendance de se rendre. Sa maison était devenue un bureau destiné à recueillir les accusations dirigées contre Hastings. On a dit que, soit par menace, soit par cajolerie, l'abominable brahmine avait amené plusieurs des hommes les plus riches de la province à lui adresser des plaintes; mais il jouait un jeu périlleux. Il n'était pas prudent de pousser au désespoir un homme aussi fécond en expédients et aussi déterminé que l'était Hastings. Nuncomar, en dépit de sa finesse, ne comprenait pas la nature des institutions sous lesquelles il vivait : il voyait seulement qu'il avait avec lui la majorité d'un corps qui signait les traités, distribuait les emplois et levait les impôts. La séparation entre les fonctions politiques et les fonctions judiciaires était une chose dont il n'avait aucune idée. Jamais sans doute ne

lui était venue à l'esprit la pensée qu'il y avait au Bengale une autorité parfaitement indépendante du Conseil; une autorité qui pouvait protéger celui que le Conseil voulait perdre, et envoyer au gibet celui que le Conseil voulait protéger. Rien cependant n'était plus vrai. La Cour suprême était, dans la sphère de ses attributions, complétement indépendante du gouvernement. Hastings, avec sa sagacité habituelle, avait senti de quelle utilité lui serait la possession de cette force, et il avait agi en conséquence. Les juges, spécialement le Chief-justice, étaient hostiles à la majorité du Conseil. L'instant était enfin arrivé de faire mouvoir cette formidable machine.

Tout à coup Calcutta apprit avec stupeur la nouvelle que Nuncomar avait été arrêté pour crime de félonie, et enfermé dans la prison commune. On l'accusait d'avoir, six ans auparavant, contrefait un billet. Un natif était l'auteur apparent de la plainte, mais c'était alors et c'est encore aujourd'hui la conviction de tout le monde, les idiots et les biographes exceptés, qu'Hastings était l'âme de l'affaire.

La majorité fut au comble de la fureur; elle protesta contre les procédés de la Cour suprême et adressa aux juges plusieurs messages pressants où elle demandait que Nuncomar fût admis à donner caution. Les juges répondirent d'un ton ferme et hautain. Tout ce que pouvait faire le Conseil, c'était d'accabler la famille de Nuncomar d'honneurs et de bénéfices, et il n'y manqua pas. L'ouverture des assises eut lieu. Nuncomar fut amené devant sir Elijah Impey et un jury composé d'Anglais. D'innombrables serments contradictoires, la nécessité d'attendre qu'un interprète eût traduit chaque parole des témoins, prolongèrent énormément les débats; enfin le verdict de culpabilité fut rendu et le Chief-justice prononça la sentence de mort.

M. Gleig est assez étrangement ignorant pour s'imaginer que les juges n'avaient alors aucun pouvoir dans un cas de ce genre, et que le Conseil avait le droit de gracier Nuncomar. Il rejette en conséquence sur Francis et sur le parti de Francis tout le blâme de

ce qui suivit. Nous aurions pensé qu'un écrivain, ayant publié cinq ou six énormes volumes sur les affaires de l'Inde, aurait pu prendre la peine de s'informer des principes fondamentaux du gouvernement indien. La Cour suprême avait sous le *Regulating Act* la faculté de différer l'exécution des criminels jusqu'à ce que le bon plaisir de la couronne fût connu. Le Conseil ne possédait à cette époque aucun moyen d'intervention.

Impey aurait dû accorder un sursis à Nuncomar : cela nous semble parfaitement évident. Il est douteux que le procès ne fût pas illégal; mais il est certain que, quelle que fût la teneur du statut sous lequel le jugement avait été prononcé, il était très-injuste de pendre un Hindou pour crime de faux. La loi qui, en Angleterre, punit de mort le crime de faux, ne fut nullement conçue en vue d'un état social analogue à celui de l'Inde. Elle était inconnue des natifs de l'Inde; elle n'avait jamais été appliquée parmi eux, et ce n'était certes pas faute de délinquants. Elle choquait au plus haut degré toutes leurs idées. Ils n'étaient point accoutumés à établir une distinction entre le faux et les diverses sortes de vol, ainsi que de nombreuses circonstances particulières à notre état social nous ont amenés à le faire. La contrefaçon d'un sceau était à leurs yeux un acte vulgaire de filouterie, et il n'avait jamais pu leur venir à l'esprit qu'on condamnât ceux qui s'en rendaient coupables aussi sévèrement que le voleur de grand chemin ou que l'assassin. Un juge équitable aurait sans nul doute réservé le cas et l'aurait soumis à l'appréciation du souverain; mais Impey ne voulut entendre parler ni de grâce ni de délai.

Dans toutes les classes l'animation fut extrême. Francis et les quelques adhérents anglais de Francis appelaient le gouverneur général et le Chief-justice des meurtriers de la pire espèce. Clavering jurait, disait-on, que Nuncomar serait délivré, fût-ce au pied de l'échafaud. La masse de la société européenne, quoique très-attachée au gouverneur général, ne pouvait s'empêcher de compatir au malheur d'un homme qu'elle avait vu pendant longtemps occuper, malgré ses crimes, une position si considérable;

d'un homme qui avait été grand et puissant bien avant qu'existât la domination anglaise dans l'Inde; d'un homme dont jadis le gouverneur et les membres du Conseil, alors simples facteurs commerciaux, avaient sollicité les bonnes grâces. Les Hindous se montraient infiniment plus passionnés; ils n'étaient pas gens, en vérité, à frapper un seul coup pour sauver leur compatriote; mais sa condamnation leur inspirait un vif chagrin et une profonde terreur. Jugé d'après les principes peu rigoureux de leur morale, Nuncomar était un méchant homme; mais, quelque méchant qu'il fût, il était le premier de leur race et de leur religion, le brahmine des brahmines. Il appartenait à la caste la plus pure et la plus élevée; il pratiquait avec une rare ponctualité toutes ces cérémonies auxquelles les superstitieux Bengalais attachent plus d'importance qu'à l'accomplissement scrupuleux des devoirs sociaux. Les natifs ressentaient donc ce qu'un dévot catholique du moyen âge aurait ressenti s'il avait vu un éminent prélat conduit au gibet par l'ordre d'un tribunal séculier. D'après leurs vieilles lois nationales, un brahmine ne pouvait être mis à mort pour quelque crime que ce fût, et ils avaient, à bien des égards, sur le crime pour lequel Nuncomar allait mourir une opinion identique à celle d'un jockey du Yorkshire sur la vente avantageuse d'un mauvais cheval.

Les mulsumans seuls paraissent avoir assisté avec joie à la chute du puissant Hindou qui avait essayé de s'élever par la ruine de Mahomed Reza-Khan. L'historien mahométan de ce temps aggrave à plaisir la culpabilité : il avoue qu'on découvrit dans la maison de Nuncomar une cassette contenant les sceaux contrefaits des hommes les plus riches de la province. Nous n'avons trouvé nulle part ailleurs la confirmation de ce détail qui en lui-même n'a rien d'improbable.

Le jour fatal approchait, et Nuncomar se préparait à la mort avec ce courage impassible que le Bengalais, si timide et si efféminé dans un combat corps à corps, montre souvent en face de calamités inévitables. Le sheriff, obéissant à un sentiment d'hu-

manité qui fait rarement défaut à un gentleman anglais, visita le prisonnier la veille de l'exécution et l'assura qu'aucun adoucissement permis par la loi ne lui serait refusé. Nuncomar lui exprima sa gratitude avec une grande politesse et une tranquillité parfaite. Pas un muscle de son visage ne se contracta; pas un soupir ne souleva sa poitrine. Il porta son doigt à son front, et dit d'un ton calme qu'il fallait que le destin s'accomplit, et qu'il n'y avait pas de résistance possible à la volonté de Dieu. Il envoya ses compliments à Francis, à Clavering et à Monson, et les chargea de protéger Rajah-Goordas qui allait devenir le chef des brahmines du Bengale. Le sheriff se retira très-impressionné de ce qui venait de se passer, et Nuncomar se mit à écrire des notes et à examiner des comptes.

Le lendemain matin, avant le lever du soleil, une foule immense encombrait la place sur laquelle le gibet avait été dressé. Quoique toutes les physionomies indiquassent l'horreur et la désolation, la multitude douta jusqu'au dernier moment que les Anglais eussent réellement le dessein d'attenter aux jours du grand brahmine. On aperçut enfin le cortége funèbre. Nuncomar était assis dans son palanquin et regardait autour de lui avec une sérénité inaltérable. Il venait de quitter ses parents les plus proches et ses amis les plus intimes. Leurs cris et leurs contorsions avaient effrayé les ministres de la justice européenne, mais n'avaient pas produit le moindre effet sur le stoïcisme inébranlable du prisonnier. Une seule chose l'inquiétait : c'était que son corps fût confié à des hommes de sa propre caste religieuse. Il manifesta encore une fois le désir d'être rappelé au souvenir de ses amis du Conseil, monta d'un pas ferme à l'échafaud et donna le signal à l'exécuteur. A l'instant fatal un hurlement de douleur et de désespoir sortit de la poitrine des innombrables assistants. Des centaines d'individus détournèrent les yeux de ce spectacle *immonde*, s'enfuirent vers le Hoogley en poussant de grands cris, et se plongèrent dans ses eaux sacrées comme pour se purifier de la *souillure* qu'entraînait la vue d'un semblable forfait. Ces sen-

timents n'éclatèrent pas seulement à Calcutta; il y eut beaucoup d'agitation dans toute la province, et la population de Dacca en particulier donna des signes très-marqués de consternation et d'épouvante.

Il est impossible de trop flétrir la conduite d'Impey. Nous avons déjà dit qu'à notre sens il avait agi d'une façon inique en refusant un sursis à Nuncomar. Aucun être raisonnable ne saurait douter qu'il prit ce parti pour complaire au gouverneur général. Si nous avions jamais eu quelque incertitude à cet égard, elle eût été dissipée par une lettre qu'a publiée M. Gleig. Hastings, trois ou quatre ans après, parlait d'Impey comme d'un homme « au concours duquel il était redevable à la fois du salut de sa fortune, de son honneur et de sa réputation. » Ces mots énergiques ne peuvent avoir rapport qu'à l'affaire de Nuncomar, et ils signifient très-probablement qu'Impey condamna Nuncomar au gibet pour rendre service à Hastings. Nous avons donc la ferme croyance qu'Impey, siégeant en qualité de juge, fit injustement mourir un homme, à seule fin de faciliter une entreprise politique.

Nous envisageons la conduite d'Hastings sous un aspect quelque peu différent. Hastings combattait pour sa fortune, pour sa considération, pour sa liberté, pour tout ce qui donne du prix à la vie. Il était attaqué par des ennemis haineux et sans principes. Il n'avait à attendre aucune justice. On ne peut le blâmer d'avoir souhaité la perte de ses accusateurs; il était, il est vrai, de son devoir de ne poursuivre son but que par des moyens légitimes; mais il n'est pas extraordinaire qu'il ait regardé comme légitimes des moyens que déclaraient tels les représentants de la loi, des hommes dont le devoir particulier était de tenir la balance exacte entre les adversaires, des hommes qu'on pouvait croire spécialement préparés par leur éducation à l'accomplissement de ce devoir. Personne n'attend d'un parti l'inflexible équité d'un juge. Des juges ont été institués parce qu'il est impossible qu'un individu, même plein de droiture, soit appelé à décider d'une cause

dans laquelle il est personnellement engagé. Il n'y a pas de jour où un demandeur honnête n'émette des prétentions auxquelles un tribunal malhonnête serait seul capable de faire droit. Il y a de l'exagération à vouloir qu'un homme, quand ses intérêts les plus chers sont en jeu, quand ses passions les plus violentes sont excitées, soit contre lui-même plus juste que les dispensateurs assermentés de la justice. Prenons un cas analogue dans l'histoire de notre île : supposons que lord Stafford, lorsqu'il était détenu à la Tour comme suspect d'avoir participé au complot papiste, ait appris sur le compte de Titus Oates une chose qui mal interprétée pouvait motiver une accusation de félonie. Reprocherions-nous sévèrement à lord Stafford d'avoir dénoncé Titus Oates, d'avoir fourni des fonds et d'avoir usé de toute son influence pour paralyser la clémence de la couronne? Nous ne le pensons pas. Certes, si un juge, désireux de complaire au lord catholique, avait osé violer la loi en faisant pendre Oates, un pareil juge aurait grandement mérité d'être mis lui-même en accusation; mais il ne nous semble pas que le lord catholique, en avertissant ce juge, aurait réellement dépassé les limites d'une défense permise.

Voilà pourquoi, si nous n'avons pas le moindre doute qu'on doive attribuer à Hastings cette mémorable exécution, nous ne pensons pas qu'on puisse la compter avec justice au nombre de ses crimes. Il est évident qu'une profonde politique lui dicta sa conduite; il avait la minorité au Conseil; il était possible que cet état de choses se prolongeât; il connaissait bien le caractère des natifs; il savait combien d'accusations on est certain de voir fondre sur le plus innocent des habitants de l'Inde lorsque celui-ci est en disgrâce auprès du pouvoir. Il n'y avait pas parmi toute la population du Bengale un détenteur d'emploi, un solliciteur d'emploi, un tenancier du gouvernement qui ne crût avancer ses affaires en formulant une accusation contre le gouverneur général. Dans de telles circonstances, l'homme d'État persécuté résolut d'apprendre à la tourbe d'accusateurs et de témoins que, tout en ayant la minorité au Conseil, il était encore à craindre. La leçon qu'il leur donna

était en vérité de nature à ne pas être oubliée. Le chef de la cabale dirigée contre lui, le plus riche, le plus influent, le plus habile des Hindous, celui qui distinguait la faveur des gouvernants actuels, celui que protégeait le respect superstitieux de tout un peuple, fut pendu en plein jour devant une foule immense. L'exemple réunissait toutes les conditions nécessaires pour rendre la leçon frappante, la dignité dans la victime, la solennité dans l'appareil. L'impuissante colère et la vaine résistance du Conseil ajoutèrent au triomphe d'Hartings. A partir de ce jour tout natif eut la conviction qu'il était plus sûr de prendre le parti d'Hastings, bien qu'il eût la minorité, que de prendre celui de Francis, bien qu'il eût la majorité, et que le mortel assez téméraire pour se joindre à ceux qui poursuivaient la ruine du gouverneur général courait la chance, comme dit le poëte oriental, « de trouver un tigre en battant le jungle, afin de trouver un daim. » La voix d'un millier d'accusateurs fut en un instant réduite au silence. Dès lors, quelque difficulté qu'Hastings rencontrât, il ne fut jamais inquiété par les dénonciations des natifs de l'Inde.

C'est une circonstance digne de remarque qu'une des lettres d'Hastings au docteur Johnson soit datée de quelques heures après l'exécution de Nuncomar. Pendant que tout l'établissement était plein d'agitation, pendant qu'une caste sacerdotale, ancienne et révérée, pleurait la mort de son chef, le vainqueur dans cette lutte mortelle écrivait avec un sang-froid caractéristique sur le *Tour aux Hébrides*, sur la *Grammaire persane* de Jones, sur l'histoire, les traditions, les arts et les productions naturelles de l'Inde.

Ce fut à cette époque que la nouvelle de la guerre contre les Rohillas et celle des premiers différends entre Hastings et ses collègues arrivèrent à Londres. Les directeurs se prononcèrent en faveur de la majorité et écrivirent une lettre pleine de réflexions sévères sur la conduite d'Hastings. Ils condamnaient, en termes violents, mais justes, l'iniquité d'une guerre offensive entreprise simplement en vue d'avantages pécuniaires; mais ils oubliaient

complétement que, si Hastings avait obtenu par des moyens illicites des avantages pécuniaires, c'était non dans un but d'intérêt personnel, mais pour satisfaire à leurs demandes. Recommander l'honnêteté et réclamer avec instance ce qu'on ne peut se procurer honnêtement, telle était alors la pratique constante de la Compagnie. Ainsi que le dit lady Macbeth de son mari : « Ils ne voulaient pas tricher, et cependant ils voulaient gagner quand même. »

Le *Regulating-Act*, en vertu duquel Hastings avait été nommé gouverneur général pour cinq ans, conférait à la couronne le droit de le révoquer sur une adresse de la Compagnie. Lord North était désireux de recevoir une adresse de ce genre. Les trois membres du Conseil qu'on avait envoyés d'Angleterre étaient des hommes de son choix. Le général Clavering, en particulier, était soutenu par une fraction parlementaire tellement importante, qu'aucun cabinet n'aurait été tenté de la mécontenter. Le ministre aurait voulu destituer Hastings et placer Clavering à la tête du gouvernement. A la Cour des directeurs les voix étaient partagées à peu près également : onze votaient contre Hastings, dix pour lui. La Cour des propriétaires fut alors convoquée. La grande salle de vente avait un aspect singulier. Le secrétaire de la Trésorerie avait adressé à tous les partisans du gouvernement, possesseurs d'actions de la Compagnie, des lettres les exhortant à venir. Lord Sandwich dirigeait les amis de l'administration avec son adresse et son agilité accoutumées. On comptait au milieu de la foule une cinquantaine de pairs ou conseillers privés qu'on voyait rarement dans les quartiers de l'Est. La discussion dura jusqu'à minuit. Au vote par division, les adversaires d'Hastings eurent un léger avantage ; mais le scrutin fut demandé et la cause du gouverneur général obtint une majorité de cent voix contre les efforts combinés des directeurs et du cabinet. Cette défaite exaspéra les ministres au dernier point. Lord North lui-même perdit son sang-froid, chose peu ordinaire de sa part. Il menaça de réunir le Parlement avant Noël et de présenter un bill tendant à

priver la Compagnie de tout pouvoir politique, et à ne lui concéder, comme par le passé, que le droit de faire le commerce des soies et des thés.

Le colonel Macleane, qui, durant toute cette affaire, avait défendu avec zèle les intérêts d'Hastings, commença à penser que celui dont il était l'agent courait grand risque d'être destitué, flétri par le censure parlementaire et peut-être poursuivi. Il avait déjà consulté des jurisconsultes de la couronne sur quelques-uns des actes du gouverneur général. Il semblait opportun de songer à s'assurer une retraite honorable. Macleane se crut alors en droit de faire usage de la démission qui lui avait été confiée. La pièce ellemême n'était pas dans une forme très-convenable; mais elle servait trop bien les projets des directeurs pour que ceux-ci se montrassent pointilleux. Ils acceptèrent la démission, désignèrent M. Wheler, un de leurs collègues, comme successeur d'Hastings, et expédièrent dans l'Inde au général Clavering, conseiller le plus ancien, l'ordre d'exercer les fonctions de gouverneur général jusqu'à l'arrivée de M. Wheler.

Mais, tandis que ces choses se passaient en Angleterre, un grand changement était survenu au Bengale. Monson était mort. Le nombre des personnes chargées du gouvernement était réduit à quatre. Il y avait d'un côté Clavering et Francis, de l'autre Barwell et le gouverneur général; et la voix du gouverneur général était prépondérante : Hastings, qui pendant deux ans avait été privé de tout pouvoir et de toute influence, put dès lors agir en maître absolu. Il appliqua immédiatement la loi du talion à ses adversaires. Leurs arrêtés furent mis à néant; leurs créatures révoquées. Une nouvelle évaluation des terres du Bengale fut ordonnée; elle était destinée à servir de base à l'établissement de l'impôt. Il fut décidé que le gouverneur général dirigerait toute l'enquête et que toutes les lettres relatives à cette affaire seraient écrites en son nom. Il conçut en même temps de vastes plans de conquête et de domination, plans qu'il vécut assez pour voir réalisés, mais par d'autres que lui. Il voulait conclure des traités

d'alliance avec les princes natifs, particulièrement avec les princes d'Oude et de Berar, et faire ainsi de l'Angleterre la première puissance de l'Inde. Il méditait ces grands desseins quand il reçut la nouvelle qu'il n'était plus gouverneur; que sa démission avait été acceptée; que Wheler ne tarderait pas à débarquer, et que Clavering devait provisoirement occuper le fauteuil.

Hastings, s'il avait encore eu la minorité, se serait probablement retiré sans résistance; mais, devenu le chef réel de l'Inde, il n'avait nulle envie de quitter sa haute position. Il prétendit qu'il n'avait jamais rien signé qui pût autoriser ce qu'on avait fait en Angleterre; qu'il avait oublié ce qu'étaient ses instructions; que, s'il en avait conservé une copie, il l'avait égarée; mais qu'il était certain d'avoir itérativement déclaré aux directeurs qu'il ne donnerait point sa démission, qu'il ne comprenait vraiment pas comment la Cour, en possession de ses déclarations formelles, avait pu recevoir sa démission des mains d'un agent qui n'était point autorisé; que, si sa démission n'était point valable, tout ce qui en avait été la conséquence était nul, et que lui, Hastings, était encore gouverneur général.

Il affirma dans la suite que, bien que ses agents ne se fussent pas conduits conformément à ses instructions, il se serait néanmoins cru lié par leurs actes, si Clavering n'avait essayé d'employer la violence pour s'emparer du pouvoir. Que cette assertion soit vraie ou non, il est impossible de douter que le manque de prudence de Clavering n'ait été utile à Hastings. Le général envoya chercher les clefs du fort et celles du trésor, il prit possession des archives et présida une séance du Conseil à laquelle Francis seul assista. Hastings occupa le fauteuil dans une autre salle et Barwell siégea avec lui. Chacun des deux partis avait une apparence de droit, quinze mille milles les séparaient de leurs supérieurs immédiats. Il semblait qu'un appel aux armes fût l'unique moyen de vider le différend, et Hastings, sûr de la sympathie de ses compatriotes dans l'Inde, n'était point disposé à reculer devant un pareil expédient. Il enjoignit aux officiers de

la garnison du fort William et de toutes les stations voisines de ne tenir compte que de ses ordres personnels. Il offrit en même temps, avec une admirable sagacité, de soumettre la question à la Cour suprême, et promit d'accepter sa décision, quelle qu'elle fût. Il ne risquait rien en faisant cette proposition que cependant ses antagonistes ne pouvaient guère repousser. Il était impossible qu'on traitât personne en criminel pour avoir obéi à ceux que les juges auraient proclamé des gouvernants légitimes, et que l'homme le plus audacieux osât prendre les armes pour défendre ceux que les juges auraient proclamés des usurpateurs. Clavering et Francis hésitèrent, puis consentirent, non sans répugnance, à s'en rapporter à l'arrêt de la Cour. Celle-ci déclara que la démission n'était pas valable et qu'au terme du *Regulating-Act* Hastings demeurait, en conséquence, gouverneur général. Les membres du Conseil, voyant que l'opinion de tout l'établissement leur était défavorable, subirent cet échec avec résignation.

On apprit, environ vers ce temps, qu'à la suite d'un procès qui avait duré plusieurs années, les tribunaux de Franconie avaient prononcé le divorce entre Imhoff et sa femme. Le baron partit de Calcutta, emportant de quoi acheter un domaine en Saxe. La baronne devint mistress Hastings. Cet événement fut célébré par de grandes fêtes, et les personnes les plus notables de Calcutta furent invitées, sans distinction de parti, au palais du gouvernement. Clavering, s'il faut en croire le chroniqueur mahométan, était malade de corps et d'esprit, et, sous ce prétexte, se dispensa d'aller à la splendide assemblée. Mais Hastings, très-satisfait probablement de ses succès en politique et en amour, ne voulut point admettre d'excuse; il se rendit au domicile du général et parvint à traîner en triomphe son infortuné rival dans le cercle joyeux qui entourait sa fiancée. L'effort était trop grand pour une constitution brisée par le dépit aussi bien que par la souffrance physique : Clavering mourut peu de jours après.

Wheler, qui était venu avec la perspective d'être gouverneur général, et qui fut forcé de se contenter d'un siége au Conseil,

vota presque toujours dans le même sens que Francis. Mais le gouverneur général, grâce à l'appui de Barwell et à son propre vote qui était prépondérant, restait le maître. Il y eut à cette époque quelque changement dans la manière de voir de la Cour des directeurs et des ministres de la couronne. Tout projet contre Hastings fut abandonné, et, à la fin de sa cinquième année d'exercice, il fut renommé sans opposition. Les dangers effrayants auxquels les intérêts publics étaient alors de toutes parts exposés déterminèrent lord North et la Compagnie à ne point se priver des services d'un gouverneur dont ses ennemis eux-mêmes étaient forcés de reconnaître les talents, l'expérience et l'énergie.

La crise était en effet formidable. Le plus déraisonnable des gouvernements avait compromis l'existence du grand et victorieux empire sur le trône duquel Georges III était monté, dix-huit ans auparavant, avec des espérances plus brillantes que celles qui accompagnèrent jamais l'avénement d'aucun prince appartenant à la longue lignée des souverains anglais. En Amérique, des millions d'Anglais luttaient contre le pays auquel ils devaient leur origine, leur langage, leur religion, leurs institutions, et auquel peu de temps auparavant ils étaient aussi attachés que les habitants du Norfolk et du Leicestershire. Les grandes puissances de l'Europe, humiliées par la vigueur et le génie qui avaient guidé les conseils de Georges II, espéraient alors prendre une revanche éclatante. Le temps approchait où notre île, forcée de combattre pour la conservation des États-Unis d'Amérique et de parer au danger bien plus pressant qui résultait du trop juste mécontentement de l'Irlande, allait être assaillie par la France, l'Espagne, la Hollande, et menacée par la neutralité armée de la Baltique; le temps où notre supériorité maritime elle-même allait être en péril; où des flottes ennemies allaient commander les détroits de Calpé et le golfe du Mexique; où le pavillon britannique serait à peine en état de protéger la Manche. Il était heureux pour notre patrie, dans cette conjoncture, la plus terrible qu'elle ait jamais traversée, qu'Hastings, quelque grandes que

fussent ses fautes, restât à la tête du gouvernement de l'Inde.

Une attaque par mer contre le Bengale n'était guère à craindre, mais il était possible que les ennemis européens de l'Angleterre fissent alliance avec quelque puissance native, lui fournissent des troupes, des armes, des munitions, et vinssent ensuite attaquer nos possessions par terre. A cet égard c'était principalement les Mahrattes que surveillait Hastings. La chaîne de montagnes abruptes qui longe la côte occidentale de l'Inde était le berceau de ce peuple singulier. Sous le règne d'Aurungzeb, les habitants de ces régions, conduits par le grand Sevajee, commencèrent à envahir le territoire de leurs voisins plus riches et moins guerriers. L'énergie, la ruse et la férocité des Mahrattes les firent bientôt remarquer parmi les nouveaux États qui surgirent de la corruption de la monarchie en décadence. Ils n'étaient d'abord que des voleurs; ils s'élevèrent bientôt au rang de conquérants. La moitié des provinces de l'empire fut transformée en principautés mahrattes. Des bandits, appartenant aux castes les plus basses et remplissant des emplois domestiques, furent changés en puissants rajahs. Le Bonslas, à la tête d'une bande de pillards, occupa la vaste contrée du Berar. Le Guicowar, mot qui signifie le *pâtre*, fonda la dynastie qui règne encore à Guzerat. Les familles de Scindia et d'Holcar prirent une grande importance dans le Malwa. Un hardi capitaine établit son aire sur le roc inaccessible de Gooti; un autre devint le seigneur de mille villages épars au milieu des vertes rizières de Tanjore.

A cette époque le double gouvernement était en vigueur dans toute l'Inde. Nulle part il n'y avait coïncidence entre la réalité et l'apparence du pouvoir. Les Nababs musulmans devenus princes souverains, le Vizir d'Oude, le Nizam d'Hyderabad, se désignaient encore eux-mêmes sous le titre de vice-rois de la maison de Tamerlan; et les États mahrattes, quoique réellement indépendants les uns des autres, prétendaient former un seul empire. Ils affectaient tous dans leurs discours et dans leurs cérémonies officielles d'être soumis à l'héritier de Sevajee, roi fainéant qui, à Sattarah,

mâchait du *bang* et folâtrait avec des danseuses dans une prison d'État, et à son peshwa, ou maire du palais, grand magistrat héréditaire qui tenait à Poonah une cour royale, et dont les vastes provinces d'Aurungabad et de Bejapoor respectaient l'autorité.

Quelques mois avant la déclaration de la guerre en Europe, le gouvernement du Bengale apprit, non sans alarme, qu'il était arrivé à Poonah un aventurier français qui passait pour un homme de qualité. Le bruit courait qu'il avait été reçu avec distinction, qu'il avait remis au peshwa, de la part de Louis XVI, des lettres et des présents, et qu'un traité hostile à l'Angleterre venait d'être conclu entre la France et les Mahrattes. Hastings comprit aussitôt la nécessité de frapper le premier coup. Les droits du peshwa étaient contestés. Une partie de la nation mahratte était favorable à son compétiteur. Le gouverneur général résolut d'épouser les intérêts de celui-ci, d'envoyer une armée à travers la péninsule de l'Inde et de contracter une étroite alliance avec le chef de la maison de Bonslas qui régnait sur le Berar, et qui, en puissance et en dignité, n'était inférieur à aucun des princes mahrattes.

L'armée s'était avancée dans le pays, et les négociations avec le Berar étaient pendantes, quand une lettre du consul anglais au Caire fit savoir que la guerre avait été proclamée à Londres et à Paris. Hastings prit sans délai toutes les mesures qu'exigeaient les circonstances. On s'empara des factoreries françaises du Bengale, on expédia à Madras l'ordre d'occuper immédiatement Pondichéry. On construisit près de Calcutta des ouvrages qui, pensait-on, rendraient impossible l'approche d'une force ennemie. Un établissement maritime fut organisé pour la défense de la rivière; neuf nouveaux bataillons de cipayes furent levés et un corps d'artillerie native fut recruté parmi les hardis lascars de la baie du Bengale. Ces préparatifs terminés, le gouverneur général, plein d'une calme confiance, déclara que sa présidence n'avait plus à redouter qu'une attaque des Mahrattes marchant contre elle de concert avec les Français.

L'expédition qu'Hastings avait envoyée du côté de l'Ouest ne

réussit ni aussi promptement ni aussi complétement que la plupart de ses autres entreprises. L'officier qui la dirigeait agit avec lenteur; les autorités de Bombay perdirent la tête, mais le gouverneur général n'en persista pas moins. Un nouveau commandant répara les fautes de son prédécesseur. Plusieurs actions brillantes propagèrent le renom militaire des Anglais dans des contrées où jamais drapeau européen n'avait été vu. Si Hastings n'avait pas été forcé, par un nouveau et plus formidable danger, de modifier toute sa politique, il est probable qu'il aurait réalisé ses projets concernant l'empire des Mahrattes.

Les autorités d'Angleterre avaient judicieusement chargé du commandement des troupes au Bengale et nommé membre du Conseil un des soldats les plus distingués de cette époque, sir Eyre Coot, qui, plusieurs années auparavant, s'était fait remarquer parmi les fondateurs de l'empire anglais en Orient. Au conseil de guerre qui précéda la bataille de Plassey, il avait chaleureusement soutenu contre la majorité l'audacieuse opinion qui, après quelque hésitation, fut adoptée et qu'un plein succès justifia. Il commanda ensuite dans le sud de l'Inde contre le brave et infortuné Lally, gagna la bataille décisive de Wandewash sur les Français et sur leurs alliés natifs, prit Pondichéry et soumit le Carnatic à la domination anglaise. Depuis ces brillants exploits, vingt années environ s'étaient écoulées; Coot n'avait plus l'activité physique qu'il avait déployée dans sa jeunesse, et la vigueur de son esprit n'était pas non plus restée la même. Il était capricieux, chagrin, et ce n'était qu'à force de complaisance et de flatterie qu'on pouvait le maintenir en bonne humeur. Il faut ajouter, nous le craignons, que l'amour de l'argent s'était emparé de lui, et qu'il pensait plus à son traitement et moins à ses devoirs qu'on n'avait lieu de l'attendre d'un membre si éminent, d'une aussi noble profession. Cependant c'était peut-être l'officier le plus capable qu'il fût possible de trouver alors dans l'armée anglaise. Il avait une grande influence sur les soldats natifs qui vénéraient son nom et qui n'en ont même pas aujourd'hui perdu le souvenir. On rencontre en-

core de temps à autre quelque vieux cipaye à barbe blanche qui aime à parler de Porto-Novo et de Pollilore. Récemment un de ces vieillards vint présenter un placet à un officier anglais qui occupe dans l'Inde un des emplois les plus élevés ; un portrait de Coot se trouvait dans l'appartement ; le vétéran reconnut tout à coup cette tête qu'il n'avait pas vue depuis plus d'un demi-siècle, il ne pensa plus à ce qu'il devait au vivant, s'arrêta, se redressa et fit avec un profond respect le salut militaire à l'image du mort.

Bien que Coot ne votât pas constamment avec le gouverneur général, comme faisait Barwell, il n'avait nulle tendance à se joindre à l'opposition systématique et sur beaucoup de questions il prêta son appui à Hastings, qui flatta de son mieux les passions dominantes du vieux soldat, en lui faisant une cour assidue et en lui accordant sans difficulté les appointements les plus exorbitants.

Il semblait probable à cette époque qu'une réconciliation générale mettrait fin aux querelles qui, pendant plusieurs années, avaient affaibli et déshonoré le gouvernement du Bengale. La situation périlleuse de l'État pouvait décider des hommes doués de sentiments patriotiques, — et ni Hastings ni Francis n'étaient dénués de sentiments patriotiques, — à oublier leurs inimitiés personnelles et à coopérer franchement au bien général. Coot n'avait jamais appartenu à aucun parti ; Wheler était extrêmement las de tous les partis ; Barwell possédait une grande fortune, et, bien qu'il eût donné sa parole de ne point quitter Calcutta tant qu'on aurait besoin de lui au Conseil, il désirait vivement retourner en Angleterre. Il s'efforça d'amener un arrangement qui devait lui rendre sa liberté. On finit par s'entendre. Francis promit de renoncer à son opposition, et Hastings prit l'engagement de faire largement participer les amis de Francis aux honneurs et aux avantages pécuniaires du service. A la suite de ces conventions il y eut durant quelques mois une concorde apparente dans la salle du Conseil.

La concorde, en vérité, n'avait jamais été plus nécessaire, car

des calamités intérieures, plus terribles que la guerre elle-même, menaçaient alors le Bengale. Les auteurs du *Regulating-Act* de 1773 avaient créé deux pouvoirs indépendants, l'un judiciaire, l'autre politique, et, grâce à cette négligence dont la législation anglaise offre scandaleusement tant d'exemples, ils ne s'étaient pas inquiétés de déterminer les limites de ces pouvoirs. Les juges se prévalurent du vague de la loi; ils essayèrent de s'arroger l'autorité suprême, non-seulement à Calcutta, mais dans toute l'étendue du vaste territoire qui dépendait du fort William. Il n'y a guère d'Anglais qui se refuseront à admettre que la jurisprudence anglaise, malgré les progrès modernes, n'est ni aussi peu coûteuse ni aussi expéditive qu'on pourrait le désirer. C'est cependant un système qui s'est développé parmi nous. En quelques points il a été adapté à nos mœurs; en d'autres celles-ci ont été graduellement transformées par lui. Nous sommes accoutumés même à ses imperfections les plus graves; c'est pourquoi ces imperfections, bien que nous puissions nous en plaindre, ne nous inspirent pas l'horreur et l'effroi que nous causerait un nouvel abus d'une importance beaucoup moindre. Dans l'Inde les choses sont très-différentes. Transplantée dans ce pays, la loi anglaise a tous les vices dont nous avons à souffrir ici, elle les a tous à un bien plus haut degré et elle en a d'autres auprès desquels les vices dont nous avons le plus à souffrir sont des bagatelles : lente ici, elle est bien plus lente dans un pays où le secours d'un interprète est indispensable à chaque juge et à chaque avocat : coûteuse ici, elle est bien plus coûteuse dans un pays où les légistes praticiens viennent d'un pays lointain. Le travail de tout Anglais dans l'Inde, depuis celui du gouverneur général et du commandant en chef jusqu'à celui d'un groom ou d'un horloger, mérite un salaire beaucoup plus élevé que chez nous. Nul homme ne voudra s'exiler pour rien, et, qui plus est, s'exiler sous la zone torride. Les gens de loi ne font pas exception à la règle. Nul avocat ne voudra plaider à quinze mille milles de tous ses amis pour les honoraires dont il se contenterait sur les bords de la Tamise. Les dépenses judiciaires

sont donc environ trois fois plus considérables à Calcutta qu'à Westminster-Hall, et cela bien que le peuple de l'Inde soit incomparablement plus pauvre que celui d'Angleterre. Les délais et les frais, quelque vexatoires qu'ils soient, représentent cependant la plus faible partie du mal que ne pouvait manquer de produire la loi anglaise importée dans l'Inde sans modification. L'innovation révolta les sentimens les plus énergiques de notre nature, l'honneur, la religion, la pudeur féminine. L'arrestation préventive était le premier acte de la plupart des procédures civiles, et, pour un natif de haut rang, l'arrestation était non simplement une gêne, mais une grossière atteinte à sa dignité. Le serment était exigé dans les procès de tous genres, et l'aversion d'un quaker pour un serment n'est guère plus forte que celle d'un natif respectable. Pénétrer dans l'appartement d'une femme de qualité, ou voir le visage de cette femme à découvert, sont, aux yeux des natifs de l'Inde, des outrages plus redoutés que la mort, et que la mort seule peut expier. C'est à ces outrages que les familles les plus distinguées du Bengale, de Bahar et d'Orissa étaient désormais exposées. Qu'on s'imagine dans quel état se trouverait notre propre pays, si l'on introduisait subitement parmi nous une jurisprudence qui fût pour nous ce que notre jurisprudence est pour nos sujets asiatiques; qu'on s'imagine dans quel état se trouverait notre pays, s'il était décrété que tout individu pourra, en jurant qu'une somme lui est due, acquérir le droit d'insulter des hommes du caractère le plus honorable et le plus sacré, des femmes de la délicatesse la plus avérée, de cravacher un officier général, de mettre un évêque aux fers, de traiter les dames de la façon qui motiva le coup de Wat-Tyler. Tel fut à peu près le résultat qu'obtint la Cour suprême en tâchant de mettre sous sa juridiction toute l'étendue du territoire de la Compagnie.

Le règne de la terreur commença; de la terreur augmentée par l'incertitude, car ce qu'on endurait était encore moins terrible que ce qu'on redoutait pour l'avenir. Personne ne savait ce qu'il fallait attendre de ce tribunal étranger. Ce tribunal venait de par

delà l'onde noire, comme le peuple de l'Inde, avec une mystérieuse horreur, appelle la mer; il se composait de juges qui tous ignoraient les usages des millions d'êtres sur lesquels ils prétendaient exercer une autorité illimitée; il se servait de caractères inconnus pour rédiger ses actes, de sons inconnus pour prononcer ses sentences; il avait déjà rassemblé autour de lui une armée recrutée dans les bas-fonds de la population native; une armée de délateurs, de faux témoins, de misérables adonnés à la chicane par goût et par profession, et surtout une bande de recors auprès desquels les employés des plus ignobles maisons pour dettes d'Angleterre, aux plus mauvais jours de notre histoire, auraient paru des gens pleins de cœur et de droiture. Un grand nombre de natifs, jouissant d'une haute considération parmi leurs concitoyens, furent saisis, traînés à Calcutta, jetés dans la prison commune sans qu'aucun crime leur fût reproché, sans que le payement d'aucune dette leur fût réclamé, mais uniquement par mesure de précaution, jusqu'à ce que leur cause arrivât devant la Cour. Des concussionnaires poursuivirent sans motif des hommes universellement estimés et qui moururent de rage et de honte sous la main des vils alguazils d'Impey. Des bandes de recors souillèrent de leur présence les harems des nobles mahométans, sanctuaires respectés en Orient par des gouvernements qui ne respectent rien autre chose. Les musulmans, plus braves et moins accoutumés à la soumission que les Hindous, firent quelquefois résistance, et il y eut des occasions où ils versèrent leur sang sur le seuil de leurs portes en défendant, le fer à la main, les appartements sacrés de leurs femmes. Il y avait lieu de présumer que le désespoir donnerait à la fin du courage même au pusillanime Bengalais qui avait rampé aux pieds de Surajah-Dowlah, qui était resté muet sous l'administration de Vansitart. Jamais invasion mahratte ne désola la province aussi complétement que cette irruption de légistes anglais. Toute l'injustice des anciens oppresseurs asiatiques et européens semblait d'une extrême bénignité quand on la comparait à la justice de la Cour suprême.

En dehors des avides coquins qui, grâce à la chicane, exploitaient la misère et la terreur d'une immense population, les Anglais et les natifs de toutes les classes protestaient contre cette affreuse tyrannie; mais les juges étaient inébranlables. Si l'on résistait à un bailli, ils ordonnaient aux soldats de prêter main-forte à celui-ci; si un fonctionnaire de la Compagnie, se conformant aux instructions du gouvernement, tenait tête aux misérables sergents qui, porteurs d'un mandat d'Impey, dépassait en insolence et en rapacité les voleurs de grand chemin, ce fonctionnaire était aussitôt emprisonné. Soixante ans écoulés, les vertus et la sagesse de plusieurs magistrats qui, durant ce laps de temps, administrèrent la justice à la Cour suprême, n'ont point effacé de l'esprit des habitants du Bengale le souvenir de ces jours funestes.

Sur cette question, les membres du gouvernement étaient d'un avis unanime. Hastings avait courtisé les juges. Il avait trouvé en eux de précieux instruments; mais il n'avait pas envie d'en faire ses propres maîtres ou les maîtres de l'Inde. Il avait l'esprit large; il connaissait à fond le caractère natif; il voyait que le système suivi par la Cour suprême déshonorait le gouvernement et ruinait le peuple; il résolut de le combattre énergiquement : il en résulta que l'amitié, si l'on peut appeler ainsi de pareilles relations qui l'avait uni à Impey, fut pendant un temps tout à fait rompue. Le gouvernement s'interposa fermement entre le tyrannique tribunal et le peuple. Le Chief-justice se livra aux excès les plus étranges. Il envoya au gouverneur général et à tous les membres du Conseil l'ordre écrit de comparaître devant la justice du roi et de rendre compte de leurs actes publics. C'en était trop. Hastings, avec un juste dédain, refusa d'obtempérer à cette sommation. Il délivra les personnes arbitrairement détenues par la Cour et se mit en mesure d'employer au besoin la force contre les outrageux procédés des officiers du sheriff. Mais il songeait à un autre stratagème qui pouvait écarter la nécessité d'un appel aux armes. Il était rarement à court d'expédients, et il ap-

préciait Impey à sa juste valeur. En cette circonstance, la chose était des plus simples; il s'agissait tout bonnement d'un présent. Par acte du Parlement, Impey, comme juge, était indépendant du gouverneur du Bengale, et avait droit à un traitement annuel de huit mille livres. Hastings proposa de le nommer aussi juge au service de la Compagnie, révocable à la volonté du gouvernement du Bengale, et de lui allouer à ce titre environ huit mille livres de plus par an. Il fut sous-entendu qu'en considération de ce nouveau traitement Impey cesserait de soutenir les hautes prétentions de sa cour. S'il manquait à cette convention tacite, le gouvernement pouvait en un instant le dépouiller de la nouvelle charge qui avait été créée pour lui; le marché fut conclu; le Bengale fut sauvé; l'appel aux armes fut conjuré, et le Chief-justice fut riche, tranquille et infâme.

Il est inutile de s'appesantir sur la conduite d'Impey; elle est en rapport avec tout ce que l'histoire a raconté de sa vie. Jamais juge pareil n'a déshonoré l'hermine anglaise depuis Jefferies, mort d'ivrognerie à la Tour. Nous ne saurions partager l'opinion de ceux qui ont blâmé Hastings d'avoir ainsi transigé. Voici le fait : la négligence avec laquelle avait été rédigé le *Regulating-Act* avait laissé au Chief-justice le pouvoir de jeter un grand pays dans la plus effroyable confusion; le Chief-justice était déterminé à user à outrance de ce pouvoir, à moins qu'on ne le payât pour s'arrêter, et Hastings consentit à le payer. C'était une nécessité déplorable; mais il est déplorable aussi que les pirates aient le pouvoir d'extorquer des rançons à leurs captifs en les menaçant de la torture. On a cependant toujours considéré le rachat d'un captif à des pirates comme une action charitable et chrétienne, et il serait absurde d'accuser celui qui a payé la rançon d'avoir corrompu le corsaire. Cette comparaison, nous le pensons sérieusement, ne s'applique pas mal à la situation respective d'Impey, d'Hastings et de la population indienne. Impey avait-il le droit de demander ou d'accepter une somme d'argent en échange de pouvoirs qu'il ne pouvait abdiquer, s'ils lui appartenaient réellement,

qu'il n'aurait jamais dû usurper s'ils ne lui appartenaient pas, et que, dans aucun cas, il ne pouvait honnêtement vendre? Hastings n'avait-il pas le droit de donner une somme, quelque grosse qu'elle fût, au premier venu, fût-il indigne, plutôt que de livrer des millions d'êtres humains aux horreurs du pillage ou de les secourir au prix de la guerre civile?

Francis s'opposa de toutes ses forces à cet arrangement; on peut, en vérité, soupçonner qu'il agit ainsi autant par aversion personnelle pour Impey que par zèle pour le bonheur de la province. A un esprit emporté et vindicatif, il semblait peut-être préférable d'abandonner le Bengale aux oppresseurs que de le délivrer en enrichissant ceux-ci. Il n'est pas improbable, d'un autre côté, qu'Hastings n'ait été très-désireux de recourir à un expédient qui fût agréable au Chief-justice, parce que ce haut fonctionnaire lui avait déjà été utile, et qu'il pourrait, quand les dissentiments existants seraient éteints, lui être utile encore.

Mais ce n'était pas seulement sur cette question que Francis était l'adversaire d'Hastings. La paix qu'ils venaient de faire ne fut qu'une trêve courte et vaine durant laquelle leur haine mutuelle alla toujours croissant. A la fin l'explosion eut lieu. Hastings accusa publiquement Francis de l'avoir trompé et d'avoir par de fallacieuses promesses induit Barwell à quitter le service. Ce fut la cause d'une dispute semblable à celles qui s'élèvent fréquemment, même entre des hommes honorables, lorsque de simples conventions verbales ont terminé de grands différends. Un historien impartial serait sans doute d'avis que tous deux ne s'étaient point compris; mais leurs esprits étaient tellement aigris, qu'ils s'imputaient l'un à l'autre rien de moins qu'une scélératesse préméditée. « Je ne me fie pas, dit Hastings, ainsi que nous l'apprend une minute enregistrée parmi les délibérations du Conseil, je ne me fie pas aux promesses de M. Francis; car je suis convaincu qu'il est incapable de sincérité. Je juge de sa conduite publique par ses actes privés qui, selon moi, manquent de franchise et d'honneur. » Quand la séance fut levée, Francis

renit au gouverneur général un cartel qui fut immédiatement accepté. Ils se battirent. Francis eut le corps traversé d'une balle. Il fut porté dans une maison voisine où l'on constata que la blessure, quoique sérieuse, n'était point mortelle. Hastings s'informa plusieurs fois de la santé de son ennemi, et demanda à le voir, mais Francis se refusa froidement à recevoir sa visite. Il appréciait, disait-il, la politesse du gouverneur général; mais il lui était impossible de consentir à aucune entrevue particulière : ils ne pouvaient se rencontrer qu'à la salle du Conseil.

On s'aperçut bientôt à quelle fâcheuse alternative le gouverneur général avait dans cette occasion exposé sa patrie. On était sous le coup d'une crise dont tout autre que lui n'aurait su triompher. Ce n'est pas une exagération de dire que, s'il avait été enlevé à la direction des affaires, les années 1780 et 1781 auraient été aussi fatales à nos possessions d'Asie qu'à nos possessions d'Amérique.

Les Mahrattes avaient été le principal objet des appréhensions d'Hastings. Les mesures qu'il avait prises pour anéantir leur puissance avaient été d'abord infructueuses, grâce aux fautes de ceux qu'il était obligé d'employer, mais ses efforts persévérants et habiles semblaient devoir être enfin couronnés de succès quand surgit au loin un plus formidable danger.

Trente ans environ avant cette époque, un soldat mahométan s'était fait remarquer dans les guerres du midi de l'Inde; son éducation avait été négligée; son origine était humble : il était le fils d'un petit employé du fisc, le petit-fils d'un derviche errant; mais, bien qu'il fût parti de si bas, bien qu'il ne sût même pas l'alphabet, l'aventurier, dès qu'il fut à la tête de soldats, montra qu'il était né pour la conquête et pour le commandement. Aucun des chefs qui se disputaient les lambeaux de l'Inde ne pouvait lui être comparé ni comme capitaine ni comme homme d'État. Il devint général. Il devint prince souverain. D'anciennes principautés morcelées lors du bouleversement général, il forma un grand empire, compacte et vigoureux. Il le gouverna avec une

habileté, une sévérité, une vigilance dignes de Louis XI. Licencieux dans ses plaisirs, implacable dans ses inimitiés, il avait cependant l'esprit assez étendu pour comprendre combien la prospérité des sujets ajoute à la force des gouvernements. C'était un oppresseur, mais il avait au moins le mérite de préserver son peuple de toute oppression autre que la sienne. Il était très-vieux, mais son intelligence était aussi nette, son âme aussi ferme que lorsqu'il était moins avancé en âge. Tel était le grand Hyder-Aly, le fondateur du royaume mahométan de Mysore, le plus formidable ennemi que les conquérants anglais de l'Inde aient eu jamais à combattre.

Si Hastings avait été gouverneur de Madras, il eût fait d'Hyder un ami, ou l'eût énergiquement contrecarré. Malheureusement les autorités anglaises du Sud provoquèrent les hostilités de leur puissant voisin sans être prêtes à les repousser. Une armée de quatre-vingt mille hommes, bien supérieure sous le rapport de la discipline et de l'activité à toute autre armée indienne, apparut tout à coup dans les sauvages défilés, creusés par les torrents des montagnes et couverts de jungles qui conduisent du plateau de Mysore aux plaines du Carnatic. Elle avait avec elle cent pièces d'artillerie, et plusieurs officiers français, élevés dans les meilleures écoles militaires de l'Europe, dirigeaient ses mouvements.

Hyder fut partout victorieux. Dans plusieurs garnisons les cipayes mirent bas les armes. On s'empara de quelques forts par trahison : le désespoir fit ouvrir les portes de quelques autres. En peu de jours, toute la contrée septentrionale du Coleroon fut soumise. Déjà les Anglais qui habitaient Madras pouvaient, la nuit, du sommet du mont Saint-Thomas, voir vers l'est l'horizon rougi par un vaste cercle de villages incendiés. Les blanches villas, où nos compatriotes ont coutume de se retirer après les travaux quotidiens du gouvernement et du commerce, étaient abandonnées, car déjà on avait aperçu des bandes de farouches cavaliers du Mysore rôdant à travers les tulipiers et près des coquettes verandas. La ville elle-même semblait n'offrir aucune

sécurité, et les marchands anglais, ainsi que les fonctionnaires publics, se hâtaient de se réfugier derrière les canons du fort Saint-Georges.

On avait vraiment la faculté d'assembler une armée qui aurait été en état de défendre la province et même de repousser l'envahisseur jusque dans ses montagnes. Sir Hector Munro était à la tête de forces considérables; Baillie s'avançait avec d'autres forces. Réunis ils auraient pu présenter un front formidable, même à un ennemi tel qu'Hyder; mais les commandants anglais, oubliant ces règles fondamentales de l'art de la guerre dont l'efficacité est évidente même pour ceux qui n'ont jamais reçu la moindre éducation militaire, différèrent leur jonction et furent attaqués séparément. Le corps d'armée de Baillie fut détruit : Munro fut forcé d'abandonner ses bagages, de jeter ses canons dans les citernes et de se sauver lui-même en opérant une retraite qu'on pourrait appeler une fuite. Trois semaines après le commencement de la guerre, la domination anglaise dans l'Inde méridionale était singulièrement compromise. Un petit nombre de places fortifiées nous restait seulement, la gloire de nos armes était ternie; on savait qu'il y avait lieu d'attendre la prochaine arrivée d'une grande expédition française sur la côte de Coromandel. L'Angleterre, pressée de tous côtés par ses ennemis, n'était pas à même de protéger des possessions aussi éloignées.

Ce fut alors que le fertile génie et l'imperturbable courage d'Hastings se montrèrent dans tout leur éclat. Un léger navire, poussé par la mousson de sud-ouest, porta rapidement à Calcutta les désastreuses nouvelles. En vingt-quatre heures le gouverneur général conçut un plan complet de politique qui convenait admirablement à la grave situation des affaires. La guerre contre Hyder était une guerre acharnée. Il fallait négliger toutes les questions secondaires pour conserver le Carnatic; terminer à l'amiable les démêlés avec les Mahrattes; envoyer immédiatement à Madras d'importants renforts de troupes et des secours

en argent; mais toutes ces mesures auraient été elles-mêmes insuffisantes si l'on n'eût chargé un homme, doué d'un esprit vigoureux, de conduire les opérations militaires, jusqu'alors très-maladroitement menées. Hastings résolut d'outre-passer ses pouvoirs, de suspendre l'incapable gouverneur du fort Saint-Georges, d'assigner à sir Eyre Coote la mission de combattre Hyder, et de confier à ce général distingué la direction absolue de la guerre. Malgré l'opposition obstinée de Francis, qui était enfin guéri de sa blessure et avait repris ses fonctions, la politique sage et ferme du gouverneur général fut approuvée par la majorité du Conseil. Les renforts, dont on avait hâté le départ, atteignirent Madras avant que l'expédition française parût dans les mers de l'Inde. Coote, brisé par l'âge et la maladie, n'était plus le Coote de Wandewash. Mais c'était encore un commandant habile et résolu. Les progrès d'Hyder furent arrêtés, et, au bout de quelques mois, la grande victoire de Porto-Novo releva l'honneur des armes anglaises. Sur ces entrefaites, Francis retourna en Angleterre, et Hastings n'eut plus désormais de contradicteur. Wheler s'était peu à peu relâché de son opposition, et, après le départ de son véhément et implacable collègue, il donna pleinement son concours au gouverneur général dont l'influence sur les Anglais de l'Inde, toujours grande, s'était de beaucoup accrue, grâce à la vigueur et au succès de ses derniers actes.

Mais, quoique les difficultés résultant des discussions intestines du Conseil fussent aplanies, il y en avait d'un autre genre qui devenaient plus pressantes que jamais. L'embarras des finances était extrême; il fallait qu'Hastings trouvât le moyen non-seulement de pourvoir aux besoins du gouvernement du Bengale, mais encore de soutenir dans le Carnatic une guerre coûteuse, tout à la fois contre des ennemis indiens et contre des ennemis européens, et d'envoyer des fonds en Angleterre. Peu d'années avant cette époque, il s'était tiré d'affaire en dépouillant le Mogol et en asservissant les Rohillas : les ressources de son esprit fécond n'étaient point encore épuisées. Il jeta son dévolu sur Bénarès, une des

premières villes de l'Asie par ses richesses, sa population et son renom de sainteté. On pensait communément qu'un demi-million d'êtres humains était entassé dans ce labyrinthe de longues rues, où abondaient les autels, les minarets, les balcons et les fenêtres sculptées, où se voyaient par centaines des singes sacrés. Le voyageur pouvait à grand'peine se frayer un chemin au milieu des saints mendiants et des taureaux non moins saints. Les pas d'une multitude innombrable d'adorateurs usaient chaque jour les marches des larges et majestueux escaliers qui descendaient de ces fourmilières aux bains situés sur les bords du Gange. Les écoles et les temples attiraient une foule de pieux Hindous de toutes les provinces où avait pénétré la foi brahmanique. Chaque mois, des centaines d'Hindous y venaient mourir, car ils croyaient qu'un destin particulièrement heureux attendait l'homme qui passait de la cité sacrée dans la rivière sacrée; et la superstition n'était pas le seul motif qui attirait les étrangers dans cette vaste métropole : le commerce y comptait autant de pèlerins que la religion. Le long du fleuve vénérable il y avait, en grand nombre, des vaisseaux chargés de riches marchandises. Les métiers de Bénarès fabriquaient les belles soieries qu'on admirait aux bals de Saint-James et du Petit-Trianon, et, dans les bazars, les mousselines de Bengale et les sabres d'Oude étaient étalés près des diamants de Golconde et des châles de Kachemyr. Cette splendide capitale et les contrées environnantes avaient été longtemps sous la domination immédiate d'un prince hindou, qui rendait hommage aux empereurs mogols. Au temps où l'Inde était plongée dans l'anarchie, les seigneurs de Bénarès devinrent indépendants de la cour de Delhi; mais ils furent obligés de se soumettre à l'autorité du Nabab d'Oude. Ce formidable voisin les opprima; ils implorèrent la protection des Anglais : la protection des Anglais leur fut accordée, et, enfin, le Nabab-Vizir, par un traité solennel, céda tous ses droits sur Bénarès à la Compagnie. A partir de ce moment, le rajah fut le vassal du gouvernement du Bengale; il reconnut sa suprématie et s'engagea à envoyer un tribut annuel au fort Wil-

liam. Cheyte-Sing, le prince régnant, avait payé ce tribut avec une stricte ponctualité.

Il y a eu un débat très-animé sur la nature précise des relations légales entre la Compagnie et le rajah de Bénarès. D'une part, on a affirmé que Cheyte-Sing était simplement un grand sujet, et que le pouvoir supérieur avait le droit de réclamer son assistance, lors que l'empire était dans une position difficile. D'autre part, on a prétendu que c'était un prince indépendant, qu'un tribut déterminé à l'avance était la seule chose que la Compagnie pût exiger de lui, et que, si ce tribut était régulièrement payé, les Anglais n'avaient pas plus le droit de lui imposer une nouvelle contribution que de demander des subsides à la Hollande ou au Danemark. Rien de plus facile que de trouver des précédents et des analogues en faveur de chacune de ces opinions.

Notre impression personnelle est que ni l'une ni l'autre n'est juste. Les politiques anglais avaient trop l'habitude de croire qu'il existait dans l'Inde une constitution reconnue et définie, en vertu de laquelle les questions de cette espèce pouvaient être décidées. La vérité est que, durant le temps qui s'écoula entre la chute de la maison de Tamerlan et l'établissement de la prépondérance anglaise, il n'y avait aucune constitution de ce genre. L'ancien ordre de choses n'était plus : le nouvel ordre de choses n'était pas encore. Tout était transition, obscurité, confusion. Chacun sauvegardait sa vie de son mieux et accaparait tout ce qu'il pouvait accaparer. Il y a eu en Europe des époques pareilles; la dissolution de l'empire carlovingien en est un exemple. Qui songerait à discuter sérieusement cette question-ci : Quel degré d'assistance pécuniaire et d'obéissance Hugues Capet avait-il constitutionnellement le droit d'exiger du duc de Bretagne ou du duc de Normandie? Dans la société d'alors, les mots « droit constitutionnel » n'avaient aucune signification. Si Hugues Capet s'était emparé de tous les domaines du duc de Normandie, c'eût été peut-être injuste et immoral; mais ce n'eût pas été illégal dans le sens dans lequel les ordonnances de Charles X furent illégales. Si, d'un

autre côté, le duc de Normandie avait fait la guerre à Hugues Capet, c'eût peut-être été injuste et immoral, mais ce n'eût pas été illégal dans le sens dans lequel l'expédition du prince Louis Bonaparte fut illégale.

La situation de l'Inde, il y a soixante ans, ressemblait beaucoup à ceci. Aucun des gouvernements existants ne pouvait se prévaloir de sa légitimité ou s'appuyer sur autre chose qu'une occupation récente. Il n'y avait guère de provinces où la souveraineté réelle et la souveraineté nominale ne fussent pas séparées. Il y avait encore des titres et des formes qui impliquaient que l'héritier de Tamerlan était un maître absolu, et que les Nababs des provinces étaient ses lieutenants. En réalité, l'héritier de Tamerlan était un captif. Dans quelques pays, les Nababs étaient des princes indépendants; dans d'autres, tels que le Bengale et le Carnatic, ils n'étaient plus que des fantômes, ainsi que leur maître, et la Compagnie exerçait le pouvoir suprême. Chez les Mahrattes, l'héritier de Sevajee conservait encore le titre de rajah; mais il était prisonnier, et le peshwa, son premier ministre, était devenu le chef héréditaire de l'empire. Le peshwa, à son tour, tombait rapidement dans l'état de dégradation auquel il avait réduit le rajah. Il était, pensons-nous, impossible de trouver, des monts Himalaya à Mysore, un seul gouvernement qui fût à la fois gouvernement *de facto* et gouvernement *de jure*, qui possédât les moyens de se faire craindre de ses voisins et de ses sujets, et qui jouît en même temps d'une autorité consacrée par la loi et par une longue prescription.

Hastings avait nettement aperçu ce qui restait caché pour la plupart de ses contemporains, à savoir qu'un tel ordre de choses donnait d'immenses avantages à un gouvernant de beaucoup de talent et de peu de scrupule. Dans chacune des questions internationales qui pouvaient surgir, il avait l'option entre le terrain *de facto* et le terrain *de jure*, et il était probable que sur l'un des deux il établirait la prétention qu'il lui plairait de soutenir, et serait à même de résister à toute prétention soulevée par d'autres.

En conséquence, dans chaque contestation il avait recours au prétexte qui convenait à son dessein du moment, sans s'inquiéter le moins du monde de sa valeur, et, de la sorte, il ne manqua presque jamais de trouver une raison qui, aux yeux des gens mal informés et dépourvus de mémoire, semblait être une justification de ce qu'il avait besoin de faire : tantôt le Nabab du Bengale est une ombre, tantôt c'est un monarque; tantôt le Vizir est un simple lieutenant, tantôt c'est un potentat indépendant. S'il est utile pour la Compagnie de montrer un titre légal, la concession, revêtue du sceau du Mogol, est mise en avant comme une pièce de la plus haute importance; lorsque le Mogol réclame les rentes qui lui sont réservées par cet acte même de concession, on lui répond que lui, Mogol, est un simple simulacre d'empereur; que la puissance anglaise repose sur une tout autre base qu'une charte émanée de lui; qu'il est le bienvenu à jouer à la royauté aussi longtemps qu'il le voudra, mais qu'il ne doit espérer aucun tribut des maîtres réels de l'Inde.

Il est vrai que d'autres pouvaient, aussi bien qu'Hastings, pratiquer ces tours de passe-passe; mais dans les différends des gouvernements la sophistiquerie ne sert guère que si elle est appuyée sur la force. Ceci est un principe qu'Hastings aimait à proclamer hautement et suivant lequel il se conduisit toujours avec une inébranlable fermeté. S'il est un principe que, bien qu'il soit possible d'en abuser grossièrement, on ne saurait guère contester, nous devons l'avouer, dans l'état actuel du droit public, c'est celui-ci : Quand une question ambiguë s'élève entre deux gouvernements, il n'y a moyen, s'ils ne peuvent s'entendre, que de recourir à la force, et l'opinion du plus fort doit prévaloir. Dans l'Inde, presque toutes les questions étaient ambiguës, le gouvernement anglais était le plus fort, et la conséquence est facile à tirer : le gouvernement anglais pouvait faire tout ce qu'il voulait.

Il convenait au gouvernement anglais d'exiger de l'argent de Cheyte-Sing; il avait autrefois jugé à propos de le traiter comme un prince souverain; il jugeait maintenant à propos de le traiter

comme un sujet. Un homme d'une habileté même inférieure à celle d'Hastings pouvait découvrir, dans le chaos général des lois et coutumes, des arguments à l'appui de chacune de ces manières d'agir. On savait que Cheyte-Sing avait un immense revenu, et on soupçonnait qu'il avait un trésor bien garni. De plus, il n'était pas en faveur à Calcutta; il avait recherché les bonnes grâces de Francis et de Clavering à l'époque où le gouverneur général se trouvait dans une position très-difficile. Hastings, qui laissait rarement une injure impunie, et cela, pensons-nous, moins par mauvaise passion que par politique, n'était pas fâché que le sort de Cheyte-Sing donna aux princes voisins une leçon pareille à celle que le destin de Nuncomar avait déjà donnée aux habitants du Bengale.

En 1778, au moment de la déclaration de guerre à la France, Cheyte-Sing fut sommé de payer, outre son tribut régulier, une contribution extraordinaire de cinquante mille livres; en 1779, pareille quantité d'argent fut exigée de lui; en 1785, la demande fut renouvelée. Cheyte-Sing, dans l'espoir d'obtenir quelque indulgence, fit offrir secrètement au gouverneur général un présent de vingt mille livres. Hastings prit l'argent, et ses ennemis ont affirmé qu'il le prit avec l'intention de le garder. Il est positif qu'il cacha cette transaction pendant un certain temps aux membres du conseil du Bengale et aux directeurs de l'*India house*, et que jamais il n'expliqua ce mystère d'une manière satisfaisante. Le patriotisme ou la crainte d'être découvert le déterminèrent cependant à résister à la tentation. Il versa l'argent du présent dans la caisse de la Compagnie, et pressa plus que jamais le rajah de faire droit aux réclamations du gouvernement anglais. Le rajah, suivant la coutume de ses compatriotes, rusa, sollicita, invoqua sa pauvreté; mais il n'était pas si facile d'échapper à l'étreinte d'Hastings. Celui-ci augmenta le chiffre de la contribution de dix mille livres, à titre d'amende pour le retard, et envoya des troupes chargées de hâter le payement.

L'argent fut donné; mais cela ne suffit pas encore. Les der-

niers événements qui s'étaient passés dans le sud de l'Inde avaient accru les embarras financiers de la Compagnie. Hastings était décidé à dépouiller Cheyte-Sing, et, dans ce but, à lui chercher querelle. Le rajah fut, en conséquence, requis de lever un corps de cavalerie destiné au service du gouvernement anglais. Il fit des objections et tâcha de se soustraire à cette nécessité. C'était justement ce que désirait le gouverneur général. Il avait maintenant un prétexte qui lui permettait de traiter comme un criminel le plus riche de ses vassaux. « Je résolus, — ce sont les propres paroles d'Hastings, — de profiter de sa faute pour diminuer la détresse de la Compagnie, de faire acheter cher à Cheyte-Sing son pardon, ou de tirer une vengeance sévère de ses crimes passés. » Le plan consistait simplement en ceci : demander des contributions de plus en plus fortes, et pousser ainsi le rajah à faire des remontrances, appeler alors ses remontrances des crimes, et le punir par la confiscation de tous ses biens.

Cheyte-Sing avait une terreur extrême. Il offrit deux cent mille livres dans l'espoir de se rendre propice le gouvernement britannique, mais Hastings répondit qu'on n'accepterait pas moins d'un demi-million. Le gouverneur général commençait, d'ailleurs, à songer à vendre Bénarès à l'Oude, comme il avait vendu naguère Allahabad et Rohilcund. L'affaire n'était pas de nature à être traitée à distance, et il résolut d'aller à Bénarès.

Cheyte-Sing reçut son seigneur suzerain avec de nombreuses marques de respect; il fit, suivi de ses gardes, environ soixante milles pour venir au-devant de son illustre visiteur, et il manifesta son profond chagrin d'avoir encouru la disgrâce des Anglais. Il ôta son turban et le posa sur les genoux d'Hastings, acte qui, dans l'Inde, est l'expression de la soumission la plus complète et du dévouement le plus absolu. Hastings l'accueillit avec une sévérité froide et dédaigneuse. Dès son arrivée à Bénarès, il adressa au rajah une note où étaient énoncées les demandes du gouvernement du Bengale. Le rajah essaya de se disculper des accusations portées contre lui. Hastings, qui avait besoin d'argent et

non d'excuses, n'était pas disposé à se laisser détourner de son but par les artifices en usage dans les négociations indiennes. Il ordonna immédiatement d'arrêter le rajah, et le plaça sous la garde de deux compagnies de cipayes.

En prenant ces mesures violentes, Hastings faillit à sa prudence et à son discernement accoutumés. Il est probable qu'ayant eu peu d'occasion d'observer par lui-même les diverses fractions de la population indienne, les Bengalais exceptés, il ne connaissait pas exactement la différence qu'il y a entre le caractère de ces derniers et celui des tribus qui habitent les hautes provinces. Il était alors sur une terre bien plus favorable à la vigueur de la constitution humaine que le delta du Gange, sur une terre féconde en soldats qui se sont montrés dignes de charger avec les bataillons anglais et de les suivre sur la brèche. Le rajah était populaire parmi ses sujets, son administration avait été pleine de douceur, et la prospérité du district qu'il gouvernait offrait un contraste frappant avec l'état d'abaissement dans lequel était tombé Bahar sous notre domination; un contraste encore plus frappant avec la misère des provinces qui gémissaient sous la tyrannie du Nabab-Vizir. Les préjugés nationaux et religieux qu'avait l'Inde entière contre les Anglais régnaient avec une force toute particulière dans la métropole de la superstition brahmanique. Il y a donc lieu de penser que le gouverneur général, avant d'outrager la dignité de Cheyte-Sing par une arrestation, aurait dû réunir des forces capables de vaincre toute opposition. C'est ce qu'il n'avait pas fait. La poignée de cipayes qui avait accompagné Hastings aurait probablement été suffisante pour tenir en respect Moorshedabab ou la *Ville Noire* (*Black Town*) de Calcutta; mais elle ne pouvait résister à l'attaque de la belliqueuse populace de Bénarès. Les rues voisines du palais étaient remplies d'une multitude immense dont la plus grande partie portait des armes, comme c'est l'usage dans l'Inde supérieure. Le tumulte se changea en combat et le combat en massacre. Les officiers anglais se défendirent avec le courage du désespoir contre

un nombre accablant d'adversaires; ils firent bravement leur devoir et tombèrent le fer à la main. Les cipayes furent mis en pièces; les portes furent enfoncées. Mal surveillé par ses gardiens durant cette lutte confuse, le prince natif découvrit une issue qui donnait sur la rive escarpée du Gange, se laissa glisser dans l'eau le long d'une corde confectionnée avec les turbans de ses serviteurs, trouva un bateau et gagna la rive opposée.

S'il est vrai qu'Hastings, en recourant à une violence intempestive, se soit jeté dans une situation difficile et périlleuse, il n'est que juste de reconnaître qu'il déploya pour en sortir une habileté et une présence d'esprit plus remarquables encore qu'à l'ordinaire. Il n'avait avec lui que cinquante hommes; le palais où il logeait était cerné de tous côtés par les insurgés, mais son courage demeura inébranlable. Le rajah, qui était sur l'autre bord du fleuve, lui fit parvenir des excuses et des propositions libérales. Il ne reçut même pas de réponse. Quelques hommes adroits et entreprenants promirent de traverser les lignes ennemies et de porter la nouvelle des derniers événements aux cantonnements anglais. Les natifs de l'Inde ont habituellement de grandes boucles d'oreille d'or. Lorsqu'ils voyagent, ils suppriment les boucles d'oreille, de peur que le précieux métal ne tente quelque bande de voleurs, et, au lieu de la boucle d'oreille, ils mettent une bobine ou un rouleau de papier afin d'empêcher l'ouverture de se fermer. Hastings plaça aux oreilles de ses messagers des lettres roulées sous le plus petit volume possible. Plusieurs de ses lettres étaient adressées aux commandants des troupes anglaises; une était écrite à sa femme pour la rassurer; une autre à celui qu'il avait chargé des négociations avec les Mahrattes. Cet agent diplomatique avait besoin d'instructions sur la manière dont il devait mener ces négociations, et le gouverneur général, malgré l'extrême danger, les rédigea aussi tranquillement qu'il l'eût fait dans son palais de Calcutta.

La situation devait cependant s'aggraver encore. Un officier anglais, plus audacieux que sensé, et désireux de se distinguer, fit, au

delà du fleuve, une attaque contre les insurgés; ses troupes s'engagèrent dans des rues étroites, et furent assaillies par une multitude furieuse; il périt avec bon nombre de ses soldats, et ceux de ces derniers qui survécurent furent forcés de battre en retraite. Cet événement produisit l'effet qui n'a jamais manqué de suivre chaque échec, quelque léger qu'il fût, essuyé dans l'Inde par les armées anglaises. A cent milles à la ronde toute la contrée fut en ébullition. Toute la population du district de Bénarès prit les armes. Les hommes mariés abandonnèrent les champs et volèrent à la défense de leur prince. La contagion s'étendit jusqu'à l'Oude : le peuple opprimé de cette province se leva contre le Nabab-Vizir, refusa de payer l'impôt et mit en fuite les officiers du fisc. Bahar même était prêt à la révolte. Les espérances de Cheyte-Sing allaient grandissant. Au lieu d'implorer sa grâce du ton humble d'un vassal, il commença à parler le langage d'un vainqueur et menaça, dit-on, de balayer du sol les usurpateurs blancs. Mais à ce moment les troupes anglaises se rassemblaient à la hâte. Les officiers et même les simples soldats avaient pour le gouverneur général une affection enthousiaste; ils accoururent à son secours avec une ardeur qu'ils n'avaient jamais montrée dans aucune autre circonstance : Hastings s'en vantait. Le major Popham, brave et habile soldat, qui s'était excessivement distingué lors de la guerre avec les Mahrattes, et en qui le gouverneur général avait une entière confiance, prit le commandement. L'armée tumultueuse du rajah fut mise en déroute. Ses forteresses furent enlevées; en quelques heures plus de trente mille hommes abandonnèrent son drapeau, et retournèrent à leurs travaux ordinaires. Le malheureux prince quitta son pays pour toujours. Ses magnifiques domaines furent réunies aux possessions anglaises. Il est vrai qu'un de ses parents fut nommé rajah; mais le rajah de Bénarès ne devait plus être désormais qu'un simple pensionnaire comme le Nabab du Bengale.

Grâce à cette révolution, le revenu annuel de la Compagnie fut augmenté de deux cent mille livres. Mais l'amélioration immé-

diate de la position financière ne fut pas aussi considérable qu'on s'y était attendu. Le trésor amassé par Cheyte-Sing était évalué, d'après le bruit public, à un million sterling; il se trouva n'être environ que du quart de cette somme. Tel qu'il était, il fut saisi par l'armée et distribué comme butin.

Déçu dans ses espérances sur Bénarès, Hastings se conduisit à l'égard de l'Oude avec plus de dureté qu'il ne l'eût fait si les choses s'étaient passées autrement. Sujah-Dowlah était mort depuis longtemps, son fils et successeur, Asaph-Ull-Dowlah, était un des princes les plus faibles et les plus vicieux qu'il y eût même en Orient. Sa vie se partageait entre un repos torpide et les plus odieuses pratiques de la sensualité. Dans son palais régnait une prodigalité sans frein, dans ses États la misère et le désordre. Par suite des adroites manœuvres du gouvernement anglais, il était graduellement descendu du rang de prince indépendant à celui de vassal de la Compagnie. Une brigade anglaise pouvait seule le préserver des agressions de voisins qui méprisaient sa faiblesse et de la vengeance de sujets qui détestaient sa tyrannie: cette brigade lui avait été accordée et il avait pris l'engagement de l'entretenir à ses frais. A dater de ce moment, ce fut fini de son indépendance. Hastings n'était pas homme à laisser échapper l'avantage qu'il avait ainsi obtenu. Le Nabab commença bientôt à se plaindre de la lourdeur du fardeau dont il était chargé. Son revenu, disait-il, allait s'amoindrissant de jour en jour; ses serviteurs n'étaient point payés; il ne pouvait supporter plus longtemps la dépense qu'entraînaient les conventions auxquelles il avait souscrit. Hastings ne voulut point écouter ses représentations. Le Vizir, disait-il à son tour, avait prié le gouvernement du Bengale de lui envoyer des troupes et avait promis de les payer; le traité n'avait pas spécifié combien de temps les troupes devaient rester dans l'Oude; ce point était donc à régler entre les parties contractantes. Mais les parties contractantes n'étaient pas d'accord: qui devait donc décider? Le plus fort.

Hastings ajoutait encore, comme argument, que, si les troupes

anglaises étaient retirées, l'Oude serait certainement en proie à l'anarchie, et serait probablement envahie par une armée mahratte : il admettait que les finances de l'Oude fussent embarrassées; mais il prétendait, non sans raison, que cet embarras devait être attribué à l'incapacité et aux vices d'Asaph-Ull-Dowlah lui-même, et que, si l'on dépensait moins pour les troupes, il en résulterait uniquement qu'on prodiguerait plus d'argent à d'indignes favoris.

Hastings avait le dessein de visiter Lucknow dès que les affaires de Bénarès seraient terminées et d'y avoir une conférence avec Asaph-Ull-Dowlah; mais la politesse obséquieuse du Nabab-Vizir empêcha cette visite. Le prince, accompagné d'une escorte peu nombreuse, s'empressa d'aller au-devant du gouverneur général. L'entrevue eut lieu dans la forteresse qui, de la crête du roc abrupte de Chunar, domine les eaux du Gange.

Il parut tout d'abord impossible que la négociation pût avoir une issue heureuse. Hastings avait besoin d'un subside extraordinaire. Asaph-Ull-Dowlah sollicitait la remise de ce qu'il devait déjà. La question ne semblait pas comporter une solution quelconque. Il y avait cependant un moyen de donner satisfaction aux deux parties, un moyen qui permettait de venir en aide à la fois aux finances de l'Oude et à celles du Bengale, et ce moyen fut adopté. Le gouverneur général et le Nabab-Vizir résolurent de se liguer pour voler un tiers, et le tiers qu'il s'agissait de voler était parent de l'un des voleurs.

La mère du dernier Nabab et la femme de celui-ci, mère du Nabab actuel, portaient le titre de bégums ou princesses d'Oude. Elles avaient exercé une grande influence sur Sujah-Dowlah, et à sa mort elles étaient restées en possession d'un douaire splendide. Les domaines dont elles touchaient les revenus et dont elles administraient le gouvernement étaient d'une vaste étendue. Le trésor amassé par le dernier Nabab, trésor que la voix publique évaluait à trois millions sterling, était entre leurs mains. Elles continuaient à occuper son palais favori à Fyzabad, la belle rési-

dence, tandis qu'Asaph-Ull-Dowlah tenait sa cour dans la royale Lucknow, qu'il s'était bâtie sur les rives du Goomti et qu'il avait ornée de mosquées et de colléges superbes.

Asaph-Ull-Dowlah avait déjà extorqué des sommes énormes à sa mère. Celle-ci avait demandé protection aux Anglais, et les Anglais étaient intervenus. Un traité solennel avait été conclu : la mère avait consenti à accorder quelques secours pécuniaires à son fils, et le fils s'était engagé, de son côté, à ne commettre aucun empiétement sur les droits de sa mère. Ce traité avait été formellement garanti par le gouvernement du Bengale; mais les temps étaient changés. On avait besoin d'argent, et la puissance qui avait donné la garantie n'eut pas honte de pousser le spoliateur à de tels excès, qu'ils firent reculer le spoliateur lui-même.

Il était nécessaire de trouver un prétexte à une confiscation incompatible, non-seulement avec la foi jurée, non-seulement avec les règles ordinaires de la justice et de l'humanité, mais encore avec cette grande loi de piété filiale qui conserve toujours une certaine autorité sur l'esprit des hommes parmi les hordes de sauvages les plus farouches, et même parmi ces communautés plus dégradées qui s'étiolent sous l'influence corruptrice d'une demi-civilisation. Hastings n'était jamais à court de prétextes. L'insurrection de Bénarès avait occasionné des troubles dans l'Oude. On jugea à propos d'imputer ces troubles aux princesses. Il n'y avait guère de preuves à l'appui de ces imputations, à moins qu'on ne puisse considérer comme des preuves des bruits qui couraient de bouche en bouche et qui grandissaient en circulant. Il n'y eut aucune accusation régulière; la défense fut interdite; car le gouverneur général pensa avec raison que, s'il autorisait la mise en jugement, il lui serait impossible d'accomplir la spoliation. Il fut convenu entre lui et le Nabab-Vizir qu'on se contenterait d'une brutale confiscation, qu'on dépouillerait les nobles princesses de leurs domaines et de leur trésor, au profit de la Compagnie, et que les sommes ainsi obtenues seraient ac-

ceptées par le gouvernement du Bengale en payement de ce qu'il réclamait au gouvernement d'Oude.

Tant qu'Asaph-Ull-Dowlah fut à Chunar, l'intelligence nette et impérative de l'homme d'État anglais le subjugua; mais, lorsqu'ils se furent séparés, le Vizir éprouva un certain malaise en réfléchissant aux engagements auxquels il avait adhéré. Sa mère et sa grand'mère protestaient et suppliaient. En cette crise, son cœur, que le pouvoir absolu et les plaisirs licencieux avaient profondément corrompu, et qui cependant n'était pas naturellement insensible, fut ému. Le résident anglais de Lucknow, quoique jusque-là dévoué à Hastings, recula devant des mesures extrêmes; mais le gouverneur général fut inexorable. Il écrivit au résident dans les termes les plus sévères, et déclara que, si la spoliation convenue n'était point immédiatement réalisée, il irait lui-même à Lucknow, et ferait en personne ce que redoutait de faire de plus faibles esprits. Le résident, ainsi menacé, se rendit près de Son Altesse et insista pour que le traité de Chunar reçût immédiatement son exécution pleine et entière. Asaph-Ull-Dowlah céda tout en déclarant solennellement qu'il cédait à la contrainte. Les terres furent saisies; mais on ne put aussi facilement s'emparer du trésor. On fut obligé d'avoir recours à la violence. Un corps de troupes de la Compagnie marcha sur Fyzabad et força les portes du palais. Les princesses furent confinées dans leurs appartements; mais elles refusèrent encore de se soumettre. Il fallut chercher un moyen plus énergique de coercition : même après un long temps écoulé, nous ne pouvons parler sans honte et sans tristesse de celui qu'on trouva.

Il y avait à Fyzabad deux vieillards appartenant à cette classe malheureuse qu'une coutume d'une antiquité immémoriale en Orient prive des plaisirs de l'amour et de l'espoir d'une postérité. Il a toujours été admis dans les cours asiatiques que des êtres rendus ainsi étrangers à toute sympathie avec leur espèce étaient ceux à qui les princes pouvaient se fier le plus sûrement. Sujah-Dowlah avait été de cette opinion. Il avait donné sa confiance la

plus absolue aux deux eunuques, et après sa mort ceux-ci étaient restés à la tête des affaires de sa veuve.

Par l'ordre du gouvernement anglais ces hommes furent arrêtés, emprisonnés, chargés de chaînes; on ne leur donna de nourriture que ce qui était nécessaire pour les empêcher de mourir, et tout cela, afin de leur extorquer l'argent des princesses. Après deux mois de séquestration leur santé dépérit. Ils demandèrent avec instance la permission de prendre un peu d'exercice dans le jardin de leur prison. L'officier qui veillait sur eux affirma que, si on leur accordait cet adoucissement, il n'y avait aucun risque qu'ils s'évadassent, et que les chaînes dont ils étaient chargés n'ajoutaient nullement à la sécurité de leurs gardiens. Il ne comprenait pas le plan de ses supérieurs : le but que se proposaient ceux-ci, en se montrant rigoureux, ce n'était point la sécurité des gardiens, mais la torture des captifs, et tout adoucissement fut refusé. Cependant ce n'était rien encore. Un gouvernement anglais décida que ces deux vieillards infirmes seraient livrés aux bourreaux. Ils furent, à cet effet, transférés à Lucknow. On ne peut que deviner de quelles horreurs le donjon fut témoin : mais il y a dans les archives du Parlement cette lettre écrite par un résident anglais à un soldat anglais:

« Monsieur, le Nabab ayant résolu d'infliger un châtiment corporel aux prisonniers confiés à votre garde, je vous invite à donner à ses officiers, lorsqu'ils se présenteront, libre accès auprès des prisonniers, et à leur permettre d'en faire tout ce qu'ils jugeront convenable. »

Tandis que ces actes de barbarie se consommaient à Lucknow, les princesses étaient encore prisonnières à Fyzabad. On ne laissait pénétrer dans leurs appartements qu'une si petite quantité de nourriture, que leurs servantes étaient en danger de mourir de faim. Cette cruauté se continua de mois en mois jusqu'au jour où Hastings, après avoir arraché douze cent mille livres sterling aux princesses, commença enfin à penser qu'il était allé au fond de

leurs coffres, et qu'aucune dureté ne pourrait plus rien en extraire. Les infortunés vieillards, détenus à Lucknow, furent alors rendus à la liberté. Lorsqu'on leur enleva leurs chaînes et qu'on leur ouvrit les portes de leur prison, leurs lèvres tremblantes, les larmes qui coulaient sur leurs joues, et les actions de grâce qu'ils adressaient au père commun des musulmans et des chrétiens, touchèrent même les cœurs endurcis des soldats anglais qui se tenaient sur leur passage.

Il est un homme à qui la conduite d'Hastings, même dans ces circonstances, paraît non-seulement excusable, mais encore digne d'éloges. Il est un homme qui nous dit : « qu'on doit vraiment lui pardonner s'il se hasarda à signaler comme une chose éminemment ridicule et misérable la sensibilité qui voudrait mettre en balance la conservation de l'Inde anglaise avec la petite souffrance personnelle qui fut seulement infligée tant que les patients refusèrent de se dessaisir d'une portion de cette richesse, qu'à cause de leur trahison et à cause de celle de leurs maîtresses on aurait dû les condamner à perdre en totalité. » Nous sommes forcé de l'avouer, il nous est impossible d'envier au révérend biographe ni sa singulière notion de ce qui est éminemment misérable, ni sa non moins singulière notion de ce qui est éminemment ridicule. Est-ce là la générosité d'un soldat anglais? Est-ce là la charité d'un prêtre chrétien? Ni l'une ni l'autre des professions de M. Gleig n'aurait-elle pu lui enseigner la morale? Ou la morale est-elle chose assez bonne dans les sermons, mais inutile dans les biographies?

Il ne faut cependant pas que nous oubliions de caractériser la conduite de sir Elijah-Impey en cette occasion. Il ne lui était, certes, pas facile de s'immiscer dans une affaire aussi complétement étrangère à ses attributions officielles; mais nous devons supposer que l'abondante récolte d'infamies qu'il y avait alors à faire à Lucknow avait pour lui quelque chose de singulièrement séduisant. Il s'y transporta donc aussi rapidement que le lui permirent les relais de porteurs de palanquin. Une foule de gens

vinrent au-devant de lui, ayant à la main des *affidavits* contre les bégums. Il ne lut point ces *affidavits* : il y en avait, il est vrai, un certain nombre qu'il eût été incapable de déchiffrer, car ils étaient rédigés en dialecte du nord de l'Inde, et il n'eut recours à aucun interprète. Il fit aussitôt prêter serment aux accusateurs et ne leur adressa pas une seule question, ne leur demandant même pas s'ils avaient lu les dépositions qu'ils affirmaient sous serment. Ceci fait, il remonta dans son palanquin et retourna en toute hâte à Calcutta, afin d'y arriver pour l'ouverture de la session. Ce procès était, de sa nature, absolument en dehors de sa juridiction. D'après la charte de justice, il n'avait pas plus le droit de poursuivre les crimes commis par les natifs dans l'Oude que le lord président de la Cour des sessions d'Écosse n'a celui de tenir les assises à Exeter. Il n'avait aucun droit de juger les bégums, et il ne prétendait pas le faire. Dans quel but alors entreprit-il un si long voyage? Évidemment afin de pouvoir donner d'une façon irrégulière aux crimes de ceux qui l'avaient récemment soudoyé cette sanction qu'il ne pouvait donner d'une façon régulière, afin qu'une masse confuse de témoignages qu'il n'avait pas contrôlés, qu'il n'avait même pas lus, pût acquérir de la signature du plus haut fonctionnaire judiciaire de l'Inde une autorité qu'elle n'avait pas par elle-même.

Le moment approchait pourtant où il allait être dépouillé de cette robe que depuis la Révolution nul n'avait déshonorée aussi bassement que lui. L'état de l'Inde avait pendant quelque temps particulièrement attiré l'attention du Parlement anglais. Vers la fin de la guerre d'Amérique, deux comités de la Chambre des communes s'occupèrent activement des affaires de l'Inde. L'un de ces comités était dirigé par Edmond Burke, l'autre était sous la présidence de l'éminent et versatile Henry Dundas, alors *Lord Advocat* d'Écosse. Quelque grands que soient les changements effectués depuis soixante ans dans nos possessions d'Asie, les rapports que ces comités déposèrent sur les bureaux de la Chambre sont encore très-intéressants et très-instructifs.

De même qu'aujourd'hui la Compagnie ne dépendait nullement d'aucun des grands pouvoirs de l'État. Les ministres n'avaient pas de motif pour défendre les abus qui existaient dans l'Inde. Il était au contraire de leur intérêt de démontrer autant que possible qu'il y avait avantage à remettre entre leurs mains le gouvernement et le patronage de notre empire d'Orient. Un esprit de justice sévère et presque indignée inspira donc les votes qu'émit la Chambre des communes à la suite des rapports des deux comités Les épithètes les plus énergiques servirent à caractériser plusieurs des mesures d'Hastings, spécialement la guerre des Rohillas, et, sur la motion de M. Dundas, il fut décidé que la Compagnie serait sommée de suspendre de ses fonctions un gouverneur général qui avait appelé de telles calamités sur le peuple indien et un tel déshonneur sur le nom anglais. Une délibération de la Chambre limita la juridiction de la Cour suprême. Le marché conclu par Hastings avec le Chief-justice fut condamné dans les termes les plus explicites, et une adresse fut présentée au roi pour le prier de faire revenir Impey, afin qu'il rendît compte de ses méfaits.

Impey fut rappelé par une lettre du secrétaire d'État; mais les propriétaires de l'*India Stock* refusèrent catégoriquement de destituer Hastings, et ils adoptèrent une résolution déclarant, ce qui était d'une incontestable vérité, que la loi les avait investis du droit de nommer et de révoquer leur gouverneur général, et que, relativement à cette nomination et à cette révocation, ils n'étaient pas tenus d'obéir aux injonctions d'une simple branche de la législature.

Hastings, ainsi soutenu par ses commettants, resta à la tête du gouvernement du Bengale jusqu'au printemps de 1785. Son administration, si remplie d'événements et d'orages, se termina dans un calme presque complet. Ses mesures n'étaient plus contrecarrées d'une façon régulière par le Conseil. La paix était rendue à l'Inde; la guerre des Mahrattes avait cessé, Hyder n'était plus. Un traité avait été signé avec son fils Tippoo, et les armées de

Mysore avaient évacué le Carnatic. Depuis la fin de la guerre d'Amérique, l'Angleterre n'avait aucun ennemi ou rival européen dans les mers de l'Inde.

Lorsqu'on examine l'ensemble de la longue administration d'Hastings on ne peut nier qu'aux grands crimes dont elle est entachée il ne soit possible d'opposer de grands bienfaits. Quoique l'Angleterre eût traversé une crise périlleuse, elle conservait encore sa place au premier rang des puissances européennes, et la manière dont elle s'était défendue contre des forces très-supérieures avait donné aux nations voisines une haute opinion de son caractère et de ses ressources. Elle avait cependant subi des pertes dans toutes les parties du monde, sauf une. Non-seulement elle avait été contrainte de reconnaître l'indépendance de treize colonies peuplées de ses propres enfants, et d'apaiser les Irlandais en leur concédant le droit de prendre part aux travaux législatifs, mais encore dans la Méditerranée, dans le golfe du Mexique, sur les côtes d'Afrique, sur le continent américain, elle avait été obligée de renoncer aux résultats de ses victoires pendant les dernières guerres. L'Espagne avait recouvré Minorque et la Floride, la France avait recouvré le Sénégal, Gorée et plusieurs îles de la mer des Indes occidentales. La seule partie du monde dans laquelle l'Angleterre n'avait rien perdu était celle où ses intérêts avaient été confiés à Hastings. En dépit des efforts désespérés de ses ennemis européens et asiatiques, notre patrie avait vu grandement s'accroître son pouvoir dans l'Inde. Bénarès était soumis; le Nabab-Vizir réduit au vasselage. Si notre influence avait reçu une pareille extension; bien plus, si des troupes ennemies n'occupaient point le fort William et le fort Saint-Georges, c'était à l'habileté et à la résolution d'Hastings qu'on en était redevable : tel était du moins le cri général des Anglais dans l'Inde.

Sous le rapport de l'administration intérieure, et malgré tout ce qui souilla la sienne, Hastings mérite d'être regardé comme un des hommes les plus remarquables de notre histoire. Il abolit le double gouvernement; il mit la direction des affaires entre les

mains des Anglais; à une anarchie effrayante il fit succéder un ordre véritable, quoique rude et imparfait; il organisa la justice et l'impôt; il établit ou consolida la paix dans toute l'étendue d'un territoire qui n'était pas inférieur en population aux États de Louis XVI ou de l'empereur Joseph. Il se vantait d'avoir créé, sans exception, toutes les fonctions publiques qui existaient lorsqu'il quitta le Bengale. Il est parfaitement vrai que ce système, après toutes les améliorations suggérées par soixante ans d'expérience, a encore besoin de réformes, et qu'au début il était bien plus défectueux qu'aujourd'hui. Mais quiconque considère sérieusement ce que c'est que de construire de toutes pièces une machine aussi vaste et aussi complexe qu'un gouvernement conviendra qu'Hastings a fait une chose digne d'admiration. Lui comparer les plus célèbres ministres d'Europe nous semble aussi injuste que de comparer le meilleur boulanger de Londres à Robinson Crusoé, qui, avant de pouvoir boulanger le moindre pain, avait à fabriquer sa charrue et sa herse, ses palissades et ses épouvantails, sa faucille et son fléau, son moulin et son four.

On apprécie encore plus la juste gloire d'Hastings quand on réfléchit qu'il n'avait pas été élevé pour devenir un homme d'État; qu'il avait été envoyé de l'école au comptoir, et que, dans sa jeunesse, il avait été employé, en qualité d'agent commercial, loin de toute société intellectuelle.

Nous ne devons pas non plus oublier que tous ceux, ou presque tous ceux dont il pouvait réclamer la coopération, lorsqu'il fut nommé gouverneur général, étaient des gens qui avaient reçu aussi peu ou moins d'éducation que lui. En Europe, un ministre, dès le premier jour de son arrivée aux affaires, est entouré de fonctionnaires publics expérimentés et dépositaires des traditions officielles : Hastings ne trouva rien de semblable. Sa propre réflexion, sa propre énergie durent lui tenir lieu de tout *Downing-Street* et de tout *Somerset-House*. N'ayant aucun moyen d'apprendre, il fut forcé d'enseigner. Il avait d'abord à se former lui-même, puis à former ses instruments, et cela, non pas dans un

département, mais dans tous les départements de l'administration.

Il faut dire en outre que, durant l'accomplissement de cette tâche très-rude, il était constamment contrarié par des ordres venant d'Angleterre, et souvent entravé par la majorité du Conseil. Il sauva un empire menacé par une formidable coalition d'ennemis du dehors, il organisa un gouvernement dans toutes ses parties alors que chaque vaisseau lui apportait des paquets de dépêches, où ses commettants censuraient ses actes, et que ses collègues du Conseil remplissaient de notes acrimonieuses les registres de leurs délibérations. Nous pensons qu'il n'y eut jamais homme public aussi rudement éprouvé, pas même Marlborough quand il fut contrecarré par les députés hollandais, pas même Wellington quand il eut à lutter à la fois contre la régence portugaise, contre les juntes espagnoles et contre M. Percival. Hastings était presque toujours à la hauteur des circonstances : son caractère n'était pas doux, mais il était calme. Possédant une intelligence rapide et vigoureuse, jusqu'à ce qu'il eût trouvé un remède, il endurait les plus cruelles vexations avec une patience analogue à celle de la stupidité. Il semble avoir été capable de ressentiments amers et durables ; cependant ceux-ci le poussèrent si rarement à commettre quelque faute, qu'il est permis de douter que ce qui paraissait être de la vengeance fut autre chose que de la politique.

Grâce à cette singulière égalité d'âme, il disposait en maître de toutes les ressources d'un des plus fertiles esprits qui ait jamais existé ; aussi nulle complication périlleuse ou embarrassante ne put le jeter dans une bien vive perplexité. Pour chaque cas épineux il avait une invention prête, et, quoi qu'on puisse penser de la justice et de l'humanité de quelques-unes de ses inventions, il est certain que celles-ci manquaient rarement le but qu'elles étaient destinées à atteindre.

Outre cette rare facilité à trouver des expédients, Hastings avait au plus haut point un talent qui n'est guère moins nécessaire dans la position qu'il occupait : nous voulons dire le talent

de rédiger des documents politiques. Dans l'Inde, un homme d'État anglais a autant besoin de savoir écrire que dans notre pays un ministre de savoir parler. Ici, c'est principalement sur les discours d'un homme public que la nation juge de ses capacités; là-bas, c'est d'après les lettres et les rapports d'un homme public que ses supérieurs se font une idée de sa valeur. Dans les deux pays, le talent qui reçoit un encouragement particulier se développe peut-être aux dépens des autres facultés. Ici nous entendons quelquefois des gens discourir avec complaisance sur leur habileté : il n'est pas extraordinaire de voir des gentlemen du service indien qui, dans leurs écrits, parlent volontiers de leur habileté. L'homme politique anglais a un peu trop de l'orateur; l'homme politique de l'Inde, un peu trop de l'essayste.

Hastings est au premier rang parmi les nombreux fonctionnaires de la Compagnie qui se sont distingués comme auteurs de notes et de dépêches. Ce fut lui qui donna au style officiel du gouvernement indien le caractère qu'il conserve encore. Il eut à combattre des adversaires exceptionnellement redoutables; mais Francis lui-même fut forcé d'avouer, avec une franchise haineuse et chagrine, qu'il n'y avait pas de lutte possible contre la plume d'Hastings. Le talent du gouverneur général pour prouver un fait, embrouiller ce qu'il ne croyait pas convenable qu'on comprît, rendre évident ce qu'il voulait mettre en lumière, était vraiment incomparable. Son style mérite d'être loué sans réserve; il est en général vigoureux, correct et élégant; mais quelquefois, quoique rarement, il est emphatique et même ampoulé dans une ou deux occasions. L'amour d'Hastings pour la littérature persane contribua peut-être à lui corrompre le goût.

Puisque nous avons parlé de ses tendances littéraires, il serait injuste de notre part de ne pas signaler la judicieuse protection qu'en qualité de gouvernant il accorda aux études libérales et aux recherches d'érudition. Il encouragea avec une prudente générosité les voyages par terre et par mer, les essais et les publications. Il fit peu, il est vrai, pour introduire dans l'Inde l'enseigne-

ment de l'Occident. Rendre les jeunes natifs du Bengale familiers avec Milton et Adam Smith, substituer la géographie, l'astronomie et la chirurgie d'Europe au radotage de la superstition brahmanique ou à la science imparfaite de l'ancienne Grèce, interprétée par les Arabes; c'était là ce qui devait un jour couronner la bienfaisante administration d'un gouverneur beaucoup plus vertueux qu'Hastings. Toutefois il est impossible de refuser une haute considération à l'homme qui, pris à un pupitre de comptable pour être mis à la tête d'un empire, accablé par les affaires publiques, entouré de gens aussi surchargés de travail que lui-même, et séparé par des milliers de lieues de presque toute société lettrée, donna une grande impulsion à la littérature, et par son exemple et par sa munificence. Il avait profondément étudié la littérature persane et la littérature arabe; il ne savait pas le sanscrit, mais il fut d'un grand secours à ceux qui les premiers firent connaître ce langage aux étudiants européens. Ce fut sous son patronage que la Société Asiatique commença son honorable carrière. Ce corps distingué le choisit tout d'abord pour son président; mais avec un tact parfait et une exquise modestie, il déclina cet honneur au profit de sir William Jones. Il faut aussi mentionner l'important avantage que les jeunes orientalistes durent à son appui. Les *Pundits* du Bengale ont toujours vu avec beaucoup de déplaisir les étrangers tenter de percer les mystères cachés sous le dialecte sacré. Leur religion avait été persécutée par les mahométans; ce qu'ils avaient appris de l'esprit du gouvernement portugais était de nature à justifier leurs craintes d'être persécutés par les chrétiens. Hastings, à force de sagesse et de modération, fit disparaître ces appréhensions. Il fut le premier dominateur étranger qui réussit à gagner la confiance des prêtres héréditaires de l'Inde et qui amena ceux-ci à dévoiler aux étudiants anglais les secrets de la vieille théologie et de la jurisprudence brahmanique.

Jamais gouvernant n'a surpassé Hastings dans l'art d'inspirer de la confiance et de l'affection à de grandes masses d'êtres hu-

mains; il est vraiment impossible de le nier. Si Hastings se fût rendu populaire parmi les Anglais en permettant de dépouiller et d'opprimer les Bengalais, ou si, au contraire, il s'était concilié les Bengalais et aliéné les Anglais, il n'y aurait pas lieu de s'étonner. Ce qui lui est particulier, c'est qu'étant chef d'une poignée d'étrangers qui exerçaient un pouvoir sans limite sur une grande population indigène, il se fit aimer à la fois et des innombrables sujets et de la petite bande de dominateurs. Le service civil lui fut toujours singulièrement attaché. Au milieu de tous ses désastres et de tous ses périls, ses frères se tinrent près de lui avec une ferme loyauté. De son côté, l'armée l'aimait comme les armées ont rarement aimé personne, si ce n'est les grands capitaines qui les ont conduites à la victoire. Même dans ses disputes avec des officiers distingués, il put toujours compter sur le concours de ceux qui appartenaient à la profession militaire. Possédant un tel empire sur le cœur de ses compatriotes, il jouissait parmi les natifs d'une popularité que d'autres gouverneurs ont peut-être méritée, mais à laquelle aucun gouverneur n'a pu atteindre. Il parlait les dialectes indigènes avec facilité et précision. Il connaissait parfaitement les habitudes et les sentiments des natifs. Dans une ou deux occasions, et pour une cause importante, il heurta délibérément leurs opinions; mais, lorsqu'il agit ainsi, on le respecta d'autant plus, et l'on ne cessa pas de l'aimer. En général, il évita soigneusement tout ce qui pouvait choquer les préjugés nationaux ou religieux. Son administration fut, il est vrai, défectueuse à beaucoup d'égards; mais, au Bengale, on n'était pas très-difficile en fait de gouvernement. Sous les Nababs, la cavalerie mahratte passait annuellement sur la riche presqu'île comme un ouragan; mais les Mahrattes eux-mêmes reculaient devant un conflit avec les redoutables enfants de la mer, et sous la protection des armes anglaises, on moissonnait en sûreté les immenses rizières du bas Gange. Les premiers conquérants anglais avaient été plus rapaces et plus impitoyables que les Mahrattes eux-mêmes; mais les hommes de cette génération avaient disparu. Quelque insuffisante

que fût la police, quelque lourdes que fussent les charges publiques, il est probable que les plus vieux habitants du Bengale ne pouvaient se rappeler une pareille époque de sécurité et de prospérité. Jamais, de mémoire d'homme, la province n'avait été placée auparavant sous un gouvernement assez fort pour empêcher qu'on la pillât, sous un gouvernement qui lui-même n'était pas enclin à la piller. Toutes ces choses engendrèrent la sympathie. Les succès constants d'Hastings, la manière dont il triomphait de chaque difficulté, le rendaient d'ailleurs l'objet d'une admiration superstitieuse, et la splendeur plus que royale qu'il déployait quelquefois éblouissait un peuple qui, par son caractère, se rapproche beaucoup de l'enfant. Quoique plus d'un demi-siècle se soit écoulé, les natifs de l'Inde parlent encore de lui comme du plus grand des Anglais, et les mères endorment leurs nourrissons en leur chantant une ballade où il est question des chevaux et des éléphants richement caparaçonnés de *Sahib Warren Hosteni*.

Les plus grands méfaits d'Hastings ne diminuèrent en rien sa popularité parmi les habitants du Bengale, car ces méfaits furent commis contre des États voisins. Nous ne sommes point disposés, le lecteur a dû s'en apercevoir, à justifier ces méfaits; cependant, pour que la censure soit véritablement proportionnée à sa faute, il est équitable de prendre en considération les motifs qui ont fait agir le coupable. Un patriotisme mal dirigé et mal réglé fut la cause des actions les plus répréhensibles d'Hastings. Les principes de justice, les sentiments d'humanité, le respect des traités, n'étaient rien à ses yeux quand ils étaient en opposition avec l'intérêt immédiat de l'État. Ceci n'est une excuse ni en morale ni en haute politique, chose, suivant nous, identique à la morale; néanmoins le sens commun de l'humanité, qui dans ces sortes de questions se trompe rarement, distinguera toujours les crimes qui résultent d'un zèle ardent pour le bien public de ceux qui n'ont d'autre mobile que la cupidité individuelle. Hastings a certainement droit au bénéfice de cette distinction. A notre avis, il n'y a aucune raison de supposer que la guerre des Ro-

hillas, la révolution de Bénarès ou la spoliation des princesses d'Oude, aient accru sa fortune d'une seule roupie. Nous n'affirmerions pas que dans toutes ses transactions pécuniaires il ait montré l'intégrité pointilleuse, la peur de donner prise au moindre soupçon qui sont aujourd'hui la gloire du service civil indien; cependant, quand on considère l'école à laquelle il avait été élevé et les tentations auxquelles il a été exposé, on est plutôt porté à le louer de sa probité en fait d'argent qu'à le blâmer rigoureusement de quelques actes qu'on pourrait maintenant appeler indélicats et irréguliers, mais qui même actuellement paraîtraient à peine entachés de corruption. Ce n'était certes pas un homme avide, sinon il eût été le plus riche sujet de l'Europe quand il revint dans son pays. Il n'y a pas d'exagération à dire qu'en trente ans il aurait pu, sans recourir à aucune pression extraordinaire, arracher aux Zemindars des provinces de la Compagnie et aux princes voisins plus de trois millions sterling, et vivre avec une splendeur supérieure à celle de *Carlton-House* et du *Palais-Royal*. Il rapporta dans sa patrie une fortune qu'après être resté aussi longtemps en fonction tout gouverneur général, avide de pouvoir et peu soucieux de gain, pourrait aisément avoir économisée sur son traitement régulier. Mistrees Hastings, nous le craignons, était moins scrupuleuse. On pense généralement qu'elle acceptait très-volontiors des présents, et qu'elle se forma de la sorte, à l'insu de son mari, un pécule personnel montant à plusieurs lacs de roupies. Il y a d'autant plus lieu d'ajouter foi à cette histoire, que M. Gleig, qui ne peut manquer d'en avoir entendu parler, ne la dément pas et n'en fait pas mention.

L'influence de mistress Hastings sur son mari était telle, en vérité, qu'elle aurait pu sans peine obtenir des sommes bien plus considérables que celles qu'elle fut jamais accusée d'avoir reçues. Sa santé finit par s'altérer et le gouverneur général fut obligé, bien contre son gré, de la renvoyer en Angleterre. Il paraît l'avoir aimée de cet amour particulier aux âmes fortes, aux hommes qui n'accordent pas facilement leur affection, et ne la prodiguent ja-

mais. Le luxe avec lequel il avait fait arranger la chambre du conseil du vaisseau sur lequel mistress Hastings devait s'embarquer, la profusion de bois de santal et d'ivoire sculpté dont il fit décorer sa cabine, les milliers de roupies qu'il dépensa pour lui procurer pendant le voyage la société d'une aimable compagne, défrayèrent les conversations de Calcutta. Nous remarquerons ici que les lettres d'Hastings à sa femme sont excessivement caractéristiques; elles sont tendres, pleines de témoignages d'estime et de confiance; mais en même temps plus cérémonieuses qu'il n'est d'usage dans une relation aussi intime. La politesse avec laquelle il complimente « son élégante Marianne, » nous rappelle parfois l'air de dignité de sir Charles Grandisson baisant la main de miss Byron dans le parloir de cèdre.

Hastings se disposa, quelques mois après, à suivre sa femme en Angleterre. Lorsqu'on sut qu'il allait résigner sa charge, la société qu'il avait si longtemps gouvernée donna de nombreuses marques de regret. Des Européens, des Asiatiques, des fonctionnaires civils, des soldats, des commerçants, vinrent lui présenter des adresses. Le jour de son départ une foule d'amis et d'admirateurs formèrent la haie sur son passage. Plusieurs barques l'escortèrent jusqu'à l'embouchure du fleuve, et quelques amis intimes refusèrent de le quitter tant qu'ils aperçurent les côtes peu élevées du Bengale, et que le pilote resta sur le vaisseau.

On sait peu de chose de son voyage, si ce n'est qu'il s'amusa à lire, à écrire, et que, parmi les choses qu'il composa pour charmer les ennuis du séjour à bord, il y avait une agréable imitation de l'*Otium Divus rogat* d'Horace. Ce petit poëme était dédié à M. Shore, depuis lord Tignemouth, homme dont on ne saurait trop exalter l'intrépidité, l'humanité et l'honneur, mais qui, comme quelques autres membres distingués du service civil, appréciait la conduite de son ami Hastings avec une indulgence que lui-même n'eut jamais besoin de réclamer.

La traversée fut très-courte pour cette époque. Hastings ne fut guère plus de quatre mois en mer. Au mois de juin 1785, il dé-

barqua à Plymouth, se rendit en poste à Londres, parut à la cour, fit une visite à Leaden Hall Street, puis se retira avec sa femme à Cheltenham.

Il n'eut qu'à se louer de la réception qu'on lui fit. Le roi le traita avec une bienveillance toute particulière. La reine, qui déjà avait encouru le blâme de bien des gens à propos de la faveur que, malgré la sévérité ordinaire de ses mœurs, elle avait montrée à « l'élégante Marianne, » ne fut pas moins gracieuse pour Hastings. Les directeurs reçurent celui-ci en séance solennelle, et le président lui lut des remercîments qu'ils avaient votés à l'unanimité. « Si j'en crois ma propre observation, dit Hastings dans une lettre écrite trois mois environ après son arrivée en Angleterre, on me traite partout et universellement de manière à me prouver que je possède l'estime de mon pays. »

Le ton de confiance et d'extrême satisfaction de sa correspondance est surtout remarquable parce qu'il avait déjà été amplement informé de l'attaque qui se préparait contre lui. Dans la semaine qui avait suivi son débarquement à Plymouth, Burke avait annoncé à la Chambre des communes qu'il ferait une motion intéressant sérieusement un gentleman revenu de l'Inde depuis peu; cependant la saison était tellement avancée, qu'il était impossible d'entreprendre la discussion d'un sujet aussi étendu et aussi important.

Il est évident qu'Hastings n'avait pas conscience du danger qui le menaçait. Cette sagacité, cette netteté de jugement, cette promptitude à imaginer des expédients qui l'avaient distingué dans l'Inde, semblaient maintenant l'avoir abandonné. Ce n'est pas que ses facultés fussent le moins du monde affaiblies, et qu'il ne fût plus l'homme qui avait vaincu Francis et Nuncomar, fait du Chief-justice et du Nabab-Vizir ses instruments, déposé Cheyte-Sing et repoussé Hyder-Ali; mais il ne faut pas, dit très-bien M. Grattan, transplanter un chêne à cinquante ans. Celui qui, ayant quitté l'Angleterre dès sa jeunesse, y revient après avoir passé trente ou quarante ans dans l'Inde, s'apercevra, quels

que soient ses talents, qu'il a tout ensemble beaucoup à apprendre et beaucoup à désapprendre avant de pouvoir compter parmi les hommes d'État anglais; le mécanisme du système représentatif, la lutte des partis, les artifices de la discussion, l'influence de la presse, sont pour lui des nouveautés effrayantes; au milieu d'institutions nouvelles, de tactiques nouvelles, il est aussi dérouté qu'Annibal l'eût été à Waterloo ou Thémistocle à Trafalgar; sa perspicacité même le trompe, sa vigueur le fait broncher; plus ses maximes sont justes, appliquées à l'ordre social auquel il est accoutumé, plus il est certain qu'elles le conduiront hors du droit chemin : c'est ce qui arriva d'une manière frappante à Hastings. Dans l'Inde il avait mauvais jeu, mais il était maître de la partie, et gagnait chaque mise. En Angleterre il avait des cartes excellentes, s'il avait su s'en servir, et ce furent principalement ses propres erreurs qui le menèrent près de sa ruine.

Ce fut peut-être en choisissant son champion qu'il se trompa le plus complétement. Clive, dans des circonstances analogues, avait fait un choix singulièrement heureux : il avait mis sa cause entre les mains de Wedderburne, devenu depuis lord Lougborough, un des avocats les plus éminents qui aient jamais siégé à la Chambre des communes; aussi rien ne manqua à la défense de Clive, ni le savoir, ni l'expérience du monde, ni l'habileté du barreau, ni ce genre d'éloquence qui séduit les assemblées politiques. Hastings eut recours à un personnage tout différent, à un major de l'armée du Bengale, nommé Scott. Quelque temps auparavant, ce gentleman était arrivé de l'Inde en qualité d'agent du gouverneur général. Le bruit courait que ses services étaient récompensés avec une munificence orientale, et nous croyons qu'il recevait plus qu'Hastings ne pouvait raisonnablement épargner. Le major obtint un siége au Parlement, et il y fut regardé comme l'organe de celui qui l'employait. Il était évidemment impossible qu'un gentleman pût, dans de telles conditions, parler avec l'autorité qui résulte d'une situation indépendante. De plus, l'agent d'Hastings n'avait pas le talent nécessaire pour se faire

écouter attentivement d'une assemblée qui, habituée à entendre de grands orateurs, était naturellement devenue dédaigneuse. Il était toujours debout, très-ennuyeux, et n'avait qu'un thème : les mérites et les torts d'Hastings. Quiconque connaît la Chambre des communes devine facilement ce qui s'ensuivit. Le major Scott fut bientôt considéré comme le plus abominable fléau de cette époque. Le Parlement n'était pas l'unique but de ses efforts. Il s'écoulait à peine un jour sans que les journaux continssent quelque panégyrique d'Hastings, signé *Asiaticus* ou *Bayolensis*, mais qu'on savait être de l'infatigable Scott ; à peine un mois sans qu'un lourd pamphlet sur le même sujet et de la même plume passât de chez l'éditeur chez l'emballeur et chez le pâtissier. Quant à la capacité de ce gentleman pour traiter une question délicate devant le Parlement, nos lecteurs n'ont pas besoin d'autres preuves que celles qu'ils trouveront dans les lettres publiées par M. Gleig. Nous donnerons un seul exemple de son caractère et de son tact : il appelait l'homme le plus justement célèbre qui fût alors « ce reptile de M. Burke. »

En dépit de ce choix déplorable, les affaires d'Hastings semblaient être en bonne voie. Il avait le roi de son côté. La Compagnie et ses employés avaient un zèle extrême pour sa cause. Parmi les hommes publics il avait beaucoup d'amis ardents, tels que lord Mansfield, qui avait survécu à son énergie physique, mais qui avait conservé toute son activité intellectuelle, et lord Lansdowne, qui, bien que sans liaison avec aucun parti, avait toujours l'importance que donnent un talent et un savoir de premier ordre. On pensait généralement que les ministres étaient favorables à l'ex-gouverneur général. Ils avaient été nommés à la suite des clameurs qu'avait soulevées l'*East India bill* de M. Fox. Les auteurs de ce bill, lorsqu'on les avait accusés d'attenter à des droits établis et de vouloir instituer des pouvoirs contraires à la constitution, s'étaient défendus en signalant les crimes d'Hastings et en prétendant que des abus si extraordinaires justifiaient des mesures extraordinaires. Les adversaires du bill, que leur opposition avait

fait arriver au ministère, devaient naturellement être portés à dissimuler les maux qui avaient motivé un remède aussi radical, et telles étaient, en effet, les dispositions de la plupart d'entre eux. Le lord chancelier surtout, Thurlow, qui, par ses hautes fonctions et la force de son intelligence, ne le cédait dans le gouvernement qu'à M. Pitt, épousa la cause d'Hastings avec une violence scandaleuse. M. Pitt, bien qu'il eût critiqué plusieurs points du système indien, s'était soigneusement abstenu de dire un mot contre le dernier gouverneur général de l'Inde. Le jeune ministre avait, il est vrai, déclaré en particulier, devant le major Scott, qu'Hastings était un homme supérieur, étonnant, méritant incontestablement les faveurs du pouvoir; qu'une seule chose faisait repousser les demandes d'un serviteur aussi éminent de la nation; que le vote de censure était encore inscrit au journal de la Chambre des communes; mais que, malgré l'iniquité de ce vote, tant qu'on ne l'aurait pas annulé, le ministre ne pouvait pas conseiller au roi d'accorder la moindre marque d'approbation au personnage censuré. M. Pitt, s'il faut en croire le major Scott, affirmait que c'était la seule raison qui empêchât le gouvernement de conférer la pairie à l'ex-gouverneur général. M. Dundas était le seul membre considérable de l'administration qui, sur cette question, fût d'un avis diamétralement opposé. Il avait été le promoteur des résolutions qui avaient créé la difficulté; mais de sa part il n'y avait à peu près rien à craindre. Depuis qu'il présidait le comité des affaires de l'Inde, de grands changements s'étaient opérés. Il avait de nouveaux alliés, il avait conçu de nouvelles espérances; et quelle qu'ait pu être sa valeur, — et il en avait beaucoup, — ses flatteurs eux-mêmes ne comptèrent jamais au nombre de ses qualités la constance dans les idées.

Hastings avait donc lieu de s'attendre à être appuyé par le ministère, et le ministère était tout-puissant. L'opposition s'était nettement prononcée contre lui, et d'une façon véhémente; mais l'opposition, bien que formidable par l'autorité et la richesse de quelques-uns de ses membres, par le talent et l'admirable élo-

quence de quelques autres, n'était pas en majorité au Parlement. Elle était odieuse au pays, et de plus, autant que nous pouvons en juger, elle était peu désireuse de s'engager dans une entreprise aussi sérieuse que la mise en accusation d'un gouverneur de l'Inde. Un procès de ce genre dure plusieurs années, il impose au chef du parti un énorme travail, et cependant il n'a guère d'influence sur le jeu de la haute politique. Ceux qui appartenaient à la coalition étaient, en conséquence, plus disposés à injurier Hastings qu'à le poursuivre. Ils ne négligeaient aucune occasion d'accoler son nom à ceux des tyrans les plus haïssables dont l'histoire ait gardé le souvenir. Les beaux esprits de *Broocks's* dirigeaient leurs plaisanteries les plus mordantes et contre sa vie publique et contre sa vie privée. Quelques diamants magnifiques que, d'après le bruit public, il avait offerts à la famille royale, et un certain lit d'ivoire richement sculpté que la reine lui avait fait l'honneur d'accepter, étaient les sujets favoris de leurs railleries. Un poëte comique proposa que les grandes actions du mari actuel de la belle Marianne fussent immortalisées par le pinceau de son prédécesseur, et qu'Imhof fût chargé de décorer la Chambre des communes de peintures représentant les Rohillas souillés de sang, Nuncomar se balançant au gibet, Cheyte-Sing se laissant glisser dans le Gange; un autre publia une parodie très-humoristique de la troisième églogue de Virgile, où il demandait quel était le métal dont les rayons avaient la faculté de faire la plus austère des princesses l'amie d'un libertin. Un troisième décrivit l'aspect majestueux de mistress Hastings à Saint-James : sa coiffure ornée des splendides étoiles de diamants extorqués aux bégums indiennes, son collier sur lequel étincelaient les votes futurs, et ses oreilles où brillaient les questions accessoires. De semblables attaques satiriques, et peut-être une motion pour un vote de censure, auraient satisfait l'opposition; mais il y avait deux hommes dont l'indignation ne pouvait être calmée de cette façon : ces deux hommes étaient Philipp Francis et Edmond Burke.

Francis était récemment entré à la Chambre des communes,

et s'y était déjà posé en homme habile et plein de talent. Il avait à lutter, il est vrai, contre un des défauts les plus fâcheux, le manque de facilité; mais il s'exprimait quelquefois avec une dignité et une énergie dignes des plus grands orateurs. Il n'était au Parlement que depuis peu de jours lorsqu'il s'attira la haine de Pitt, qu'il traita constamment avec autant de dureté que pouvaient le permettre les lois de la discussion. Ni les années ni le changement de scène n'avaient diminué les inimitiés que Francis avait rapportées de l'Inde. Suivant sa coutume, il prenait sa méchanceté pour une vertu, il l'entretenait, comme les prédicateurs nous disent que nous devons entretenir nos bonnes dispositions, et il en faisait toujours parade avec une ostentation pharisaïque.

L'animation de Burke était encore plus vive, mais l'origine en était beaucoup plus pure. Des hommes incapables de comprendre l'élévation de son esprit ont essayé de découvrir un motif honteux à la véhémence et à l'opiniâtreté qu'il montra en cette occasion; mais ils se sont absolument trompés. L'histoire oiseuse qu'il avait à venger quelque injure personnelle est abandonnée depuis longtemps, même par les défenseurs d'Hastings. M. Gleig croit que Burke était poussé par l'esprit de parti, qu'il se souvenait avec amertume de l'échec de la coalition, qu'il attribuait cet échec aux efforts de gens intéressés dans les affaires de l'Inde, et qu'il considérait Hastings comme le chef et le représentant de ceux-ci. Un examen des dates semble réfuter suffisamment cette opinion. L'hostilité de Burke contre Hastings commença bien avant la coalition, et subsista bien après que Burke fût devenu le vigoureux défenseur de ceux qui avaient vaincu la coalition; elle commença quand Burke et Fox, étroitement unis ensemble, combattaient l'influence de la couronne et réclamaient la conclusion de la paix avec la République américaine; elle continua jusqu'à ce que Burke, séparé de Fox, comblé des faveurs royales, mourût en prêchant une croisade contre la République française. Il paraît absurde de voir dans les événements de 1784 la

cause d'une inimitié qui débuta en 1781, et qui n'avait encore rien perdu de sa force longtemps après que des gens ayant beaucoup plus participé qu'Hastings aux événements de 1784 furent complétement oubliés. Pourquoi d'ailleurs chercher une explication de la conduite de Burke autre que celle qui se présente tout d'abord? La simple vérité est qu'Hastings avait commis de grands crimes et que la pensée de ces crimes faisait bouillir le sang de Burke dans ses veines; car Burke était un homme chez qui la compassion pour les êtres souffrants et la haine de l'injustice et de la tyrannie étaient aussi fortes que chez las Casas et Clarkson, et, bien que chez lui comme chez las Casas et Clarkson ces nobles sentiments ne fussent pas exempts des infirmités particulières à la nature humaine, il a, comme eux, l'immense mérite d'avoir voué des années d'un labeur assidu au service d'un peuple avec lequel il n'avait rien de commun, ni le sang ni le langage, ni la religion, ni les mœurs, et dont il ne pouvait attendre ni reconnaissance, ni remercîments, ni applaudissements.

Il avait une connaissance de l'Inde que peu d'Européens ont possédée, même parmi ceux qui ont passé plusieurs années dans ce pays, et que certes ne posséda jamais aucun homme public n'ayant de sa vie quitté l'Europe. Il avait étudié l'histoire, les lois et les usages de l'Inde avec un soin qu'il n'est pas ordinaire de rencontrer associé à tant de sensibilité et de génie. D'autres ont peut-être été aussi laborieux et ont peut-être réuni autant de matériaux; mais ce que Burke avait d'individuel, c'était la manière dont il appliquait la force prodigieuse de son intelligence à établir des faits et à vérifier des chiffres. Son esprit, à la fois philosophique et poétique, trouvait quelque chose d'instructif et d'amusant dans chaque partie de ces énormes liasses de documents indiens qui faisaient reculer tous les autres lecteurs. Sa raison analysait et classait ces pièces informes et d'une excessive étendue; son imagination les animait et les colorait. De tant d'obscurité, de lourdeur et de confusion, il faisait jaillir une foule de théories ingénieuses et de vivantes peintures. Il avait au plus

haut degré cette belle faculté qui rend un homme capable de vivre dans le passé et dans l'avenir, et dans des contrées lointaines qu'il n'a même jamais entrevues. L'Inde et ses habitants n'étaient point pour lui comme pour beaucoup d'Anglais de simples noms et de simples abstractions; mais un pays réel et un peuple réel. Le soleil brûlant, l'étrange végétation du palmier et du cocotier, les rizières, les citernes, les arbres gigantesques plus vieux que l'empire Mogol et à l'ombre desquels s'assemble toute la population d'un village, le toit de chaume des huttes de paysans; la riche perspective de la mosquée où prie l'iman la face tournée vers la Mecque; les tambours, les bannières, les fastueuses idoles, les fanatiques s'agitant dans l'espace, les gracieuses jeunes filles descendant, l'amphore sur la tête, les marches qui conduisent aux bords du fleuve, les faces noires, les longues barbes, les raies jaunes indiquant les sectes, les turbans et les robes flottantes, les lances et les masses d'armes en argent, les éléphants avec leur dais de cérémonie, le magnifique palanquin du prince, la litière fermée de la noble dame, lui produisaient la même impression que les objets au milieu desquels il avait toujours vécu, que ceux qu'on aperçoit sur la route entre Beaconsfield et Saint-James-Street. L'Inde entière apparaissait à son esprit : depuis les salles où les postulants déposent aux pieds du prince l'or et les parfums jusqu'aux marais sauvages où campent les gypsies, depuis les bazars où vendeurs et acheteurs bourdonnent comme des abeilles dans une ruche jusqu'au jungle où le courrier solitaire secoue son faisceau d'anneaux de fer afin d'éloigner les hyènes. Il avait une idée aussi exacte, aussi vivante de l'insurrection de Bénarès que des troubles suscités par lord Georges Gordon, de l'exécution de Nuncomar que de celle du docteur Dodd. A ses yeux, l'oppression au Bengale était identique à l'oppression dans les rues de Londres.

Il constata qu'Hastings s'était rendu coupable d'actes injustifiables. Un esprit tel que celui de Burke devait considérer tout ce qui suivit comme naturel et nécessaire. Son imagination et

ses passions une fois excitées lui firent franchir les bornes de la justice et du bon sens. Sa raison, toute puissante qu'elle était, obéit docilement aux sentiments qu'elle aurait dû contrôler. Son indignation, vertueuse dans sa source, prit trop la forme d'une aversion personnelle. Il ne voulut entendre parler ni de circonstances atténuantes, ni des bienfaits qui avaient racheté certaines fautes antérieures. Son caractère, qui, bien que généreux et affectueux, avait toujours été irritable, était alors devenu presque sauvage sous l'influence des infirmités physiques et des vexations morales. Il avait conscience de ses grands talents, de ses grandes vertus, et il se voyait vieux et pauvre, en butte à la haine d'une cour perfide et d'un peuple abusé. Au Parlement, son éloquence n'était plus appréciée : la plupart des membres de la Chambre appartenaient à une génération qui ne le connaissait point. Chaque fois qu'il se levait pour parler, sa voix était couverte par les indécentes interruptions de jeunes gens qui étaient encore au berceau quand ses discours sur le *Stamp act* arrachaient des applaudissements au grand lord Chatham. Nous ne devons pas nous étonner que tout cela ait affecté son esprit sensible et fier. Il ne pouvait plus s'occuper d'aucune question avec calme ni tenir compte d'honnêtes divergences d'opinion. Ceux qui pensent qu'il fut plus violent et plus acrimonieux à propos des affaires de l'Inde qu'en d'autres circonstances sont mal informés quant aux dernières années de sa vie. Dans les discussions sur le traité commercial avec la cour de Versailles, sur la régence, sur la révolution française, il montra même plus de violence qu'en dirigeant l'accusation dont il s'agit ici. On peut d'ailleurs remarquer que les personnes mêmes qui l'appelaient un maniaque dangereux, parce qu'il avait condamné en termes énergiques la guerre des Rohillas et la spoliation des Bégums, l'exaltèrent comme un prophète dès qu'il se mit à déclamer avec plus de véhémence encore et non avec plus de raison contre la prise de la Bastille et les insultes faites à Marie-Antoinette. Il nous paraît, à nous, n'avoir été ni un maniaque dans le premier cas ni un prophète dans le

second, mais avoir été dans les deux cas un homme éminent et excellent qu'une sensibilité tempétueuse, maîtresse de toutes ses facultés, poussait à dire des extravagances.

Il est douteux que Francis, guidé par son antipathie personnelle, et Burke, entraîné par sa généreuse indignation, eussent décidé leur parti à adopter des mesures extrêmes contre Hastings, si celui-ci se fût conduit d'une façon judicieuse. Il aurait dû sentir que, malgré la grandeur de ses services publics, il n'était pas exempt de reproches, et il aurait dû se contenter d'être absous, sans aspirer aux honneurs du triomphe. Son agent et lui virent les choses sous un autre aspect. Ils étaient impatients d'obtenir les récompenses qui, suivant eux, n'étaient différées qu'en attendant le jour où l'attaque de Burke serait repoussée. Ils résolurent en conséquence de provoquer à une lutte décisive un ennemi auquel, s'ils avaient été prudents, ils auraient fait un pont d'or. Le premier jour de la session de 1786, le major Scott rappela à Burke ce qu'il avait annoncé l'année précédente, et demanda s'il avait sérieusement l'intention d'accuser l'ex-gouverneur général d'une manière précise et définitive. Cette mise en demeure ne laissait à l'opposition d'autre alternative que de formuler l'accusation ou de se reconnaître coupable de calomnie. L'administration d'Hastings n'avait pas été tellement honnête et régulière, et le grand parti de Fox et de North n'était pas tellement affaibli qu'on pût, sans péril, s'aventurer à lancer un défi aussi hardi. Les chefs de l'opposition firent immédiatement la seule réponse honorable qu'ils eussent à faire, et le parti tout entier fut irrévocablement engagé dans la poursuite.

Burke commença par demander communication des pièces. Les ministres lui refusèrent quelques-uns des documents qu'il réclamait; leur langage pendant la discussion prouva qu'ils avaient l'intention de soutenir Hastings, comme, du reste, on le pensait généralement. En avril, les chefs d'accusation furent déposés sur le bureau; Burke les avait développés avec une grande habileté,

bien que dans une forme qui ressemblait trop à celle d'un pamphlet. Hastings reçut une copie de cette pièce, et on lui fit savoir que, s'il le jugeait convenable, il pourrait se défendre lui-même à la barre de la Chambre des communes.

Ici encore Hastings obéit à la même fatalité qui l'avait constamment dominé depuis le jour où il avait mis le pied sur le sol anglais. Il semblait décidé que cet homme, si politique et si heureux dans l'Inde, ne commettrait en Europe que des bévues. Un conseil judicieux lui aurait dit que ce qu'il avait de mieux à faire, c'était de prononcer à la barre de la Chambre un discours énergique, éloquent, pathétique, mais que, s'il ne se croyait pas capable de parler et qu'il sentît la nécessité de lire, il devait être aussi concis que possible. Les auditoires accoutumés à des discours improvisés de la plus incontestable perfection écoutent toujours avec impatience les longues compositions écrites. Hastings s'assit, ainsi qu'il l'aurait fait dans le palais du gouvernement au Bengale, et il exhiba un mémoire d'une énorme longueur. Ce mémoire, enregistré parmi les consultations d'une administration indienne, aurait été justement vanté comme une note très-bien rédigée, mais en ce moment il manquait d'à-propos. Il eut un insuccès pareil à celui que la meilleure défense écrite aurait eu dans une assemblée habituée aux luttes animées et vigoureuses de Pitt et de Fox. Les membres de la Chambre, aussitôt qu'ils eurent satisfait leur curiosité relativement à la figure et à la tournure d'un étranger aussi célèbre, allèrent dîner et laissèrent Hastings lire son histoire jusqu'à minuit devant les clercs et les sergents d'armes.

Toutes les formalités préliminaires ayant été dûment accomplies, Burke, au commencement de juin, parla sur la guerre des Rohillas. Il agit sagement en plaçant cette accusation à l'avant-garde; car Dundas avait autrefois proposé et la Chambre avait adopté une résolution condamnant dans les termes les plus durs la politique suivie par Hastings à l'égard du Rohilcund : Dundas eut peu, ou plutôt n'eut rien à dire pour défendre sa persévérance

en matière d'opinion; mais dans cette occasion il fit bonne contenance et s'opposa à la motion. Il déclara, entre autres choses, que, bien qu'il crût la guerre des Rohillas injustifiable, il considérait les services postérieurs d'Hastings comme suffisants pour atténuer une faute même aussi grave. Pitt ne prit point la parole, mais il vota avec Dundas, et Hastings fut absous par cent quatre-vingt-dix voix contre soixante-sept.

Hastings fut dès lors plein de confiance dans la victoire, et en cela il semblait avoir raison. La guerre des Rohillas était de tous ses actes celui que ses accusateurs pouvaient attaquer avec le plus d'avantage. Elle avait été blâmée par la Cour des directeurs, elle avait été blâmée par la Chambre des communes, elle avait été blâmée par M. Dundas, qui depuis était devenu le ministre de la couronne, spécialement chargé des affaires de l'Inde, et cependant Burke, quoiqu'il eût choisi ce terrain excellent, avait complétement échoué. On pensait généralement que, battu sur ce point, il ne pourrait réussir sur aucun autre. Le bruit courait dans les clubs et dans les cafés qu'on développerait encore un ou deux chefs d'accusation, et que, si le sentiment de la Chambre des communes se prononçait de nouveau contre le procès, l'opposition renoncerait à son entreprise, qu'Hastings serait immédiatement élevé à la pairie, décoré de l'ordre du Bain, admis à prêter serment comme membre du Conseil privé et invité à donner le concours de ses talents et de son expérience à l'*India Board*. Lord Thurlow, quelques mois auparavant, avait en effet parlé avec dédain des scrupules qui empêchaient Pitt d'appeler Hastings à la Chambre des lords, et il avait même ajouté que si le chancelier de l'Échiquier avait peur de la Chambre des communes, il n'y avait rien qui empêchât le dépositaire du grand sceau de consulter le bon plaisir du roi à propos d'une patente de pair. Le titre était déjà choisi : Hastings devait être lord Daylesford, car, à travers tous les changements de scène et tous les changements de fortune, il conservait un invariable attachement pour la terre qui avait été témoin de la grandeur et de la décadence de sa famille,

et qui avait occupé une place si importante dans les rêves ambitieux de sa première jeunesse.

Mais en peu de jours ces riantes perspectives s'évanouirent. Le 30 juin, M. Fox exposa d'une manière très-habile et en termes fort éloquents l'accusation relative au traitement qu'avait subi Cheyte-Sing. Francis l'appuya. Les amis d'Hastings se croyaient sûrs du triomphe, quand Pitt se leva. Le ministre discuta le point en question avec son abondance et son bonheur d'expressions habituels. Il soutint que le gouverneur général avait eu le droit d'exiger du rajah de Bénarès un secours pécuniaire, et de lui imposer le payement d'une amende si ce secours avait été obstinément refusé; il ajouta qu'à son avis la conduite du gouverneur général, pendant l'insurrection, avait été remarquable d'habileté et de présence d'esprit. Il critiqua amèrement la conduite de Francis, et dans l'Inde et au Parlement, et la qualifia de très-malhonnête et de très-malveillante. La conclusion nécessaire des arguments de Pitt semblait être qu'on devait acquitter Hastings honorablement, et les amis ainsi que les adversaires du ministre s'attendaient à une proposition dans ce sens. Au grand étonnement de tous, il conclut en disant que s'il reconnaissait qu'Hastings avait eu le droit d'imposer le payement d'une amende à Cheyte-Sing pour sa résistance, il n'en trouvait pas moins le montant de cette amende exagéré. Sur ce point, et sur ce point seulement, M. Pitt, qui, du reste approuvait pleinement les autres parties de la conduite d'Hastings à l'égard de Bénarès, déclara qu'il voterait en faveur de la motion de M. Fox.

La Chambre fut comme frappée d'un coup de foudre, et cela non sans raison; car le tort fait à Cheyte-Sing, alors même qu'il eut été aussi grave que le prétendaient Fox et Francis, était une bagatelle à côté des horreurs infligées au Rohilcund; mais, si l'opinion de M. Pitt sur l'affaire de Cheyte-Sing était juste, il n'y avait pas lieu à intenter un procès; il n'y avait même pas lieu à émettre un vote de censure. Si la faute d'Hastings se réduisait réellement à ceci, qu'ayant le droit d'imposer le payement d'une amende dont

le montant n'était point déterminé, mais laissé à sa direction, il avait demandé trop, au profit de l'État et non au sien propre ; était-ce là une faute qui nécessitât un procès criminel d'une extrême solennité, un procès tel qu'on n'en avait pas fait depuis soixante ans à aucun fonctionnaire public? Nous croyons comprendre comment un homme intègre et sensé aurait pu adopter n'importe quelle ligne de conduite, sauf celle que suivit M. Pitt. Cet homme aurait pu juger qu'il fallait un grand exemple afin de prévenir une injustice et de venger l'honneur national, et il aurait voté pour le procès sur le chef d'accusation relatif à la guerre des Rohillas et sur celui relatif à Bénarès. Cet homme aurait pu penser que les fautes d'Hastings avaient été rachetées par de grands services, et il aurait voté contre le procès sur les deux chefs d'accusation. Notre opinion, que nous donnerons du reste avec beaucoup de réserve, est que ce qu'il y avait de plus juste à faire, c'était de poursuivre pour l'affaire des Rohillas et d'acquitter sur celle de Bénarès. Si l'affaire de Bénarès nous était apparue sous le même jour qu'à M. Pitt, nous aurions voté sans hésiter pour l'acquittement sur ce chef d'accusation. La voie que prit M. Pitt est la seule qu'il est inconcevable qu'ait pu prendre le premier venu, même ayant dix fois moins de talent que lui. Il acquitta Hastings sur l'accusation relative aux Rohillas, il atténua celle relative à Bénarès jusqu'à la réduire à rien, puis il déclara qu'elle prêtait à un procès.

Et il ne faut pas oublier que le motif principal que mit en avant le ministère pour ne point intenter un procès à Hastings à propos de la guerre des Rohillas était que les fautes de la première période de son administration se trouvaient compensées par les actes excellents de la dernière. N'était-il pas surprenant que des hommes ayant tenu ce langage pussent ensuite voter que cette dernière période fournissait matière à vingt chefs d'accusation au moins? Ils représentèrent d'abord la conduite d'Hastings en 1780 et en 1781 comme si hautement méritoire, qu'elle devait, à l'exemple des œuvres de surérogation de la théologie catholique,

suffire pour annuler ses fautes primitives, puis ils le poursuivirent à cause de sa conduite en 1780 et 1781.

L'étonnement général fut d'autant plus grand, que vingt-quatre heures auparavant les membres sur lesquels le ministère pouvait compter avaient reçu les circulaires habituelles, les priant d'assister à la séance et de voter contre la motion de M. Fox. M. Hastings a affirmé que, le matin même du jour où eurent lieu les débats, Dundas alla chez Pitt, le réveilla et s'enferma pendant plusieurs heures avec lui. Le résultat de cette conférence fut une résolution d'abandonner le gouverneur général à la vengeance de l'opposition. Il fut impossible, même au puissant ministre, d'entraîner tous ses partisans dans une voie aussi étrange. Plusieurs personnages haut placés, l'attorney général, M. Grenville et lord Mulgrave, se séparèrent de M. Pitt, mais les adhérents dévoués, qui suivaient aveuglément le chef du gouvernement, furent assez nombreux pour faire pencher la balance : cent quatre-vingt-dix membres votèrent pour la motion de M. Fox, soixante-dix-neuf contre. Dundas imita silencieusement Pitt.

Feu William Wilberforce, ce grand homme, cet homme excellent, racontait souvent les détails de cette nuit remarquable. Il décrivait la stupéfaction de la Chambre et les amères réflexions que faisaient entendre sur le premier ministre quelques-uns des soutiens habituels du gouvernement. Pitt lui-même parut sentir que sa conduite avait besoin de quelques explications. Il quitta le banc de la Trésorerie, s'assit un instant près de M. Wilberforce, et lui déclara très-chaleureusement qu'en conscience il trouvait impossible de prendre plus longtemps le parti d'Hastings. La situation, disait-il, était trop mauvaise. M. Wilberforce, nous sommes forcés de l'avouer, croyait fermement que son ami était sincère et que les soupçons auxquels cette mystérieuse affaire donna naissance étaient sans aucun fondement.

Ces soupçons étaient tels, en effet, qu'il est pénible de les rapporter. Les amis d'Hastings, dont bon nombre, ne l'oublions pas, appuyaient ordinairement l'administration, prétendaient que la

jalousie était le mobile de Pitt et de Dundas. Hastings était personnellement en faveur auprès du roi. Il était l'idole de la Compagnie des Indes et de ses employés. S'il était absous par la Chambre des communes, appelé à la Chambre des lords, admis au bureau du contrôle, étroitement uni à l'habile et impérieux Thurlow, n'était-il pas à peu près certain qu'il accaparerait promptement la direction de toutes les affaires de l'Inde? N'était-il pas possible qu'il devint un adversaire formidable pour le cabinet? Probablement le bruit avait couru que Thurlow et le major Scott avaient eu diverses entrevues particulières, et que si le premier lord de la Trésorerie avait peur de recommander Hastings pour la pairie, le chancelier était prêt à assumer la responsabilité d'une pareille démarche. Pitt était vraisemblablement le ministre le moins disposé à tolérer un pareil empiétement sur ses attributions. Si la Chambre des communes mettait Hastings en accusation, tout danger était écarté; le procès, quel qu'en pût être l'issue, durerait certainement plusieurs années. Pendant ce temps l'accusé n'obtiendrait ni honneurs ni fonctions publiques, et il pourrait à peine se hasarder à venir à la cour. Tels étaient les motifs qu'une grande partie du public prêtait au jeune ministre, dont la passion dominante, prétendait-on généralement, était l'amour du pouvoir.

La prorogation interrompit bientôt les discussions relatives à Hastings. L'année suivante elles recommencèrent. L'accusation touchant la spoliation des bégums fut soutenue par Sheridan dans un discours qui fut si mal reproduit, qu'on peut dire qu'il a été complétement perdu, mais qui fut sans doute l'œuvre la plus brillante et la plus achevée de cet esprit ingénieux. L'effet fut immense et n'a jamais été égalé. Sheridan se rassit au milieu, non de simples acclamations, mais de bruyants applaudissements auxquels prirent part les lords placés sous la barre et les étrangers qui occupaient la galerie. L'émotion de la Chambre fut si grande, que personne ne put ensuite se faire entendre et que le débat fut ajourné. L'enthousiasme se répandit promptement

par toute la ville. Le jour même on offrit à l'orateur mille livres pour une édition exacte de son discours s'il voulait en corriger personnellement les épreuves. Ce remarquable morceau d'éloquence fit une impression profonde et permanente sur des critiques sévères et expérimentés qui, en qualité d'émules, étaient peut-être plus que personne aptes à le juger. M. Wyndham disait, vingt ans après, que ce discours méritait toute sa réputation, et que, malgré quelques fautes de goût, telles que celles qu'on rencontre souvent dans les productions littéraires et parlementaires de Sheridan, c'était le meilleur discours que de mémoire d'homme on eût jamais entendu. Environ vers la même époque, le feu lord Holland, ayant demandé à M. Fox quel était le meilleur discours qui eût jamais été prononcé à la Chambre des communes, celui-ci assigna sans hésitation la première place au grand discours de Sheridan sur le chef d'accusation relatif aux princesses d'Oude.

A la réouverture des débats, l'opinion était tellement contraire à l'accusé, que ses amis ne purent se faire écouter. Pitt lui-même se déclara en faveur de Sheridan, et la question fut décidée par cent soixante-dix voix contre soixante-huit.

L'opposition, fière de sa victoire et fortement appuyée par l'opinion publique, multiplia les accusations, qui, presque toutes, portèrent sur les transactions pécuniaires. Les amis d'Hastings étaient découragés, et, se voyant incapables d'empêcher un procès, ils manquaient d'audace et de vigueur. La Chambre ayant enfin admis vingt chefs d'accusation, Burke reçut la mission de se présenter devant les lords et de poursuivre l'ex-gouverneur général pour méfaits et crimes graves. Hastings fut en même temps arrêté par le sergent d'armes et conduit à la barre des pairs.

La session allait finir dans dix jours, il était donc impossible que le procès fît un pas avant l'année suivante. Hastings fut autorisé à donner caution, et l'affaire fut renvoyée à l'époque de la réouverture des Chambres.

Lorsque le Parlement se réunit de nouveau, la Chambre des communes procéda à l'élection d'un comité chargé de suivre le procès. Le nom de Burke était en tête de la liste. On lui adjoignit la plupart des chefs de l'opposition : cependant, quand on lut le nom de Francis, il y eut une violente discussion. D'un côté l'on dit qu'il était notoire que Francis et Hastings étaient très-mal ensemble, qu'ils avaient été en querelle durant plusieurs années; que leur haine mutuelle les avait une fois poussés à se battre, et qu'il serait inconvenant et indélicat de choisir un ennemi personnel pour remplir le rôle d'accusateur public : de l'autre, on représenta, avec beaucoup de force, particulièrement M. Wyndham, que l'impartialité, si elle est le premier devoir d'un juge, n'a jamais été comptée parmi les qualités obligatoires d'un avocat; que, selon les usages de la justice criminelle en Angleterre, la partie lésée, dernière personne qui dût entrer dans la composition du jury, était cependant admise à diriger les poursuites; que ce qu'on exigeait d'un directeur de poursuite, ce n'était pas d'être dégagé de tout intérêt personnel, mais d'être capable, bien informé, énergique et actif. Francis était habile, bien informé, et l'animosité qu'on lui reprochait, qu'elle fût vertu ou vice, était une garantie d'énergie et d'activité. Il était difficile de réfuter ces arguments; mais la haine invétérée que Francis portait à Hastings avait excité un dégoût général. La Chambre décida que Francis ne serait pas au nombre des directeurs de la poursuite. Pitt vota avec la majorité et Dundas avec la minorité.

On faisait, pendant ce temps, tous les préparatifs, et le 13 février 1788 les séances de la cour commencèrent. On a vu des spectacles plus éblouissants, plus resplendissants de pierreries et de draps d'or, plus attrayants pour les hommes frivoles que celui qu'on vit alors à Westminster; mais il n'y en eut peut-être jamais de mieux combiné pour frapper un esprit cultivé, réfléchi et doué d'imagination. Tous les genres divers d'intérêt qui appartiennent aux objets voisins et aux objets éloignés, au présent et au passé, étaient rassemblés dans un même lieu et dans une même heure;

tous les talents et toutes les facultés que développent la liberté et la civilisation étaient en ce moment déployés avec tous les avantages qu'ils pouvaient emprunter à leur alliance et à leur contraste. Chaque phase du procès transportait l'esprit soit en arrière, à travers plusieurs siècles de troubles, aux jours où furent établis les fondements de notre Constitution; soit au loin, par delà les mers et les déserts sans bornes, parmi des nations basanées, qui vivent sous des astres étrangers, qui adorent des dieux étranges et qui écrivent de droite à gauche avec des caractères étranges. La haute cour du Parlement allait juger, selon des formes datant des Plantagenets, un Anglais accusé d'avoir exercé la tyrannie sur le souverain de la sainte cité de Bénarès et sur les dames de la maison princière d'Oude.

Le lieu était digne d'un tel procès : c'était la grande salle de Guillaume le Roux, la salle qui avait retenti d'acclamations à l'avénement de trente rois, la salle qui avait vu la juste condamnation de Bacon et le juste acquittement de Somers, la salle où l'éloquence de Strafford avait frappé de crainte et attendri pour un instant un parti victorieux enflammé d'un légitime ressentiment, la salle où Charles avait affronté la haute cour avec le courage tranquille qui a racheté à demi sa réputation. Ni la pompe civile ni la pompe militaire ne manquaient à ce spectacle; des lignes de grenadiers bordaient les avenues; la cavalerie maintenait les rues libres; les pairs, couverts d'or et d'hermine, étaient guidés par des hérauts, sous l'ordre de Jarretière, le roi d'armes, les juges, en costume de cérémonie, les accompagnaient pour donner leur avis sur les points de droit; près de cent soixante-dix lords, les trois quarts de la Chambre haute, allèrent, en ordre solennel, du lieu ordinaire de leurs séances au tribunal; le plus jeune baron, Georges Eliott, lord Heathfield, récemment anobli pour sa mémorable défense de Gibraltar contre les flottes et les armes de France et d'Espagne, conduisait le cortége; le duc de Norfolk, comte-maréchal du royaume, les grands dignitaires, les frères et les fils du roi, fermaient la longue procession; le prince de Galles,

remarquable par sa belle prestance et sa noble démarche, venait le dernier de tous. Les vieux murs gris étaient tendus d'écarlate; rarement un auditoire pareil à celui qui remplissait les galeries a excité l'émulation d'un orateur; là, de toutes les parties d'un empire vaste, libre, éclairé et prospère, étaient rassemblés la grâce et l'amabilité féminine, l'esprit et le savoir, les représentants de chaque science et de chaque art; là étaient assises autour de la reine les jeunes princesses de Brunswick avec leurs beaux cheveux; là, les ambassadeurs de grands rois et de grands États contemplaient avec admiration un spectacle que ne pouvait présenter nulle autre contrée du monde; là Siddons, dans toute la fraîcheur de sa majestueuse beauté, regardait avec émotion une scène qui surpassait toutes les imitations du théâtre; là l'historien de l'empire romain songeait aux jours où Cicéron plaidait la cause de la Sicile contre Verrès, où Tacite tonnait contre l'oppresseur de l'Afrique devant un sénat qui avait encore quelque apparence de liberté; là on voyait côte à côte le plus grand peintre et le plus grand lettré du siècle. Ce spectacle avait fait quitter à Reynolds ce chevalet qui nous a conservé les fronts pensifs de tant d'écrivains et d'hommes d'État, et les doux sourires de tant de ladies; il avait engagé Parr à suspendre ses travaux dans cette sombre et profonde mine d'où il a tiré un vaste trésor d'érudition, trésor trop souvent enseveli sous la terre, trop souvent étalé avec une ostentation peu judicieuse et peu élégante, mais cependant précieux, massif et splendide; là se montraient les charmes voluptueux de celle à qui l'héritier du trône avait en secret engagé sa foi; là aussi était cette beauté, mère d'une race si belle, la sainte Cécile, dont les traits délicats, qu'illuminent l'amour et la musique, ont été sauvés par l'art de la ruine commune; là étaient les membres de cette brillante société qui citait, critiquait et échangeait des reparties sous les tentures en plumes de paon de mistress Montague; là, enfin, les ladies dont les lèvres, plus persuasives que celles de Fox lui-même, avaient emporté l'élection de Westminster en dépit de la cour et de la Tréso-

rerie, brillaient autour de Georgiana, duchesse de Devonshire.

Les sergents appelèrent la cause; Hastings s'approcha de la barre et plia le genou. L'accusé n'était vraiment pas indigne de cette grande assemblée : il avait gouverné une contrée immense et populeuse, il avait fait des lois et conclu des traités, il avait mis sur pied des armées, il avait élevé et renversé des princes, et dans cette haute position il s'était comporté de telle sorte, que tous l'avaient craint, que beaucoup l'avaient aimé, que ceux-là même qui le haïssaient ne pouvaient lui dénier un seul titre à la gloire, sauf la vertu. Il avait l'extérieur d'un grand homme et non d'un mauvais homme. Une taille petite et un physique amaigri, que faisait cependant valoir un maintien qui, s'il indiquait de la déférence pour la cour, indiquait en même temps l'habitude de se posséder et de se respecter; un front haut et intelligent, un œil pensif sans être sombre, une bouche d'une inébranlable fermeté, un visage pâle et fatigué, mais serein, sur lequel les mots *mens æqua in arduis* étaient aussi lisiblement écrits qu'au bas de la peinture qui décorait la chambre du conseil à Calcutta : tel était l'aspect que le grand proconsul présentait à ses juges.

Il était accompagné de ses conseils, hommes qui tous s'élevèrent dans la suite, par leur talent et leur science, aux plus hautes dignités de leur profession : Law, hardi et profond penseur qui, depuis, fut *Chief-justice* du banc du roi ; Dallas, plus humain et plus éloquent, qui, depuis, fut *Chief of the comon Pleas* ; Plomer, qui, vingt ans après environ, défendit avec succès lord Melville, et devint plus tard vice-chancelier et *Master of the Rolls.*

Mais ni l'accusé ni ses défenseurs n'attirèrent l'attention autant que les accusateurs. Au milieu des éclatantes draperies rouges on avait arrangé, pour les Communes, un espace garni de tables et de bancs verts. Les accusateurs, ayant Burke à leur tête, étaient en grand costume; les collecteurs d'anecdotes n'oublièrent pas de remarquer que Fox lui-même, généralement si négligé dans sa mise, avait fait à l'illustre tribunal la politesse de porter une bourse et une épée. Pitt avait refusé d'être un des directeurs du

procès, et sa parole impérieuse, abondante et sonore manquait à cette belle réunion de talents variés. L'âge et la cécité avaient mis lord North hors d'état de remplir les devoirs d'un accusateur public, et ses amis étaient privés du secours de son rare bon sens, de son tact et de sa capacité ; mais, malgré l'absence de ces deux membres distingués de la Chambre basse, à l'endroit où se tenaient les directeurs de l'accusation, on voyait un groupe d'orateurs tels qu'il n'en exista peut-être jamais de semblables dans un même temps depuis le grand siècle de l'éloquence athénienne. Là se trouvaient Fox et Sheridan, le Démosthènes et l'Hypérides anglais ; là se trouvait Burke, qui ignorait, il est vrai, ou dédaignait l'art d'adapter son argumentation et son style à la compréhension et au goût de ses auditeurs, mais qui, par la largeur de ses vues et la richesse de son imagination, était supérieur à n'importe quel orateur ancien ou moderne; là était le gentleman le plus accompli du siècle, l'ingénieux, le chevaleresque, le magnanime Wyndham, les yeux respectueusement fixés sur Burke ; de mâles exercices avaient développé ses formes, sa physionomie rayonnait d'intelligence et d'esprit. Le plus jeune des accusateurs, quoique à côté de pareils hommes, mérite aussi d'être signalé. A un âge où la plupart de ceux qui se distinguent dans la vie disputent encore des prix à leurs camarades de collége, il avait conquis au Parlement une place remarquable. Pas un avantage de fortune ou de relation, pouvant mettre en lumière ses splendides talents et son honneur sans tache, ne lui faisait défaut. A vingt-trois ans il avait été jugé digne d'être au nombre des hommes d'État expérimentés qui venaient à la barre de la noblesse anglaise comme délégués des communes anglaises ; ceux qui se tenaient à cette barre, l'accusé, les avocats, les accusateurs, sont tous morts, excepté lui. Pour la génération qui est maintenant dans la force de l'âge, il est l'unique représentant de cette grande époque disparue, et ceux qui, pendant les dix dernières années, ont écouté avec bonheur, jusqu'au moment où le soleil levant frappait de ses rayons les tapisseries de la Chambre des lords, la parole sublime et animée

de Charles, comte Grey, sont à même d'apprécier la puissance de ceux parmi lesquels il n'était pas le premier.

La lecture des chefs d'accusation et les réponses d'Hastings occupèrent deux journées entières : la voix argentine et l'emphase mesurée de Cowper, clerc de la Cour et parent de l'aimable poëte, rendirent ces formalités moins ennuyeuses. Le troisième jour Burke prit la parole. Son discours d'ouverture, destiné à l'exposition générale des charges, dura quatre séances. Avec une exubérance de pensée et une magnificence de diction qui dépassa même l'attente de l'auditoire, il fit connaître le caractère et les institutions des natifs de l'Inde; il raconta au milieu de quelles circonstances était née la domination anglaise en Asie, puis il décrivit la constitution de la Compagnie et celles des présidences anglaises. Ayant ainsi essayé de donner à ses auditeurs une idée aussi nette de la société indienne que celle qu'il en avait lui-même, il se mit à attaquer l'administration d'Hastings comme ayant été systématiquement conduite en dépit de la morale et de la loi publique. L'énergie et la passion du grand orateur arrachèrent au sévère et hostile chancelier des marques inaccoutumées d'admiration, et semblèrent un instant ébranler l'âme résolue de l'accusé. Dans les galeries, les dames, peu habituées à de tels mouvements d'éloquence, excitées par la solennité de la discussion, et désireuses peut-être de manifester leur goût et leur sensibilité, étaient en proie à une irrésistible émotion. On sortit les mouchoirs. Les flacons d'odeur circulèrent de mains en mains. On entendit des sanglots et des cris frénétiques, et mistress Sheridan fut emportée évanouie. L'orateur conclut enfin. Il éleva la voix de manière à faire résonner les vieilles voûtes en chêne irlandais. « C'est pourquoi, dit-il, les Communes de la Grande-Bretagne, fortes de leur conviction, m'ont ordonné d'accuser Warren Hastings de méfaits et crimes graves. Je l'accuse au nom de la Chambre des communes dont il a trahi la confiance. Je l'accuse au nom de la nation anglaise dont il a compromis l'antique honneur. Je l'accuse au nom du peuple de l'Inde dont il a foulé les droits aux

pieds, et dont il a changé le territoire en désert. J'accuse enfin l'ennemi et l'oppresseur de tous au nom de la nature humaine elle-même, au nom des deux sexes, au nom de tous les temps, au nom de toutes les classes. »

Lorsque le calme fut rétabli, M. Fox se leva pour parler aux lords de la marche à suivre. Les accusateurs désiraient que la Cour se livrât à une étude approfondie du premier chef d'accusation avant de passer au second; Hastings et ses conseils désiraient que leurs adversaires produisissent tous les chefs d'accusation et toutes les preuves avant le commencement de la défense. Les lords se retirèrent dans le lieu ordinaire de leurs délibérations pour examiner la question. Le chancelier se prononça en faveur d'Hastings. Lord Lougborough, alors membre de l'opposition, appuya la demande des accusateurs. Le vote par division indiqua de quel côté penchait le sentiment du tribunal. La méthode proposée par Hastings fut adoptée à une majorité de près de trois contre un.

Lorsque la Cour rentra en séance, M. Fox, assisté de M. Grey, aborda l'accusation relative à Cheyte-Sing, et plusieurs jours furent consacrés à la lecture des pièces et à l'audition des témoins. L'accusation qui venait ensuite était relative aux princesses d'Oude. L'exposition de cette partie de l'affaire fut confiée à Sheridan. La curiosité du public était sans borne. Le plaidoyer, très-brillant et très-travaillé, dura deux jours, et pendant tout ce temps on s'étouffait dans la salle. On a, dit-on, payé un simple billet cinquante guinées. A la péroraison, Sheridan, montrant une connaissance des effets de scène qu'aurait enviée son père, imagina de tomber comme épuisé dans les bras de Burke, qui l'embrassa avec l'énergie d'une généreuse admiration.

On était alors à la fin de juin. La session ne pouvait se prolonger beaucoup, et les progrès du procès étaient peu satisfaisants. Il y avait vingt chefs d'accusation; sur ces vingt chefs d'accusation, on n'en avait développé que deux, et une année s'était écoulée depuis qu'Hastings avait été admis à donner caution.

Le vif intérêt que le public avait pris au procès, lors des premières séances de la Cour, s'était élevé au plus haut point quand Sheridan parla sur l'accusation relative aux Begums, mais à partir de ce jour il alla s'affaiblissant. Le spectacle avait perdu l'attrait de la nouveauté. Le temps des grands effets de rhétorique était passé. Ce qui restait à faire n'était pas de nature à arracher, dès le matin, les hommes de lettres à leurs livres ou à décider les dames, sorties du bal à deux heures, à quitter leur lit avant huit heures. Il restait à examiner et à reexaminer, à établir des comptes, à lire des documents pleins de mots inintelligibles pour des oreilles anglaises, tels que *lacs* et *crores*, *zemindars* et *aumils*, *sunnuds* et *perwannahs*, *jaghires* et *nuzzurs*. Il s'agissait maintenant de querelles qui n'étaient pas toujours du meilleur goût et du meilleur caractère, entre les directeurs de l'accusation et le conseil de défense, particulièrement entre M. Burke et M. Law; de continuelles marches et contremarches des pairs entre leur salle ordinaire et la salle d'audience, car, toutes les fois qu'un point de droit offrait matière à discussion, leurs seigneuries se retiraient, afin de le discuter en particulier, et il en résultait, comme le faisait spirituellement remarquer un pair, que les juges marchaient et que le jugement s'arrêtait.

Il faut ajouter qu'au printemps de 1788, lorsque le procès commença, aucune question importante soit de politique intérieure, soit de politique étrangère ne préoccupait l'opinion publique. Le procès de Westminster-Hall avait donc spécialement fixé l'attention du Parlement et du public. C'était le grand fait de la saison; mais l'année suivante la maladie du roi, les débats sur la régence, la perspective d'un changement de ministère, détournèrent complétement les esprits des affaires de l'Inde, et quinze jours après celui où Georges III alla à Saint-Paul offrir des actions de grâces pour son rétablissement, les États généraux de France se réunirent à Versailles. Au milieu de l'agitation produite par ces événements, le procès fut un instant presque oublié.

Il se continua d'une façon languissante. Dans la session de 1788, alors qu'il avait l'intérêt de la nouveauté et que les pairs n'avaient guère autre chose à faire, trente-cinq jours seulement y furent consacrés. En 1789, le bill de régence occupa la Chambre haute pendant une grande partie de la session. Quand le roi fut rétabli, on commençait à partir. Les juges quittaient la ville; les lords attendaient le retour des oracles de la jurisprudence, et, sur l'année entière, seize jours seulement furent accordés à l'affaire d'Hastings. Il était évident que celle-ci aurait une durée sans précédent dans les annales de la justice criminelle.

Un procès de ce genre, on ne saurait le nier en vérité, bien que ce soit une belle cérémonie et qu'au seizième siècle cela ait pu être utile, est une chose dont actuellement il est impossible d'espérer beaucoup de bien. Quelque confiance qu'on puisse avoir dans les décisions des pairs sur un appel en dehors de la législation ordinaire, il est certain que personne ne croit à leur impartialité quand un grand fonctionnaire public accusé d'un grand crime d'État est traduit à leur barre. Les pairs sont tous des hommes politiques, c'est à peine s'il y en a un parmi eux dont on ne puisse prédire sûrement le vote dans un procès avant qu'un seul témoin ait été entendu; et alors même qu'il y aurait lieu de compter sur leur justice, ils seraient encore tout à fait hors d'état de juger une cause comme celle d'Hastings. Ils siégent seulement pendant la moitié de l'année, ils ont à traiter beaucoup d'affaires législatives et judiciaires; les *law lords*, dont les avis sont nécessaires à la majorité, ignorante en ces matières, rendent journellement la justice ailleurs. Il est donc impossible que, pendant une session surchargée d'affaires, la Chambre haute puisse donner plus de quelques jours à un procès public. Il serait vraiment déraisonnable d'exiger que leurs seigneuries renonçassent à la chasse aux perdrix pour condamner promptement le plus grand coupable ou pour acquitter promptement un accusé innocent. Un tribunal, régulièrement constitué, siégeant six jours par semaine et neuf heures par jour, aurait terminé l'affaire

en moins de trois mois : il fallut aux lords plus de sept ans.

Le résultat avait cessé d'être douteux depuis que les lords s'étaient décidés à suivre, en fait de preuves, les règles qui sont admises dans les cours inférieures du royaume. Ces règles, on le sait, permettent de supprimer une foule d'informations qui suffiraient amplement à déterminer la conduite de tout homme raisonnable, quant aux transactions les plus importantes de la vie privée. A chaque session des assises elles sauvent bon nombre d'accusés que les juges, le jury et les assistants croient fermement être coupables. Mais comme il s'agissait de crimes commis plusieurs années auparavant et à plusieurs centaines de milles, naturellement on ne s'inquiéta pas d'établir d'une manière positive la culpabilité de l'accusé. Nous ne blâmons ni celui-ci ni ses conseils de s'être prévalu de tous les avantages que fournissait la loi pour l'obtention d'un acquittement; mais il est clair qu'un acquittement ainsi obtenu ne peut être défendu à la barre du tribunal de l'histoire.

Les amis d'Hastings s'efforcèrent à plusieurs reprises d'arrêter le procès. En 1789 ils proposèrent un vote de censure contre Burke à propos de paroles violentes qu'il avait proférés touchant la mort de Nuncomar et la connivence d'Hastings avec Impey. Burke était alors impopulaire au plus haut point, et dans la Chambre et dans le pays. L'âpreté et le défaut de mesure de quelques-unes de ses expressions pendant les débats sur la régence avaient refroidi ses amis les plus ardents. Le vote de censure fut enlevé, et ceux qui l'avaient proposé comptaient que les directeurs de l'accusation, dégoûtés, se désisteraient. Burke était profondément blessé ; mais son zèle pour ce qu'il considérait comme la cause de la justice et de l'humanité triompha de ses sentiments personnels. Il accepta la censure de la Chambre avec dignité et soumission, et déclara qu'aucune mortification ou humiliation ne pourrait le détourner de la tâche sacrée dont il s'était chargé.

L'année suivante le Parlement fut dissous, et les amis d'Hastings conçurent l'espérance que la nouvelle Chambre des com-

munes ne serait pas disposée à donner suite au procès. Ils prétendirent d'abord que la dissolution avait mis à néant toute la procédure. Battus sur ce point, ils firent catégoriquement la motion d'annuler le procès; mais cette motion fut repoussée par les forces combinées du gouvernement et de l'opposition. On décida cependant qu'afin de hâter la solution on ne tiendrait aucun compte de plusieurs chefs d'accusation. Si l'on n'avait adopté quelque mesure de ce genre, le procès aurait duré jusqu'à la mort du défendeur.

Au printemps de 1795 l'arrêt fut enfin prononcé : il y avait près de huit ans que le sergent d'armes des Communes avait amené Hastings à la barre des lords. Au dernier jour de ce grand procès, la curiosité publique, longtemps suspendue, sembla se raviver. On ne pouvait avoir aucune inquiétude concernant l'arrêt, car il était facile de prévoir avec certitude qu'il y avait une imposante majorité en faveur du défendeur, néanmoins bien des gens désiraient assister au spectacle, et la salle fut aussi encombrée que le premier jour. Mais ceux qui, présents au début de l'affaire, participaient alors aux actes de la fin, étaient peu nombreux, et beaucoup d'entre eux étaient changés.

Comme le disait Hastings lui-même, le procès avait commencé devant une génération, et l'arrêt était prononcé devant une autre. Les spectateurs ne pouvaient jeter les yeux sur le sac de laine, ou sur les bancs rouges de la pairie, ou sur les bancs verts des Communes, sans apercevoir quelque chose qui leur rappelât l'instabilité des conditions humaines, l'instabilité du pouvoir, de la renommée, de la vie, l'instabilité plus déplorable de l'amitié. Le grand sceau était confié à lord Lougborough, qui, lorsque le procès commença, faisait une violente opposition au gouvernement de M. Pitt, et qui était actuellement membre de ce gouvernement, tandis que Thurlow, qui présidait la Cour au début du procès, était séparé de tous ses anciens alliés, et siégeait, l'air refrogné, parmi les jeunes barons. De cent soixante nobles environ qui faisaient partie du cortége le premier jour, soixante reposaient dans

le caveau de leurs familles. La vue des bancs où étaient assis les directeurs de l'accusation devait être plus affligeante encore. Qu'était devenue cette belle et fraternelle réunion que resserraient si étroitement des liens publics et privés, que faisaient briller tant de talents et de perfections? Elle avait été dispersée par des calamités plus horribles que les horreurs de la mort. Les principaux chefs étaient encore vivants, et ils étaient encore dans toute la vigueur du génie; mais leur amitié n'existait plus; elle avait été rompue violemment et publiquement, non sans de vifs regrets et d'amers reproches. Si ces hommes autrefois si chers les uns aux autres étaient maintenant obligés de se rencontrer pour soutenir l'accusation, ils se rencontraient comme se rencontrent des étrangers rassemblés par une affaire publique, et se conduisaient les uns envers les autres avec une politesse froide et réservée. Burke avait entraîné Wyndham dans son tourbillon. Fox avait été suivi par Sheridan et par Grey.

Il n'y eut que vingt-neuf pairs qui votèrent : six d'entre eux seulement trouvèrent Hastings coupable sur les charges relatives à Cheyte-Sing et aux Begums ; sur les autres charges la majorité lui fut encore plus favorable, sur quelques-unes il fut absous à l'unanimité. Il fut appelé à la barre. Le président lui apprit que les lords l'avaient acquitté et proclama solennellement sa mise en liberté. Hastings salua respectueusement et se retira.

Nous avons dit qu'on s'attendait à cette décision. Elle fut universellement approuvée. Au commencement du procès il y avait contre Hastings de fortes et déraisonnables préventions : à la fin du procès il y avait en faveur d'Hastings des préventions également fortes et également déraisonnables. Ce qu'on appelle communément l'inconstance de la multitude, ce qui nous semble à nous tout simplement la loi générale de la nature humaine, était sans contredit une des causes de ce changement. Chez les individus et chez les masses une violente irritation est suivie toujours d'indulgence et souvent de réaction. Nous sommes tous enclins à déprécier ce que nous avons loué outre mesure et à montrer

une tolérance exagérée là où nous avons montré une rigueur injuste. Il en fut ainsi à l'égard d'Hastings : grâce à son interminable procès, il était devenu intéressant. On pensait, non sans raison, que, fût-il coupable, il n'en était pas moins victime, et qu'un procès qui avait duré huit années était un châtiment plus que suffisant. On sentait aussi que les règles ordinaires de la justice criminelle, règles qui ne permettent pas à un accusé de faire valoir ses bonnes actions en compensation de ses crimes, étaient inapplicables à une grande cause politique, et qu'un homme ayant gouverné un empire pendant trente ans pouvait avoir commis quelques actes répréhensibles, et cependant sur l'ensemble de son administration mériter des récompenses et des honneurs plutôt que l'emprisonnement et l'amende. La presse, instrument dont les accusateurs n'avaient pas fait usage, avait été employée avec grand succès par Hastings et par ses amis. De plus chaque vaisseau qui arrivait de Madras ou du Bengale était plein d'admirateurs de l'ex-gouverneur général; chaque gentleman qui venait de l'Inde déclarait qu'Hastings plus que personne avait accompli des choses bonnes et utiles, et qu'il avait été traité plus mal qu'aucun homme vivant. Ce témoignage unanime de tous ceux qui connaissaient l'Inde fut d'un grand poids. Dans tous les coins du royaume s'étaient établis d'anciens employés des services indiens, civils et militaires : sur la question indienne chacun d'eux était naturellement regardé comme un oracle dans son petit cercle, et tous, à peu près sans exception, étaient de zélés défenseurs d'Hastings. Il faut ajouter que les nombreuses adresses à l'ex-gouverneur général, que ses amis du Bengale obtinrent des natifs et qu'ils envoyèrent en Angleterre, produisirent une notable impression. Ces adresses sont, suivant nous, sans importance. Hastings était, il est vrai, aimé du peuple qu'il gouvernait; mais les éloges des *pundits*, des *zemindars* et des docteurs mahométans n'en sont pas une preuve suffisante, car un collecteur ou un juge anglais aurait amené sans peine tout natif sachant écrire à signer un panégyrique du gouvernement le plus odieux

qu'il y ait jamais eu dans l'Inde. On disait qu'à Bénarès les natifs avaient élevé un temple à Hastings sur le lieu même où avaient été commis les actes formant la base du premier chef d'accusation, et cette histoire fit une vive sensation en Angleterre. Les observations de Burke à propos de cette apothéose furent admirables. Il ne voyait, dit-il, aucune raison de s'étonner de l'incident qu'on citait comme si frappant; il connaissait un peu la mythologie des brahmines; il savait que si ces derniers adoraient quelques dieux par amour, ils en honoraient d'autres par terreur; il savait qu'ils avaient élevé des autels non-seulement aux divinités bienfaisantes de la lumière et de l'abondance, mais encore aux mauvais génies qui président à la petite vérole et au meurtre, et il ne contestait nullement à M. Hastings le droit d'être admis dans un pareil panthéon. Cette réplique nous a toujours paru l'une des plus remarquables qu'on ait jamais entendues au Parlement : c'est un argument plein de force présenté avec un rare bonheur par l'esprit et par l'imagination la plus brillante.

Hastings était sauvé; mais en toutes choses, l'honneur excepté, il eût obtenu un meilleur résultat si, au moment de l'accusation, il s'était avoué coupable et avait payé une amende de cinquante mille livres. C'était un homme ruiné. Les frais légaux de sa défense avaient été énormes. Les dépenses qui ne figuraient pas sur la note de son avocat étaient peut-être plus grandes encore. Des sommes considérables avaient été données au major Scott; d'autres non moins considérables avaient servi à solder des journaux, à stipendier des pamphlétaires. Dès 1790, Burke affirma qu'on avait employé vingt mille livres à corrompre la presse. Il est certain qu'on ne négligea aucun moyen d'action, ni les plus sérieux raisonnements ni les plus basses plaisanteries. Logan défendit très-habilement en prose le gouverneur accusé. Les amateurs de vers ne furent pas oubliés, et les discours des accusateurs furent parodiés dans les lettres de Simpkin. Il est impossible de nier, nous le craignons, qu'Hastings alla jusqu'à implorer l'appui de John Williams, ce méchant et infâme drôle qui se donnait le nom

d'Anthony Pasquin. Il était nécessaire de soudoyer largement de tels alliés. Les épargnes particulières de mistress Hastings avaient disparu : elles avaient été confiées à un banquier qui, dit-on, fit faillite. Si cependant Hastings s'était conduit avec une stricte économie, il aurait pu, même après toutes ses pertes, avoir encore une modeste aisance. Mais il manquait de prudence dans la direction de ses affaires personnelles. Le vœu le plus cher de son cœur avait toujours été de devenir possesseur de Daylesford. L'année même où commença le procès, ce vœu fut enfin accompli ; et le domaine aliéné plus de soixante ans auparavant fut racheté par le descendant des anciens maîtres ; mais le manoir était en ruine, et les terres avaient été complétement abandonnées depuis plusieurs annés. Hastings se mit à bâtir, à planter ; il fit creuser une grotte, une pièce d'eau et avant qu'il fût renvoyé absous de la barre de la Chambre des lords, il avait dépensé plus de quarante mille livres en embellissements.

La plupart des directeurs et des propriétaires de la Compagnie des Indes étaient convaincus qu'il avait des droits incontestables à leur reconnaissance, qu'il leur avait rendu de grands services, et que son zèle pour leurs intérêts avait été la cause de ses infortunes. Ses amis de Hall Street proposèrent de payer les frais de son procès, et de lui constituer une rente viagère de cinq mille livres par an ; mais le consentement du Bureau du Contrôle était nécessaire, et à la tête du Bureau du Contrôle se trouvait un des promoteurs de l'accusation, M. Dundas, que les adhérents d'Hastings avaient violemment attaqué et qui, par conséquent, n'était pas dans des dispositions favorables. Il refusa son consentement : les directeurs protestèrent. Il s'ensuivit une longue discussion. Hastings, pendant ce temps, était réduit à une telle détresse qu'il pouvait à peine payer ses dépenses de quinzaine. Il y eut enfin un compromis. Une rente annuelle de quatre mille livres fut constituée à Hastings, et, pour qu'il pût faire face aux exigences pressantes, on décida qu'il recevrait d'avance dix années de sa pension. La Compagnie fut en outre autorisée

à lui prêter cinquante mille livres qui devaient être remboursées par à-compte et sans intérêts. Tout cela, bien que donné de la façon la plus absurde, aurait suffi pour mettre l'ex-gouverneur à même de vivre dans l'aisance et même dans le luxe, s'il avait habilement administré sa fortune, mais il était négligent et prodigue, et plus d'une fois il fut forcé de demander à la Compagnie des secours qui lui furent libéralement accordés.

Il avait la sécurité et l'abondance, mais non le pouvoir et les dignités qu'il espérait avec raison quand il revint de l'Inde. A cette époque, il avait rêvé une couronne seigneuriale, un ruban rouge, un siége au conseil, une charge à Witehall; il n'avait que cinquante-deux ans, et il pouvait encore compter sur plusieurs années de vigueur physique et intellectuelle. Lorsqu'il quitta la barre de la Chambre des Lords, les conditions dans lesquelles il se trouvait étaient bien différentes. Il était alors d'un âge trop avancé pour appliquer son esprit à des études et à des travaux d'un nouveau genre. Il n'avait aucune chance d'obtenir la moindre faveur royale tant que M. Pitt resterait au ministère, et quand M. Pitt se retira Hastings touchait à sa soixante-dixième année.

Après son acquittement, il intervint une fois, et seulement une fois, dans les affaires politiques, et cette intervention ne fut pas beaucoup à son honneur. En 1804, il fit tous ses efforts pour empêcher M. Addington, contre lequel Fox et Pitt étaient ligués, de se démettre de la Trésorerie. Il est difficile de croire qu'un homme aussi capable et aussi énergique qu'Hastings ait pu penser qu'au moment où Bonaparte était à Boulogne avec une nombreuse armée, il fût prudent de confier la défense de notre île à un ministère qui n'avait personne dans son sein que la flatterie elle-même eût pu qualifier de grand homme d'État. Il est également certain que sur l'importante question qui avait fait arriver M. Addington au pouvoir, et sur laquelle celui-ci était d'une opinion contraire à celle de Fox et de Pitt, Hastings, comme on aurait pu s'y attendre, s'accordait avec Fox et Pitt et était l'adversaire

décidé d'Addington. L'intolérance religieuse n'a jamais été le vice de ceux qui ont servi dans l'Inde, et n'était assurément pas le vice d'Hastings; mais M. Addington avait traité l'ex-gouverneur général avec une bienveillance toute particulière, et Fox avait été un des principaux directeurs de l'accusation. C'est à Pitt qu'était dû le procès, et Hastings, nous le craignons, fut en cette circonstance guidé par des considérations personnelles plutôt que par l'amour du bien public.

Il passa la plus grande partie des vingt-quatre dernières années de sa vie à Daylesford. Il prit plaisir à améliorer ses terres, à monter de beaux chevaux arabes, à engraisser des bestiaux pour les concours, à tâcher d'acclimater en Angleterre des animaux et des végétaux de l'Inde. Il sema de la graine d'un très-beau cachiment venant du jardin de son ancienne villa, située parmi les verts ombrages d'Allipare. Il essaya aussi d'importer dans le Worcestershire le délicieux *leechee*, peut-être le seul fruit du Bengale qui mérite d'être regretté au milieu des profusions de Covent-Garden. Au temps de leur grandeur les empereurs mogols avaient vainement tenté d'introduire dans l'Hindostan les chèvres du Thibet dont la soie fournit aux métiers de Cachemire la matière première des châles les plus beaux; Hastings s'efforça, sans plus de succès, d'en élever un troupeau à Daylesford; et il ne paraît pas avoir mieux réussi avec les animaux du Boutan, dont les queues sont considérées comme les meilleurs éventails pour chasser les moustiques.

Ses collections et ses ménageries ne lui firent pas abandonner la littérature. Il avait toujours aimé les livres, et ceux-ci lui étaient maintenant nécessaires. Bien qu'il ne fût nullement poëte dans le sens élevé du mot, il composait avec une extrême facilité des vers corrects et limés, et il aimait beaucoup à cultiver ce talent. S'il faut dire toute notre pensée, il nous semble en vérité qu'il y avait en lui plus de Trissotin qu'on n'aurait dû s'y attendre de la part d'un homme doué d'un esprit aussi puissant et ayant joué dans le monde un rôle aussi important. On nous assure dans ses Mémoires

que la première chose dont il s'occupait chaque matin, c'était d'écrire une pièce de vers. Lorsque la famille et les hôtes étaient rassemblés, le poëme faisait son apparition aussi régulièrement que les œufs et le rôti; et M. Gleig nous affirme que si, par suite de quelque accident, Hastings arrivait au déjeuner sans avoir à la main une de ses charmantes productions, tout le monde était très-désappointé. Les goûts diffèrent singulièrement. Pour ce qui nous concerne, nous devons dire que, quelque bons qu'aient pu être les déjeuners de Daylesford, — et nous sommes persuadé que le thé avait un parfum exquis et qu'on ne manquait ni de langue ni de pâté de venaison, — nous aurions cru payer bien cher notre repas si nous avions été forcé d'écouter chaque jour un nouveau madrigal ou un nouveau sonnet de notre amphitryon. Quoique nous soyons loin de considérer ce petit trait de caractère comme la preuve d'une qualité, nous sommes cependant heureux que M. Gleig l'ait conservé. Il est bon qu'on nous rappelle souvent les inconséquences de la nature humaine, et qu'on nous apprenne à regarder sans étonnement ni répugnance les faiblesses dont les esprits les plus remarquables ne sont pas exempts. Denys dans l'antiquité, Frédéric dans le siècle dernier, unissaient à une intelligence et à une vigueur capables de mener à bien les affaires les plus graves, toutes les puériles vanités et toutes les affectations qu'on rencontre chez les bas bleus de province. Ces grands exemples peuvent consoler les admirateurs d'Hastings du chagrin de le voir descendre au niveau des *Hayley* et des *Seward*.

Hastings, après être resté plusieurs années dans la retraite et avoir dépassé de beaucoup la limite de la vie commune, devint encore un instant l'objet de l'attention générale. En 1813 la charte de la Compagnie des Indes fut renouvelée et il y eut au Parlement de nombreuses discussions sur les affaires indiennes. On résolut d'appeler des témoins à la barre des Communes, et Hastings reçut l'ordre de s'y présenter. Une fois déjà il avait paru à cette barre. C'était quand il lut sa réponse aux accusations déposées par Burke sur le bureau. Depuis ce temps, vingt-sept années s'étaient

écoulées. Le sentiment public avait subi une complète transformation. La nation avait oublié les fautes d'Hastings et ne se souvenait plus que de ses services. D'ailleurs, la réapparition d'un homme qui avait compté parmi les plus distingués d'une génération éteinte, d'un homme qui maintenant appartenait à l'histoire et qui semblait sortir du tombeau, ne pouvait manquer de produire un effet solennel et pathétique. Les membres de la Chambre des communes poussèrent des acclamations à son aspect; ils lui firent apporter un siége, et, quand il se retira, ils se levèrent et se découvrirent. Il y en avait, il est vrai, quelques-uns qui ne partageaient pas le sentiment général. Un ou deux des directeurs du procès étaient présents; ils étaient assis sur les mêmes siéges qu'ils occupaient quand on leur avait offert des remercîments pour les services qu'ils avaient rendus dans Westminster-Hall, car, suivant les usages de la Chambre, un membre qui a reçu des remercîments, étant à sa place, est considéré comme ayant le droit de toujours occuper cette place. Ces gentlemen n'étaient point disposés à reconnaître qu'ils avaient employé plusieurs des meilleures années de leur vie à poursuivre un homme innocent. Ils restèrent donc assis et enfoncèrent leur chapeau sur leur tête; mais cette exception ne fit que rendre plus remarquable l'enthousiasme général. Les lords reçurent le vieillard avec de semblables manifestations de respect. L'université d'Oxford lui conféra le titre de *Doctor of laws*, et dans le *Sheldonian Theatre*, les étudiants l'accueillirent avec des applaudissements tumultueux.

Des marques de la faveur royale ne tardèrent pas à suivre ces marques de l'estime publique. Hastings fut appelé au Conseil privé et il eut une longue audience particulière du prince-régent, qui le traita fort gracieusement. Lorsque l'empereur de Russie et le roi de Prusse visitèrent l'Angleterre, Hastings parut à leur suite à Oxford et dans le Guild-Hall de Londres; et, bien qu'il fût au milieu d'une foule de princes et de soldats illustres, partout la population lui donna des preuves de respect et d'admiration. Le prince-régent le présenta à Alexandre et à Frédéric-Guillaume, et

Son Altesse Royale déclara même publiquement que des honneurs beaucoup plus importants qu'un siége au Conseil privé étaient dus et seraient bientôt accordés à celui qui avait sauvé la domination anglaise en Asie. Hastings se croyait sûr alors d'obtenir un titre de pair; mais, grâce à quelque cause inexpliquée, il fut déçu une seconde fois.

Il vécut encore quatre ans environ, ayant l'esprit sain, des facultés qui n'avaient subi aucune altération pénible ou dégradante, et une santé qu'ont rarement ceux qui atteignent un pareil âge. Le 22 août 1818 il mourut dans sa quatre-vingt-sixième année, avec ce courage tranquille et bienséant qu'il avait toujours opposé aux épreuves de sa vie si variée et si pleine d'événements.

Malgré toutes ses fautes, — et elles ne furent ni peu nombreuses ni médiocres, — il n'y avait qu'un cimetière qui fût digne de recevoir ses restes. C'est dans le temple du silence et de la réconciliation, où reposent les inimitiés de vingt générations, dans la grande abbaye où ceux dont les esprits et les corps se sont épuisés aux luttes et aux discussions de la grande salle ont trouvé une demeure paisible, que les cendres de l'illustre accusé auraient dû se mêler aux cendres des illustres accusateurs. Il n'en fut pas ainsi; mais le lieu de la sépulture ne fut pas mal choisi. Derrière le chœur de l'église paroissiale de Daylesford, dans la terre où étaient déjà les ossements de plusieurs chefs de la famille d'Hastings, fut déposé le cercueil de l'homme le plus éminent qui jamais ait porté ce nom ancien et fameux. A cette place même le petit Warren, pauvrement vêtu et maigrement nourri, avait probablement joué, quatre-vingts ans auparavant, avec les enfants des laboureurs. Son jeune esprit avait fait alors des rêves qu'on pourrait appeler romanesques, mais qui, sans nul doute, n'étaient pas, quoique romanesques, aussi étranges que le fut la réalité. Le pauvre orphelin ne s'était pas borné à relever la fortune de sa maison, à racheter les vieilles terres, à rebâtir la vieille résidence; il avait conservé et agrandi un empire, il avait fondé un nouvel ordre de choses, il avait présidé au gouvernement et à la guerre

avec plus de génie que Richelieu, il avait encouragé les lettres et les sciences avec une libéralité aussi judicieuse que celle de Côme, il avait été attaqué par la plus formidable coalition qui jamais s'acharna à la perte d'une seule victime, il avait triomphé de cette coalition après dix années de lutte ; puis, tranquille après tant d'orages, honoré après tant de médisances, il était enfin descendu plein de jours au tombeau.

Ceux qui examineront son caractère, sans préventions favorables ou malveillantes, reconnaîtront que les deux principaux éléments de toute vertu sociale, le respect des droits d'autrui et la sympathie pour les souffrances d'autrui, lui faisaient en partie défaut. Ses principes s'étaient quelque peu relâchés, son cœur était quelque peu dur ; mais, si nous ne pouvons vraiment le représenter ni comme un gouvernant austère ni comme un gouvernant généreux, nous ne saurions contempler sans admiration la largeur et la fécondité de son intelligence, ses rares talents pour le commandement, l'administration et la polémique, son courage indomptable, son honorable pauvreté, son zèle fervent pour les intérêts de l'État, sa noble égalité d'âme, éprouvée par les fortunes les plus diverses, et jamais troublée par aucune.

WILLIAM PITT

COMTE DE CHATHAM

JANVIER 1834

Histoire du très-honorable William Pitt, comte de Chatham, contenant, etc., par le Rév. Francis Thackeray. *A. M.* 2 vol. in-4°, Londres, 1827.

Bien que plusieurs années se soient écoulées depuis la publication de cet ouvrage, nous pensons qu'il est encore à l'état de nouveauté pour un grand nombre de nos lecteurs, et cela ne nous surprend point. Le livre est gros et le style lourd. Les renseignements que M. Thackeray a puisés dans le *State paper office*, (Bureau des papiers d'État) n'étaient pas connus; mais la plupart sont entièrement dénués d'intérêt. Le reste du récit ne vaut guère mieux que la vie du second Pitt par Gifford ou par Tomeline, et ne nous apprend rien ou presque rien qui ne se trouve tout aussi bien dit dans l'*Histoire parlementaire*, dans l'*Annual Register* et dans d'autres ouvrages de même valeur.

Les travaux mécaniques tendent, dit-on, presque tous à altérer quelque organe de l'artisan. Les émouleurs de coutellerie meurent de consomption; les tisserands deviennent rabougris, les forgerons sont sujets aux ophthalmies. Les travaux intellectuels ont de même, presque tous, une tendance à engendrer quelque maladie intellectuelle. Les biographes, les traducteurs, les éditeurs, tous

ceux enfin dont le métier consiste à mettre en lumière la vie ou les écrits des autres, sont particulièrement exposés aux *Lues Boswelliana*, ou mal d'admiration. Mais c'est à peine si nous nous rappelons avoir jamais rencontré quelqu'un qui fût atteint de ce mal aussi gravement que l'est M. Thackeray. Il ne se contente pas de nous affirmer que Pitt était un grand orateur, un ministre énergique, un gentleman honorable et du plus haut mérite; il faut encore qu'il arrive à constater chez son héros toutes les vertus et toutes les perfections. En dépit des dieux et des hommes, il faut que Pitt soit un poëte, et un poëte capable d'écrire un poëme épique de premier ordre; et l'on nous assure que nous devons trouver un charme infini dans des vers tels que ceux-ci :

Midst all the tumult of the warring sphere
My light-charged Bark may haply *glide*
Some gale may waft, some conscious thought shall cheer,
And the small freight unanxious *glide*[1].

Pitt fit partie de l'armée pendant quelques mois; on était alors en temps de paix. C'en est assez pour que M. Thackeray tienne à nous faire convenir que si le jeune cornette fût resté au service, il serait devenu l'un des plus habiles généraux qui vécurent jamais. Mais ce n'est pas tout. Pitt, à ce qu'il paraît, était non-seulement un grand poëte *in esse* et un grand général *in posse*, mais encore un modèle parfait de haute moralité, l'homme juste par excellence. Il suivait la voie de la justice quand il essayait d'établir une enquête et qu'il achetait de faux témoignages dans le but de faire tomber la tête de Walpole; il suivait la voie de la justice quand il déclarait que Walpole était un ministre irréprochable; il suivait la voie de la justice lorsque, étant dans l'opposition, il soutenait qu'il n'y avait pas de paix possible avec l'Espagne, tant que cette puissance ne renoncerait pas formellement au droit de visite; il suivait la voie de la justice lorsque, étant au pouvoir, il apposait,

[1] La citation est faite de bonne foi par M. Thackeray. Peut-être Pitt a-t-il écrit *guide* à la quatrième ligne.

sans rien dire, sa signature au bas d'un traité qui ne contenait nullement la renonciation de l'Espagne au droit de visite. Lorsqu'il abandonnait le duc de Newcastle, lorsqu'il se coalisait avec le duc de Newcastle, lorsqu'il tonnait contre les impôts, lorsqu'il dissipait le produit des impôts avec une prodigalité sans exemple, lorsqu'il maudissait la réunion du Hanovre, lorsqu'il prétendait que nous devions tenir au Hanovre autant qu'au Hampshire, il parlait invariablement le langage d'un homme d'État vertueux et éclairé.

La vérité est que jamais peut-être homme au monde n'a mérité aussi peu que Pitt ce genre de louange. C'était indubitablement un grand homme. Mais sa grandeur n'était ni complète ni bien proportionnée. La vie publique de Hampden et celle de Somers ressemblent à un drame régulier dont on peut critiquer l'ensemble et dont chaque scène doit être jugée au point de vue de l'action principale. La vie publique de Pitt est au contraire une pièce grossière, quoique émouvante, une pièce remplie d'inconvenances, une pièce sans unité de plan, mais que relèvent quelques nobles passages dont l'effet est accru par la faiblesse ou l'extravagance de ce qui précède et de ce qui suit. Ses opinions manquaient de fixité. Sa conduite, dans quelques-unes des circonstances les plus importantes de sa vie, fut évidemment dictée par l'orgueil et le ressentiment. Il avait un défaut, celui de tous les défauts humains qui s'allie le plus rarement à la véritable grandeur : il était d'une extrême affectation. Il offre l'exemple, à peu près unique, d'un homme doué d'un génie réel, d'un esprit audacieux, élevé et dominateur, n'ayant aucune simplicité de caractère. Il était acteur dans le Cabinet, acteur au Conseil, acteur au Parlement. Même dans la vie privée, il ne pouvait renoncer à ses intonations et à ses attitudes théâtrales. On sait que l'un de ses partisans les plus distingués se plaignait souvent de ne pouvoir pénétrer dans le cabinet de lord Chatham avant que tout fût prêt pour la représentation, avant que les ajustements et les décors fussent soigneusement disposés, avant que la lumière fût savamment ménagée de

manière à produire un effet à la Rembrandt autour de la tête de l'illustre comédien, avant que le vêtement de flanelle de celui-ci fût arrangé comme une draperie grecque, et que sa béquille fût placée aussi favorablement que celle de Bélisaire ou du roi Lear.

Et cependant Pitt, malgré tous ses défauts et toute son affectation, avait en lui, à un degré extraordinaire, plusieurs des éléments de la grandeur. Il avait des talents éminents, des passions violentes, une vive sensibilité et un enthousiasme plein de véhémence pour le grand et le beau. Il avait en lui quelque chose qui ennoblissait la tergiversation elle-même. Il s'engagea souvent dans une voie mauvaise, très-mauvaise; mais, pour nous servir du langage de Wordsworth :

. . . . Il conservait encore,
Au milieu d'un tel abaissement, ce qu'il avait reçu
De la nature, un esprit puissant et brillant.

A une époque de basse et ignoble prostitution, à l'époque des Doddington et des Sandys, c'était quelque chose de posséder un homme qui, peut-être, sous l'influence d'une violente irritation, aurait pu se laisser entraîner à ruiner son pays, mais qui ne se serait jamais avili au point de s'enrichir aux dépens de celui-ci; un homme dont les erreurs résultèrent, non d'un sordide désir de gain, mais d'une soif ardente de pouvoir, de gloire et de vengeance. L'histoire lui doit ce témoignage que dans un temps où l'on regardait comme juste que les hommes publics se fissent une part à eux-mêmes sur la dilapidation générale des finances de l'État, il montra le désintéressement le plus scrupuleux; que dans un temps où il semblait universellement admis que le gouvernement ne pouvait se soutenir que grâce aux moyens les plus honteux et les plus immoraux, il fit appel aux sentiments les plus élevés et les plus nobles de la nature humaine, qu'il tenta courageusement et avec éclat d'obtenir de l'opinion publique ce qu'un homme d'État de cette époque ne pensait possible d'obtenir que

par la corruption; qu'il chercha son appui, non comme les Pelham dans une puissante ligue aristocratique, non comme Bute dans la faveur personnelle du souverain, mais dans la classe moyenne d'Angleterre; qu'il inspira à cette classe une ferme confiance en son intégrité et en son habileté; qu'appuyé par elle, il força une cour et une oligarchie, mal disposées à son égard, à lui concéder une large part du pouvoir, et qu'il usa de celui-ci de façon à prouver clairement qu'il l'avait recherché, non dans un but de bénéfice ou de position personnelle, mais pour se faire une grande et durable réputation en rendant à l'État d'éminents services.

Pitt appartenait à une famille riche et respectable. Son grand-père avait été gouverneur de Madras et il avait rapporté de l'Inde le célèbre diamant dont, à l'instigation de Saint-Simon, le Régent fit l'acquisition moyennant plus de deux millions de livres, et qui est encore considéré comme le plus précieux des diamants de la couronne de France. Le gouverneur Pitt acheta des propriétés et des bourgs pourris et prit place à la Chambre des communes pour *Old Sarum*. Son fils Robert fut membre de la Chambre une fois pour *Old Sarum*, une autre fois pour *Oakhampton*. Robert eut deux fils. Thomas, l'aîné, hérita des propriétés et des intérêts parlementaires de son père. Le cadet fut le célèbre William Pitt.

William Pitt naquit au mois de novembre 1708. On sait peu de chose de sa jeunesse, si ce n'est qu'il fut élevé à Eton, et qu'à seize ans il entra à *Trinity College*, à Oxford. Pendant la seconde année de son séjour à l'université, Georges Ier mourut, et les Oxoniens, selon la coutume de cette époque, célébrèrent cet événement par un grand nombre de pièces de vers très-médiocres. Pitt, en cette occasion, publia quelques vers latins que M. Thackeray a cités. Ces vers prouvent que le jeune étudiant n'avait qu'une connaissance très-imparfaite même de la partie technique de son art. Tous les vrais Étoniens apprendront avec chagrin que leur illustre condisciple faisait une brève de la première syllabe

de *labenti*[1]. La substance de ce poëme ne mérite pas plus d'attention que tous les exercices de collége qui jamais ont été écrits, auparavant ou depuis. Il y est naturellement beaucoup question de Mars, de Thémis, de Neptune et du Cocyte. Les muses y sont ardemment suppliées de pleurer sur l'urne de César, car César, dit le poëte, adorait les muses; César qui ne pouvait lire une ligne de Pope, et qui n'aimait que le punch et les femmes grasses.

Pitt avait été, dès le temps de ses études, très-tourmenté par la goutte, et enfin on lui conseilla de voyager pour sa santé. Il quitta donc Oxford sans avoir pris un seul grade, et visita la France et l'Italie. Il revint sans cependant avoir tiré grand avantage de son excursion, et continua jusqu'à la fin de sa carrière à souffrir cruellement de son infirmité.

Son père était mort. Il avait laissé fort peu de chose à son plus jeune fils. Il fallait que William fît choix d'une profession; il se décida pour celle des armes; et on lui acheta une commission de cornette dans les *Blues*.

Mais, si sa fortune était médiocre, sa famille avait le pouvoir et le désir de lui être utile. A l'élection générale de 1734, Thomas, son frère aîné, fut élu à la fois par *Old Sarum* et par *Oakhampton*. Lorsque le Parlement se réunit en 1735, Thomas opta pour *Oakhampton*, et William fut nommé par *Old Sarum*.

Il y avait alors quatorze ans que Walpole était aux affaires. Il y était arrivé dans les circonstances les plus favorables. Toutes les fractions du parti whig, de ce parti qui professait un attachement particulier aux principes de la révolution et qui jouissait exclusivement de la confiance de la maison régnante, s'étaient entendues dans le but de soutenir son administration. Heureusement pour lui, il n'exerçait aucune charge lorsque fut voté le *South Sea Act* (Acte de la mer du Sud), et, bien que rien n'in-

[1] M. Thackeray l'a imprimé ainsi; mais on peut charitablement espérer que Pitt avait écrit *labanti*.

dique qu'il ait prévu toutes les conséquences de cette mesure, il y avait fait une vive opposition comme il faisait à toutes les mesures, bonnes ou mauvaises, soutenues par l'administration de Sunderland. Quand la *South Sea Company* (Compagnie de la mer du Sud) votait des dividendes de cinquante pour cent; quand ses actions de cent livres se vendaient onze cents livres, quand *Threadneedle Street* était chaque jour encombrée d'équipages de ducs et de prélats, quand théologiens et philosophes se faisaient joueurs, quand on voyait journellement éclore mille folles entreprises du même genre, la *Periwig Company* (Compagnie de la perruque); la *Spanish jackass Company* (Compagnie de la bourrique espagnole), la *Quicksilver fixation Company* (Compagnie de fixation du vif-argent); le bon sens de Walpole le préserva de l'entraînement général. Il condamnait publiquement la folie dominante, et amassait des sommes considérables en l'exploitant en secret. Quand vint la catastrophe, quand dix mille familles furent en un jour réduites à la mendicité, quand ces gens, dans la frénésie de leur rage et de leur désespoir, poussèrent des clameurs non-seulement contre les agents inférieurs de cette escroquerie, mais encore contre les favoris hanovriens, contre les ministres anglais, contre le roi lui-même; quand le Parlement se réunit, avide de confiscation et de sang, quand des membres de la Chambre des communes proposèrent de traiter les directeurs ainsi qu'on traitait les parricides dans l'ancienne Rome, de les coudre dans des sacs et de les jeter dans la Tamise, Walpole fut l'homme vers lequel tous les partis tournèrent les yeux. Quatre ans auparavant il avait été renversé du pouvoir par les intrigues de Sunderland et de Stanhope, et la fonction de *leader* de la Chambre des communes avait été confiée à Craggs et à Aislabie. Stanhope n'était plus. Aislabie avait été chassé du Parlement en raison de sa conduite déshonorante dans l'affaire de la mer du Sud. Craggs était mort assez tôt pour échapper à une pareille ignominie. Dans la Chambre des communes une imposante minorité vota une censure sévère contre Sunderland,

qui, jugeant impossible de résister à la force du sentiment général, se démit de sa charge et ne survécut que très-peu de temps à sa retraite. La scission qui avait divisé le parti whig avait complétement cessé. Walpole n'avait plus devant lui d'autre opposition que celle des Tories, et naturellement les Tories inspiraient au roi beaucoup de défiance et d'aversion.

Les affaires marchèrent un certain temps avec une facilité et une promptitude inconnues depuis l'époque des Tudor. Durant la session de 1724, entre autres, il n'y eut guère de vote par division que sur des bills particuliers. Si Walpole avait suivi la voie que plus tard prit Pelham, s'il avait laissé arriver au gouvernement tous les talents et toutes les ambitions qui surgirent au sein du parti whig, si de temps en temps il avait fait une place à un tory non hostile à la maison de Brunswick, il aurait peut-être conjuré le terrible conflit dans lequel il fut engagé pendant les dernières années de son administration et dans lequel il finit par succomber. Sa propre politique et sa soif insatiable de pouvoir créèrent seules l'opposition qui le renversa.

Le jour même où il composa son ministère, il se fit un ennemi mortel d'un de ses partisans les plus capables et les plus dévoués. Pulteney avait d'incontestables titres publics et privés à une haute position dans la nouvelle combinaison. Ses biens étaient immenses. Son caractère personnel était respectable. C'était déjà un orateur distingué. Il avait occupé un poste important et il y avait acquis l'expérience des affaires. Au milieu des vicissitudes politiques de tous genres il s'était montré constamment fidèle à l'opinion whig. Lorsque le parti whig s'était divisé en deux fractions, Pulteney avait donné sa démission, et il avait suivi la fortune de Walpole : cependant, lorsque Walpole revint au pouvoir, Pulteney ne fut appelé à aucune fonction. Il y eut une vive discussion entre les deux amis. Le ministre offrit un titre de pair. Il était impossible que Pulteney ne comprît point le motif d'une pareille offre. Il refusa avec indignation. Pendant quelque temps il dissimula son ressentiment : il attendait une occasion favorable pour se venger; aus-

sitôt qu'elle se présenta, il se joignit à la minorité, et devint le chef d'opposition le plus éminent que la Chambre des communes ait jamais vu dans son sein.

Carteret était de tous les membres du cabinet le plus éloquent et le plus accompli. Il avait un talent de premier ordre pour la discussion. Nul homme d'État de ce temps ne connaissait aussi bien que lui les affaires étrangères. Son attachement à la succession protestante était indubitable; mais dans un gouvernement il ne pouvait y avoir place pour lui et pour Walpole Carteret se retira, et fut, à dater de ce moment, un des ennemis les plus persévérants et les plus formidables de son ancien collègue.

S'il existait un homme avec lequel Walpole eût pu consentir à partager le pouvoir, lord Townshend était cet homme. La naissance les avait fait parents éloignés; une alliance les avait rendus proches parents. Ils étaient amis d'enfance. Ils avaient été condisciples à Eton. Ils étaient voisins de campagne dans le Norfolk. Ils avaient été tous deux employés sous Godolphin. Ils s'étaient jetés en même temps dans l'opposition lorsque Harley arriva au pouvoir. Ils avaient été persécutés par la même Chambre des communes. Après la mort de la reine Anne, ils avaient été réintégrés dans leurs fonctions. Ils avaient été destitués de nouveau par Sunderland, et ils avaient été renommés quand l'influence de Sunderland avait commencé à décliner. Leurs opinions sur les affaires publiques avaient été presque toujours identiques. Tout deux étaient d'un naturel franc, généreux et compatissant. Leurs relations avaient été pendant nombre d'années pleines d'affection et de cordialité. Mais les liens du sang et de l'amitié, le souvenir des services mutuels, le souvenir des triomphes et des désastres communs, étaient insuffisants pour réformer l'ambition qui dominait toutes les vertus et tous les vices de Walpole. Il avait résolu, pour nous servir de ses propres expressions, que la raison sociale de la maison serait non pas Townshend et Walpole, mais Walpole et Townshend. Les rivaux en vinrent enfin à des injures personnelles en présence d'une nombreuse compagnie; ils se

prirent au collet et tirèrent leurs épées. Les femmes poussèrent des cris. Les hommes séparèrent les combattants. Grâce à l'intervention de quelques amis le scandale d'un duel entre gens qui étaient cousins, beaux-frères, anciens amis et anciens collègues, fut évité. Mais les deux adversaires ne purent continuer longtemps à marcher de conserve. Townshend se retira, et, avec une modération et un patriotisme rares, il refusa de prendre la moindre part aux affaires politiques. Il ne pouvait, disait-il, se fier à son tempérament, il craignait que le ressouvenir de ses griefs personnels ne le poussât à suivre l'exemple de Pulteney et à combattre des mesures qu'il regardait comme généralement utiles au pays. Il ne reparut donc jamais à Londres après sa sortie des affaires, et il passa les dernières années de sa vie avec beaucoup de calme et de dignité parmi ses arbres et ses peintures à Rainham.

Chesterfield vint ensuite. Lui aussi était whig et ami de la succession protestante. Il était orateur, homme de cour, homme d'esprit et homme de lettres. Il était à la tête du *ton*, à une époque où, pour être à la tête du *ton*, il ne suffisait pas d'être stupide et arrogant. Il est évident qu'il supportait impatiemment l'ascendant de Walpole. Il murmura contre l'*Excise bill:* ses frères votèrent contre dans la Chambre des communes. Le ministre agit avec une prudence et une énergie remarquables; avec prudence quant à la conduite des affaires publiques, avec énergie quant à ce qui concernait sa propre suprématie. Il retira son bill et se débarrassa de tous ses collègues hostiles ou flottants. Chesterfield fut arrêté sur les marches du grand escalier de Saint-James, et sommé de remettre le bâton qu'il portait comme *Lord steward of the house hold* (Grand maître de la maison du roi). De plus, une foule de nobles et puissants fonctionnaires, les ducs de Montrose et de Bolton, lord Burlington, lord Stair, lord Cobham, lord Marchemont, lord Clinton, perdirent les charges qu'ils occupaient à la cour.

Peu de temps après l'opposition fut renforcée par le duc

d'Argyle, homme orgueilleux et inconstant à la vérité, mais brave, éloquent et populaire. C'était en grande partie grâce à ses efforts qu'à la mort de la reine Anne, l'*Acte de succession* avait été pacifiquement mis à exécution en Angleterre, et qu'avait été étouffée la rébellion qui l'année suivante éclata en Écosse. Lui aussi apporta à la minorité l'appui de son grand nom, de ses talents et de son influence souveraine sur son pays natal.

Chacun de ces événements, pris séparément, fournirait peut-être à un adroit défenseur de Walpole quelque motif d'excuse pour ce dernier. Mais, quand nous considérons que les mêmes faits se représentèrent pendant une longue suite d'années, que les plus éminents des hommes publics dont les vues politiques concordaient avec celles du ministre l'abandonnèrent tous les uns après les autres, l'esprit chagrin et irrité, nous ne pouvons nous empêcher de penser que ces paroles de son fils doivent donner la véritable explication de ce phénomène : « Sir Robert Walpole aimait tant le pouvoir, qu'il ne pouvait souffrir de rival. » Hume a très-heureusement peint ce fameux ministre en peu de mots. « Modéré en exerçant le pouvoir, excessif en l'accaparant. » Doué d'un bon cœur, d'une humeur douce et joviale, Walpole était cependant un homme avec lequel aucun personnage ayant de l'ambition et une haute valeur ne pouvait être longtemps d'accord. Il eut donc à lutter contre une opposition dans les rangs de laquelle se trouvaient les hommes d'État les plus éminents de ce temps, et cela sans avoir d'autre appui que celui de gens tels que son frère Horace et Henry Pelham, dont la médiocrité laborieuse ne pouvait éveiller la moindre jalousie, ou que celui d'habiles aventuriers qui, redoutables par le talent, l'étaient infiniment moins par la position et le caractère. A cette dernière classe appartenaient Fox, qui était trop pauvre pour vivre sans avoir un emploi ; sir William Yonge, de qui Walpole disait lui-même que rien, sauf d'aussi grandes qualités, ne pouvait soutenir un pareil caractère à la surface de l'eau, et que rien, sauf un pareil caractère, ne pouvait entraîner au fond de l'eau d'aussi grandes

qualités; Winnington, dont les mœurs privées demeurèrent, à tort ou à raison, sous le coup d'imputations de la pire espèce.

Les whigs mécontents formaient la partie de l'opposition de beaucoup la plus considérable, sinon sous le rapport du nombre, du moins sous celui de la capacité, de l'expérience et de l'autorité. Il n'y avait guère parmi les tories que des groupes de lords chasseurs de renards, engraissés d'ale du Staffordshire et du Devonshire, gens qui buvaient à la santé du roi *de l'autre côté de l'eau*, qui croyaient que tous les possesseurs de capitaux étaient juifs, gens dont la religion consistait à haïr les dissidents et que leurs études politiques avaient amenés à craindre, comme le squire Western, que leurs terres fussent envoyées au Hanovre et mises dans le fonds d'amortissement. L'éloquence de ces squires zélés, restes de l'*October-Club*, jadis formidable, allait rarement au delà d'un cordial *oui* ou d'un *non*. Un très-petit nombre de membres de ce parti s'étaient fait remarquer au Parlement, ou auraient pu, dans une circonstance donnée, être appelés à une fonction quelconque, encore ceux-là étaient-ils presque tous devenus, à l'exemple de sir William Wyndham, partisans des doctrines de tolérance et de liberté politique, et pouvaient-ils être à la rigueur qualifiés de whigs.

C'était aux whigs de l'opposition, aux patriotes, ainsi qu'on les appelait, que s'allièrent les jeunes Anglais les plus distingués qui firent alors leur entrée dans la vie publique. Ces politiques inexpérimentés ressentaient tout l'enthousiasme que le mot de liberté excite naturellement chez les esprits jeunes et ardents. Ils comprirent que les théories de l'opposition tory et les pratiques gouvernementales de Walpole étaient les unes et les autres incompatibles avec les principes de liberté. Ils se rangèrent donc sous l'étendard de Pulteney. Tout en faisant de l'opposition au ministre whig, ils professèrent le plus ferme attachement aux doctrines les plus pures du whiggisme. Lui, il était le schismatique, eux, ils étaient les vrais catholiques, le peuple élu, les dépositaires de la foi orthodoxe de Hampden et de Russell, l'unique secte

qui, au milieu des corruptions engendrées par le temps et par l'immobilité du pouvoir, ont conservé intacts les principes de la Révolution. De tous les jeunes gens qui se rattachèrent à cette partie de l'opposition, Lyttelton et Pitt étaient les deux plus remarquables.

Lorsque Pitt entra au Parlement, le monde politique tout entier suivait avec attention la marche d'un événement qui donna bientôt une grande force à l'opposition, et particulièrement à cette fraction de l'opposition dans laquelle s'était enrôlé le jeune homme d'État. Le prince de Galles s'éloignait chaque jour davantage de son père et des ministres de son père, et se rapprochait des patriotes.

Rien de plus naturel que, dans une monarchie où il existe une opposition constitutionnelle, l'héritier présomptif du trône se mette à la tête de cette opposition. Il y est entraîné, et par l'ambition et par la vanité. Il ne peut être que le second dans l'estime du parti qui est au pouvoir : il est sûr d'être le premier dans celui qui aspire au pouvoir. La plus haute faveur que les membres de l'administration existante puisse attendre de lui, c'est de ne point être destitués; mais, s'il se joint à l'opposition, tous ses alliés attendront de lui leur élévation future. Les sentiments que les hommes nourrissent pour celui dont ils espèrent obtenir de grands avantages sont bien plus chaleureux que les sentiments qu'ils éprouvent pour celui qui ne peut, en définitive, que les maintenir en possession de ce qu'ils possèdent déjà. Un héritier présomptif, désireux de jouir, dans leur plénitude, de tous les plaisirs qui résultent de l'éloquente flatterie et du profond respect d'autrui, s'unira donc toujours à ceux qui cherchent à s'emparer du pouvoir. C'est là, nous le croyons, la véritable cause d'un fait que lord Granville attribue à une tendance naturelle particulière à l'illustre maison de Brunswick. « Cette famille, dit-il au Conseil, et nous supposons qu'il avait bu comme de coutume son demi-gallon de Bourgogne, cette famille s'est toujours querellée et se querellera toujours, de génération en génération. »

Il devait en savoir quelque chose, car il avait été spécialement bien traité par trois générations de la famille royale. Nous ne pouvons admettre entièrement son explication, mais le fait est incontestable : depuis l'avénement de Georges Ier, il y a eu quatre princes de Galles, et tous quatre ont constamment fait de l'opposition.

Quels que soient les motifs qui portèrent le prince Frédéric à se liguer avec les adversaires de sir Robert Walpole, l'appui de ce prince inspira à plusieurs d'entre eux un courage et une énergie dont ils avaient grand besoin. Jusqu'alors il avait été impossible aux whigs mécontents de ne pas ressentir quelque embarras en se voyant voter, chaque nuit, avec des jacobites obstinés, qui étaient les correspondants habituels de la famille exilée, ou avec les tories qui avaient mis Somers en accusation, qui avaient murmuré contre Harley et St. John, parce que ceux-ci s'étaient montrés trop indifférents à la cause de l'Église et des possesseurs de terre, et qui, s'ils n'étaient point disposés à attaquer la famille régnante, considéraient cependant tout au plus l'intrusion de cette famille comme le moindre de deux grands maux, comme un préservatif nécessaire, mais pénible et humiliant contre le papisme. Les ministres pouvaient sans trop d'invraisemblance dire que Pulteney et Carteret, pour satisfaire leur soif de pouvoir et de vengeance, ne se faisaient point scrupule de servir les desseins d'une faction hostile à la succession protestante. La présence de Frédéric à la tête des patriotes coupa court à cette inculpation. Les chefs de l'opposition purent alors se vanter que leur ligne de conduite était approuvée par une personne aussi profondément intéressée que le roi lui-même au maintien de l'acte de succession, et que, loin de servir les desseins du parti tory, ils avaient entraîné ce parti dans les rangs du whiggisme. Il faut en effet convenir que, bien que le roi et le prince se conduisissent d'une façon peu honorable, le père brutalement, le fils irrespectueusement, tous deux puérilement, la famille royale gagna plutôt qu'elle ne perdit à la mésintelligence de ses deux membres principaux.

Une classe nombreuse d'hommes politiques qui s'étaient crus à tout jamais exclus des fonctions publiques, et qui, dans leur désespoir, avaient été sur le point de recourir à une contre-révolution comme à l'unique moyen de s'affranchir de la proscription qui les frappait, virent avec joie s'ouvrir devant eux une route plus facile et plus sûre pour arriver au pouvoir, et pensèrent qu'il valait beaucoup mieux attendre que, par suite de l'ordre naturel des choses, la couronne échût à l'héritier de la maison de Brunswick, que de risquer leurs terres et leurs têtes dans un soulèvement en faveur de la maison des Stuarts. La situation de la famille royale ressemblait à celle de ces familles écossaises, où le père et le fils adoptaient chacun un parti contraire pendant la rébellion, afin que, quoi qu'il advînt, le bien patrimonial ne fût pas confisqué.

En avril 1736, Frédéric épousa la princesse de Saxe-Gotha, avec laquelle il vécut plus tard absolument de la même façon que son père avait vécu avec la reine Caroline. Le prince adorait sa femme ; il la regardait comme la plus séduisante personne de son sexe et par l'esprit et par la grâce ; mais il croyait que la fidélité conjugale n'était pas une vertu princière, et, afin de ressembler à Henri IV et au régent d'Orléans, il affecta un libertinage dont il n'avait nullement le goût, et quitta souvent la seule femme qu'il aimât pour une maîtresse laide et désagréable.

L'adresse que la Chambre des communes présenta au roi, lors du mariage du prince, fut proposée non par le ministère, mais par Pulteney, le chef des whigs de l'opposition. Ce fut à cette occasion que Pitt prit la parole pour la première fois : l'année de son entrée à la Chambre il avait gardé le silence pendant toute la session. « Un historien contemporain, dit M. Thackeray, considère le premier discours de M. Pitt comme supérieur même aux modèles de l'éloquence ancienne. Suivant Tindal, ce discours était « plus fleuri que ceux de Démosthene, et moins prolixe que ceux de Cicéron. » Cette phrase insignifiante a été citée cent fois : il est étrange qu'on l'ait jamais répétée, si ce n'est pour en rire. La vogue qu'elle a obtenue peut servir à démontrer de quelle triste

façon bien des gens se contentent de penser. Tindal, qui, le premier, a écrit cette phrase; Archdeacon, Coxe et M. Thackeray, qui nous l'ont transmise, ont-ils jamais entendu un seul discours qui ne méritât le même éloge? Ont-ils jamais entendu un discours moins fleuri que ceux de Démosthène, ou plus prolixe que ceux de Cicéron? Nous ne connaissons pas un seul orateur vivant, depuis lord Brougham jusqu'à M. Hunt, qui ne mérite le même éloge. Dire à un homme qu'il est plus grand que le *Comte polonais*, plus petit que le *Géant O'Brien*, plus gras que l'*Anatomie vivante*, plus mince que *Daniel Lambert*, ce n'est pas lui faire un compliment flatteur.

Le discours de Pitt, tel qu'il est rapporté dans le *Gentleman's Magazine*, mérite certainement l'éloge de Tindal et ne mérite pas autre chose.

Ce discours est juste aussi vide et aussi verbeux que pourrait l'être le discours d'une petite fille sur un sujet pareil. Mais la facilité d'élocution et les avantages personnels du jeune orateur charmèrent immédiatement l'œil et l'oreille des auditeurs. A partir du jour où il débuta, Pitt fut constamment écouté avec attention, et bientôt l'exercice développa les grandes qualités dont il était doué.

La nation est, de nos jours, le véritable auditoire d'un membre du Parlement. La voix et le geste de l'orateur peuvent séduire ou choquer les trois ou quatre cents personnes présentes au moment où le discours est prononcé; mais dans le compte rendu que lisent le lendemain des centaines de mille individus on n'aperçoit pas les différences entre l'attitude la plus noble et l'attitude la plus vulgaire, entre les intonations les plus sonores et les intonations les plus aiguës, entre les gestes les plus élégants et les gestes les plus gauches. C'est à peine si l'on permettait, il y a cent ans, de divulguer ce qui se passait dans le sein de la Chambre des communes. Aussi un orateur ne pouvait-il produire d'impression que sur ses auditeurs immédiats. Sa réputation, au dehors, dépendait entièrement de ce que disaient de lui ceux qui assistaient aux

séances. Dans le Parlement de cette époque, comme dans les anciennes républiques, les qualités extérieures, qui ajoutent à l'effet d'un discours, avaient donc beaucoup plus d'importance qu'aujourd'hui pour le talent d'un orateur. Pitt possédait toutes ces qualités au plus haut degré. Au théâtre il aurait fait le plus beau Brutus ou le plus beau Coriolan qui eût jamais paru sur la scène. Ceux qui l'ont vu sur son déclin, quand sa santé était détruite, quand son esprit était affaibli, quand il avait quitté cette assemblée orageuse dont il connaissait à fond le caractère et sur laquelle il exerçait une influence illimitée, pour une assemblée peu nombreuse, engourdie et malveillante, ceux-là racontent que, lorsqu'il parlait, il ne faisait entendre habituellement, même à ses plus proches voisins, qu'un murmure sourd et monotone, et que, s'il était vivement excité, il élevait la voix pendant un petit nombre de minutes, mais revenait bientôt à son imperceptible murmure. Tel était le comte de Chatham, mais tel n'était pas William Pitt. Au temps où il entra au Parlement, il avait une allure gracieuse et imposante, des traits grands et nobles, un œil plein de feu. Modérait-il sa voix le plus possible : elle arrivait jusqu'aux bancs les plus éloignés. Lui donnait-il toute son étendue : elle résonnait ainsi que le *crescendo* de l'orgue dans une grande cathédrale, elle faisait vibrer la Chambre de ses éclats, elle parvenait à travers les tribunes et les escaliers jusqu'à la cour des requêtes et jusqu'aux limites de Westminster-Hall. Il cultiva ces brillants avantages avec un soin extrême. Un observateur malveillant signale sa mimique comme au moins égale à celle de Garrick. Le jeu de sa physionomie était étonnant : souvent d'un simple regard d'indignation ou de mépris il déconcerta un orateur hostile. Il disposait à son gré de tous les tons et du cri passionné, et de l'aparté mordant. Il n'est nullement improbable que les efforts qu'il fit pour perfectionner ses rares talents naturels n'aient eu un résultat fâcheux, car ils entretinrent chez lui cette passion de l'effet théâtral qui, nous l'avons déjà remarqué, était une des taches les plus notables de son caractère.

Mais ce ne fut pas seulement ou principalement à ses dehors séduisants que Pitt dut la prodigieuse influence qu'il exerça pendant près de trente ans sur la Chambre des communes. Il était, sans nul doute, grand orateur, et les assertions de ses contemporains, les fragments de ses discours qui nous ont été conservés, permettent de deviner facilement quelles étaient la nature et la portée de ses moyens oratoires.

Les discours préparés n'étaient nullement son fait : il en prononça quelques-uns qui n'eurent aucun succès. Son panégyrique du général Wolfe était très-étudié : il fut considéré comme une de ses plus mauvaises productions. « Jamais homme, dit un critique qui l'a souvent entendu, n'a si peu su d'avance ce qu'il allait dire. » Sa facilité était si grande, qu'elle devenait vice. Il n'était pas le maître, mais l'esclave de sa parole. Il était si peu sûr de lui, quand une fois il était animé, qu'il n'aimait pas à prendre part au débat s'il avait l'esprit préoccupé d'un important secret d'État. « Il faut « que je reste assis, disait-il à lord Melbourne dans une circon« stance de ce genre, car, dès que je suis levé, je laisse échapper ce « qui fait le fond même de ma pensée. »

Pitt n'était pas cependant un grand *Debater*. Qu'il ne fût pas tel lorsqu'il entra pour la première fois à la Chambre des communes, ce n'est pas étrange. C'est à peine si quelqu'un a mérité cette qualification avant de s'être longtemps exercé et d'avoir subi de nombreux échecs. Ce fut peu à peu, comme le dit Burke, que feu M. Fox devint le plus brillant et le plus puissant *Debater* qui vécût jamais. M. Fox attribuait lui-même son succès à la résolution qu'il avait prise, étant jeune, de parler, bien ou mal, au moins une fois chaque nuit. « Durant cinq sessions entières, avait-il coutume de dire, j'ai parlé chaque nuit, à l'exception d'une seule, et je ne regrette qu'une chose : c'est de n'avoir pas parlé aussi cette nuit-là. » En vérité, sauf M. Stanley, chez qui la science de la discussion parlementaire semble être à l'état d'instinct, il serait difficile de citer le nom d'un éminent *Debater* qui ne se soit pas rendu maître de son art aux dépens de son auditoire.

Mais, si les hommes les plus capables eux-mêmes ont rarement appris cet art sans une longue pratique, les hommes d'un talent réel ont rarement manqué de l'apprendre par une pratique assidue et intrépide. Il est singulier que Pitt, un homme doué de magnifiques facultés, ayant une exceptionnelle facilité et une audace extrême, un homme dont la vie entière se passa au milieu des luttes parlementaires, un homme qui, pendant plusieurs années, fut à la Chambre des communes le *leader* de la couronne, n'ait jamais acquis une véritable supériorité dans un pareil art. Il improvisait, mais en parlant il suivait le cours de ses propres pensées et non celui de la discussion antérieure. Il pouvait, il est vrai, se souvenir de quelque expression échappée à un orateur hostile et en faire le texte d'une sanglante ironie ou d'un blâme solennel. Quelques-uns de ses élans d'éloquence les plus célèbres furent provoqués par une exclamation, par un rire, par un applaudissement. Mais c'est là l'unique genre de réplique dans lequel il semble avoir excellé. Il fut peut-être le seul grand orateur anglais qui n'attachât point d'importance à avoir le dernier mot, et qui, par goût, parlait en général avant ses adversaires les plus formidables. Il devait presque tout son mérite à la rhétorique. Il ne réussissait ni dans l'exposition ni dans la réfutation, mais ses discours abondaient en explications lucides, en sentences frappantes, en anecdotes bien dites, en allusions heureuses, en appels passionnés. Il était terrible sous le rapport de l'invective et du sarcasme : jamais peut-être aucun orateur anglais n'inspira autant de crainte.

Mais ce qui contribuait le plus à l'effet de sa parole, c'était l'apparence de sincérité, de vive conviction, d'élévation morale qui caractérisaient tout ce qu'il disait. Son style n'était pas toujours du goût le plus pur. Plusieurs juges contemporains le trouvaient trop fleuri. Walpole, au milieu du charmant éloge qu'il fait d'un des plus admirables discours de Pitt, avoue que certaines métaphores étaient exagérées. Quelques-unes des citations et des anecdotes classiques employées par Pitt paraîtraient trop communes

venant d'un bon écolier. Mais ce sont là des délicatesses dont son auditoire se souciait peu. L'entousiasme de l'orateur gagnait tous ceux qui l'écoutaient; son ardeur et sa noble contenance donnaient de la chaleur aux pensées les plus froides et de la dignité aux allusions les plus puériles.

Ses talents ne tardèrent pas à gêner le gouvernement, et Walpole résolut de faire un exemple du Cornette patriote, Pitt fut en conséquence renvoyé du service. M. Thackeray prétend que le ministre agit ainsi parce qu'il comprenait clairement qu'il eût été inutile de songer à acheter un adversaire aussi honorable et aussi désintéressé. Nous ne contesterons point l'intégrité de Pitt, mais nous ne voyons pas quelle preuve il en avait donnée, lorsqu'il quitta l'armée, et nous sommes sûr que Walpole n'avait nulle raison de croire à l'inflexible honnêteté d'un jeune aventurier qui n'avait jamais eu l'occasion de rien refuser. La vérité est que Walpole n'avait pas l'habitude de chercher à acheter ses ennemis. M. Burke dit, dans l'*Appel aux vieux Whigs*, que Walpole convertit très-peu de membres de l'opposition. Ce grand ministre était, en effet trop expert, il savait trop bien que pour une voix qu'on peut faire taire avec une place, il s'en élève cinquante autres à l'instant; il savait qu'il était d'une très-mauvaise politique de laisser entrevoir aux gens qu'il y avait plus à gagner en contrecarrant ses mesures qu'en les appuyant. Ces maximes datent de l'origine de la corruption parlementaire en Angleterre. Pepys, de son aveu, les avait apprises des conseillers de Charles II.

Pitt n'y perdit rien. Il fut nommé *Groom of the bed chamber* (Gentilhomme de la chambre) du prince de Galles et continua à déclamer contre les ministres avec une violence égale et un talent croissant. La question de droit maritime, alors agitée entre l'Angleterre et l'Espagne, mit en jeu toutes ses facultés. Il fut, en faveur de la guerre, d'une véhémence qu'il n'est pas facile de concilier avec la raison ou l'humanité, mais qui paraît à M. Thackeray digne de la plus haute admiration. Nous ne nous arrêterons pas à discuter un point sur lequel nous pensons que les gens éclairés

sont d'accord depuis longtemps. Nous pourrions aisément démontrer que, si l'on doit quelques respects aux lois internationales, si le droit, quand les sociétés humaines sont en cause, est autre chose que la force, désignée d'une manière différente, si l'on n'est pas d'avis, ainsi que les boucanniers dont M. Thackeray semble partager l'opinion, que les traités n'ont aucune valeur en dedans du trentième degré de latitude, la guerre avec l'Espagne était absolument injustifiable. Mais ce qui est vrai, c'est que les promoteurs de cette guerre ont épargné à l'histoire le soin de les juger. Ils se sont reconnus coupables : « J'ai vu, dit Burke, et j'ai examiné avec soin les documents originaux concernant certaines transactions importantes de ce temps. Ils m'ont parfaitement convaincu de l'extrême injustice de cette guerre et de la fausseté des prétextes que Walpole, guidé par une politique erronée, souffrit qu'on mît en avant à propos de cette mesure, et cela à son grand préjudice. Quelques années après, j'eus le bonheur de causer avec plusieurs des principaux personnages qui avaient agi contre ce ministre, et avec ceux qui avaient pris la part la plus active à cette intrigue. Pas un, pas un seul, ne défendait le moins du monde cette mesure, ou n'essayait de justifier sa propre conduite. Ils condamnaient le fait aussi librement que s'il avait été question de tout autre événement historique dans lequel ils n'auraient été nullement intéressés. » Plus tard, Pitt donna en différentes occasions des preuves évidentes qu'il était un de ces pénitents tardifs. Mais sa conduite, dans les choses mêmes qui lui paraissent criminelles, semble admirable à son biographe.

Les élections de 1741 furent contraires à Walpole; et, après une lutte longue et obstinée, il jugea nécessaire de se retirer. Le duc de Newcastle et lord Hardwicke entamèrent des négociations avec les chefs patriotes dans l'espoir de composer une administration ayant une base whig. Pitt et ceux qui lui étaient attachés agirent en cette conjoncture d'une façon peu honorable. Ils tentèrent de s'arranger avec Walpole, et lui offrirent de le mettre à l'abri de toute poursuite, s'il voulait user en leur faveur de l'in-

fluence qu'il avait sur le roi. Ils allèrent jusqu'à s'engager à obtenir le concours du prince de Galles. Mais Walpole savait que l'appui des *Boys* (Bambins), comme il appelait les jeunes patriotes, ne serait d'aucun secours, si Pulteney et Carteret demeuraient inébranlables, et serait superflu s'il était impossible de gagner ces grands chefs de l'opposition. Il repoussa donc la proposition. Il est à remarquer que M. Thackeray, qui a jugé à propos de publier les mauvais vers composés par Pitt au collége, ne fait pas même allusion à cet incident, dont plusieurs témoignages importants prouvent l'existence, et qui d'ailleurs se trouve dans un livre aussi répandu que la *Vie de Walpole*, par Coxe.

La nouvelle combinaison désappointa presque tous les membres de l'opposition, et Pitt plus que personne. Aucun emploi ne lui fut proposé. Il continua en conséquence à jouer fidèlement son ancien rôle de patriote. Ce fut heureux pour lui. S'il avait eu une place à cette époque, il aurait, selon toute probabilité, amplement partagé l'impopularité de Pulteney, de Sandys et de Carteret. Il fut alors le plus furieux et le plus implacable parmi ceux qui criaient vengeance contre Walpole. Il parla avec beaucoup d'énergie et d'adresse en faveur des plus injustes et des plus violentes motions que purent inventer les ennemis du ministre déchu. Il pressa la Chambre des communes d'instituer un tribunal secret chargé d'examiner la conduite de l'ex-premier lord de la Trésorerie. Ce tribunal fut institué. La plupart des inquisiteurs étaient notoirement hostiles à l'homme d'État accusé. Cependant ils furent forcés de s'avouer qu'ils ne pouvaient découvrir en lui un seul point attaquable. Ils demandèrent donc de nouveaux pouvoirs, plus un bill d'indemnité pour les témoins, ou, en termes plus clairs, un bill de récompense pour tous ceux qui viendraient apporter un témoignage, vrai ou faux, contre le comte d'Orford. Pitt appuya ce bill, Pitt qui avait spontanément offert de s'interposer entre lord Orford et la justice publique. Ce sont là de tristes détails. M. Thackeray les omet ou les effleure aussi légèrement que possible, et, puisque l'éloge est son but principal, il a raison

de faire ainsi. Mais, s'il y a beaucoup d'autres parties de la vie de Pitt sur lesquelles il est plus agréable de s'arrêter, nous n'en connaissons aucune qui soit plus instructive que celle-ci. Que devait être l'état général de la moralité politique, dans un temps où un jeune homme considéré, et justement considéré comme l'homme d'État le plus pur et doué de l'esprit le plus élevé, pouvait recourir à des moyens aussi honteux, pour tâcher d'arriver au pouvoir?

Les lords rejetèrent le bill d'indemnité. Walpole quitta tranquillement la scène politique, et la haute position qu'il laissait vacante fut bientôt occupée par Carteret. Pitt se mit à tonner contre Carteret avec autant d'ardeur qu'il en avait montré contre sir Robert. Ce fut à Carteret qu'il appliqua la plupart des épithètes brutales, familières à son éloquence : Ministre inique, ministre misérable, ministre odieux, ministre exécrable. Les faveurs accordées aux domaines allemands de la maison de Brunswiek étaient l'objet principal des invectives de Pitt. Il attaquait avec une extrême violence et avec une habileté qui le mettait au premier rang des orateurs parlementaires l'usage où l'on était de payer les troupes hanovriennes avec l'argent de l'Angleterre. La Chambre des communes avait perdu récemment quelques-uns de ses membres les plus distingués. Walpole et Pulteney avaient accepté la pairie : sir William Wyndham était mort, et parmi les hommes nouveaux aucun ne pouvait être comparé à Pitt.

Pendant la prorogation de 1744, la vieille duchesse de Marlborough mourut. Elle emportait dans la tombe la réputation d'avoir été décidément la personne de son temps qui avait le mieux su haïr. Cependant son amour avait été infiniment plus destructeur que sa haine. Plus de trente ans auparavant, elle avait, grâce à son caractère, causé la perte du parti auquel elle appartenait et du mari qu'elle adorait. Le temps ne l'avait rendue ni plus sage ni meilleure. Quiconque était actuellement grand et prospère était l'objet de sa haine la plus énergique. Elle avait haï Walpole,

maintenant elle haïssait Carteret. Longtemps avant sa mort, le destin de sa fortune avait été prédit par Pope :

> Les biens non gardés parviennent à des héritiers inconnus,
> Ou, dirigés par le ciel, s'en vont çà et là aux pauvres.

Pitt était alors un des pauvres, et le ciel dirigea vers lui une portion des richesses de la hautaine douairière. Celle-ci lui laissait un legs de dix mille livres en considération « de la noble façon dont il avait défendu et soutenu les lois d'Angleterre, et empêché la ruine de son pays. »

Le testament fut fait en août; la duchesse mourut en octobre : en novembre Pitt était un homme de cour. Les Pelham avaient forcé le roi de se séparer bien contre son gré de lord Carteret, qui était devenu comte Granville. Ils procédèrent après cette victoire à la formation d'un gouvernement établi sur ce qu'on a désigné par le sobriquet de *the broad bottom* (la large base). Lyttelton eut un siége à la trésorerie, et plusieurs autres amis de Pitt occupèrent différents emplois. Quant à Pitt, il fut obligé pour le moment de se contenter de promesses. Le roi se souvenait avec amertume de quelques expressions dont l'ardent orateur s'était servi lors de la discussion sur les troupes hanovriennes. Mais Newcastle et Pelham étaient, affirmaient-ils, fermement convaincus que le temps et leurs efforts apaiseraient le ressentiment du roi.

Pitt, de son côté, ne négligeait rien de ce qui pouvait faciliter son entrée aux affaires. Il renonça à sa charge dans la maison du prince Frédéric, et, quand le Parlement se réunit, il mit son éloquence au service du gouvernement. Les Pelham faisaient de réels et sincères efforts pour détruire les violentes préventions qui dominaient l'esprit du roi. Ils savaient que Pitt n'était pas homme à se laisser tromper aisément ou offenser impunément. Ils craignaient de ne pouvoir longtemps le leurrer avec des promesses; et, du reste, ils n'avaient point intérêt à le leurrer. Entre eux et lui il y avait un lien puissant. Il était l'ennemi de leur en-

nemi. Les deux frères haïssaient et craignaient l'éloquent, l'ambitieux, l'impérieux Granville. Ils avaient suivi ses intrigues pas à pas en maint endroit. Ils connaissaient son influence sur l'esprit du roi. Ils savaient qu'aussitôt que se présenterait une occasion favorable, il serait rappelé aux affaires. Ils résolurent de provoquer une crise, et voici la question qu'ils posèrent à leur maître : donnerait-on ou ne donnerait-on pas des fonctions à M. Pitt? Ils choisirent le moment avec plus d'adresse que de générosité. Ils offrirent leur démission le jour même où éclata la rébellion en Angleterre, le jour où le Prétendant était maître de l'extrémité septentrionale de l'île. Le roi se trouva tout à coup privé du concours de tout le parti qui avait placé sa famille sur le trône. Lord Granville essaya de composer un ministère; mais on ne tarda pas à s'apercevoir que les forces parlementaires des Pelham étaient irrésistibles, et que l'homme d'État favori du roi pouvait à peine compter sur trente lords et sur quatre-vingts membres de la Chambre des communes. La combinaison fut abandonnée. Granville se retira au milieu des rires. Les ministres revinrent plus puissants que jamais, et le roi ne fut plus capable de refuser rien de ce qu'il leur plut de demander. Il put seulement dire tout bas qu'il était bien dur de voir Newcastle, qui n'était pas bon à être chambellan du prince le plus insignifiant de l'Allemagne, être à même d'imposer sa volonté au roi d'Angleterre.

Les ministres firent gracieusement une concession. Ils s'entendirent pour ne pas placer Pitt dans une position qui nécessitât de fréquentes relations entre le roi et lui. Au lieu donc de faire leur nouvel allié secrétaire de la guerre, comme ils en avaient l'intention; ils le nommèrent d'abord vice-trésorier d'Irlande, puis au bout de quelques mois *Paymaster of the Forces* (Payeur de l'armée).

C'était à cette époque un des postes les plus lucratifs du gouvernement. Le traitement affecté à cette fonction n'était qu'une faible partie des avantages pécuniaires qu'avait le *Paymaster*. Celui-ci était autorisé à toujours conserver entre ses mains,

même en temps de paix, une somme considérable, qui rarement était au-dessous de cent mille livres sterling, et dont il pouvait s'approprier les intérêts. Cet usage n'avait rien de secret, et n'était pas non plus considéré comme déshonorant. Avant et depuis le temps de Pitt, des hommes d'une honorabilité incontestée en ont profité. Pitt cependant refusa d'accepter un farthing au delà du salaire que la loi avait assigné à sa charge. Les princes étrangers qui étaient à la solde de l'Angleterre avaient l'habitude d'abandonner un tant pour cent au *Paymaster of the Forces*. Pitt refusa résolûment ces honteuses libéralités.

Un pareil désintéressement était, en ce temps-là, chose très-rare. La conduite de Pitt surprit et divertit les politiques. Elle excita la plus vive admiration dans la masse de la population. Malgré les inconséquences dont il s'était rendu coupable ; malgré l'étrange contraste qui existait entre sa violence quand il appartenait à l'opposition, et sa bénignité quand il était au pouvoir, il inspirait une haute confiance à la nation. Les motifs qui peuvent amener un homme public à changer ses liaisons politiques ou à modifier sa ligne générale de conduite sont souvent difficiles à deviner; mais le désintéressement en matière pécuniaire saute aux yeux de tous. Pitt parut dès lors un homme à l'épreuve de toute tentation sordide. S'il agissait mal, ce pouvait être par faute de jugement, ce pouvait être par ressentiment, ce pouvait être par ambition ; mais, pauvre comme il l'était, il s'était affranchi de tout soupçon de cupidité.

Huit années paisibles suivirent; huit années pendant lesquelles la minorité, qui, depuis la chute de lord Granville avait toujours été faible, continua à s'amoindrir de telle sorte, qu'elle devint presque invisible. En 1748 la paix fut conclue avec la France et l'Espagne. Le prince Frédéric mourut en 1751, et avec lui disparut le dernier semblant d'opposition. Les membres les plus distingués du parti qui avait soutenu Walpole et ceux du parti qui l'avait combattu étaient tous unis sous son successeur. Pitt, dont l'esprit fougueux et véhément s'était calmé pour un certain

temps, acquiesça silencieusement à ce même système de mesures continentales qu'il avait naguère condamné. Il cessa de parler irrespectueusement à propos du Hanovre. Il ne fit aucune objection au traité avec l'Espagne, bien que ce traité nous laissât juste dans la situation où nous étions quand il prononçait ses harangues émouvantes contre la politique pacifique de Walpole. Çà et là il se montrait tel qu'il avait été ; mais ce n'était que de courts et rares éclairs. Pelham connaissait celui à qui il avait affaire, et il sentait bien qu'avec un allié si peu habitué aux réprimandes et si en état de nuire, il fallait savoir pardonner un accès de mauvaise humeur.

Deux hommes, à tout prendre peu inférieurs à Pitt en talent, remplissaient, ainsi que lui, des fonctions secondaires dans le gouvernement. L'un d'eux, Murray, fut successivement *Sollicitor general* et *Attorney general*. Cet homme distingué était très-supérieur à Pitt par la pureté du goût, par la puissance du raisonnement, par la profondeur et la variété des connaissances. Son éloquence parlementaire ne s'échauffait jamais au point d'avoir des élans soudains, des éclairs éblouissants; mais elle brillait d'un éclat calme et doux qui n'était jamais obscurci un seul instant. Intellectuellement, il était, à notre avis, tout à fait l'égal de Pitt; mais il était dépourvu des qualités morales auxquelles Pitt dut la plupart de ses succès. Murray manquait de l'énergie, du courage, de l'ambition qui fait tout saisir, tout risquer, et qui crée les grands hommes dans les temps d'agitation. Son âme était un peu froide, son esprit prudent jusqu'à la timidité, ses manières bienséantes jusqu'au formalisme. Il n'exposa jamais ses intérêts ni sa renommée au moindre péril, s'il pouvait l'éviter. Selon toute probabilité, il aurait pu, en un temps donné, être premier ministre; mais le *Banc du roi* était le but de tous ses désirs. La position de Chief-justice pouvait ne pas être aussi splendide que celle de premier Lord de la Trésorerie; mais elle était environnée de respect, elle était tranquille, elle était sûre, et, en conséquence, elle était préférée par Murray.

Fox, le père du grand homme dont les énergiques efforts, pour la cause de la paix, de la vérité et de la liberté, ont rendu ce nom immortel, était *Secretary at war* (Secrétaire à la guerre). Il était en faveur auprès du roi, auprès du duc de Cumberland et de quelques-uns des membres les plus influents du grand parti whig. Ses talents parlementaires étaient de l'ordre le plus élevé. Comme orateur, il était à peu près, à tous les égards, l'opposé de Pitt. Sa tournure était disgracieuse; sa figure, à en juger par les portraits que nous ont laissés Reynolds et Nollekeas, indiquait un esprit vigoureux; mais ses traits étaient grossiers, et sa physionomie était sombre et renfrognée. Son geste était gauche, son débit hésitant. Souvent il restait court, faute d'un mot. Mais comme *debater*, comme maître dans cette logique serrée, puissante et mâle qui convient aux débats politiques, il n'a peut-être jamais été dépassé, si ce n'est par son fils. Dans la réplique, il était aussi évidemment supérieur à Pitt qu'il lui était inférieur dans l'éloquence proprement dite. Sous le rapport de l'intelligence, la balance était à peu près égale entre les deux rivaux. Mais ici encore la valeur morale de Pitt lui donnait l'avantage. Fox avait incontestablement beaucoup de qualités. Par ses dispositions naturelles, aussi bien que par ses talents, il offrait une grande ressemblance avec son fils. Il avait la même douceur de caractère, les mêmes passions fortes, la même franchise, la même hardiesse, la même impétuosité, la même cordialité avec ses amis, la même générosité envers ses ennemis. Nul homme ne fut plus chaudement ou plus justement chéri de sa famille ou de ses alliés. Mais, malheureusement, il avait été élevé à une mauvaise école politique, à une école qui avait pour doctrine que la vertu politique n'est que la coquetterie de la prostitution politique, que chaque patriote vaut un certain prix, que le gouvernement ne peut fonctionner qu'à l'aide de la corruption, et que l'État est une proie réservée aux hommes d'État. Ces maximes n'étaient que trop en vogue parmi les membres subalternes du parti de Walpole, et n'étaient que trop approuvées par Walpole lui-même,

qui, dédaignant ce que de nos jours on nomme vulgairement *blague*, se jetait souvent, d'une façon extravagante et nuisible à ses propres intérêts, dans l'excès contraire. Le défaut de moralité politique de Fox formait un contraste remarquable avec la fastueuse pureté de Pitt. La nation se méfiait du premier et se fiait implicitement au second. Mais presque tous les hommes d'État de ce temps en étaient encore à apprendre que l'opinion publique a de l'importance. Tant que les choses marchèrent paisiblement, tant qu'il n'y eut point d'opposition, tant que rien ne fut accordé que par l'intermédiaire d'une petite coterie dominante, Fox eut sur Pitt un avantage décidé; mais, quand vinrent les jours de danger, quand la guerre convulsionna l'Europe, quand le Parlement se divisa en factions, quand l'esprit public fut violemment surexcité, le favori du peuple arriva au pouvoir, tandis que son rival tombait dans l'obscurité.

Au commencement de l'année 1754, Henri Pelham mourut subitement. « A présent, je n'aurai plus de tranquillité, » s'écria le roi lorsqu'il apprit cette nouvelle. Il ne se trompait pas. Pelham avait réussi en rassemblant et en maintenant unis tous les gens de talent du royaume. Grâce à sa mort, le poste le plus élevé auquel puisse aspirer un sujet anglais demeurait vacant, et en même temps disparaissait l'influence qui avait mis sous le même joug et qui avait contenu tant d'esprits turbulents et ambitieux.

Dans la semaine qui suivit la mort de Pelham, il fut décidé que le duc de Newcastle serait placé à la tête de la Trésorerie; mais on était encore loin d'avoir un ministère complet. Qui serait le *leader* de la couronne à la Chambre des communes? Confierait-on cette charge à un homme d'un talent éminent? Un pareil homme, dans une position de ce genre, ne demanderait-il pas et n'obtiendrait-il pas une part de pouvoir plus considérable que celle que le duc de Newcastle était disposé à concéder? Emploierait-on un simple comparse? et quelle probabilité y avait-il qu'un simple comparse fût capable de manier une grande et orageuse assemblée où abondaient les hommes supérieurs et expérimentés?

Cutler voyait les tenanciers faillir et les maison crouler
Par suite de besoins réels; il ne pouvait bâtir un mur.

L'amour de Newcastle pour le pouvoir ressemblait à l'amour de Cutler pour l'argent. C'était une avarice qui se faisait du tort à elle-même, une cupidité qui était ménagère de bagatelles et prodigue de choses importantes. Une dépense immédiate lui était si pénible, qu'il ne se serait pas hasardé à faire l'amélioration la plus souhaitable. S'il avait pu trouver en son cœur la force de céder tout d'un coup une partie de son autorité, il se serait probablement assuré la possession du reste. Mais il aimait mieux construire un gouvernement faible et pourri, qui vacillerait au moindre souffle et serait renversé au premier orage, que de payer le prix nécessaire pour avoir des matériaux solides et durables. Il désirait trouver quelqu'un qui voulût bien consentir à être le *leader* de la Chambre des communes dans des conditions semblables à celles où était le secrétaire Craggs sous Sunderland, trente-cinq ans auparavant. Craggs pouvait à peine être qualifié de ministre; c'était un simple agent du ministre. Il n'était point initié aux graves secrets d'État; il obéissait silencieusement aux ordres de son supérieur, et, pour nous servir de l'expression de Doddington, il n'était que l'homme de Sunderland. Mais les circonstances n'étaient plus les mêmes. Depuis l'époque de Sunderland, l'importance de la Chambre des communes était allée constamment en croissant. Pendant plusieurs années le *leader* du gouvernement dans cette Chambre avait presque toujours été le premier ministre. Il n'était donc pas probable qu'un homme ayant les talents nécessaires pour remplir cette fonction voulût s'abaisser à l'accepter dans les conditions dans lesquelles Newcastle était disposé à l'offrir.

Pitt était malade à Bath. Eût-il été bien portant et à Londres, ni le roi ni Newcastle n'auraient songé à lui faire des ouvertures. Le froid et sage Murray s'était donné tout entier aux choses de sa profession. Des négociations avec Fox furent entamées. Newcastle se conduisit conformément à son caractère, c'est-à-dire d'une

façon puérile et basse. Les propositions qu'il fit consistaient en ceci : que Fox serait Secrétaire d'État et *leader* de la Chambre des communes ; que le maniement des fonds secrets, ou, pour parler nettement, le soin d'acheter des membres du Parlement, serait laissé au premier Lord de la Trésorerie ; mais que Fox serait exactement informé de la manière dont ces fonds seraient employés.

Fox accéda à ces propositions. Mais le lendemain tout était désorganisé. Newcastle avait changé d'avis. La conversation qu'il y eut entre Fox et le duc est un des détails les plus curieux de l'histoire anglaise. « Mon frère, dit Newcastle, quand il était à la Trésorerie, n'a jamais dit à personne ce qu'il faisait des fonds secrets. Je suivrai son exemple. » La réponse était facile à trouver. Pelham était non-seulement premier Lord de la Trésorerie, mais encore *leader* de la Chambre des communes ; et il n'avait aucun besoin d'instruire qui que ce fût de ses rapports secrets avec les membres de cette Chambre. « Mais, dit Fox, comment puis-je être *leader* de la Chambre sans être renseigné à ce sujet ? Comment puis-je m'aboucher avec les membres, si je ne sais pas qui a reçu des gratifications et qui n'en a pas reçu ? Et, continua-t-il, qui disposera des places ? — Moi, moi seul, répondit le duc. — Comment ferai-je alors pour remplir mes fonctions de *leader* de la Chambre ? — Oh ! laissez venir à moi les membres de la Chambre. » — Fox parla alors des élections générales qui étaient prochaines, et demanda comment seraient présentés les bourgs ministériels. « Ne vous en inquiétez point, dit Newcastle, tout est réglé. » Cela dépassait les forces de la nature humaine. Fox refusa d'accepter la place de Secrétaire d'État à de pareilles conditions, et le duc confia les fonctions de *leader* à sir Thomas Robinson, homme nul et insignifiant, dont le nom est presque oublié de nos jours.

Lorsque Pitt revint de Bath, il affecta une grande modération, bien que son âme hautaine fût bouillante de colère. Il ne se plaignit pas de la façon dont on l'avait mis à l'écart ; mais il dit nettement qu'à son avis Fox était l'homme le plus capable d'être *leader* de la Chambre des communes. Les deux rivaux, que leur

communauté d'intérêts et d'inimitiés avait réconciliés, se concertèrent sur un plan d'opération pour la session suivante. « Sir Thomas être notre *leader*, dit Pitt à Fox, le duc pourrait tout aussi bien nous envoyer à cet effet ses bottes fortes. »

Les élections de **1754** furent favorables à l'administration; mais les affaires étrangères avaient un aspect menaçant. Dans l'Inde les Anglais et les Français n'avaient pas cessé de se couper réciproquement la gorge. Ils s'étaient mis récemment à en faire autant en Amérique. Il y avait lieu de prévoir que des temps difficiles étaient proches, des temps qui exigeraient des talents bien différents de ceux de Newcastle et de Robinson.

Le Parlement se réunit en novembre, et avant la fin du mois le nouveau Secrétaire d'État avait été si impitoyablement harcelé par le *Paymaster of the Forces* et par le *Secretary at war*, qu'il était complétement dégoûté de sa position. Fox l'attaquait avec beaucoup de force et d'acrimonie. Pitt affectait une sorte d'indulgence dédaigneuse pour sir Thomas, et ses coups les plus rudes portaient principalement sur Newcastle. Une fois il demanda d'une voix de tonnerre si le Parlement siégeait uniquement pour enregistrer les édits d'un sujet trop puissant? Le duc fut effrayé à en perdre la tête. Il n'osait destituer les mutins; il n'osait leur donner une position plus élevée. Cependant il était absolument nécessaire de faire quelque chose. Fox fut préféré, comme le moins orgueilleux et le moins intraitable des deux. On lui offrit un siége dans le cabinet, à condition qu'au Parlement il appuierait le ministère d'une manière efficace. Dans une heure mauvaise pour sa renommée et pour sa fortune politique, Fox accepta cette offre, et renonça à son alliance avec Pitt, qui ne lui pardonna jamais cette défection.

Sir Thomas, aidé de Fox, parvint à expédier les affaires de l'année sans beaucoup de peine. Pitt attendait une occasion. Les négociations pendantes entre la France et l'Angleterre prenaient chaque jour un caractère plus alarmant. Vers la fin de la session, le roi envoya un message pour informer la Chambre des commu-

nes qu'il avait jugé nécessaire de faire des préparatifs de guerre. La Chambre répondit par une adresse de remercîments et par un vote de crédit. Pendant la prorogation, une série d'événements désastreux réveilla la vieille animosité des deux nations. Un détachement anglais fut détruit en Amérique, et plusieurs marchands français furent faits prisonniers dans la mer des Indes occidentales. Il était clair qu'un appel aux armes était imminent.

La première préoccupation du roi était de garantir le Hanovre, et Newcastle était disposé à satisfaire son maître. Suivant l'usage de cette époque, des traités furent conclus avec plusieurs petits princes allemands qui s'engagèrent à fournir des soldats, si l'Angleterre voulait fournir de l'argent, et comme on soupçonnait Frédéric II d'avoir des vues sur les domaines électoraux de son oncle, on soudoya la Russie pour qu'elle tînt la Prusse en respect.

Lorsque les stipulations de ces traités furent rendues publiques, il s'éleva dans tout le royaume des murmures, d'après lesquels un observateur judicieux eût aisément pu pronostiquer une tempête. Newcastle rencontra une vive opposition, même chez ceux qu'il avait toujours considérés comme ses instruments. Legge, chancelier de l'Échiquier, refusa de signer les *Treasury warrants* nécessaires à l'exécution du traité. Ceux qu'on supposait jouir de la confiance du jeune prince de Galles et de celle de sa mère tinrent un langage très-menaçant. Plein de perplexité, Newcastle fit appeler Pitt, l'embrassa, le caressa, lui sourit, pleura, bégaya les compliments les plus flatteurs et les promesses les plus splendides : le roi, qui jusque-là lui avait montré la plus grande répugnance, lui ferait bon accueil au lever; lui, Pitt, serait invité à prendre place dans le Cabinet; il serait consulté sur toute chose, s'il voulait seulement être assez bon pour appuyer à la Chambre des communes le subside hessois. Pitt refusa froidement le siége qu'on lui offrait dans le Cabinet, il manifesta le plus grand amour et le plus grand respect pour le roi, et dit que si Sa Majesté attachait un sérieux intérêt personnel au traité hes-

sois, il dévierait de la ligne qu'il s'était tracée, jusqu'à donner son appui à ce traité. « Bien, et le subside russe? dit Newcastle. — Non, répliqua Pitt, point de système de subsides. » Le duc appela lord Hardwicke à son aide, mais Pitt fut inflexible. Murray ne voulait rien faire, Robinson ne pouvait rien faire. On fut obligé d'avoir recours à Fox. Il fut nommé secrétaire d'État avec toute l'autorité d'un *leader* de la Chambre des communes, et sir Thomas fut pensionné sur la Dotation irlandaise.

Les Chambres se réunirent en novembre 1755; l'attente publique était singulièrement surexcitée. Après dix années de calme, il allait y avoir une opposition, qui avait pour elle l'héritier présomptif de la couronne, et qui était dirigée par le plus brillant orateur du siècle. La discussion de l'adresse a longtemps été citée comme une des plus grandes batailles parlementaires de cette génération. Elle commença à trois heures de l'après-midi et dura jusqu'à cinq heures du matin. Ce fut cette nuit-là que Gérard Hamilton prononça le discours qui, seul, motiva son surnom. Par son éloquence, il éclipsa tous les orateurs, sauf Pitt, qui parla pendant une heure et demie contre les subsides avec une rare énergie et produisit une impression extraordinaire. Ces moyens puissants, qui jadis terrifiaient la majorité de Walpole et de Carteret, furent alors déployés avec une extrême perfection, devant un auditoire qui, depuis longtemps, avait perdu l'habitude de pareils spectacles. Un fragment de ce discours nous est parvenu dans un état de conservation tolérable. C'est la comparaison entre la coalition de Fox et de Newcastle et la jonction du Rhône et de la Saône : « A Lyon, dit Pitt, je pris plaisir à contempler l'endroit où les deux rivières se rencontrent, l'une, gracieuse, faible, sans courant, et quoique sans courant, sans profondeur, l'autre violente et impétueuse comme un torrent; mais toutes différentes qu'elles soient, elles finissent par s'unir. » L'amendement présenté par l'opposition fut rejeté à une grande majorité, et Pitt et Legge furent immédiatement révoqués de leurs fonctions.

Pendant plusieurs mois la lutte dans la Chambre des communes fut extrêmement vive. Les discussions sur les *Dépenses de la Guerre* furent très-orageuses; celles sur les traités de subside le furent encore davantage. Le gouvernement l'emporta à chaque vote; mais la réputation de Pitt comme orateur et l'autorité de son caractère élevé et résolu continuèrent à grandir durant la session. Les incidents qui suivirent la prorogation rendirent absolument impossible à tout autre que lui de diriger le Parlement ou le pays.

Dans toutes les parties du monde, la guerre commença par des événements désastreux pour l'Angleterre, et même plus honteux que désastreux. Mais le plus humiliant fut la perte de Minorque. Le duc de Richelieu, un vieux fat, qui, de seize ans à soixante, avait passé sa vie à séduire des femmes dont il ne se souciait pas plus que d'un fétu, débarqua dans cette île, et réussit à s'en emparer. Des renforts, sous les ordres de l'amiral Byng, furent expédiés de Gibraltar à Port-Mahon, mais l'amiral ne jugea pas à propos d'en venir à un engagement avec l'escadre française et s'en retourna sans avoir exécuté ses instructions. La nation fut irritée jusqu'à la folie. Il éclata une tempête qui épouvanta même ceux qui se rappelaient les jours de l'*Excise bill* et du *South sea act*. Les boutiques se remplirent de libelles et de caricatures; les murs furent couverts de placards. La Cité de Londres poussa un cri de vengeance, et ce cri trouva un écho dans tous les coins du royaume. Le Dorsetshire, le Huntingdonshire, le Bedfordshire, le Buckinghamshire, le Somersetshire, le Lancashire, Suffolk, le Shropshire, Surrey envoyèrent des adresses énergiques au roi, et enjoignirent à leurs représentants d'exiger qu'on fît une enquête sévère sur les causes des derniers désastres. L'animation des grandes villes était aussi considérable que celle des comtés. Dans quelques-uns des cahiers, il était même recommandé de ne point voter les dépenses publiques.

L'état de sombre désespoir où se trouvait la nation est presque sans exemple dans l'histoire. Les peuples ont coutume, dans tous

les siècles, de parler du bon vieux temps de leurs ancêtres, et de la dégénération de leurs contemporains. C'est un lieu commun très-répandu. Mais, en 1756, c'était quelque chose de plus. C'est à cette époque que parut l'*Estimate* (Appréciation) de Brown, un livre dont on se souvient aujourd'hui seulement à cause des allusions qui y sont faites dans les *Table talk* (Propos de table) de Cowper et dans les *Letters on a regicide peace* (Lettres sur une paix régicide) de Burke. Ce livre fut universellement lu et admiré. L'auteur affirmait à ses lecteurs qu'ils étaient une race de poltrons et de coquins ; que rien ne pouvait les sauver ; qu'ils étaient à la veille d'être réduits en esclavage par leurs ennemis ; qu'ils méritaient bien leur sort ; et on le croyait pleinement. Telles étaient les suppositions auxquelles on était prêt à ajouter foi, au début de la guerre la plus glorieuse où jamais ait été engagée l'Angleterre.

Newcastle se mit alors à trembler pour sa place et pour la seule chose qui lui fût plus chère que sa place, pour sa tête. Le peuple était dans une humeur avec laquelle il n'y avait pas à plaisanter. Il demandait du sang. Il pourrait se contenter cette fois-ci du sacrifice de Byng; mais qu'arriverait-il si de nouveaux désastres survenaient; si un prince mal disposé pour lui, Newcastle, montait sur le trône; si une Chambre des communes hostile était élue?

La crise décisive éclata enfin en octobre. Le nouveau secrétaire d'État était las depuis longtemps de la perfidie et de la légèreté du premier lord de la Trésorerie, et commençait à craindre de servir de bouc émissaire pour sauver le vieil intrigant qui, tout imbécile qu'il parût être, ne manquait jamais de dextérité quand il s'agissait d'éviter un danger. Fox résigna sa charge. Newcastle eut recours à Murray; mais Murray était maintenant à même d'atteindre le but constant de son ambition. La place de Chief-justice du Banc du roi était vacante, et l'Attorney général était décidé à l'obtenir, ou à se jeter dans l'opposition. Newcastle lui fit des offres de tous genres : le duché de Lancaster, à vie, une place de

comptable de l'Échiquier; une pension, quel qu'en fût le montant, deux mille livres par an, six mille livres par an. Lorsque les ministres virent que Murray avait dans l'esprit une détermination bien arrêtée, ils le pressèrent de leur accorder un délai, le délai d'une session, d'un mois, d'une semaine, d'un jour : qu'il consentît seulement à paraître une fois à la Chambre; qu'il consentît seulement à parler en faveur de l'adresse. Il fut inexorable, et leur déclara péremptoirement qu'ils pouvaient lui donner ou lui refuser la place de Chief-justice, mais qu'il ne resterait pas plus longtemps Attorney général.

Newcastle s'arrangea de manière à surmonter les répugnances du roi, et des propositions furent faites à Pitt par l'entremise de lord Hardwicke. Pitt connaissait sa puissance, et il le montra. Il demanda comme première condition que Newcastle fût absolument exclu de la nouvelle combinaison.

Le duc tomba dans un état de détresse comique. Il courait à droite et à gauche, bavardant et criant, demandant avis à tout le monde et n'écoutant personne. L'ouverture de la session approchait. L'excitation publique n'avait rien perdu de sa force. Il était impossible de trouver quelqu'un qui pût tenir tête à Pitt et à Fox dans la Chambre des communes. Newcastle sentit le cœur lui manquer, et il donna sa démission.

Le roi fit appeler Fox, et le chargea de s'entendre avec Pitt pour un plan d'administration. Mais Pitt n'avait point oublié son ancien ressentiment, et refusa d'agir de concert avec Fox.

Le roi s'adressa alors au duc de Devonshire, et ce médiateur réussit à composer un ministère. Il consentit à prendre la Trésorerie. Pitt devint secrétaire d'État et *leader* de la Chambre des communes. Le grand sceau fut mis en commission. Legge retourna à l'Échiquier, et lord Temple, dont Pitt venait d'épouser la sœur, fut placé à la tête de l'amirauté.

Il fut évident dès l'abord que cette administration ne pourrait se maintenir que très-peu de temps. Elle ne dura pas tout à fait cinq mois : pendant ces cinq mois, Pitt et lord Temple, traités

avec rudesse par le roi, ne furent appuyés que faiblement dans la Chambre des communes. Il est à remarquer que l'opposition empêcha la réélection de quelques-uns des nouveaux ministres. Pitt, qui siégeait pour un des bourgs placés sous l'influence de Pelham, eut quelque peine à obtenir un siége après son acceptation des sceaux. Voilà jusqu'à quel point le nouveau gouvernement était dépourvu de cette sorte d'influence sans laquelle aucun gouvernement ne peut être durable. Un des arguments le plus souvent employés contre le Bill de Réforme était que, sous un système de représentation populaire, des hommes dont la présence à la Chambre des communes était nécessaire à la conduite des affaires publiques pourraient se trouver dans l'impossibilité d'obtenir un siége. Si jamais cet inconvénient se produisait, il ne saurait y avoir la plus légère difficulté à inventer un remède et à l'appliquer. Mais ceux qui nous menaçaient de ce malheur auraient dû se rappeler que, sous l'ancien système, un grand homme, que la voix de la nation entière appelait au pouvoir dans un moment de crise, courait le risque d'être exclu par une cabale aristocratique de cette Chambre dont il était l'ornement le plus distingué.

L'événement le plus important de cette courte administration fut le procès de Byng. Sur ce sujet l'opinion publique est encore divisée. Nous croyons que la condamnation de l'amiral a été tout à la fois injuste et absurde. La trahison, la lâcheté, l'ignorance poussée tellement loin que les jurisconsultes lui ont donné le nom de *crassa ignorantia*, sont choses passibles d'inflictions pénales sévères. Mais Byng ne fut convaincu ni de trahison, ni de lâcheté, ni de grossière ignorance des choses de sa profession. Il mourut pour avoir fait ce qu'aurait pu faire le sujet le plus loyal, le soldat le plus intrépide, le marin le plus expérimenté; il mourut pour une faute de jugement, pour une faute semblable à celles que les plus grands généraux, Frédéric, Napoléon, Wellington, ont souvent commises, et qu'ils ont souvent avouées. De telles fautes ne doivent pas être punies, car un châtiment a pour con-

séquence, non de les prévenir, mais de les provoquer. La crainte d'une mort ignominieuse peut stimuler l'indolence et la transformer en activité, elle peut retenir un traître sous son drapeau; elle peut empêcher un lâche de s'enfuir; mais elle ne saurait faire naître ces qualités qui rendent les hommes capables de prendre dans de graves circonstances une décision prompte et judicieuse. On doit s'attendre à voir trembler le tireur le plus adroit, quand la pomme qui lui sert de but est posée sur la tête de son enfant. Nous ne pouvons rien imaginer qui soit plus propre à priver un officier de son sang-froid, au moment où il en a le plus besoin, que la certitude d'être livré à une mort ignominieuse, si le jugement de ses supérieurs ne concorde pas avec le sien. Les reines, a-t-on dit souvent, courent dans l'enfantement de plus grands dangers que les autres femmes, simplement parce que leurs médecins sont plus inquiets. Le médecin qui assistait Marie-Louise était complétement énervé par l'émotion. « Remettez-vous, lui dit Bonaparte, figurez-vous que vous assistez une pauvre fille du faubourg Saint-Antoine. » C'était assurément se montrer plus sage que ce roi oriental des *Entretiens des nuits arabes*, lequel fit proclamer que les médecins qui ne parviendraient pas à guérir sa fille auraient la tête tranchée. Bonaparte connaissait bien l'humanité, et il agissait envers son médecin comme il agissait envers ses officiers. Aucun souverain ne fut jamais plus indulgent pour de simples fautes de jugement, et il est positif qu'aucun souverain n'eut jamais à son service autant d'hommes de guerre dignes des commandements les plus élevés.

Pitt joua en cette occasion un rôle honnête et courageux. Il risqua tout à la fois sa haute position et sa popularité, et prit bravement la parole en faveur de Byng, et au Parlement et devant le roi. Mais le roi fut inexorable. « Sire, dit Pitt, la Chambre des communes semble pencher pour la clémence. — Monsieur, répondit le roi, vous m'avez appris à chercher le sentiment de mon peuple ailleurs que dans la Chambre des communes. » Le mot est plus spirituel que beaucoup de ceux qu'on attribue à

Georges II, et, quoique visant au sarcasme, il contient un haut et juste compliment pour Pitt.

Le roi n'aimait point Pitt; mais il haïssait absolument Temple. Le nouveau Secrétaire n'avait, disait Sa Majesté, jamais lu Vattel; il était ennuyeux et pompeux; mais il était très-respectueux : le premier lord de la Trésorerie était grossièrement impertinent. Walpole raconte une anecdote qui, nous le craignons, est trop jolie pour être vraie. Il assure que Temple fit en présence de son royal maître un parallèle étudié entre la conduite de Byng à Minorque et celle de Sa Majesté à Oudenarde, parallèle où l'avantage était tout entier du côté de l'amiral.

Cet état de choses ne pouvait durer. Dans les premiers jours d'avril, Pitt et tous ses amis furent congédiés. Newcastle fut appelé à Saint-James. Le mécontentement public subsistait toujours. Il avait diminué quand Pitt était arrivé au pouvoir; mais il couvait sous la cendre, et ce fut alors qu'il éclata. Les fonds baissèrent. Le Conseil de la commune s'assembla et conféra à Pitt la franchise de la Cité. Toutes les grandes villes constituées en communes suivirent cet exemple. « Pendant quelques semaines, dit Walpole, il plut des boîtes d'or. »

Ce fut l'instant décisif de la vie de Pitt. On aurait pu s'attendre à ce qu'un homme d'un naturel aussi hautain et aussi violent, traité par la Cour d'une façon aussi désagréable et soutenu par le peuple avec tant d'enthousiasme, se serait empressé de saisir la première occasion de signaler sa puissance et de satisfaire son ressentiment : or l'occasion ne manquait pas. Les représentants de plusieurs comtés et de plusieurs grandes villes avaient reçu pour instructions de proposer une enquête sur les causes des insuccès de l'année précédente. Une motion dans ce sens avait été faite sans opposition à la Chambre des communes, et peu de jours après la destitution de Pitt l'enquête commença. Newcastle et ses collègues obtinrent un vote d'acquittement; mais la minorité fut tellement considérable qu'ils n'osèrent demander un vote d'approbation, comme ils en avaient d'abord eu l'intention, et quelques

fins observateurs ont pensé que, si Pitt avait voulu mettre en jeu toutes les ressources de son talent, l'enquête aurait pu se terminer par une censure, peut-être par un procès.

Pitt, en cette circonstance, montra une modération et une mesure qui ne lui étaient pas habituelles. Il avait appris par expérience qu'il lui était impossible de se maintenir seul. Son éloquence et sa popularité avaient beaucoup fait pour lui. Sans titre, sans fortune, sans influence électorale, haï du roi, haï de l'aristocratie, il était devenu un personnage de première importance dans l'État. Il lui avait été permis de former un ministère et de prononcer une sentence d'exclusion contre tous ses rivaux, contre le *nobleman* le plus puissant du parti whig, contre le *debater* le plus habile de la Chambre des communes, et maintenant il s'apercevait qu'il était allé trop loin. La constitution anglaise n'était pas à la vérité dépourvue d'éléments populaires; mais en somme d'autres éléments y prédominaient. La confiance et l'admiration de la nation pouvaient rendre redoutable un homme d'État placé à la tête de l'opposition, l'accabler de parchemins glacés et encadrés, de boîtes d'or, et peut-être, dans quelque cas particulier, semblable à celui de l'année précédente, le porter pour un certain temps au pouvoir; mais avec un Parlement composé comme l'était celui d'alors, le favori du peuple ne pouvait compter sur une majorité dans la Chambre proprement dite de ce peuple. Le duc de Newcastle, quelque méprisable qu'il fût par ses mœurs, par ses manières et par son intelligence, était un ennemi dangereux. Son rang, sa fortune, son influence parlementaire sans rivale, en auraient seuls fait un homme important, mais ce n'était pas tout. L'aristocratie whig le regardait comme son chef. Sa longue possession du pouvoir lui avait donné une espèce de droit imprescriptible à le posséder encore. La Chambre des communes avait été élue pendant qu'il était aux affaires. Les membres pour les bourgs ministériels avaient été nommés grâce à lui ; la plupart des fonctions publiques étaient remplies par ses créatures.

Pitt désirait le pouvoir, et des motifs élevés et généreux, nous

le croyons réellement, le lui faisaient désirer. Il était patriote dans le sens strict du mot. Il n'avait rien de cette philanthropie que les grands écrivains français de cette époque prêchaient à toutes les nations de l'Europe. Il aimait l'Angleterre comme un Athénien aimait la ville à la couronne violette, comme un Romain aimait la ville aux sept collines. Il voyait sa patrie humiliée et vaincue, il voyait l'esprit national disparaître. Il savait ce qu'on pouvait obtenir avec les ressources de l'État, si elles étaient vigoureusement employées, et il se sentait capable de les employer vigoureusement. « Milord, dit-il, au duc de Devonshire, je suis sûr que je puis sauver ce pays, et que personne autre ne le peut. »

Désirant donc être au pouvoir et comprenant que ses talents et la confiance publique n'étaient pas suffisants pour l'y maintenir contre le gré du roi et de l'aristocratie, il commença à songer à une coalition avec Newcastle.

Newcastle, de son côté, était disposé à une réconciliation. Lui aussi avait profité de son expérience récente. Il avait vu que la Cour et l'aristocratie, quoique puissantes, n'étaient pas tout dans l'État. Une forte alliance oligarchique, une grande influence électorale, un patronage considérable et des fonds secrets pouvaient être, en temps de paix et de tranquillité, tout ce dont un ministre avait besoin. Mais il eût été dangereux de se fier absolument à un tel appui, en temps de guerre, de mécontentement et d'agitation. La composition de la Chambre des communes n'était pas uniquement aristocratique, et, quelle que soit la composition des grandes assemblées délibérantes, leur esprit est toujours, à un certain degré, populaire. Là où la discussion est libre, l'éloquence doit avoir ses admirateurs, la raison faire des prosélytes. Là où la presse est libre, les gouvernants doivent vivre dans un respect constant de l'opinion des gouvernés.

Ainsi ces deux hommes, si différents de caractère, naguère ennemis si déclarés, étaient nécessaires l'un à l'autre. Newcastle était tombé en novembre, faute de cette confiance publique que Pitt possédait et de cet appui parlementaire que nul, mieux que

Pitt, n'était à même de donner. Pitt était tombé en avril, faute de cette espèce d'influence que Newcastle avait passé sa vie à acquérir et à accroître. Aucun d'eux n'avait assez de puissance pour se soutenir seul; chacun d'eux avait assez de puissance pour renverser l'autre. Leur union serait irrésistible; ni le roi, ni un seul parti dans l'État ne serait capable de tenir contre eux.

En de telles circonstances, Pitt était loin de vouloir en venir à des extrémités envers ceux qui l'avaient précédé au pouvoir. Quelque chose cependant était dû à la dignité de son caractère, et quelque chose était nécessaire pour la conservation de sa popularité. Il fit peu, mais ce peu il le fit de manière à produire un grand effet. Il se transporta à la Chambre dans tout l'appareil d'un goutteux, les jambes enveloppées de flanelle, le bras en écharpe. Malgré ses souffrances il ne quitta pas son siége pendant sept jours fatigants. Il prononça quelques phrases mordantes et véhémentes; mais durant presque toute la discussion son langage fut d'une douceur inaccoutumée.

L'enquête s'étant terminée sans vote d'approbation ni de censure, le principal obstacle à une coalition était levé, mais plusieurs autres subsistaient. Le roi en était encore à se réjouir d'être délivré du ministre fier et ambitieux qui lui avait été imposé par le cri de la nation. L'indignation de Sa Majesté fut portée à son comble quand il fut évident que Newcastle qui, pendant trente ans, avait reçu d'innombrables marques de la faveur royale, et s'était engagé par une promesse solennelle à ne jamais se coaliser avec Pitt, méditait une nouvelle perfidie. Fox était de tous les hommes d'État contemporains celui que préférait le roi, et ce dernier trouvait que l'alliance de Fox et de Newcastle était la plus souhaitable combinaison. Mais le duc était trop rusé pour donner dans un pareil piége. Comme orateur parlementaire, Fox aurait peut-être pu, en somme, être aussi utile à une administration que son célèbre rival, mais il était un des hommes les plus impopulaires de l'Angleterre. Newcastle ressentait en outre contre Fox cette jalousie qui, selon le proverbe, existe généralement entre

gens de la même profession. Fox voudrait certainement s'immiscer dans le département que Newcastle était le plus désireux de conserver pour lui seul, dans le département de la corruption, et Pitt était tout prêt à laisser cette ignoble besogne à quiconque aurait envie de s'en charger.

L'Angleterre resta onze semaines sans ministère. Le Parlement siégeait et la guerre était dans toute sa fureur. Les préventions du roi, la hauteur de Pitt, la jalousie, la légèreté et la fourberie de Newcastle, retardaient la solution. Pitt connaissait trop bien le duc pour se livrer et ne pas prendre ses sûretés. Le duc aimait trop le pouvoir pour donner volontiers des sûretés. Tandis qu'ils hésitaient ainsi, le roi tentait en vain d'amener entre eux une rupture définitive, ou de former un gouvernement sans eux. Il s'adressa une fois à lord Waldegrave, homme sensible et honnête, mais n'ayant pas l'habitude des affaires. Lord Waldegrave eut le courage d'accepter la Trésorerie, mais il s'aperçut bientôt que nulle administration organisée par lui n'aurait la moindre chance de subsister une seule semaine.

A la fin, l'obstination du roi céda devant les exigences de la situation. Sa Majesté se soumit, après toutefois s'être récriée avec beaucoup d'amertume, et non sans quelque justice, sur la conduite des whigs, qui auraient dû, dit-elle, être honteux de parler de liberté, alors qu'ils consentaient à être les laquais du duc de Newcastle. L'influence de la maison de Leicester engagea Pitt à rabattre un peu, mais seulement un peu de ses prétentions, et tout à coup, du chaos dans lequel on avait vu pendant quelque temps les partis s'élever, tomber, s'unir, se diviser, surgit un gouvernement aussi fort à l'intérieur que celui de Pelham, aussi heureux au dehors que celui de Godolphin.

Newcastle prit la Trésorerie. Pitt fut Secrétaire d'État, *leader* de la Chambre des communes, directeur suprême de la guerre et des affaires étrangères. Fox, le seul homme qui aurait pu donner de l'embarras au nouveau gouvernement, fut réduit au silence moyennant la place de *Paymaster of the Forces* qui, en temps de

guerre, était probablement l'emploi le plus lucratif de tout le gouvernement. Il était pauvre et la place était tentante; cependant on ne peut s'empêcher de trouver extraordinaire qu'un homme, qui, en politique, avait joué un rôle de premier ordre, et dont les talents n'avaient point paru au-dessous de ce rôle, qui avait fait partie du cabinet, qui avait été *leader* de la Chambre des communes, qui, à deux reprises avait été chargé par le roi de former un ministère, qui était regardé comme le rival de Pitt, et qui sembla une fois devoir en être le rival heureux, ait consenti, grâce à de beaux émoluments, à prendre une place subordonnée, et à voter silencieusement pour toutes les mesures d'un gouvernement aux délibérations duquel il n'était point admis.

La vigueur, plus que le bon sens, caractérisa les premiers actes de la nouvelle administration. Des expéditions furent envoyées sans grand succès contre différentes parties des côtes de France. La petite île d'Aix fut prise; Rochefort fut menacé, quelques vaisseaux furent brûlés dans le port de Saint-Malo, quelques canons et quelques mortiers des fortifications de Cherbourg furent rapportés comme trophées. Mais bientôt des conquêtes d'une tout autre espèce remplirent le royaume de joie et d'orgueil. Une suite de victoires assurément brillantes et, croyait-on, profitables, élevèrent au plus haut point la renommée du ministre qui présidait à la conduite de la guerre. En juillet 1758, Louisbourg se rendit, on s'empara de l'île du cap Breton. La flotte à laquelle la cour de Versailles avait confié la défense de l'Amérique française fut détruite. Les drapeaux enlevés à l'ennemi furent portés en grande pompe du palais de Kensington à la Cité, et suspendus dans l'église Saint-Paul, au bruit des tambours et du canon et aux acclamations d'une multitude immense. Des adresses de congratulation vinrent de toutes les grandes villes d'Angleterre. Le Parlement se réunit uniquement pour voter des remercîments et des monuments, et pour accorder, sans le moindre murmure, des crédits plus que doubles de ceux qui avaient été accordés pendant la guerre de l'Alliance générale.

L'année 1759 débuta par la conquête de Gorée : la Guadeloupe fut prise, puis Ticonderoga, puis Niagara. Boscawen défit complétement l'escadre de Toulon à la hauteur du cap Lagos ; mais le plus grand exploit de l'année fut la bataille où périt Wolfe, sur les hauteurs d'Abraham. La nouvelle de la mort glorieuse de ce général et de la chute de Québec arriva à Londres dans la semaine même de l'ouverture des Chambres. Tout était joie et triomphe. L'envie et l'esprit de faction furent forcés de prendre part à l'applaudissement général. Whigs et Tories rivalisèrent de louanges pour le génie et l'énergie de Pitt. On ne parlait jamais de ses collègues ; on n'y pensait même pas. La Chambre des communes, la nation, les colonies, nos alliés, nos ennemis avaient les yeux fixés sur lui seul.

Le Parlement avait à peine voté un monument à Wolfe lorsqu'un nouvel événement excita une joie nouvelle. La flotte de Brest, que commandait Conflans, avait mis à la voile. Elle fut attaquée par une escadre anglaise sous les ordres de Hawke. Conflans essaya de se mettre en sûreté le long des côtes de France. Le rivage était hérissé de rochers : la nuit était noire, le vent était furieux, les vagues de la baie de Biscaye étaient très-fortes; mais Pitt avait communiqué à chaque branche du service un esprit qui avait été longtemps inconnu. Aucun marin anglais n'avait envie de commettre une erreur pareille à celle de Byng. Le pilote dit à Hawke que l'attaque ne pouvait s'effectuer sans les plus grands dangers. « Vous avez rempli votre devoir en me faisant cette observation, dit Hawke. Je répondrai de tout. Je vous ordonne de me conduire vers l'amiral français. » Deux vaisseaux français échouèrent, quatre furent détruits; le reste se réfugia dans les rivières de Bretagne.

Vint l'année 1760; et avec elle vinrent encore de nouvelles victoires. Montréal fut pris. Toute la province du Canada fut subjuguée. Les flottes françaises essuyèrent une suite de désastres dans les mers d'Europe et d'Amérique.

En même temps s'étaient accomplies dans l'Inde des conquêtes égalant en rapidité et surpassant en grandeur celles de Cortez et

de Pizarre. En l'espace de trois ans l'Angleterre avait fondé un puissant empire. Les Français avaient été défaits sur tous les points de l'Inde. Chandernagor s'était rendu à Clive, Pondichéry à Coote. Dans toute la province de Bengale, Bahar et Orissa, et dans le Carnatic l'autorité de la Compagnie des Indes orientales était plus absolue que ne l'avait jamais été celle d'Acbar et d'Aurungzebe.

En Europe, les Anglais avaient contre eux l'avantage du nombre. Nous n'avions qu'un allié important, le roi de Prusse, et il était attaqué non-seulement par la France, mais encore par la Russie et par l'Autriche. Cependant sur le continent l'énergie de Pitt triompha aussi de toutes les difficultés. Lui qui avait condamné avec tant de véhémence l'usage de soudoyer des princes étrangers, il pratiqua ce système beaucoup plus que Carteret n'aurait osé le faire. L'actif et habile souverain de la Prusse reçut des secours pécuniaires suffisants pour être à même de continuer la guerre sur un pied d'égalité contre ses puissants adversaires. Pitt n'avait jamais parlé sur aucun sujet avec autant d'éloquence et d'ardeur que sur les inconvénients de la *connexion* hanovrienne. Il déclara, non sans une forte apparence de raison, qu'il serait indigne du peuple anglais de souffrir que son roi fût dépouillé de ses domaines électoraux dans une querelle anglaise. Il assura à ses compatriotes qu'ils n'y perdraient pas et qu'il leur conquerrait une Amérique en Allemagne. En agissant ainsi, il se concilia le roi, et ne vit diminuer en rien son influence sur la nation. L'ascendant que lui acquirent dans le Parlement son éloquence, ses succès, sa haute position, sa fierté et son courage intrépide, fut si grand qu'il se permit envers la Chambre des libertés dont jusqu'alors il n'y avait eu aucun exemple et qui depuis ne se sont jamais renouvelées. Là nul orateur ne pouvait se hasarder à lui reprocher ses inconséquences. Un infortuné membre fit cette tentative : l'attitude dédaigneuse du ministre le déconcerta tellement qu'il balbutia, s'arrêta court et se rassit. Même les vieux gentilshommes campagnards tories, auxquels le nom seul du Hanovre

avait été odieux, donnaient franchement leur assentiment aux demandes de subsides qui se succédaient les unes aux autres. Dans une vive satire du temps, beaucoup plus vive que délicate, cette conversion est décrite assez heureusement :

Ils ne firent plus un *fiddle-faddle* (murmure ironique)
A propos d'un cheval ou d'une selle de la Hesse,
Pas davantage à propos des mesures continentales,
Pas davantage de la dissipation des trésors anglais :
Dix millions, et un vote de crédit !
C'est bien ! Il ne peut avoir tort celui qui a fait cela.

Pitt avait pris relativement au continent de vigoureuses mesures dont le succès fut tel qu'on pouvait s'y attendre. Quand il était arrivé au pouvoir le Hanovre était dans un danger imminent, et il n'y avait pas trois mois qu'il était en fonction que tout l'électorat était aux mains des Français. Mais la face des choses changea bientôt. Les envahisseurs furent repoussés. Une armée, composée partie d'Anglais, partie de Hanovriens, partie de soldats fournis par les petits princes d'Allemagne, fut placée sous le commandement du prince Ferdinand de Brunswick. Les Français furent battus à Crevelt en 1758, puis en 1759 à Minden où ils éprouvèrent une défaite encore plus complète et encore plus humiliante.

La nation offrait tous les signes de la richesse et de la prospérité. Les marchands de Londres n'avaient jamais fait de meilleures affaires. L'importance de plusieurs grandes villes commerciales et manufacturières, de Glascow en particulier, date de cette époque. D'après la belle inscription gravée sur le tombeau de lord Chatham, à Guildhall, l'opinion générale des citoyens de Londres a été que sous l'administration de Pitt le commerce fut « associé à la guerre et par elle rendu florissant. »

Il faut avouer que ces signes de prospérité étaient jusqu'à un certain point illusoires. Il faut avouer que quelques-unes de nos conquêtes étaient plutôt brillantes qu'utiles. Il faut avouer que les frais nécessités par la guerre n'entraient jamais dans les con-

sidérations de Pitt. Peut-être serait-il plus exact de dire que le plaisir qu'il avait à remporter des victoires croissait en proportion des sommes qu'elles exigeaient. Tout différent des autres hommes placés dans sa position, il aimait à exagérer les dépenses que faisait la nation sous son administration. Il était fier des sacrifices auxquels son éloquence et ses succès avaient entraîné ses compatriotes. Les charges au prix desquelles il acheta de loyaux services et de complets triomphes, quoique bien moins lourdes que celles qu'imposa son fils, le plus prodigue et le plus incapable des ministres de la guerre, pour n'aboutir qu'à la trahison, à la défaite et à la honte, pesèrent longtemps et rudement sur la nation.

Même comme ministre de la guerre, c'est à peine si Pitt a droit à tous les éloges dont le comblèrent ses contemporains. Nous ne pouvons, — peut-être est-ce ignorance de notre part, — découvrir dans ses actes quelque apparence de combinaison profonde ou habile. Plusieurs de ses expéditions, particulièrement celles qui furent envoyées contre les côtes de France, furent à la fois coûteuses et absurdes. Nos conquêtes indiennes, bien qu'elles aient ajouté à la splendeur de la période durant laquelle il a été à la tête des affaires, ne lui sont pas dues. Il avait sans contredit une grande énergie, une grande volonté, de grands moyens personnels. Il avait un caractère entreprenant, et, placé comme il l'était, il n'avait qu'à obéir à son caractère. Pour chacune de ses tentatives il pouvait compter sur la fortune et sur la valeur d'une nation brave et riche.

Il mérita cependant, à un point de vue, tous les éloges qu'il reçut jamais. L'habileté de ses plans contribua peut-être au succès de nos armes moins que la puissance des ressources nationales et de l'esprit national. Mais si l'esprit national ne fut pas au-dessous des circonstances, si les ressources nationales furent prodiguées avec une bonne volonté sans exemple, c'est évidemment à lui qu'on le doit. L'ardeur de son âme avait mis en feu le royaume tout entier. Elle enflammait chaque soldat qui traînait

le canon sur les hauteurs de Québec, chaque marin qui abordait les vaisseaux français au milieu des rochers de la Bretagne. Le ministre était depuis peu de temps au pouvoir, qu'il avait déjà rendu le caractère des chefs qu'il employait aussi impétueux, aussi aventureux, aussi audacieux que le sien propre. Ils étaient ainsi que lui disposés à tout risquer, à jouer quitte ou double jusqu'à la fin, à penser que rien n'était fait tant qu'il restait quelque chose à faire, à périr plutôt que de ne rien tenter. Pour des fautes résultant d'un excès de témérité il pouvait y avoir de l'indulgence, pour des fautes résultant d'un excès de circonspection, pour des fautes du genre de celle de lord Georges Sackeville, il n'y avait aucune merci. Dans d'autres temps et avec d'autres ennemis, cette manière de faire la guerre n'aurait peut-être pas réussi. Mais l'état du gouvernement français et de la nation française donnait tout avantage à Pitt. La vigueur de celui-ci effrayait et déroutait les petits-maîtres et les intrigants de Versailles. Toutes les classes de la société étaient frappées de panique. Nos ennemis en étaient promptement venus à regarder comme inévitable d'être toujours battus. La victoire engendrait la victoire, de telle façon que partout où les armées des deux nations se rencontraient, il y avait d'un côté une confiance méprisante, et de l'autre une terreur profonde.

A la fin du règne de Georges II, Pitt était dans une situation plus enviable que celle où fut jamais aucun homme public en Angleterre. Il s'était concilié le roi; il régnait en maître sur la Chambre des communes; il était adoré du peuple; il était admiré de l'Europe entière; il était le premier Anglais de son temps, et il avait fait de l'Angleterre le premier pays du monde. Le grand *Commoner*, nom par lequel on le désignait souvent, pouvait de sa haute position jeter un regard de dédain sur les couronnes comtales et ducales et sur les jarretières. La nation était ivre de joie et d'orgueil. Le Parlement était aussi tranquille qu'il l'avait été sous Pelham. Les vieilles distinctions de partis étaient presque effacées, et n'étaient pas encore remplacées par des distinctions

plus importantes. Il y avait une nouvelle génération de squires et de recteurs campagnards qui ne connaissait pas les Stuarts. Les dissidents étaient tolérés; les catholiques n'étaient pas cruellement persécutés; l'Église sommeillait et se montrait indulgente. Le grand conflit civil et religieux qui avait commencé à la Réformation semblait finir au milieu d'un repos universel. Whigs et tories, anglicans et puritains parlaient avec un égal respect de la Constitution, et avec un égal enthousiasme des talents, des vertus et des services du ministre.

Quelques années suffirent pour tout changer. Une nation déchirée par l'esprit de faction, un trône en butte aux plus violentes invectives, une Chambre des communes haïe et méprisée de la nation, l'Angleterre levée contre l'Écosse, la Grande-Bretagne contre l'Amérique; une législature rivale siégeant au delà de l'Atlantique; le sang anglais versé par les baïonnettes anglaises, nos armées capitulant, nos ennemis se hâtant de tirer vengeance de leur humiliation passée; notre pavillon à peine capable de se faire respecter même dans les mers qui baignent nos côtes, tel fut le spectacle que Pitt put voir avant de mourir. Mais l'histoire de cette grande révolution exigerait plus d'espace qu'il ne nous en reste. Nous laissons le grand *Commoner* au zénith de sa gloire. Il n'est pas impossible que nous saisissions quelque autre occasion de raconter sa vie jusqu'à son dernier jour, triste, mais non sans gloire.

LE

COMTE DE CHATHAM

OCTOBRE 1844

Correspondance de William Pitt, comte de Chatham. 4 vol. in-8°, Londres, 1840.

Lettres d'Horace Walpole, comte d'Orford, à Horace Mann. 4 vol. in-8°, Londres, 1843-44.

Nous avons commencé, il y a plus de dix ans, une esquisse de la vie politique du grand lord Chatham. Nous nous arrêtâmes alors à la mort de Georges II, avec l'intention de reprendre bientôt notre tâche. Des circonstances qu'il serait fastidieux de rapporter ici nous ont longtemps empêché de mettre notre projet à exécution. Nous ne pouvons le regretter. Car, comparés à ceux que nous possédons actuellement, les matériaux que nous avions à notre disposition en 1834 étaient peu nombreux et peu satisfaisants. Même aujourd'hui, bien que nous ayons pu puiser à de précieuses sources d'informations, encore interdites au public, nous ne saurions nous dissimuler que l'histoire des dix premières années du règne de Georges III ne nous est connu qu'imparfaitement. Nous croyons néanmoins que nous sommes à même de mettre sous les yeux de nos lecteurs un récit qui ne sera dépourvu

ni d'enseignement ni d'intérêt. Nous revenons donc avec plaisir à notre travail interrompu.

Nous avons laissé Pitt au zénith de la prospérité et de la gloire, l'idole de l'Angleterre, la terreur de la France, l'admiration du monde civilisé. De quelque côté que vînt le vent, il apportait à l'Angleterre des nouvelles de batailles gagnées, de forteresses prises, de provinces ajoutées à l'empire britannique. A l'intérieur les partis étaient plongés dans un état léthargique sans précédent depuis l'époque où l'esprit public avait été tiré de sa torpeur par le grand schisme religieux du seizième siècle.

Pour bien faire comprendre les événements que nous avons à raconter, il est bon que nous examinions les causes qui pendant un certain temps avaient en apparence calmé l'ardeur des deux grands partis anglais.

Si, rejetant tout ce qui est purement accidentel, nous nous attachons aux traits vraiment caractéristiques du Whig et du Tory, nous pouvons considérer chacun d'eux comme le représentant d'un grand principe essentiel à la prospérité des nations. L'un est d'une façon spéciale le gardien de la liberté, l'autre le gardien de l'ordre. L'un est la puissance motrice de l'État, l'autre la puissance conservatrice. L'un est la voile sans laquelle la société ne ferait aucun progrès; l'autre est le lest sans lequel on ne serait guère en sûreté dans une tempête. Mais durant les quarante-six années qui suivirent l'avénement de la maison de Hanovre, ces traits distinctifs semblèrent s'effacer. Le Whig pensa qu'il ne pouvait mieux servir la liberté civile et religieuse qu'en soutenant vigoureusement la dynastie protestante. Le Tory pensa qu'il ne pouvait mieux prouver sa haine des révolutions qu'en attaquant un gouvernement issu d'une révolution. Tous deux finirent, peu à peu, par tenir plus de compte des moyens que du but. Tous deux se trouvèrent jetés dans des situations contraires à leur nature, et tous deux, comme des animaux transportés sous un climat antipathique à leur constitution, languirent et dégénérèrent. Le Tory éloigné du soleil de la cour était comme un chameau

au milieu des neiges de la Laponie; le Whig se chauffant aux rayons de la faveur royale était comme un renne au milieu des sables de l'Arabie.

Dante raconte qu'il vit dans le Maleboge un combat étrange entre une figure humaine et un serpent. Les deux adversaires, après s'être fait de cruelles blessures, s'arrêtaient un instant et se lançaient des regards terribles. Un grand nuage les entourait, et alors commençait une étonnante métamorphose. Chacun de ces êtres prenait la forme de son antagoniste. La queue du serpent se partageait et se changeait en deux jambes; les jambes de l'homme s'entrelaçaient et se changeaient en queue. Du corps du serpent sortaient deux bras, et les deux bras de l'homme rentraient dans le corps de celui-ci. Enfin le serpent devenait homme et parlait, l'homme devenait serpent et rampait en sifflant. Quelque chose de semblable arriva aux deux partis anglais pendant le règne de Georges Ier. Chacun d'eux prit graduellement la couleur et la forme de son ennemi, à ce point que le Tory se leva en défenseur zélé de la liberté, que le Whig rampa et lécha la poussière aux pieds du pouvoir.

Il est vrai que ces politiques dégénérés quand ils discutaient sur des questions purement spéculatives, principalement quand ils discutaient sur des questions relatives à la conduite de leurs ancêtres respectifs, semblaient encore différer autant entre eux que l'avaient fait leurs ancêtres. Le Whig qui pendant trois législatures, n'avait pas émis un seul vote contre la cour, et qui était prêt à vendre son âme pour le *Comptroller's staff* (Bâton de contrôleur) ou pour la *Great wardrobe* (Grande garde-robe), prétendait encore devoir ses doctrines politiques à Locke et à Milton, honorait encore la mémoire de Pym et de Hampden, et le 31 janvier buvait encore volontiers, d'abord à l'homme masqué, puis à celui qui aurait agi de même sans masque. Le Tory, de son côté, tout en injuriant le doux et modéré Walpole, tout en le traitant d'ennemi mortel de la liberté, ne pouvait trouver rien à blâmer dans la tyrannie de fer de Strafford et de Laud. Mais quelque ju-

gement que le Whig et le Tory de cette époque pussent porter sur des faits accomplis depuis longtemps, il est hors de doute que, touchant les questions pratiques alors pendantes, le Tory était un réformateur, et même un réformateur déréglé et imprudent, tandis que le Whig était conservateur jusqu'au fanatisme. Nous avons vu de notre temps, dans un pays voisin, de semblables effets produits par des causes semblables. Qui aurait pensé, il y a quinze ans, que M. Guizot et M. Villemain auraient un jour à défendre la propriété et l'ordre social contre les attaques d'ennemis tels que M. de Genoude et M. de la Rochejaquelein?

Ainsi, les successeurs des vieux Cavaliers s'étaient transformés en démagogues, et les successeurs des vieilles Têtes Rondes s'étaient transformés en courtisans. Mais il s'écoula encore bien du temps avant que leur animosité mutuelle commençât à s'éteindre; car il est dans la nature des partis de tenir beaucoup plus à leurs inimitiés originelles qu'à leurs principes originels. Une génération de whigs que Sidney aurait méprisés comme des esclaves, et une génération de tories que Jeffreys aurait fait pendre comme républicains, continuèrent pendant bien des années à se faire une guerre à mort.

Durant tout le règne de Georges I[er] et environ la moitié du règne de Georges II, un tory était regardé comme un ennemi de la maison régnante et privé de toutes les faveurs de la couronne. Bien que la plupart des gentlemen campagnards fussent tories, on ne créa que parmi les whigs des pairs ou des baronnets. Bien que la plupart des membres du clergé fussent tories, on ne nomma que des whigs doyens ou évêques. Dans chaque comté, des squires tories, riches et appartenant à d'anciennes familles, se plaignaient que leurs noms ne figurassent pas sur la liste des juges de paix, tandis que des hommes ayant une fortune et une naissance médiocres, des hommes qui étaient partisans de la tolérance et de l'Excise, des parlements septennaux et des armées permanentes, présidaient aux *Quarter sessions* et devenaient *Deputy lieutenants*.

Les idées de réconciliation firent peu à peu quelque progrès.

Lorsque Walpole était aux affaires, une puissante fraction du parti whig, que patronnait l'héritier présomptif du trône, fut entraîné, par sa haine pour le ministre, à s'allier au parti tory et même à conclure une trêve avec les jacobites. Après la chute de sir Robert, l'interdiction qui pesait sur le parti tory fut levée. Les whigs conservèrent les principales fonctions gouvernementales, et en vérité il ne pouvait en être autrement, car la noblesse et la *gentry* tories, quoique considérables sous le rapport du nombre et de la richesse, comptaient à peine dans leurs rangs un seul homme remarquable par son talent, soit pour les affaires, soit pour la discussion. Cependant quelques tories furent nommés à des emplois secondaires, et cet acte de condescendance produisit un heureux effet sur l'esprit du parti tout entier. Le premier lever de Georges II, après la retraite de Walpole, offrit un spectacle curieux. A côté des fidèles partisans de la maison de Brunswick, à côté des Russell, des Cavendish et des Pelham, on vit apparaître une foule de visages complétement inconnus aux pages et aux gentilshommes de service, des seigneurs de manoirs ruraux dont l'ale et les chasses de renard étaient célèbres dans le voisinage de Mendip-Hills ou autour du Wrekin, mais qui n'avaient pas franchi le seuil du palais depuis le temps où Oxford, le bâton blanc à la main, se tenait derrière la reine Anne.

Pendant les dix-huit années qui suivirent ce jour, les deux partis eurent de plus en plus le goût du repos. L'apathie de l'esprit public doit être attribuée en grande partie à l'injuste violence avec laquelle l'administration de Walpole avait été attaquée. Dans le corps politique, comme dans le corps humain, une langueur morbide succède en général à une agitation morbide. Les sophismes, les calomnies, les déclamations, les véhéments appels à l'orgueil national avaient surexcité le peuple jusqu'à la folie. Au milieu de la plus grande abondance on avait déraisonné comme si la famine avait régné dans le pays. Alors qu'on jouissait d'une somme de liberté civile et religieuse supérieure à celle qu'avait jamais possédée aucune grande société, on réclamait hautement

un Timoléon ou un Brutus qui sût frapper l'oppression au cœur. Tel était l'état des esprits, quand eut lieu le changement d'administration, et l'on s'aperçut bientôt qu'il n'y aurait pas la moindre modification dans le système du gouvernement. Ceci eut ses conséquences naturelles. Au zèle frénétique succéda une sombre indifférence. Non-seulement le jargon du patriotisme cessa d'avoir du charme pour les oreilles du public; mais il inspira un dégoût semblable à celui qu'avait inspiré le jargon du puritanisme après la chute du *Croupion*. L'accès chaud était passé; l'accès froid commençait; et il fallut du temps avant que des artifices séditieux, ou même de réels sujets de plainte, pussent ranimer l'ardent paroxysme qui avait eu son cours et était arrivé à son terme.

On tenta deux fois de troubler cette tranquillité. L'héritier banni de la maison de Stuart suscita une rébellion; l'héritier mécontent de la maison de Brunswick se mit à la tête d'une opposition. La rébellion et l'opposition se réduisirent à rien. Le parti jacobite fut anéanti à la bataille de Culloden. La mort du prince Frédéric désorganisa la faction qui, dirigée par lui, avait essayé, sans grand succès, d'entraver le gouvernement du roi. Les principaux partisans du prince se hâtèrent de faire leur paix avec le ministère, et la torpeur politique devint complète.

Cinq ans après la mort du prince Frédéric, l'esprit public fut un moment violemment agité. Mais les vieilles querelles des whigs et des tories n'étaient nullement la cause de cette agitation. L'Angleterre était en guerre avec la France. La guerre avait été faiblement conduite. Minorque nous avait été enlevée. Notre flotte s'était retirée devant le pavillon blanc de la maison de Bourbon. Une amère sensation d'humiliation, nouvelle pour la plus fière et la plus brave des nations, fit taire tout autre sentiment. Tous les comtés et toutes les villes importantes du royaume demandèrent à grands cris un gouvernement capable de relever l'honneur des armes anglaises. Le duc de Newcastle et Pitt étaient les deux hommes les plus puissants du pays. Une alternative de victoires et de défaites les avait convaincus qu'aucun d'eux ne pouvait se

maintenir seul. L'intérêt de l'État et l'intérêt de leur propre ambition les poussèrent à se coaliser. De leur coalition sortit le ministère qui était au pouvoir lorsque Georges III monta sur le trône.

Plus on examine avec soin la composition de ce célèbre ministère, plus on a de raisons de s'étonner de l'adresse ou du hasard qui avait combiné en un tout si harmonieux des éléments si variés et en apparence si incompatibles. On voyait pour la première fois mis ensemble l'influence qui résulte de l'intégrité sans tache, l'influence qui résulte des plus viles manœuvres de la corruption; la force due aux relations aristocratiques, la force due à l'enthousiasme démocratique. Newcastle apportait à la coalition un pouvoir immense que lui avaient transmis Walpole et Pelham. Les fonctions publiques, l'Église, les cours de justice, l'armée, la flotte, le service diplomatique, regorgeaient de ses créatures. Des gens nommés par lui représentaient les bourgs qui, longtemps après, formèrent les mémorables cédules A et B. Les grandes familles whigs qui, durant plusieurs générations, avaient été élevées dans la discipline des guerres de parti, et qui étaient accoutumées à marcher en phalange serrée, le reconnaissaient pour chef. Pitt, de son côté, avait ce dont manquait Newcastle, une éloquence qui remuait les passions et charmait l'imagination, une haute réputation de pureté, la confiance et l'ardent amour des masses.

Les deux ministres se partagèrent les diverses branches du gouvernement d'une manière singulièrement heureuse. Chacun d'eux prit le département à l'administration duquel il était particulièrement apte, et ni l'un ni l'autre n'eut de propension à s'immiscer dans les affaires du département de son collègue. Newcastle eut la Trésorerie, le patronage civil et ecclésiastique, et la disposition de la partie des fonds secrets qui était alors employée à subventionner des membres du Parlement. Pitt fut secrétaire d'État chargé de la direction de la guerre et des affaires étrangères. Ainsi dans un canal s'écoulait la fange de tous les égouts nuisibles et pestilentiels du gouvernement; dans l'autre, passait seulement ce qui était brillant et sans souillure. Les politiques médiocres et

vaniteux qui visaient aux commissariats, aux bâtons d'or, aux rubans, encombraient la grande maison qui fait le coin de *Lincoln's Inn Fields*. Là apparaissaient, à chaque lever, dix-huit ou vingt paires de manches de lin, car il n'y avait pas, dit-on, un seul prélat qui ne dût à Newcastle son élévation ou quelque changement subséquent. Là apparaissaient ces membres de la Chambre des communes, dont les votes silencieux étaient la principale force du gouvernement. L'un désirait une place dans l'Excise pour son sommelier; un autre venait à propos d'une prébende pour son fils; un troisième disait à voix basse qu'il avait toujours appuyé Sa Grâce et la succession protestante; que sa dernière élection avait été très-dispendieuse; que les *Potwallopers*[1] n'avaient maintenant plus de conscience; qu'il avait été forcé d'emprunter sur hypothèque et qu'il ne savait comment faire pour se procurer cinq cents livres. Le duc leur pressait les mains, les serrait dans ses bras, leur donnait de petites tapes dans le dos et les renvoyait, tantôt avec des gages, tantôt avec des promesses. Pitt se tenait fièrement à distance de ce trafic. Non-seulement il était incorruptible, mais il reculait devant l'ignoble besogne de corrompre les autres. Cependant il n'avait point été vingt ans membre du Parlement et dix ans fonctionnaire sans avoir découvert par quels ressorts marchait le gouvernement. Il savait parfaitement que ses collègues pratiquaient la corruption sur une vaste échelle. Haïssant cet usage, mais désespérant de le faire disparaître, et doutant qu'à cette époque un ministère pût se maintenir sans cela, il résolut de fermer les yeux. Il ne voulait rien voir, rien connaître, rien croire. Les gens qui venaient lui parler de parts dans des contrats lucratifs ou de moyens d'assurer une *Cornish corporation* (Corporation de Cornouailles) étaient bientôt décontenancés par son arrogante humilité : ils lui faisaient trop d'honneur; de tels sujets étaient au-dessus de sa capacité ; son gracieux souverain

[1] Électeurs d'un bourg, où quiconque *fait bouillir un pot* a droit de voter. (Trad.)

écoutait, il est vrai, avec indulgence, ses pauvres avis touchant les expéditions et les traités ; ses collègues condescendraient probablement à prendre son opinion, s'il s'agissait de savoir qui serait chargé du commandement dans l'armée du Nord, ou qui serait nommé ambassadeur à Berlin ; mais il n'avait pas la moindre influence sur le secrétaire de la Trésorerie, et ne pourrait se hasarder à demander une place de *Tidewaiter*[1].

Il devait peut-être sa popularité autant à sa fastueuse probité qu'à son éloquence et à son talent pour l'administration de la guerre. Partout on disait, avec joie et admiration, que le grand *Commoner*, n'ayant aucun avantage de fortune ou de naissance, était devenu le premier citoyen d'Angleterre, en dépit de la cour et de l'aristocratie ; qu'il avait fait de l'Angleterre le premier pays du monde; que, de Lisbonne à Moscou, son nom était prononcé avec respect dans tous les palais; qu'il avait des trophées dans les quatre parties du monde; que, cependant, il était encore William Pitt tout court, sans titre ni rubans, sans pension ni sinécure; que n'importe où il se retirerait, après avoir sauvé l'État, il lui faudrait vendre son attelage et ses flambeaux d'argent ; que malgré la corruption si généralement répandue, ses mains étaient pures, qu'elles n'avaient jamais reçu, jamais donné le salaire de l'infamie. Ainsi la coalition était pourvue de toutes les qualités, hautes et basses, de la nature humaine ; elle était forte des forces réunies de la vertu et de Mammon.

Pitt et Newcastle avaient tous deux également rang de premier ministre. Les places secondaires avaient été distribuées d'après un principe qui consistait à faire entrer dans le gouvernement tous les partis et toutes les ombres de parti, sauf cependant les jacobites déclarés, c'est-à-dire tout homme public qui, grâce à ses talents ou à sa position, semblait devoir être utile par ses services ou formidable par son opposition.

[1] Commis de la douane qui va au-devant des vaisseaux arrivant au port. (Trad.)

Les whigs, en vertu de ce que l'on considérait alors comme leur droit imprescriptible, eurent la part du pouvoir de beaucoup la plus considérable. Le pivot principal de l'administration était ce qu'on peut appeler la grande *connexion* whig, *connexion* qui durant près d'un demi-siècle avait été presque toujours la puissance dominante dans le pays, et qui possédait une immense autorité à cause du rang, de la fortune, de l'influence électorale, de la parfaite union de ses membres. A cette *connexion*, dont Newcastle était le chef, appartenaient les maisons de Cavendish, de Lennox, de Fitzroy, de Bentinck, de Manners, de Conway, de Wentworth et plusieurs autres d'une haute distinction.

Il y avait encore deux importantes *connexions* whigs, qui, toutes deux, auraient pu former le noyau d'une forte opposition ; mais on trouva place pour toutes deux dans le gouvernement. Elles étaient connues sous les noms des Bedfords et des Grenvilles.

Richard Temple était le chef des Grenvilles. Ses talents pour l'administration et la discussion n'étaient pas d'un ordre très-élevé. Mais sa grande fortune, son caractère turbulent et sans scrupule, son infatigable activité, son habileté comme tacticien parlementaire éhonté, faisaient de lui l'ennemi le plus formidable que pût avoir un ministère. Il fut nommé garde du sceau privé. Son frère Georges fut trésorier de la marine. On les supposait étroitement liés d'amitié avec Pitt qui avait épousé leur sœur et était le mari le plus esclave de sa femme qui existât.

Les Bedfords, ou, comme les appelaient leurs ennemis, la bande de Bloomsbury, faisaient profession de suivre John, duc de Bedford ; mais en réalité, ils le conduisaient où ils voulaient et très-souvent le conduisaient où il ne serait jamais allé de son propre mouvement. Il avait plusieurs bonnes qualités intellectuelles et morales, et aurait certainement été un homme respectable, peut-être même un homme distingué, s'il avait moins subi l'influence de ses amis, ou s'il avait été plus heureux en choisissant ceux-ci. Quelques-uns d'entre eux, il est juste de le dire, étaient des gens

de talent : mais, à cela, nous le craignons, doit se borner leur éloge. Sandwich et Rigby étaient d'habiles *debaters*, de joyeux compagnons, d'adroits intrigants, des maîtres en matière de brocantage électoral, des hommes d'une honteuse immoralité dans la vie publique et dans la vie privée. Wegmouth avait une éloquence naturelle qui parfois étonnait ceux qui savaient combien peu il avait étudié. Mais il était indolent et dissolu, et il avait de bonne heure compromis une belle fortune en abusant des dés, et une belle constitution en abusant de la bouteille. La richesse et la puissance du duc, les talents et l'audace de ses adhérents auraient pu donner de l'embarras au ministère le plus fort. On s'assura leur concours. Le duc fut nommé lord lieutenant d'Irlande, Rigby fut son secrétaire, et le parti tout entier appuya avec docilité les mesures proposées par le gouvernement.

Deux hommes, William Murray et Henri Fox, avaient paru, peu de temps auparavant, en situation de disputer à Pitt les fonctions de *leader* de la Chambre des communes. Mais Murray avait été relégué à la Chambre des lords, et il était Chief-justice du Banc du roi, Fox était encore, il est vrai, à la Chambre des communes; mais on avait trouvé le moyen d'obtenir sinon son appui vigoureux, du moins son acquiescement silencieux. C'était un homme pauvre : c'était un père plein de faiblesse. La place de *Paymaster general*, pendant une guerre dispendieuse, était à cette époque le poste le plus lucratif qui fût à la disposition du gouvernement. Cette place fut donnée à Fox. La perspective de faire en peu d'années une magnifique fortune, et d'assurer amplement l'avenir de son cher fils Charles fut pour lui une tentation irrésistible. C'était, à la vérité, grandement déchoir que d'accepter une position secondaire, quelque avantageuse qu'elle fût, après avoir été le *leader* de la Chambre des communes, après avoir été chargé de composer un ministère. Mais Fox n'était pas doué d'un sentiment délicat de la dignité personnelle.

Nous n'avons pas le loisir d'examiner tous les hommes marquants qui furent, à un titre quelconque, attachés au gouverne-

ment. Nous pouvons citer les noms de Hardwicke, réputé le premier jurisconsulte du siècle; de Legge, réputé le premier financier du siècle; d'Oswald, esprit prompt et pénétrant; de Nugent, audacieux et spirituel, de Charles Townshend, le plus brillant et le plus versatile des hommes; d'Elliot, de Barrington, de North, de Pratt. En vérité, si notre mémoire n'est pas en défaut, il n'y avait à la Chambre des communes que deux hommes d'un talent remarquable qui n'appartinssent pas au gouvernement, et ces deux hommes étaient placés si bas dans l'estime publique que le seul service qu'ils pussent rendre à un gouvernement, c'était de lui faire de l'opposition. Nous voulons parler de lord Georges Sackeville et de Bubb Doddington.

Bien que la plupart des hommes en place et tous les membres du cabinet fussent des whigs reconnus, les tories ne furent en aucune façon exclus des emplois. Pitt avait gratifié quelques-uns d'entre eux de commandements dans la milice : ces commandements augmentaient leurs revenus et leur influence dans leur comté, et ils étaient, en conséquence, mieux disposés qu'ils ne l'avaient jamais été depuis la mort de la reine Anne. Quelques membres de ce parti continuaient encore de murmurer en prenant leur punch au *Cocoa Tree;* mais à la Chambre des communes, il n'y avait pas un seul de ces mécontents qui osât lever les yeux au-dessus des boucles de souliers de Pitt.

Ainsi, il n'y avait absolument aucune opposition. Bien plus, il n'y avait aucun signe qui permît de deviner de quel côté une opposition pouvait vraisemblablement s'organiser. Il s'écoula plusieurs années durant lesquelles le Parlement semblait avoir renoncé à sa principale mission. Les procès-verbaux de la Chambre des communes, pendant quatre sessions, ne font pas mention d'un seul vote sur une question de parti. Le budget, quoique supérieur à tout ce qu'on avait vu précédemment, fut voté sans discussion. Les débats les plus animés de cette période portèrent sur des bills relatifs à des routes et sur des bills relatifs à des clôtures.

Le vieux roi était content, et l'on se souciait peu qu'il le fût ou non. Il lui aurait été impossible de se débarrasser d'un ministère aussi puissant, alors même qu'il eût été enclin à le faire. Mais il n'en avait nulle envie. Il avait eu naguère, il est vrai, de fortes préventions contre Pitt, et avait été maltraité à plusieurs reprises par Newcastle. Mais la vigueur et le succès avec lesquels la guerre d'Allemagne avait été conduite, et la facilité avec laquelle toute affaire publique était menée à bonne fin, avaient amené un changement favorable dans l'esprit royal.

Tel était l'état des choses, lorsque, le 25 octobre 1760, Georges II mourut subitement, et Georges III, âgé de vingt-deux ans, devint roi. La position de Georges III différait énormément de celle de son aïeul et de celle de son bisaïeul. Il y avait bien des années qu'un roi d'Angleterre avait été un objet d'affection pour une partie de son peuple, quelle qu'elle fût. Les deux premiers rois de la maison de Hanovre n'avaient ni ces droits héréditaires qui souvent ont suppléé au mérite, ni ces qualités personnelles qui souvent ont suppléé aux titres. Un prince qui a peu de vertu ou de capacité peut-être populaire, s'il règne comme héritier légitime d'une longue suite de prédécesseurs illustres. Un usurpateur peut être populaire si son génie a sauvé ou rendu plus grande la nation qu'il gouverne. Il n'y a peut-être pas eu de souverains qui, de nos jours, aient inspiré autant d'affection à leurs sujets que l'empereur François et son gendre l'empereur Napoléon ; mais qu'on imagine un souverain n'ayant pas plus de titres que Napoléon et pas plus d'intelligence que François ! Richard Cromwell était un souverain de cette espèce, et, dès qu'un bras fut levé contre lui, il tomba sans la moindre tentative de lutte, au milieu de la risée universelle. Georges Ier et Georges II étaient dans une situation assez semblable à celle de Richard Cromwell : S'ils n'eurent pas le même destin que Richard Cromwell, c'est grâce aux vigoureux et intelligents efforts du parti whig et à la conviction où l'on était en général que la nation n'avait à choisir qu'entre la maison de Brunswick et le papisme. Mais il n'y avait pas de classe

qui ressentit pour les Guelfes l'aveugle attachement dont Charles Ier, Charles II et Jacques II reçurent d'innombrables preuves, malgré les plus grandes fautes et les plus grandes infortunes. Ces whigs, qui soutenaient si énergiquement de leur bourse et de leur épée la nouvelle monarchie, agissaient ainsi par suite de principes indépendants de toute sympathie et, en vérité, presque incompatibles avec les sentiments d'un *loyalisme* dévoué. Les tories regardaient la dynastie étrangère comme un grand mal qu'il fallait endurer de peur d'un mal plus grand encore. Aux yeux des tories purs, l'Électeur était le plus odieux des larrons, le plus odieux des tyrans. Sur sa tête était la couronne d'un autre ; sur ses mains était le sang d'hommes braves et loyaux. De sorte que pendant un grand nombre d'années les rois d'Angleterre inspirèrent à beaucoup de leurs sujets une forte aversion personnelle, et n'inspirèrent à aucun une affection personnelle. Ils trouvèrent, il est vrai, un appui ferme et sincère contre les Prétendants ; mais cet appui leur était donné non par amour pour eux-mêmes, mais bien en considération d'un système religieux et politique que leur chute eût mis en danger. De plus ils étaient forcés d'acheter cet appui moyennant le perpétuel sacrifice de leurs inclinations personnelles au parti qui les avait mis sur le trône et qui les y maintenait.

A la fin du règne de Georges II, le sentiment d'aversion qu'éprouvait la moitié de la nation pour la maison de Brunswick avait disparu; mais aucun sentiment d'affection pour cette maison ne l'avait encore remplacé. Le vieux roi avait en lui, il est vrai, peu de chose qui pût motiver l'estime ou la tendresse. Il n'était pas notre compatriote. Il n'avait mis le pied sur notre sol qu'à l'âge de trente ans. Son élocution décelait son origine et son éducation étrangères. Son amour pour sa terre natale, bien que ce fût le côté le plus aimable de son caractère, était vraisemblablement peu propre à le faire chérir par ses sujets anglais. Il n'était jamais si heureux que lorsqu'il pouvait quitter Saint-James pour Herrenhausen. Chaque année, nos vaisseaux le transportaient sur le

continent, et, comparés aux intérêts de son électorat, les intérêts de son royaume n'étaient pour ainsi dire rien à ses yeux. A tout autre égard, il n'avait ni les qualités qui rendent la bêtise respectable ni les qualités qui rendent le libertinage attrayant. Il avait été mauvais fils et père plus mauvais encore; mari infidèle et amant désagréable. On ne se rappelle de lui aucune action magnanime ou humaine, mais plusieurs exemples de bassesse et d'une dureté qui, n'avaient été les fortes restrictions constitutionnelles dont il était entouré, auraient pu faire le malheur de son peuple.

Il mourut, et soudain un monde nouveau surgit. Le jeune roi était né Anglais. Toutes ses tendances et toutes ses habitudes, bonnes ou mauvaises, étaient anglaises. Pas une catégorie de ses sujets n'avait la moindre chose à lui reprocher. Les adhérents de la maison de Stuart eux-mêmes pouvaient à peine lui imputer le crime d'usurpation. Il n'était responsable ni de la Révolution, ni de l'acte de Succession, ni de la répression des soulèvements de 1715 et de 1745. Il était innocent du sang de Derwentwater et de Kilmarnock, de Balmerino et de Cameron. Né cinquante ans après l'expulsion des anciens souverains, quatrième représentant et troisième roi de la dynastie hanovrienne, il pouvait arguer de quelque apparence de droit héréditaire. Son âge, son extérieur et tout ce qu'on connaissait de son caractère lui conciliait la faveur publique. Il était dans la fleur de la jeunesse, sa personne et son abord étaient agréable, la médisance ne l'accusait d'aucun vice, et la flatterie pouvait, sans absurdité manifeste, lui attribuer plusieurs vertus princières.

Il n'est donc pas étonnant que du jour de son arrivée au trône aient commencé à revivre les sentiments de *loyalisme*, sentiments qui naguère semblaient aussi surannés que la croyance aux sorciers et l'habitude des pèlerinages. Les tories, en particulier, qui avaient toujours eu le culte de la royauté et qui avaient longtemps gémi de n'avoir pas une idole devant laquelle ils pussent se prosterner, étaient aussi joyeux que les prêtres d'Apis,

quand, après un long intervalle, ils avaient de nouveau trouvé un veau à adorer. Il fut bientôt évident qu'une partie de la nation avait sur Georges III une opinion bien différente de celle qu'elle avait conçue de ses deux prédécesseurs. Ceux-ci avaient été simplement premiers magistrats, doges, stathouders. Lui était pompeusement le roi, l'oint du ciel, la respiration des narines de son peuple. Les années de veuvage et de deuil du parti tory étaient passées. Didon avait assez longtemps gardé sa foi aux cendres glacées d'un ancien maître. Elle avait enfin rencontré un consolateur, et reconnaissait les traces de l'ancienne flamme. Les jours dorés de Harley reviendraient. Les Somerset, les Lee, les Wyndham entoureraient encore le trône. Aux prélats latitudinaires qui n'avaient pas eu honte de correspondre avec Doddridge et de serrer la main de Whiston succéderaient des ecclésiastiques ayant un caractère analogue à celui de South et à celui d'Atterbury. Le dévouement qui avait été montré d'une manière si complète à la maison de Stuart, le dévouement qui avait subi l'épreuve des défaites, des confiscations et de la proscription, le dévouement que n'avait pu lasser la perfidie, l'oppression et l'ingratitude, était maintenant mis tout entier à la disposition de la maison de Brunswick. Si Georges III voulait seulement accepter l'hommage des Cavaliers et des hauts dignitaires de l'Église, il serait pour tous ce qu'avaient été Charles Ier et Charles II.

Le prince, dont l'avénement était salué ainsi par un grand parti, longtemps hostile à sa maison, était doué naturellement d'une forte volonté, d'une fermeté à laquelle on pourrait peut-être donner un nom plus dur, et d'une intelligence qui, à la vérité, n'était ni vaste ni profonde, mais qui était suffisante pour en faire un véritable homme d'affaires. Toutefois, son caractère ne s'était pas encore complétement développé. Il avait été élevé dans la retraite la plus absolue. Les détracteurs de la princesse douairière de Galles affirmaient qu'elle avait tenu ses enfants à l'écart de tout commerce avec la société, afin de pouvoir conserver sur leur esprit un empire sans partage. Elle donnait de sa

conduite une explication toute différente. Elle aurait été bien aise, disait-elle, de voir ses fils et ses filles se mêler au monde, s'ils avaient pu s'y mêler sans danger pour leurs mœurs. Mais la morale relâchée des gens de qualité l'alarmait : les jeunes hommes étaient tous des débauchés; les jeunes femmes faisaient des déclarations au lieu d'attendre qu'on leur en fît. Elle ne pouvait se résoudre à exposer ceux qu'elle aimait le plus aux souillures d'une pareille fréquentation. Les avantages moraux du système d'éducation qui fut suivi à l'égard du duc d'York, du duc de Cumberland et de la reine de Danemark peuvent, en définitive, être mis en question. Georges III, il est vrai, n'était pas un libertin, mais quand il arriva au trône, il n'avait l'esprit qu'à demi ouvert et fut, pendant quelque temps, entièrement sous l'influence de sa mère et de son *Groom of the Stole*, John Stuart, comte de Bute.

Le comte de Bute était à peine connu, même de nom, du pays qu'il allait bientôt être appelé à gouverner. Peu après l'époque où il atteignit l'âge requis, il avait été, il est vrai, choisi pour remplir, parmi les pairs représentant l'Écosse, une place devenue vacante pendant la durée d'une législature; mais il avait indisposé les ministres whigs en votant quelquefois silencieusement avec les tories; il avait à cause de cela perdu son siége lors de la dissolution suivante, et n'avait jamais été réélu. Près de vingt années s'étaient écoulées depuis le moment où il avait pris quelque part aux affaires politiques. Il avait passé presque tout ce temps à son château dans l'une des Hébrides, et il était sorti de cette retraite pour faire partie de la maison du prince Frédéric. Lord Bute, exclu de la vie politique, avait trouvé différents moyens d'employer agréablement ses loisirs. C'était un acteur passable sur les théâtres de société; et il réussissait particulièrement dans le rôle de Lothario. Une belle jambe, que peintres et satiristes ont pris soin de rendre célèbre, était au nombre de ses principales dispositions pour la scène. Il inventait de jolis costumes de mascarade. Il se mêlait de géométrie, de mécanique et

de botanique. Il s'intéressait aux antiquités et aux ouvrages d'art, et passait dans son cercle personnel pour un juge en matière de peinture, d'architecture et de poésie. On dit que son orthographe était incorrecte. Mais, bien que de nos jours une orthographe incorrecte puisse être à bon droit considérée comme une preuve d'ignorance sordide, il serait injuste d'appliquer la même règle aux gens qui vivaient il y a cent ans. Le roman de sir Charles Grandisson fut publié vers le temps environ où lord Bute parut à Leicester-House. Nos lecteurs se rappellent peut-être le portrait que Charlotte Grandisson fait de ses deux amants. L'un d'eux, baronnet fashionable, qui parle couramment le français et l'italien, ne peut écrire une ligne dans sa propre langue sans faire quelque faute d'orthographe; l'autre, spécimen très-respectable de la jeune aristocratie et espèce de virtuose, orthographie passablement bien pour un lord. Somme toute, le comte de Bute pouvait parfaitement être regardé comme un homme d'un esprit cultivé. C'était incontestablement aussi un homme d'honneur. Mais son intelligence était médiocre, ses manières froides et hautaines. Son aptitude à jouer le rôle d'homme d'État fut on ne peut mieux caractérisée par le prince Frédéric, qui souvent se laissait aller au plaisir royal de se moquer de ses créatures : « Bute, lui dit Son Altesse, vous êtes bien l'homme qu'il faut envoyer dans quelque fière petite cour d'Allemagne où il n'y a rien à faire. »

La médisance prétendait que le *Groom of the Stole* était l'amant préféré de la princesse douairière. Il était évidemment son ami confidentiel. L'influence que ces deux personnes exerçaient sur l'esprit du roi fut pendant un certain temps sans limites. On ne pouvait présumer vraisemblablement que la princesse, femme et étrangère, fût un conseiller judicieux touchant les affaires de l'État. A peine pouvait-on dire que le comte eût même fait un noviciat politique. Il avait acquis ses notions gouvernementales dans cette société qui avait coutume de se réunir autour du prince Frédéric à Kew et à Leicester-House. Cette société se

composait principalement de tories, que la façon courtoise dont ils avaient été traités par le prince et l'espoir d'obtenir de hautes positions lorsque celui-ci parviendrait au trône avaient réconciliés avec la maison de Hanovre. Leur foi politique était une modification particulière du torisme. Ce n'était ni la foi des tories du dix-septième siècle, ni celle des tories du dix-neuvième; ce n'était ni la foi de Filmer et de Sacheverell, ni celle de Perceval et d'Eldon, mais la foi en vigueur dans la secte dont on peut regarder Bolingbroke comme le principal docteur. Cette secte mérite des louanges pour avoir indiqué et justement réprouvé quelques grands abus qui s'étaient produits durant la longue domination des whigs; mais il est beaucoup plus aisé d'indiquer et de réprouver des abus que de préparer des réformes salutaires, et les réformes proposées par Bolingbroke auraient été complétement inefficaces ou auraient engendré bien plus d'inconvénients qu'elles n'en auraient fait disparaître.

La révolution avait sauvé la nation de certains maux; mais en même temps, — telle est l'imperfection de toutes les choses humaines, — elle en avait créé ou aggravé d'autres qui exigeaient de nouveaux remèdes. La liberté et la propriété étaient à l'abri des attaques du privilége. La conscience était respectée. Aucun gouvernement n'osait violer un seul des droits solennellement reconnus par l'acte qui avait appelé au trône Guillaume et Marie. Mais on ne peut nier que, sous le nouveau système, les intérêts et les mœurs publics ne fussent mis sérieusement en danger par la corruption et l'intrigue. Durant la longue lutte contre les Stuarts, le principal but qu'avaient eu les hommes d'État les plus éclairés avait été de donner de la force à la Chambre des communes. On avait à la fin remporté la victoire; la Chambre des communes avait la prépondérance gouvernementale, et la prospérité ainsi que la puissance avaient rapidement développé tous les vices qui jusqu'alors avaient été à l'état latent dans le système représentatif. A peine le pouvoir exécutif fut-il devenu responsable envers la Chambre des communes, qu'on commença à s'apercevoir que la

Chambre des communes n'était pas réellement responsable envers la nation. Quelques corps électoraux étaient sous le contrôle absolu de particuliers ; plusieurs étaient notoirement à la disposition du plus haut enchérisseur. Les débats n'étaient point publics. Il était très-rare qu'on sût au dehors comment un gentleman avait voté. Tandis que le ministère devait au Parlement compte de ses actes, la majorité du Parlement ne devait compte des siens à personne. En pareille situation, rien de plus naturel que les membres se fissent payer leurs votes, qu'ils organisassent des coteries pour demander de ceux-ci un prix plus élevé, et que dans certains moments critiques ils pussent extorquer de fortes sommes, en menaçant de frapper un coup. Les ministres whigs de Georges Ier et de Georges II furent forcés en conséquence d'ériger en système la corruption et de la pratiquer sur une échelle gigantesque.

Si nous sommes dans le vrai, quant à la cause de ces abus, nous pouvons à peine nous tromper quant au remède. Le remède ne consistait pas assurément à priver la Chambre des communes de son autorité dans l'État. Un tel moyen eût sans nul doute mis fin à la corruption et aux cabales parlementaires ; car, quand les votes cessent d'avoir de l'importance, ils cessent d'être achetés, et quand les coquins ne peuvent rien gagner en se liguant ils cessent de se liguer. Mais détruire la corruption et l'intrigue par l'établissement du despotisme, c'eût été guérir un mal par un mal plus grand. Le véritable remède consistait évidemment à rendre la Chambre des communes responsable envers la nation, et cela pouvait se faire de deux manières : premièrement, en donnant de la publicité aux actes parlementaires et en plaçant de la sorte chaque membre en présence du tribunal de l'opinion publique ; secondement, en réformant la constitution de la Chambre, de telle façon que nul individu ne pût y siéger s'il n'était nommé par un corps d'électeurs respectables et indépendants.

Bolingbroke et les disciples de Bolingbroke préconisaient un moyen tout différent pour guérir les maux de l'État. Suivant eux, il suffisait qu'un roi patriote usât vigoureusement de sa préroga-

tive pour que toutes les combinaisons factieuses fussent anéanties et que la prétendue nécessité de corrompre les membres du Parlement disparût. Le roi n'avait qu'à décider qu'il serait le maître, que nulle collection d'individus ne le tiendrait en tutelle, qu'il prendrait ses ministres parmi les personnes en qui il avait confiance, sans distinction de parti, et qu'il interdirait à ses serviteurs d'influencer par des moyens immoraux, soit les corps électoraux, soit le corps représentatif. Ce plan puéril prouve que ceux qui le proposaient ne savaient rien de la nature du mal sur lequel ils avaient l'intention d'agir. La cause réelle du développement de la corruption et de l'existence des cabales était que la Chambre des communes, non responsable envers le peuple, était plus puissante que le roi. Le remède de Bolingbroke ne pouvait être appliqué que par un roi plus puissant que la Chambre des communes. Comment le prince patriote pourrait-il gouverner en dépit du corps sans le consentement duquel il lui était impossible de faire équiper un sloop, de garder un bataillon sous les armes, d'envoyer une ambassade ou même de payer les dépenses de sa maison? Dissoudrait-il le Parlement? Et qu'avait-il vraisemblablement à gagner en faisant appel à Sudbury et à Old Sarum contre la vénalité de leurs représentants? Émettrait-il des *Privy seals* (Sceaux privés)? Lèverait-il des *Ship moneys* (Contributions forcées)? Dans ce cas, cette réforme tant vantée devait commencer, selon toute probabilité, par la guerre civile, et, si cette réforme se consommait, elle devait se consommer par l'établissement de la monarchie absolue. Ou bien, le roi patriote amènerait-il la Chambre des communes à partager ses nobles desseins? Par quels moyens? Puisqu'il ne voulait user d'aucune influence corruptrice, de quelle façon s'adresserait-il aux Doddington et aux Winnington? Quelques belles phrases sur la vertu et l'union parviendraient-elles à endormir la cupidité, accrue par l'habitude?

Cette théorie, tout absurde qu'elle fût, avait beaucoup d'admirateurs, particulièrement parmi les gens de lettres. On allait essayer de la mettre en pratique, et, comme tout homme doué de

quelque sagacité peut le pressentir, cette tentative eut pour résultat le plus pitoyable et le plus ridicule des insuccès.

Le jour même de l'avénement du jeune roi, certaines choses indiquèrent l'approche d'un grand changement. Le discours que Georges III prononça devant le Conseil n'avait pas été communiqué au cabinet. Ce discours avait été dicté par Bute, et il contenait quelques expressions qui pouvaient être interprétées comme une critique de la manière dont les affaires avaient été conduites sous le règne précédent. Pitt fit des remontrances, et demanda que ces expressions fussent adoucies dans le discours imprimé. Mais ce ne fut qu'après quelques heures d'altercation que Bute céda, et, même après que Bute eut cédé, le roi affecta de se tenir à distance jusqu'à l'après-midi du lendemain. Le jour même où cette singulière contestation eut lieu, Bute non-seulement fut nommé membre du Conseil privé, mais encore fut admis dans le Cabinet.

Peu de temps après, par suite d'un plan concerté avec la Cour, lord Holdernesse, un des Secrétaires d'État, résigna les sceaux. Bute fut immédiatement nommé à la place vacante. Il y eut bientôt une élection générale, et le nouveau Secrétaire d'État entra au Parlement de la seule façon possible, c'est-à-dire comme l'un des soixante pairs représentant l'Écosse [1].

Si les ministres avaient été d'accord, il n'est pas douteux qu'ils eussent été à même de résister à la Cour. Rien n'aurait pu contrebalancer l'influence parlementaire de l'aristocratie whig unie à celle que le génie, la vertu et la renommée donnaient à Pitt. Mais il y avait dans le cabinet de Georges III des jalousies et des inimitiés latentes qui ne tardèrent pas à se manifester. Pitt était brouillé avec son ancien allié, Legge, chancelier de l'Échiquier. Quelques-uns des ministres étaient envieux de la popularité de

[1] Sous le règne de la reine Anne, la Chambre des Lords décida que, d'après le vingt-troisième article de l'*Union*, aucun pair écossais ne pouvait être créé pair de la Grande-Bretagne. Cette décision ne fut annulée qu'en 1782.

Pitt. D'autres étaient, non sans motif, mécontents de ses allures impérieuses et hautaines. D'autres encore étaient sincèrement opposés à quelques parties de sa politique. Ils admettaient qu'il avait trouvé le pays dans l'humiliation la plus profonde, et qu'il l'avait élevé au comble de la gloire; ils admettaient qu'il avait conduit la guerre avec énergie, avec habileté, et qu'il avait obtenu de magnifiques succès. Mais ils commençaient à insinuer que jamais les ressources de l'État n'avaient été prodiguées ainsi, et que la dette publique s'accroissait avec une telle rapidité, qu'en pareille circonstance Montague ou Godolphin se seraient arrêtés, surpris et effrayés. Quelques-unes des conquêtes, faites par nos flottes et par nos armées, étaient aussi profitables qu'honorables, on le reconnaissait. Mais, maintenant que Georges II était mort, un homme de cour pouvait se hasarder à demander pourquoi l'Angleterre allait prendre parti dans une querelle engagée entre deux puissances allemandes? en quoi il importait à l'Angleterre que ce fût la maison de Habsbourg ou la maison de Brandebourg qui régnât sur la Silésie? pourquoi les meilleurs régiments anglais combattaient sur le Mein? pourquoi l'or anglais servait à payer les bataillons prussiens? Le grand ministre paraissait regarder comme au-dessous de lui de calculer ce que coûtait la victoire. Tant que les canons de la Tour retentissaient, tant que les rues étaient illuminées, tant que les drapeaux français étaient portés en triomphe dans les rues de Londres, il ne s'inquiétait pas de savoir combien les charges publiques étaient augmentées. Bien plus, il semblait tirer gloire de la grandeur des sacrifices que le peuple, fasciné par son éloquence et par ses succès, avait si promptement faits, et qu'il regretterait longtemps et amèrement. Les prodigalités et les folles dépenses ne rencontraient aucun obstacle. Nos commissaires quittaient le camp du prince Ferdinand et revenaient acheter des Bourgs, construire des palais, rivaliser de magnificence avec la vieille aristocratie du royaume. En quatre années de guerre, nous avions déjà emprunté plus que le gouvernement le plus habile et le plus économe ne pourrait payer en quarante

années de paix. Mais les probabilités de paix étaient aussi éloignées que jamais. Il était évident que la France, souffrante et abattue, accepterait toutes les conditions d'un arrangement très-avantageux à l'Angleterre; mais ce n'était pas là ce qui préoccupait Pitt. La guerre l'avait rendu puissant et populaire; à la guerre était associé ce qu'il y avait de plus brillant dans sa vie; la guerre était particulièrement favorable à la mise en lumière de ses talents. Enfin il en était venu à aimer la guerre pour elle-même, et il était plutôt disposé à chercher querelle à des neutres qu'à traiter de la paix avec des ennemis.

Telle était la manière de voir du duc de Bedford et du comte de Hardwicke sur la situation. Mais aucun membre du gouvernemen n'était aussi complétement pénétré de cette opinion que Georges Grenville, Trésorier de la marine. Georges Grenville était beau-frère de Pitt, et il avait toujours été considéré comme un des amis personnels et politiques de Pitt. Toutefois il est difficile d'imaginer deux hommes plus profondément dissemblables sous le rapport du talent et des tendances morales. Pitt, ainsi que le disait souvent sa sœur, ne savait rien à fond, si ce n'est la *Spencer's fairy Queen* (Reine des fées de Spencer). Jamais il ne s'était adonné fortement à aucune branche de connaissance. C'était un détestable financier. Il n'eut même jamais aucune notion précise des règlements de cette Chambre dont il était le plus brillant ornement. Il n'avait jamais étudié la loi publique en tant que système, et, en vérité, il était si ignorant sur ce sujet, que Georges II se plaignait une fois amèrement qu'un homme, n'ayant jamais lu Vattel, fût assez présomptueux pour vouloir diriger les affaires étrangères. Mais ces défauts étaient plus que compensés par de hautes et rares qualités, par un étrange pouvoir d'inspirer de la confiance et de l'affection à de grandes masses d'hommes, par une éloquence qui non-seulement charmait l'oreille, mais encore remuait le cœur et faisait venir les larmes aux yeux, par l'originalité de ses plans, par la vigueur avec laquelle il mettait ceux-ci à exécution. Grenville, au contraire, était, par

nature et par habitude, un homme de détails. Il avait reçu une éducation de jurisconsulte, et il avait apporté l'adresse et la perspicacité du palais dans la vie officielle et parlementaire. Il passait pour connaître à fond tout le système fiscal du pays. Il s'était spécialement occupé des statuts du Parlement, et il était tellement au courant de tout ce qui concernait les priviléges et les règlements de la Chambre des communes, que ceux qui l'aimaient le moins déclaraient qu'il était le seul homme digne de succéder à Onslow au fauteuil. Ses discours étaient en général instructifs, et quelquefois, en raison de la gravité et de l'ardeur de sa parole, de nature à faire impression ; mais jamais ils n'étaient brillants et ordinairement ils étaient ennuyeux. Même lorsqu'il était aux affaires, il lui était, en certaines circonstances, difficile d'obtenir l'attention de la Chambre. Sous le rapport du caractère aussi bien que sous celui de l'intelligence il différait énormément de son beau-père. Pitt n'avait aucun souci de l'argent. Il aurait à peine étendu la main pour en prendre, et, quand l'argent venait, il le dissipait avec une profusion puérile. Grenville, quoique d'une stricte probité, était avide et parcimonieux. Pitt avait les nerfs irritables, il était prompt à espérer, il ressentait vivement l'injure; mais il pardonnait facilement. Grenville, par tempérament, était sévère, triste et opiniâtre. Rien en lui n'était plus remarquable que sa propension à voir sans cesse le côté sombre des choses. C'était le corbeau de la Chambre des communes, toujours croassant et annonçant la défaite au milieu des triomphes, et la banqueroute quand l'Échiquier était le plus prospère. Burke, aux applaudissements de tous, le comparait dans un temps de tranquillité et d'abondance, au mauvais esprit qu'Ovide représente jetant les yeux sur les temples splendides, sur le riche port d'Athènes, et à peine capable de retenir ses larmes, parce qu'il ne trouve rien dont il puisse pleurer. Un pareil homme ne pouvait vraiment pas être populaire; mais Grenville opposait à l'impopularité une résolution de dogue qui parfois forçait ceux même qui le haïssaient à le respecter.

Il était naturel que Pitt et Grenville, étant tels qu'ils étaient,

envisageassent la situation des affaires d'une manière très-différente. Pitt ne pouvait voir que les trophées, Grenville ne pouvait voir que les *bills*. Pitt se glorifiait de ce que l'Angleterre était victorieuse à la fois en Amérique, en Allemagne et dans l'Inde, de ce qu'elle était l'arbitre du continent, la maîtresse de la mer. Grenville calculait les subsides, soupirait à propos des armées extraordinaires, et gémissait intérieurement lorsqu'il pensait qu'en une seule année la nation avait emprunté huit millions sterling.

Avec un ministère ainsi divisé, il ne fut pas difficile à Bute d'en venir à ses fins. Legge fut le premier qui tomba. Pendant le dernier règne il avait offensé le jeune roi, en refusant de soutenir une créature de Bute dans une élection du Hampshire. Non-seulement il fut destitué; mais encore, quand il remit le sceau de sa charge, il fut traité dans le cabinet avec une grossière incivilité.

Pitt, qui n'aimait pas Legge, vit cet incident avec indifférence, mais lui-même allait bientôt être en danger. Charles III d'Espagne avait conçu de bonne heure une aversion mortelle pour l'Angleterre. Vingt ans auparavant, alors qu'il était roi des Deux-Siciles, il s'était montré disposé à faire partie de la coalition organisée contre Marie-Thérèse; mais une flotte anglaise avait soudainement paru dans la baie de Naples. Un capitaine anglais avait débarqué, s'était rendu au palais, avait mis sa montre sur une table et avait dit à Sa Majesté que, si, au bout d'une heure, un traité de neutralité n'était pas signé, un bombardement commencerait. Le traité fut signé; l'escadre sortit de la baie vingt-quatre heures après y être entrée, et à partir de ce jour la haine du nom anglais fut la passion dominante du prince humilié. Celui-ci était enfin dans une position où il pouvait espérer de donner satisfaction à cette passion. Il était récemment devenu roi d'Espagne et des Indes. Il voyait avec envie et appréhension les triomphes de notre marine et l'extension rapide de notre empire colonial. Il était Bourbon et déplorait la détresse de la maison dont il était issu. Il était Espagnol, et aucun Espagnol ne pouvait se

résigner à voir Gibraltar et Minorque en la possession d'une puissance étrangère. De pareils sentiments poussèrent Charles à conclure un traité secret avec la France. Par ce traité, connu sous le nom de Pacte de famille, les deux puissances s'engageaient sinon formellement, au moins implicitement, à faire en commun la guerre à l'Angleterre. L'Espagne avait seulement spécifié qu'elle ne participerait aux hostilités que lorsque sa flotte chargée des trésors de l'Amérique serait arrivée.

Pitt ne pouvait ignorer longtemps ce traité. Il agit comme il y avait lieu de s'y attendre de la part d'un homme de sa valeur et de son énergie. Il proposa immédiatement de déclarer la guerre à l'Espagne, et d'intercepter la flotte d'Amérique. Il avait, dit-on, décidé d'attaquer sans délai la Havane et les Philippines.

Son conseil sage et résolu fut rejeté. Bute fut le premier à s'y opposer, et il fut soutenu par le cabinet presque tout entier. Quelques-uns des ministres doutaient ou affectaient de douter de l'exactitude des renseignements de Pitt. D'autres reculèrent devant la responsabilité d'approuver un moyen aussi hardi et aussi radical que celui qu'il proposait. D'autres enfin étaient las de sa domination, et ils étaient enchantés d'être débarrassés de lui sous n'importe quel prétexte. Un seul de ses collègues fut d'accord avec lui, c'était son beau-frère, le comte Temple.

Pitt et Temple se démirent de leurs charges. Le jeune roi se conduisit alors avec Pitt de la façon la plus gracieuse. Pitt, fier et emporté partout ailleurs, était doux et modeste dans le particulier, il fut ému jusqu'aux l'armes. Le roi et le favori le pressèrent d'accepter quelque marque substantielle de la gratitude royale. Lui plairait-il d'être nommé gouverneur du Canada? Le traitement annuel serait de cinq mille livres sterling, la résidence ne serait pas exigée. Le gouverneur du Canada ne pouvait, il est vrai, suivant les conditions actuelles de la loi, être membre de la Chambre des communes; mais on présenterait un bill autorisant Pitt à garder en même temps son gouvernement et son siége au Parlement, et dans le préambule on ferait valoir ses titres à la reconnaissance

du pays. Pitt répondit avec beaucoup de délicatesse que son sort l'inquiétait moins que celui de sa femme et de sa famille, et que rien ne lui serait plus agréable qu'une preuve de la bonté royale en faveur de ceux qui lui étaient chers. L'insinuation fut comprise. La gazette qui annonçait la retraite du secrétaire d'État annonçait aussi qu'en considération des grands services publics de Pitt, sa femme avait été créée pairesse de son propre chef, et qu'à lui-même il était accordé une pension annuelle de trois mille livres reversible sur trois générations. On pensait sans doute qu'en conférant des honneurs et des récompenses à ce grand ministre on se concilierait l'esprit public; peut-être aussi pensait-on qu'une pension porterait atteinte à la popularité qu'il devait en partie au mépris qu'il avait toujours manifesté pour l'argent, et, en effet, il parut immédiatement une foule de libelles dans lequels il était accusé d'avoir vendu son pays. Quelques-uns de ses véritables amis étaient d'avis qu'il aurait mieux sauvegardé la dignité de son caractère en n'acceptant de la Cour aucune récompense pécuniaire. Néanmoins l'opinion qu'on avait généralement de ses talents, de ses vertus et de ses services ne fut nullement modifiée. Plusieurs grandes villes lui envoyèrent des adresses. Londres lui témoigna son affection et son admiration d'une manière encore plus marquée. Peu de temps après sa démission vint le jour du lord maire. Le roi et la famille royale dînaient à Guildhall. Pitt était un des convives. Le jeune souverain, assis près de sa femme dans sa voiture d'apparat, reçut une leçon sévère. On fit à peine attention à lui. C'est sur le ministre tombé que tous les yeux étaient fixés; c'est à lui que s'adressaient toutes les acclamations. Des rues, des balcons, du sommet des cheminées, partit un hurlement de joie quand sa voiture passa. Les dames placées aux fenêtres agitaient leurs mouchoirs. La population s'accrochait aux roues, donnait des poignées de mains aux valets et même embrassait les chevaux. Les cris de « A bas Bute! A bas Newcastle-Saumon! » se mêlaient à ceux de « Pitt pour toujours! » Quand Pitt entra à Guildhall, il fut accueilli par de bruyants hourras et par des applaudisse-

ments auxquels s'associèrent même les magistrats de la Cité. Lord Bute, au contraire, fut hué et bousculé dans Cheapside, et il aurait, suppose-t-on, couru quelque danger, s'il n'avait pris la précaution de faire entourer sa voiture par une forte garde de boxeurs. Nombre de personnes blâmèrent la conduite de Pitt en cette occasion comme irrespectueuse envers le roi. Pitt lui-même avoua plus tard qu'il avait eu tort. L'influence de Temple, son turbulent et malin beau-frère, l'avait poussé à cette erreur, de même que dans la suite elle l'entraîna à des erreurs plus sérieuses.

Les événements qui arrivèrent immédiatement après la retraite de Pitt élevèrent sa renommée plus haut que jamais. On reconnut que la guerre avec l'Espagne était inévitable, ainsi qu'il l'avait prédit. On reçut des Indes occidentales la nouvelle de la prise de la Martinique par une expédition qu'il avait envoyée. La Havane succomba, et l'on sut qu'il avait projeté d'attaquer la Havane. Manille capitula, et l'on crut qu'il avait médité une tentative contre Manille. La flotte espagnole d'Amérique, qu'il avait proposé d'intercepter, avait débarqué à Cadix une immense cargaison de lingots avant que Bute fût convaincu que la cour de Madrid avait réellement des intentions hostiles.

La session du Parlement qui suivit la retraite de Pitt se passa sans violent orage. Lord Bute prit pour lui le principal rôle dans la Chambre des lords. Il était Secrétaire d'État et de fait premier ministre, sans jamais avoir ouvert la bouche devant un public quelconque, si ce n'est en qualité d'acteur. On n'était donc pas peu curieux de savoir comment il s'en tirerait. Une foule de membres de la Chambre des communes se tenaient près de la barre de la Chambre des lords et couvraient les marches du trône. On s'attendait généralement à ce que l'orateur échouerait. Mais les auditeurs les plus malveillants furent forcés d'avouer qu'il avait fait meilleure figure qu'ils ne le prévoyaient. Il tournèrent, il est vrai, en ridicule son geste, qu'ils trouvaient théâtral, et son style, qu'ils accusaient d'être boursouflé ; ils s'amusèrent surtout des

longues poses qu'il faisait à chaque mot emphathique, et cela non par hésitation, mais par affectation ; Charles Townshend cria : « *Minute guns*[1]. » Cependant l'opinion, presque unanime, fut que, si Bute avait pris de bonne heure l'habitude de la discussion, il aurait pu devenir un orateur émouvant.

On avait confié à Georges Grenville les fonctions de *leader* de la Chambre des communes. La tâche n'était pas très-difficile, car Pitt ne songeait pas à lever l'étendard de l'opposition. Ses discours étaient remarquables à cette époque, non-seulement par cette éloquence qui le plaçait au-dessus de tous ses rivaux, mais encore par une modération et une réserve qui lui ont trop souvent manqué. Lorsque la guerre fut déclarée à l'Espagne, il revendiqua, non sans raison, le mérite d'avoir prévu ce qui enfin était devenu manifeste pour tous ; mais il s'abstint soigneusement de toute expression arrogante et acrimonieuse, et cette retenue lui fait d'autant plus d'honneur que son caractère, qui ne fut jamais doux, était alors sévèrement éprouvé et par la goutte et par la calomnie. Les hommes de cour avaient adopté une manière de lui faire la guerre qui bientôt tourna contre eux et leur occasionna de formidables désagréments. La moitié de ceux qui habitaient les galetas de *Gubb-Street* se procuraient, en dénigrant Pitt, de quoi payer leur lait et retirer leurs chemises qui étaient en gage. Sa guerre d'Allemagne, ses subsides, sa pension, la pairie de sa femme, étaient des jarrets de bœuf et du gin, des couvertures et des paniers de braise pour les poëtastres faméliques de la *Flotte*. Même à la Chambre des communes, il fut une fois assailli pendant la session avec une insolence et une méchanceté qui excitèrent l'indignation de tous les partis. Mais il endura l'outrage avec une patience majestueuse. Dans sa jeunesse il n'avait été que trop prompt à se venger de ceux qui l'attaquaient ; mais il avait maintenant la conscience d'avoir rendu de grands services et d'avoir de l'impor-

[1] Lors d'un service funèbre ou d'un grand deuil, on tire le canon de minute en minute : *minute guns*. (Trad.)

tance aux yeux de l'humanité, et il ne voulait pas s'abaisser en s'occupant de querelles personnelles. « L'altercation et la récrimination ne sont pas de saison, dit-il dans la discussion sur la guerre d'Espagne. Le jour où tout Anglais doit se lever pour son pays est arrivé. Armons-nous tous. Soyons un seul peuple. Ne pensons qu'à l'intérêt public. Je vous donne l'exemple. Pourchassé par des calomniateurs, accablé par le chagrin et la maladie, j'oublie en faveur de l'intérêt public et mes griefs et mes infirmités. » Quand nous examinons l'ensemble de sa vie, nous sommes enclin à trouver que son génie et sa vertu ne brillèrent jamais d'un éclat si pur que durant la session de 1762.

La session tirait à sa fin, et Bute, enhardi par la docilité des Chambres, résolut de frapper de nouveau un grand coup et de devenir premier ministre de nom comme il l'était de fait. La coalition qui, quelques mois auparavant, avait paru toute-puissante, était dissoute. La retraite de Pitt avait privé le gouvernement de sa popularité. Newcastle s'était réjoui de la chute de l'illustre collègue qu'il enviait et redoutait, et il n'avait pas prévu que sa propre ruine était proche. Il essayait encore de se persuader qu'il était à la tête du gouvernement ; mais, à la fin, des insultes fréquemment répétées le détrompèrent. Des places, dont on l'avait toujours considéré comme l'unique dispensateur, étaient données sans qu'il fût le moins du monde consulté. Ses réclamations ne firent que provoquer des insinuations significatives prouvant qu'il était temps pour lui de se retirer. Un jour il insistait auprès de Bute sur les droits d'un prélat whig à l'archevêché d'York. « Si Votre Grâce a une si haute opinion de lui, répondit Bute, je m'étonne qu'elle ne l'ait pas nommé quand elle avait le pouvoir. » Le vieillard s'accrochait cependant encore avec désespoir aux débris de son naufrage. Rarement, à la vérité, la douceur et l'humilité chrétiennes ont égalé la douceur et l'humilité de sa patiente et abjecte ambition; mais il fut enfin forcé de comprendre que tout était perdu. Il quitta cette cour où, durant quarante-cinq ans, il avait rempli des fonctions élevées, et alla cacher sa honte et ses

regrets parmi les cèdres de Claremont. Bute devint premier lord de la Trésorerie.

Le favori avait indubitablement commis une grave erreur. Il était impossible d'imaginer un instrument mieux façonné pour ses desseins que celui qu'il rejetait ainsi ou plutôt qu'il mettait entre les mains de ses ennemis. S'il avait permis que Newcastle jouât au premier ministre, Bute aurait eu la jouissance sûre et tranquille de la réalité du pouvoir. Si le chef de la grande *connexion* whig avait été ostensiblement à la tête des affaires, l'introduction graduelle des tories dans tous les départements de l'administration aurait pu s'effectuer sans soulever aucune clameur violente. Tout cela fut fortement représenté à Bute par lord Mansfield, homme qu'on peut justement appeler le père du torisme moderne, du torisme modifié de manière à s'adapter à un ordre de choses sous lequel la Chambre des communes est le corps le plus important de l'État. Les théories qui avaient ébloui Bute ne pouvaient en imposer à la belle intelligence de Mansfield. La témérité avec laquelle Bute provoquait l'hostilité d'intérêts puissants et solidement établis déplaisait à la nature froide et timide de Mansfield. Les observations furent inutiles. Bute n'écoutait aucun avis, il était ivre de succès, il tenait infiniment à être le chef du gouvernement, en apparence aussi bien qu'en réalité. Un paravent était absolument nécessaire à la réussite de l'entreprise dans laquelle il s'était engagé et même à sa sûreté personnelle; il trouva un excellent paravent, tout prêt, à la place même où il en était le plus besoin, et il l'écarta rudement.

Alors commença à fonctionner le nouveau système de gouvernement. Pour la première fois depuis l'avénement de la maison de Hanovre, le parti tory eut la prépondérance. Le premier ministre lui-même était tory. Lord Egremont, qui avait remplacé Pitt comme Secrétaire d'État, était tory et fils de tory. Sir Francis Dashwood, homme d'un très-mince mérite, d'une médiocre expérience et d'une immoralité reconnue, fut fait Chancelier de l'Échiquier, sans qu'on puisse imaginer pour quelle raison, si ce

n'est qu'il était tory et qu'il avait été jacobite. La maison du roi fut remplie de gens dont, peu d'années auparavant, le toast favori était *le roi de l'autre côté de l'eau.* La position respective des deux grands centres d'enseignement national changea soudainement. L'Université d'Oxford avait été longtemps un foyer de désaffection. Aux époques de trouble, *High-Street* avait été bordée de baïonnettes. Les Messagers du roi avaient opéré des perquisitions dans les colléges. De graves docteurs avaient l'habitude de prêcher avec violence la trahison sur le théâtre. Les étudiants buvaient rasade en portant des toasts jacobites, et chantaient des chansons jacobites. Sur quatre chanceliers qui s'étaient succédé à l'Université, un avait été notoirement au service du Prétendant, et l'on soupçonnait fortement les trois autres d'être en correspondance avec la famille exilée. Cambridge avait donc été traitée d'une manière spécialement bienveillante par les princes hanovriens, et elle s'était montrée reconnaissante de leur patronage. Georges Ier avait enrichi sa bibliothèque, Georges II avait largement contribué à l'embellissement de son *Senate House*[1]. Les évêchés et les doyennés étaient prodigués à ses enfants. Elle avait pour chancelier Newcastle, le chef de l'aristocratie whig; pour grand maître, Hardwicke, le plus grand jurisconsulte whig, et tous deux avaient fait partie du ministère whig. Il n'en fut plus de même. L'université de Cambridge fut accueillie à Saint-James avec une froideur relative. Les réponses aux adresses d'Oxford furent pleines de gracieusetés et d'éloges.

Le mot d'ordre du gouvernement était prérogative et pureté. Le souverain ne devait plus être une marionnette à la merci d'un sujet ou d'une coterie de sujets. Georges III ne serait pas forcé de prendre des ministres qu'il n'aimait pas, comme son père qui avait été forcé de prendre Pitt. Georges III ne serait pas forcé de se séparer de quiconque il lui plaisait d'honorer, comme son grand-père qui avait été forcé de se séparer de Carteret. En même

[1] Lieu de réunion des hauts dignitaires de l'Université. (Trad.)

temps la corruption qui avait augmenté durant les derniers règnes allait cesser. On proclamait avec ostentation que, depuis l'avénement du jeune roi, les fonds secrets n'avaient été employés à acheter ni des corps électoraux ni des représentants. Délivrer la Grande-Bretagne de la corruption et des cabales oligarchiques, la détacher de ses alliances continentales, mettre fin à la guerre sanglante et dispendieuse avec la France et l'Espagne, telles étaient les choses que Bute avait la prétention de réaliser.

Il réussit à quelques égards. L'Angleterre se débarrassa de ses alliances allemandes au notable détriment de sa réputation de bonne foi. La guerre avec la France et l'Espagne se termina par une paix honorable à la vérité, et avantageuse pour notre pays; moins honorable cependant et moins avantageuse qu'on aurait pu s'y attendre après une longue série, à peu près ininterrompue, de victoires sur terre et sur mer dans toutes les parties du monde. Mais l'unique effet de l'administration de Bute à l'intérieur fut de rendre les factions plus farouches et la corruption plus ignoble que jamais. L'animosité réciproque du parti whig et du parti tory avait commencé à diminuer après la chute de Walpole et avait paru presque éteinte à la fin du règne de Georges II : elle revivait maintenant dans toute sa force. Nombre de whigs, il est vrai, étaient encore aux affaires. Le duc de Bedford avait signé le traité avec la France. Le duc de Devonshire, quoique de fort mauvaise humeur, était encore lord chambellan. Grenville, qui était *leader* de la Chambre des communes, et Fox, qui recueillait encore en silence des sommes immenses, grâce à la charge de *Paymaster*, avaient toujours été regardés comme des whigs inébranlables; mais partout la masse du parti avait horreur du nouveau ministre. Les thèmes d'invectives contre son caractère ne manquaient vraiment pas. C'était un favori, et les favoris ont toujours été odieux dans ce pays. Il n'y avait pas eu de véritable favori à la tête du gouvernement depuis que le poignard de Fulton avait percé le cœur du duc de Buckingham. A la suite de cet événement, le plus arbitraire et le plus frivole des Stuarts avait senti la

nécessité de confier la principale direction des affaires à des hommes ayant donné quelque preuve de talents parlementaires ou officiels. Strafford, Falkland, Clarendon, Clifford, Shaftesbury, Lauderdale, Danby, Temple, Halifax, Rochester, Sunderland, quelles qu'aient été leurs fautes, étaient tous des hommes d'une habileté incontestée. Ils ne devaient pas leur valeur uniquement à la faveur du souverain; ils devaient, au contraire, la faveur du souverain à leur propre valeur. La plupart d'entre eux, en effet, avaient d'abord attiré l'attention de la cour par la capacité et la vigueur qu'ils avaient montrées dans les rangs de l'opposition. La révolution semblait avoir pour toujours mis l'État à l'abri de la domination d'un Carr ou d'un Villiers. Maintenant cependant l'estime personnelle du roi avait élevé tout à coup au-dessus d'une foule d'orateurs, de financiers et de diplomates éminents un homme qui ne connaissait rien des affaires publiques, un homme qui n'avait jamais ouvert la bouche au Parlement. De simple gentilhomme, ce fortuné mignon avait été brusquement changé en secrétaire d'État. Ce n'était qu'après avoir été placé à la tête de l'administration qu'il avait fait son discours d'essai. Le vulgaire avait recours à une explication naturelle du phénomène, et les plus grossières obscénités dirigées contre la princesse-mère étaient charbonnées sur tous les murs et chantées dans toutes les rues.

Ce n'est pas tout; l'esprit de parti, qu'une provocation impolitique avait arraché à son long sommeil, réveilla à son tour une furie encore plus féroce et plus maligne, l'esprit d'animosité nationale. A la haine invétérée des whigs pour les tories vint se joindre la haine des Anglais pour les Écossais. Les deux fractions du grand peuple anglais ne s'étaient pas encore indissolublement unies. Les événements de 1715 et ceux de 1745 avaient laissé des traces profondes et douloureuses. Les marchands de *Cornhil* avaient eu lieu de craindre que leurs caisses et leurs magasins fussent pillés par les montagnards à jambes nues, descendus des monts Grampians. Ils se rappelaient encore le *Black friday* (Ven-

dredi noir), alors que se répandait la nouvelle que les rebelles étaient à Derby, alors que toutes les boutiques se fermaient et que la banque d'Angleterre se mettait à payer en pièces de *six pences*. Les Écossais, de leur côté, se rappelaient avec un ressentiment naturel la façon sévère dont les insurgés avaient été châtiés. Les violences militaires, les lois humiliantes, les expositions de têtes sur Temple-Bar, les feux et les cantonnements de Kennington-Common. Le favori s'arrangea de manière que les Anglais n'oubliassent point de quelle partie de l'île il venait. Le cri de tout le Sud était que les emplois publics, l'armée, la marine étaient encombrés de Drummond et d'Erskine, de Mac-Donald et de Mac-Gillivray, aux joues colorées, gens qui ne pouvaient parler un langage chrétien et dont quelques-uns n'avaient que tout récemment commencé à porter des culottes chrétiennes. On dirigeait contre ces fortunés aventuriers toutes les vieilles plaisanteries sur les montagnes sans arbres, sur les filles sans bas, sur les hommes qui mangent la même nourriture que les chevaux, sur les seaux vidés du quatorzième étage. On doit dire à l'honneur des Écossais que leur prudence et leur orgueil les empêchaient d'user de représailles. Comme la princesse dans le conte arabe, ils se bouchaient hermétiquement les oreilles, et, sans se laisser troubler par les sarcasmes les plus acérés, sans regarder une seule fois autour d'eux, ils s'acheminaient droit vers la fontaine dorée.

Bute, qui avait toujours passé pour un homme de goût et de lecture, affecta, du jour de son élévation, de se conduire en Mécène. S'il espérait se concilier le public en encourageant la littérature et l'art, il se méprit gravement. On ne peut dire, en effet, qu'il choisit bien ceux qui furent l'objet de sa munificence, le seul Johnson excepté, et le public croyait, non sans raison, que le docteur avait été choisi plutôt à cause de ses préjugés politiques qu'à cause de son mérite littéraire, car un misérable écrivassier, nommé Shebbeare, qui n'avait rien de commun avec Johnson, si ce n'est la violence du jacobitisme, et qui avait été mis au pilori pour un libelle sur la révolution, fut honoré de marques de l'ap-

probation royale semblables à celles qui furent données à l'auteur du dictionnaire anglais et de *The vanity of humann wishes* (La vanité des vœux humains). On remarqua qu'Adam, l'architecte de la cour, était Écossais; que Ramsay, peintre de la cour, et préféré à Reynolds, était Écossais. Mallet, Écossais d'une réputation littéraire médiocre et d'un caractère infâme, recevait une large part des libéralités du gouvernement. On donnait et une pension et une sinécure à John Home, un Écossais, pour le récompenser d'avoir écrit la tragédie de *Douglas*. Mais l'auteur du *Bard* (Barde) et de l'*Elegy in a country churchyard* (Élégie dans un cimetière de village) essuya un refus lorsqu'il se hasarda à demander une place de professeur dont il avait grand besoin et dont à beaucoup d'égards il était apte à remplir les devoirs plus qu'aucun homme vivant, et cette place fut accordée à un pédagogue sous la direction duquel sir James Lowther, le gendre du favori, avait fait des progrès si distingués en matière de grâces et de vertus humaines.

Ainsi le premier lord de la Trésorerie était détesté par beaucoup de gens comme tory, par beaucoup de gens comme favori, par beaucoup de gens comme Écossais. Toutes ces haines diversement motivées se réunirent bientôt et se transformèrent en un torrent de médisance dirigée contre le traité de paix. Le duc de Bedford, qui avait été chargé de la négociation du traité, fut hué dans les rues. Bute, attaqué dans sa chaise, fut à grand'peine protégé par un détachement des gardes. Il ne pouvait guère sortir dans les rues avec sécurité, sans se déguiser. Un gentleman, mort il y a peu d'années, racontait qu'il avait une fois reconnu sur la place de Covent-Garden le comte favori affublé d'un vaste habit et ayant un chapeau et une perruque tirés sur les sourcils. Le type représentatif de Sa Seigneurie aux yeux de la canaille était une botte, misérable calembourg sur son nom et son titre. Une grande botte généralement accompagnée d'un cotillon était quelquefois hissée à une potence, quelquefois livrée aux flammes. Chaque jour il paraissait contre la cour des libelles en prose et en

vers, surpassant en fait d'audace et de rancune tout ce qui avait été publié depuis nombre d'années. Wilkes, avec une gaillarde insolence, comparait la mère de Georges III à la mère d'Édouard III, et le ministre écossais au beau Mortimer : Churchill, avec toute l'énergie de la haine, déplorait le destin de son pays, envahi par une nouvelle race de sauvages plus cruels et plus rapaces que les Pictes et les Danois; par les pauvres, fiers enfants de la lèpre et de la faim. C'est une circonstance peu importante, mais qui mérite d'être rapportée, que cette année-là les pamphlétaires se hasardèrent, pour la première fois, à imprimer tout au long les noms des grands personnages qu'ils satirisaient. Georges II avait toujours été le R. —, ses ministres, sir R. W. —, M. P. — et le duc de N. —; mais les auteurs des libelles contre Georges III, la princesse mère et lord Bute ne faisaient pas grâce d'une seule voyelle.

On supposait que lord Temple encourageait secrètement les plus vils adversaires du gouvernement. Ceux qui connaissaient ses habitudes le suivaient à la piste comme on suit une taupe à la piste. Il était dans sa nature de travailler sous terre. Partout où était soulevé un monceau de fange, on était en droit de soupçonner que dessous Temple était à l'œuvre dans quelque labyrinthe sale et tortueux. Pitt se débarrassa de la besogne ignoble dans l'opposition avec autant de mépris qu'il s'était débarrassé de la besogne ignoble dans le gouvernement. Il avait la magnanimité de manifester partout le dégoût que lui inspiraient les insultes faites par ses propres adhérents à la nation écossaise, et il ne laissait échapper aucune occasion d'exalter le courage et la fidélité que les régiments de Highlanders avaient montrés pendant toute la guerre. Mais, bien qu'il dédaignât de se servir d'armes autres que les armes légales et honorables, on savait bien que ses coups portés ouvertement devaient être plus formidables que les mystérieux coups de stylet de son beau-frère.

Bute sentait son cœur défaillir. Les Chambres étaient à la veille de se réunir. Le traité allait immédiatement être soumis à

la discussion. Il était probable que Pitt, la grande *connexion* whig, et la multitude, seraient tous du même avis. Le favori avait fait profession d'avoir horreur des moyens grace auxquels les ministres précédents avaient maintenu la Chambre des communes en bonne disposition. Il commençait alors à penser qu'il avait été trop scrupuleux. Ses visions utopiques touchaient à leur fin. Il trouvait nécessaire non-seulement de corrompre, mais encore de corrompre plus honteusement et plus pernicieusement que ses prédécesseurs, afin de réparer le temps perdu. Il fallait s'assurer une majorité, n'importe comment. Grenville pourrait-il le faire? voudrait-il le faire ? Sa fermeté et son habileté n'avaient pas encore été mises à l'épreuve dans quelque crise périlleuse. On l'avait généralement considéré comme l'humble suivant de son frère Temple et de son beau-frère Pitt, et l'on supposait, quoique avec peu de raison, qu'il penchait encore de leur côté. Il fallait chercher un autre auxiliaire : et où pourrait-on rencontrer un autre auxiliaire?

Il y avait un homme dont la logique mâle et serrée avait souvent fait échec dans la discussion à l'éloquence élevée et passionnée de Pitt, un homme dont les talents pour le brocantage parlementaire n'étaient pas inférieurs à ceux qu'il avait pour la discussion; un homme dont l'esprit indomptable ne reculait devant aucune difficulté, devant aucun danger, un homme que les scrupules troublaient aussi peu que la crainte. Henri Fox pouvait conjurer l'orage qui était près d'éclater, ou personne ne le pouvait; cependant c'était un homme dont la Cour, même en cette extrémité, répugnait à réclamer le concours. Il avait toujours été regardé comme le whig des whigs. Il avait été l'ami et le disciple de Walpole; il avait été longtemps uni par des liens étroits à William, duc de Cumberland. Les tories le haïssaient plus qu'aucun homme vivant: leur aversion pour lui était si forte, que, lorsqu'il avait tenté, sous le dernier règne, d'organiser un parti contre le duc de Newcastle, ils avaient pesé de tout leur poids dans la balance en faveur de Newcastle. Fox était abhorré des Écossais comme l'ami intime du vainqueur de Culloden. Il était,

pour des motifs personnels, très-odieux à la princesse mère; car, immédiatement après la mort du mari de celle-ci, il avait conseillé au feu roi de retirer à cette princesse l'éducation de son fils, l'héritier présomptif. Il lui avait fait récemment une offense encore plus grave, s'il est possible, car il s'était bercé, non sans quelque apparence de raison, de l'ambitieuse espérance de voir sa charmante belle-sœur, lady Sarah Lennox, devenir reine d'Angleterre. On avait remarqué à une certaine époque que chaque matin le roi se promenait à cheval autour de Holland-House, et qu'en ces occasions lady Sarah, habillée comme une bergère de mascarade, stationnait près de la route qu'un mur ne séparait pas alors de la pelouse. Fox, à cause du rôle qu'il avait joué dans cette singulière intrigue d'amour, fut le seul membre du Conseil privé qui ne fût pas invité à la réunion où Sa Majesté annonça son mariage projeté avec la princesse de Mecklembourg. Il semblait donc que de tous les hommes d'État de ce temps Fox était le dernier avec lequel Bute le tory, l'Écossais, le favori de la princesse mère, pût en aucune circonstance agir de concert. Bute cependant fut alors obligé de solliciter l'appui de Fox.

Fox avait plusieurs nobles et aimables qualités qui dans la vie privée brillaient de tout leur éclat, et qui le faisaient chérir de ses enfants, de ses amis, de ceux qui dépendaient de lui; mais, comme homme public, il n'avait aucun titre à l'estime. Les vices communs à toute l'école de Walpole apparaissaient en lui, peut-être pas dans ce qu'ils avaient de plus mauvais, mais certainement sous leur forme la plus accentuée; car les talents parlementaires et officiels de Fox rendaient toutes ses fautes plus évidentes. Son courage, son caractère violent, son mépris pour les apparences, l'amenaient à faire ouvertement beaucoup de choses que d'autres, aussi dépourvus que lui de tout scrupule, couvraient d'un voile décent. C'était le plus impopulaire des hommes d'État de son temps, non parce qu'il avait commis plus de fautes que la plupart d'entre eux, mais parce qu'ils les dissimulait moins.

Il sentait son impopularité; mais il la sentait à la façon des vi-

goureux esprits. Il n'était pas devenu circonspect, mais insouciant; et il affrontait les colères de toute la nation d'un air d'inflexible défi. Il était né avec un caractère doux et généreux; mais il avait été irrité, et il était arrivé à une sauvagerie qui ne lui était pas naturelle, et qui étonnait et chagrinait ceux qui le connaissaient le mieux. Tel était l'homme à qui Bute fut forcé de demander secours.

Fox était disposé à lui accorder son concours. Bien que par caractère il ne fût nullement envieux, il avait indubitablement vu le succès et la popularité de Pitt avec une amère mortification. Il se croyait l'égal de Pitt dans la discussion, et le supérieur de Pitt au point de vue des affaires. On les avait considérés pendant nombre d'années comme des rivaux dignes l'un de l'autre. Ils avaient marché d'un bon pas dans la carrière de l'ambition; longtemps ils avaient marché côte à côte; puis Fox avait pris la tête, et Pitt était resté en arrière. Alors était survenu un soudain changement de fortune, de même que dans la course à pied de Virgile. Fox avait trébuché au milieu de la boue, et il avait été non-seulement battu, mais sali. Pitt était arrivé à l'extrémité de la lice, et il avait reçu le prix. Les émoluments de la place de *Paymaster* pouvaient décider l'homme d'État vaincu à accepter en silence la prépondérance de son compétiteur, mais ne pouvaient satisfaire un esprit ayant conscience de sa haute valeur et singulièrement aigri. Aussitôt donc que se forma un parti contraire à la guerre et à la suprématie du grand ministre de la guerre, les espérances de Fox commencèrent à renaître. Il était tout prêt à oublier ses querelles avec la princesse mère, avec les Écossais, avec les tories, si, grâce à l'appui de ses anciens ennemis, il pouvait maintenant recouvrer l'importance qu'il avait perdue et attaquer Pitt en face et à armes égales.

L'alliance fut, en conséquence, bientôt conclue. On apprit à Fox que, s'il voulait faire sortir le gouvernement de sa situation embarrassante, il recevrait certainement en récompense un titre de pair qu'il désirait depuis longtemps. De son côté, il promit d'employer toute espèce de moyens pour obtenir un vote en faveur

de la paix. A la suite de ces conventions, il devint *leader* de la Chambre des communes, et Grenville, étouffant comme il put son mécontentement, consentit tristement à cette modification.

Fox avait espéré, par son influence, assurer à la cour l'appui cordial de quelques whigs éminents, ses amis personnels, particulièrement du duc de Cumberland et du duc de Devonshire. Il fut déçu, et constata bientôt que non-seulement il avait à combattre des difficultés de plus d'un genre, mais encore qu'il devait compter sur l'opposition du prince du sang le plus distingué et sur celle de la puissante maison de Cavendish.

Cependant il s'était engagé à gagner la bataille, et il n'était pas homme à reculer. Ce n'était pas le moment de se montrer délicat. On fit comprendre à Bute qu'il n'était possible de sauver le ministère qu'en pratiquant la tactique de Walpole sur une échelle qui aurait étonné Walpole lui-même. Le *Pay office* (Bureau du Paymaster) fût transformé en marché de votes. Des centaines de membres s'y enfermaient avec Fox, et l'on a de fortes raisons de supposer qu'ils en sortaient ayant dans leur poche les gages de l'infamie. Les personnes les mieux placées pour être bien renseignées ont affirmé que vingt-cinq mille livres sterling furent ainsi dépensées dans une seule matinée. Le présent le plus modique fut, dit-on, une banknote de deux cents livres sterling.

L'intimidation se joignit à la corruption. On fit entendre à toutes les classes de la société, depuis les plus élevées jusqu'aux plus infimes, que le roi voulait être obéi. Les lords lieutenants de plusieurs comtés furent destitués. Le duc de Devonshire fut spécialement choisi pour être la victime dont le destin devait servir d'enseignement aux magnats d'Angleterre. Sa richesse, son rang, son influence, son caractère persoonnel sans tache, le constant attachementde sa famille à la maison de Hanovre, ne le mirent pas à l'abri d'un traitement grossier. On savait qu'il désapprouvait la marche du gouvernement, et l'on décida en conséquence qu'on humilierait le prince des whigs, comme l'avait surnommé la princesse mère. Il vint au palais pour rendre ses devoirs. « Dites-lui que je

ne veux pas le voir, » dit le roi à un page. Le page hésitait. « Allez à lui, dit le roi, et répétez-lui textuellement mes paroles. » Le page s'acquitta du message. Le duc arracha sa clef d'or, et se retira bouillant de colère. Ceux des siens qui avaient des emplois donnèrent immédiatement leur démission. Peu de jours après, le roi se fit apporter la liste des conseillers privés, et raya de sa propre main le nom du duc.

Cet acte, bien qu'il indiquât peu de sagesse ou peu de bon naturel, était du moins courageux; mais la cour exerça des vengeances sur tout le monde aussi bien en bas qu'en haut. Une persécution telle qu'on en avait jamais vu avant, telle qu'on en a jamais vu depuis, sévit avec fureur dans chaque département de l'administration publique. Un grand nombre de commis modestes e laborieux furent privés de leur pain, non parce qu'ils avaient négligé leur devoir, ou parce qu'ils avaient activement participé aux attaques dirigées contre le ministère, mais simplement parce qu'ils devaient leurs places à la recommandation de quelque nobleman ou de quelque gentleman opposé à la paix. La proscription s'étendit aux commis de la douane, aux jaugeurs, aux huissiers. Un pauvre homme, auquel une pension avait été donnée pour la bravoure dont il avait fait preuve en poursuivant des contrebandiers, perdit sa pension parce qu'il avait été appuyé par le duc de Grafton. Une veuve âgée qui, en raison des services de son mari dans la marine, avait été chargée, quelques années auparavant, de la tenue d'un bureau public, fut chassée de sa place parce qu'on s'imagina qu'elle était, par suite d'un mariage, l'alliée éloignée de la famille Cavendish. La clameur publique, on peut bien le supposer, augmentait chaque jour de plus en plus. Mais plus elle devenait forte, plus Fox continuait résolûment l'œuvre qu'il avait commencé. De quel esprit était-il animé? C'est ce qu'il était impossible à ses anciens amis de comprendre. « Je pouvais pardonner les caprices politiques de Fox, dit le duc de Cumberland, mais son inhumanité me confond complétement. Certes il avait coutume d'être le meilleur des hommes. »

Enfin Fox alla jusqu'à prendre une consultation légale sur la question de savoir si les brevets accordés par Georges II liaient Georges III. On dit que, si ses collègues n'avaient pas reculé, il aurait à la fois brisé, et les *Fellers of the Exchequer* (Comptables de l'Échiquier) et les *Justice in eyre* (Gruyers).

Le Parlement se réunit. Les ministres plus que jamais haïs du peuple étaient sûrs de la majorité; ils avaient en outre tout lieu d'espérer qu'ils l'emporteraient dans la discussion aussi bien qu'au vote, car Pitt était confiné chez lui par une grave attaque de goutte. Ses amis proposèrent d'attendre pour l'examen du traité qu'il fût en état d'y prendre part; mais la motion fut repoussée. Le grand jour arriva. La discussion durait depuis quelque temps, lorsqu'une immense clameur se fit entendre dans la cour du palais. Le bruit se rapprocha de plus en plus à travers les escaliers et les corridors. La porte s'ouvrit, et, du milieu d'une multitude poussant de grands cris, sortit Pitt, porté par ses serviteurs. Sa face était maigre et pâle : ses membres étaient enveloppés de flanelle. Il avait sa béquille à la main. Les porteurs le déposèrent en dedans de la barre : ses amis l'entourèrent immédiatement, et, avec leur aide, il se traîna à son siége près du bureau. Il parla trois heures et demie contre la paix. Il fut pendant ce temps plusieurs fois forcé de s'asseoir et d'user de cordiaux. On peut bien supposer que sa voix était faible, que son geste était languissant et que son discours, quoique par instant brillant et impressionnant, était inférieur à ses meilleures œuvres oratoires. Mais, ceux qui se rappelaient ce qu'il avait fait et qui voyaient ce qu'il souffrait l'écoutaient avec une émotion telle que n'en produisit jamais la simple éloquence. Il ne put rester pour le vote, et fut emporté de la Chambre au milieu d'acclamations aussi bruyantes que celles qui avaient annoncé son arrivée.

La paix fut approuvée par une forte majorité. La joie de la cour n'eut pas de bornes. « Maintenant, s'écria la princesse mère, mon fils est vraiment roi. » Le jeune souverain parlait de lui-même comme d'un homme délivré de la servitude où avait

été tenu son grand-père. On déclara que sur un point sa résolution était inébranlable : les whigs puissants qui s'était imposés à ses ancêtres et avaient tâché de s'imposer à lui-même ne seraient en aucune circonstance rappelés au pouvoir.

Cette vanterie était prématurée. La force réelle du favori n'était nullement en rapport avec le chiffre des voix qu'il avait pu obtenir dans un vote spécial. Bientôt il se trouva de nouveau très-embarrassé. Une taxe sur le cidre était la partie la plus importante de son budget. Cette taxe fut combattue non-seulement par ceux qui d'ordinaire étaient hostiles à l'administration, mais encore par ceux qui appuyaient celle-ci. Le mot d'*Excise* avait toujours été odieux aux tories. La partialité de Walpole pour ce mode d'impôt était leurs à yeux un de ses principaux crimes. Le tory Johnson avait donné dans son Dictionnaire une définition si méprisante du mot *Excise* que les commis de l'*Excise* avaient songé sérieusement à le poursuivre. Les comtés que le nouvel impôt gênait particulièrement avaient toujours été tories. John Philips, le poëte de la vendange anglaise, prétendait que la terre du cidre avait toujours été fidèle au trône, et que les serpes de ses mille vergers avaient été transformées en épées et mises au service des infortunés Stuarts. Le projet fiscal de Bute eut pour résultat d'amener une alliance entre la *gentry* et la *yeomanry* de la terre du cidre et les whigs de la capitale. Le Herfordshire et le Worcestershire étaient en ébullition. La Cité de Londres, quoique moins directement intéressée, était, s'il est possible, encore plus exaspérée. Les débats sur cette question portèrent au gouvernement un préjudice irréparable. L'exposition des comptes financiers fut faite par Dashwood d'une manière on ne peut plus confuse et absurde, et la Chambre l'accueillit avec de bruyants éclats de rire. Dashwood avait assez de bon sens pour être convaincu de son incapacité à remplir les hautes fonctions dont il était chargé, et il s'écria dans un comique accès de désespoir. « Que vais-je devenir? Les enfants vont me montrer au doigt dans les rues et crier : Voilà le plus mauvais Chancelier de l'Échiquier qu'il y eut

jamais. » Georges Grenville lui vint en aide, et développa longuement son thème favori, la prodigalité avec laquelle la dernière guerre avait été conduite. Cette prodigalité, disait-il, avait rendu les taxes nécessaires. Il sommait les gentlemen qui lui étaient contraires de dire où était ce qu'ils voulaient frapper d'une taxe, et il appuyait sur cette question avec sa prolixité habituelle. « Qu'ils me disent où, répétait-il d'un ton monotone et chagrin. Je demande, messieurs; qu'ils me disent où? Je le répète, messieurs, je suis fondé à leur dire : Dites-moi où. » Malheureusement pour Grenville, Pitt était venu cette nuit-là à la Chambre, et les réflexions contre la guerre l'avaient vivement irrité. Il se vengea en murmurant d'un ton de plainte, analogue à celui de Grenville, un vers d'une chanson bien connue : « Gentil berger, dis-moi où. » « Si des gentlemen, s'écria Grenville, sont exposés à être traités de la sorte... » Pitt, selon sa coutume, quand il voulait manifester un mépris extrême, se leva délibérément, fit un salut et sortit de la salle, laissant son beau-frère au comble de la rage et tous les autres membres au comble de la gaieté. Il s'écoula bien du temps avant que Grenville perdît le surnom de gentil berger.

Mais le ministère avait à endurer des vexations plus sérieuses. La haine des tories et des Écossais pour Fox était implacable. Dans un moment de pressant danger, ils avaient consenti à se laisser guider par lui; mais l'aversion qu'il leur inspirait éclata dès que la crise leur sembla passée. Quelques-uns d'entre eux l'attaquèrent à propos des comptes du *Pay office*. Quelques autres l'interrompaient brutalement par des rires et des applaudissements ironiques chaque fois qu'il parlait. Naturellement il était désireux d'échapper à une situation aussi désagréable, et il demanda le titre de pair qui lui avait été promis comme récompense de ses services.

La composition du ministère devait évidemment subir quelques modifications; mais à peu près personne, même parmi ceux qu'on pouvait, en raison de leur position, supposer initiés à tous

les secrets du gouvernement, ne prévoyait ce qui arriva. Au grand étonnement du Parlement et de la nation, on annonça tout à coup que Bute avait donné sa démission.

Vingt explications différentes de cette étrange résolution se produisirent. Les uns l'attribuèrent à un profond calcul, les autres à une panique soudaine : ceux-ci dirent que les satires de l'opposition avaient chassé le comte du champ de bataille, ceux-là qu'il n'avait accepté ses fonctions que pour pouvoir mettre fin à la guerre et qu'il avait toujours eu l'intention de se retirer dès que son projet serait réalisé. Publiquement, il déclara que sa mauvaise santé était la cause de sa retraite : en petit comité il se plaignit de n'avoir pas été cordialement soutenu par ses collègues, et surtout de n'avoir été nullement appuyé à la Chambre des lords par lord Mansfield, qu'il avait lui-même introduit dans le cabinet. Lord Mansfield était, en effet, beaucoup trop sagace pour ne pas voir que la situation de Bute était fort périlleuse, et il était trop timoré pour s'exposer à un péril dans l'intérêt de qui que ce fût. Selon toute probabilité cependant, des motifs complexes déterminèrent en cette occasion la conduite de Bute, de même que cela est arrivé très-souvent à beaucoup de gens. Nous pensons qu'il était las du pouvoir, car c'est un sentiment bien plus fréquent chez les ministres que ne sont disposées à le croire les personnes qui voient la vie publique à distance, et rien de plus naturel que ce sentiment se soit emparé de l'esprit de Bute. En général un homme d'État parvient lentement; bien des années laborieuses s'écoulent avant qu'il s'élève aux plus hautes dignités, dans la première partie de sa carrière, la vue de ce qui est au-dessus de lui le tient donc constamment en haleine; pendant ce temps il s'accoutume graduellement aux désagréments inséparables d'une vie d'ambition; au moment où il atteint le point culminant, il est devenu patient au travail et insensible aux affronts; en dépit de toutes les tribulations que lui cause sa vocation, il demeure attaché à celle-ci d'abord par l'espérance, ensuite par l'habitude. Il n'en était pas ainsi de Bute. Toute sa vie

publique ne dura guère plus de deux ans. Le jour où il devint homme politique, il devint ministre de Cabinet. En peu de mois il fut de nom et ostensiblement le chef de l'administration. Il ne pouvait être plus grand qu'il ne l'avait été. Il ne lui restait aucune illusion propre à l'aiguillonner. Il s'était rassasié des plaisirs de l'ambition avant d'avoir appris à en supporter les ennuis. Ses habitudes n'avaient jamais été de nature à aguerrir son esprit contre les médisances et les haines publiques. Il était dans sa quarante-sixième année; il avait de l'aisance, des dignités, et il ne savait pas encore, par une expérience personnelle, ce que c'est que d'être tourné en ridicule et calomnié. Tout à coup, sans aucune initiation préalable, il s'était trouvé exposé à une tempête d'invectives et de satires telle qu'il n'en éclata jamais sur la tête d'un homme d'État. Les émoluments de sa charge n'avaient plus d'importance pour lui, car, grâce à la mort de son beau-père, il venait d'hériter d'une propriété princière. Tous les honneurs qui pouvaient lui être conférés, il les avait obtenus. Il avait eu la Jarretière pour lui-même et la pairie anglaise pour son fils. Il s'imagina, semble-t-il aussi, qu'en quittant la Trésorerie, il échapperait au danger et aux injures sans réellement résigner le pouvoir, et qu'il serait encore à même d'exercer en particulier une influence suprême sur l'esprit du roi.

Quels qu'aient pu être ses motifs, il se retira. Fox en même temps se réfugia à la Chambre des lords, et Georges Grenville devint premier lord de la Trésorerie et Chancelier de l'Échiquier.

Ceux qui firent cet arrangement espéraient, nous le croyons, que Grenville serait tout bonnement une marionnette entre les mains de Bute, car Grenville avait été jusqu'alors imparfaitement connu même des gens qui l'avaient longtemps observé ! Il passait pour un simple souffre-douleur officiel, et il avait toute l'habileté, toute l'exactitude minutieuse, tout le formalisme, tous les côtés ennuyeux qui caractérisent l'espèce. Mais il avait d'autres qualités qui ne s'étaient pas encore manifestées, une ambition dévorante, un courage intrépide, une confiance en lui-même allant

jusqu'à la présomption, et un tempérament incapable de souffrir la moindre opposition. Il n'était pas disposé à être l'instrument de qui que ce fût, et il n'avait pour Bute aucun attachement politique ou personnel. Ces deux hommes n'avaient en effet rien de commun, si ce n'est une propension à l'emploi de moyens durs et impopulaires. Leurs principes étaient foncièrement différents. Bute était tory. Grenville se serait vivement fâché contre quiconque lui aurait dénié son droit au titre de whig. Il était plus enclin que Bute aux mesures tyranniques. Mais il n'aimait la tyrannie que lorsqu'elle revêtait les formes de la liberté constitutionnelle. Suivant une mode assez répandue à cette époque, il mêlait les théories des républicains du seizième siècle aux maximes fondamentales de la loi anglaise et parvenait ainsi à combiner les spéculations anarchiques avec la pratique de l'arbitraire. La voix du peuple, c'était la voix de Dieu. Mais le seul organe légitime par lequel la voix du peuple pût se faire entendre, c'était le Parlement. Tout pouvoir émanait du peuple. Mais tout le pouvoir du peuple avait été délégué au Parlement. Nul prêtre oxonien n'avait jamais demandé pour le roi, même dans les années qui suivirent immédiatement la Restauration, un hommage aussi abject, aussi déraisonnable que celui que Grenville, d'après ce qu'il considérait comme les principes whigs les plus purs, demandait pour le Parlement. De même qu'il désirait voir le Parlement exercer un pouvoir despotique sur la nation, de même aussi il désirait que le Parlement exerçât un pouvoir non moins despotique sur la Cour. Dans ces idées, le premier ministre, investi de la confiance de la Chambre des communes, devait être le maire du Palais. Le roi était uniquement un Chilpéric ou un Childéric qui avait tout lieu de s'estimer heureux qu'on lui permît de jouir d'appartements aussi beaux que ceux de Saint-James et d'un parc aussi beau que celui de Windsar.

Ainsi les opinions de Bute et celles de Grenville étaient diamétralement opposées, et il n'y avait entre ces deux hommes d'État nulle amitié personnelle. Grenville n'était pas homme à pardon-

ner, et il se rappelait parfaitement que peu de mois auparavant il avait été contraint de céder à Fox les fonctions de *leader* de la Chambre des communes.

Nous sommes porté à penser que, somme toute, l'administration de Georges Grenville fut la plus mauvaise qui ait jamais existé en Angleterre depuis la Révolution. Ses actes publics peuvent être classés en deux catégories : Outrages à la liberté du peuple ; Outrages à la dignité de la Couronne.

Il commença par faire la guerre à la presse. John Wilkes, membre du Parlement pour Aylesbury, fut choisi comme victime de la persécution. Il avait récemment acquis dans la ville entière la réputation d'être surtout un des libertins les plus impies, les plus licencieux et les plus agréables. C'était un homme de goût, ayant de la lecture et des manières engageantes. Sa conversation égrillarde charmait les salons verts et les tavernes, et il amusait même de graves personnages, lorsqu'il se contraignait suffisamment pour s'abstenir de détailler les particularités de ses amours, et de plaisanter sur le Nouveau Testament. Ses débauches dispendieuses le forcèrent d'avoir recours aux juifs. Ce fut bientôt un homme ruiné, et il résolut de tenter la chance comme aventurier politique. Il ne réussit pas au Parlement. Sa parole, quoique facile, était faible, et n'intéressait pas assez ses auditeurs pour leur faire oublier le visage de l'orateur qui était si hideux, que les caricaturistes ne pouvaient, en dépit de leurs efforts, s'empêcher de le flatter. Comme écrivain, il fit meilleure figure. Il fonda une feuille hebdomadaire appelée *The North Briton*. Ce journal, écrit avec une certaine verve, et beaucoup d'audace et d'indépendance, eut un nombre considérable de lecteurs. Quarante-quatre numéros avaient été publiés quand Bute se retira, et, bien que chacun d'eux contînt des passages grossièrement diffamatoires, il n'y eut aucune poursuite. Le quarante-cinquième numéro était innocent auprès de la plupart de ceux qui l'avaient précédé, et il ne s'y trouvait en réalité rien d'aussi fort que ce qu'on rencontre chaque jour de notre temps dans les principaux articles du *Times*

et du *Morning Chronicle*. Mais Grenville était maintenant à la tête du ministère. L'administration était animée d'un nouvel esprit. L'autorité devait être respectée. Le gouvernement ne devait pas être bravé plus longtemps avec impunité. Wilkes fut arrêté en vertu d'un *General Warrant*. Il fut conduit à la Tour et enfermé avec une rigueur inaccoutumée. Ses papiers furent saisis et portés à la secrétairerie d'État. Ces mesures brutales et illicites firent violemment éclater la rage populaire qui se changea bientôt en contentement et en allégresse. La Cour des plaids communs présidés par le Chief-Justice Pratt déclara l'arrestation illégale, et le prisonnier fut remis en liberté. Cette victoire remportée sur le gouvernement fut célébrée avec enthousiasme, à la fois à Londres et dans les comtés à cidre.

Tandis que les ministres devenaient de jour en jour plus odieux à la nation, ils agissaient de manière à se rendre non moins odieux à la Cour. Ils laissèrent clairement comprendre au roi qu'ils étaient déterminés à ne pas être les créatures de lord Bute, et ils exigèrent de Sa Majesté la promesse qu'elle n'écouterait les avis d'aucun conseiller secret. Ils eurent bientôt des raisons de soupçonner que cette promesse n'avait point été tenue. Ils firent des remontrances en termes moins respectueux que ceux que leur maître avait coutume d'entendre, et ils lui donnèrent une quinzaine de jours pour choisir entre son favori et son Cabinet.

Georges III fut singulièrement troublé. Il y avait seulement quelques semaines qu'il se réjouissait de ne plus être sous le joug de la grande *connexion* whig. Il avait même hautement dit que son honneur lui défendait d'admettre de nouveau à son service les membres de cette *connexion*. Il s'apercevait maintenant qu'il n'avait fait que changer de maître, et que ses maîtres actuels étaient plus durs et plus impérieux que les anciens. Dans sa détresse il songea à Pitt. On obtiendrait peut-être avec Pitt de meilleures conditions qu'avec Grenville ou avec le parti qui avait Newcastle pour chef.

Grenville, à son retour d'une excursion à la campagne, vint à

Buckingham-House. Il fut étonné de trouver à la porte une chaise dont la forme lui était bien connue, ainsi qu'à tout Londres Elle était remarquable à cause d'une espèce d'énorme botte destinée à loger commodément la jambe goutteuse du grand *Commoner*, Grenville devina tout. Son beau-frère était avec le roi. Bute, excité par ce qu'il considérait comme la conduite hostile et ingrate de ses successeurs, avait lui-même proposé de mander Pitt au Palais.

Pitt eut deux audiences, deux jours de suite. Ce qui se passa dans la première entrevue lui permit d'espérer que la négociation arriverait à bonne fin; mais le lendemain il trouva le roi moins bien disposé. Les meilleurs renseignements sur cette conférence, et en vérité les seuls dignes de foi sont ceux que lord Hardwicke recueillit de la bouche même de Pitt. Il paraît que Pitt représenta fortement l'importance de concilier ces chefs du parti whig qui avaient été assez malheureux pour encourir la disgrace du roi. Ils avaient été, dit-il, les amis les plus constants de la maison de Hanovre. Leur influence était grande. Ils avaient une longue expérience des affaires publiques. S'ils devaient continuer à être frappés d'une sentence d'exclusion, il serait impossible de constituer une administration vigoureuse. Sa Majesté ne pouvait supporter l'idée de se mettre entre les mains de ceux qu'elle avait récemment chassés de sa Cour avec les marques de la plus vive colère. « J'en suis fâché, monsieur Pitt, dit le roi, mais cela ne se peut. Mon honneur est engagé. Je dois sauvegarder mon honneur. » Comment Sa Majesté réussit-elle à sauvegarder son honneur? Nous le verrons bientôt.

Pitt se retira, et le roi fut réduit à prier de rester en fonctions les ministres qu'il avait été sur le point de renvoyer. Durant les deux années qui suivirent, Grenville, alors étroitement ligué avec les Bedfords, fut le maître de la Cour, et il se montra un maître dur. Il savait maintenant qu'il ne conservait ses fonctions que parce qu'on n'avait à choisir qu'entre lui et les whigs. Il regardait comme impossible qu'en aucune circonstance les whigs obtins-

sent leur pardon. Après la dernière tentative faite pour se débarrasser de lui, son ressentiment avait grandi. L'insuccès de cette tentative l'avait délivré de toute crainte. Il n'avait jamais été courtisan, et il commença à parler un langage que, depuis le temps du cornette Joyce et du président Bradshaw, nul monarque anglais n'avait été forcé d'entendre.

Sur un point, il est vrai, Grenville, aux dépens de la justice et de la liberté, satisfit les passions de la Cour tout en satisfaisant les siennes propres. Wilkes fut énergiquement poursuivi. Il avait écrit une parodie de l'*Essai sur l'homme*, de Pope, intitulée *Essai sur la femme*, et y avait ajouté des notes, imitation grotesque des fameux commentaires de Warburton.

Cette composition était excessivement licencieuse, mais elle ne l'était pas plus, pensons-nous, que certains ouvrages de Pope, que par exemple l'imitation de la seconde satire du premier livre d'Horace, et Wilkes, c'est une justice à lui rendre, n'avait pas, ainsi que Pope, livré ses gaillardises à la publicité. Il avait simplement fait imprimer à une presse particulière un petit nombre d'exemplaires qu'il avait l'intention d'offrir à ses joyeux compagnons, dont un livre obscène ne pouvait pas plus corrompre les mœurs qu'un soleil brûlant ne peut brunir un nègre. Un agent du gouvernement, moyennant une somme donnée à l'imprimeur, se procura un exemplaire de cette polissonnerie, et le mit entre les mains des ministres. Les ministres décidèrent qu'à propos de cette violation du décorum ils useraient contre Wilkes de toute la rigueur des lois. Dans quelle proportion la piété et le respect pour la morale eurent-il part à cette résolution ? Nos lecteurs peuvent en juger par ce fait que personne ne fut plus ardent à poursuivre le châtiment du poëte libertin que lord March, plus tard duc de Queensburry. Le premier jour de la session du Parlement, le comte de Sandwich, Secrétaire d'État, grâce à l'influence du duc de Bedford, déposa sur le bureau des lords le livre qu'on s'était procuré par des moyens si méprisables. Jusqu'au moment où le livre fut produit en plein Parlement, le malheureux auteur

n'avait pas le moins du monde soupçonné que son livre eût été vu par d'autres que par son imprimeur et ses compagnons de débauche. Bien qu'il fût d'un caractère facile, qu'il n'aimât guère le danger et ne fût pas très-susceptible de honte, la surprise, le sentiment du déshonneur, la perspective d'une ruine complète, l'exaspérèrent. Il chercha querelle à quelqu'un de l'entourage de lord Bute, se battit en duel et fut grièvement blessé. Dès qu'il fut à demi guéri, il se sauva en France. Ses ennemis eurent alors le champ libre et au Parlement et au Banc du roi. Il fut censuré, chassé de la Chambre des communes, mis hors la loi. On condamna ses ouvrages à être brûlés par la main du bourreau. Cependant la multitude lui resta fidèle. Même aux yeux d'une foule d'hommes moraux et religieux, son crime paraissait peu de chose à côté de celui de ses accusateurs. La conduite de Sandwich en particulier excita un dégoût général. Ses vices étaient notoires, et, quinze jours avant qu'il apportât l'*Essai sur la femme* à la Chambre des lords, on l'avait aperçu avec Wilkes, buvant et chantant des refrains obscènes dans un des clubs les plus mal famés de Londres. Peu de temps après la réunion du Parlement, l'opéra du *Mendiant* fut représenté au théâtre de Cowent-Garden. Lorsque Macbeath prononça les mots « Jemmy Twitcher m'accuser d'un crime! J'avoue que cela m'a surpris! » le parterre, les loges, les galeries poussèrent des hurlements qui semblèrent capables de faire écrouler les voûtes. A partir de ce jour, Sandwich fut universellement connu sous le sobriquet de Jemmy Twitcher. Une émeute interrompit la cérémonie du brûlement du *North Briton*. On battit les constables, on sauva les feuilles, et à leur place on livra aux flammes une botte et un cotillon. Wilkes avait intenté une action contre le sous-secrétaire d'État, relativement à la saisie de ses papiers. Le jury lui accorda mille livres de dommages et intérêt. Mais ni cette décision ni toute autre manifestation du sentiment public ne pouvait ébranler Grenville. Il avait le Parlement avec lui, et d'après sa foi politique, c'était au Parlement seul qu'il fallait demander quelle était l'opinion du pays.

Cependant il eut bientôt des raisons de craindre que le Parlement même ne lui fît défaut. L'opposition, sur la question de la légalité des *General Warrants* avait pour elle tous les principes sérieux, toutes les autorités constitutionnelles, et de plus l'approbation de la nation entière. Elle devint de plus en plus forte, et vit entrer dans ses rangs plusieurs membres qui ne votaient pas habituellement contre le gouvernement. Un jour, la Chambre étant au grand complet, le ministère eut une majorité de quarante voix seulement. Toutefois l'orage se dissipa. L'esprit de l'opposition, par suite de je ne sais quelle cause, commença à s'affaisser au moment où le succès semblait presque certain. La session se termina sans aucun changement. Pitt dont l'éloquence avait brillé de son éclat accoutumé dans toutes les discussions importantes, Pitt dont la popularité était plus grande que jamais, Pitt, était encore un simple particulier : Grenville, également détesté et par la cour et par le peuple, était encore ministre.

Dès que les Chambres furent de nouveau réunies, Grenville fit un acte qui prouva mieux encore qu'aucun de ses actes précédents combien sa nature était despotique, acrimonieuse et sans crainte. Parmi les gentlemen qui, d'ordinaire, ne faisaient pas d'opposition au gouvernement, et qui sur la grande question constitutionnelle des *General Warrants* avaient voté avec la minorité, se trouvait le frère du comte de Hertford, Henry Conway, bon soldat, orateur passable et bien intentionné, quoique politique peu sage et peu vigoureux. Il fut privé de son régiment, régiment qu'il avait mérité par de braves et fidèles services dans les deux guerres. On disait tout bas que le roi avait franchement donné son assentiment à cette mesure violente.

Mais, quelque agréable qu'aient pu être à l'esprit royal la persécution de Wilkes et la destitution de Conway, il est certain que l'aversion de Sa Majesté pour ses ministres croissait de jour en jour. Grenville était aussi ménager de la fortune publique que de la sienne propre, et il refusa avec mauvaise grâce d'accéder à la requête du roi qui demandait que quelques milliers de livres fus-

sent consacrés à l'achat de champs incultes, situés à l'ouest des jardins de Buckingham-House. Par suite de ce refus les terrains furent bientôt couverts de constructions, et du haut des fenêtres de cent maisons on eut vue sur les endroits réservés où se promenaient le roi et la reine. Il y avait quelque chose de plus fâcheux. Grenville était aussi libéral de paroles qu'il était avare de guinées. Au lieu de s'exprimer avec la clarté, la concision, l'animation qui seules pouvaient captiver l'attention d'un jeune esprit nouvellement initié aux affaires, il parlait dans le particulier juste comme à la Chambre des communes. Lorsqu'il avait discouru pendant deux heures, il regardait sa montre, de même qu'il avait coutume de regarder l'horloge placée en face de lui à la Chambre, il s'excusait de la longueur de son discours, et alors continuait à parler une heure encore. Les membres de la Chambre des communes pouvaient étouffer la voix d'un orateur sous le bruit de leur toux, ou sortir pour aller dîner, et ils usaient amplement de ces priviléges quand Grenville avait la parole. Mais le pauvre jeune roi était obligé de supporter avec une politesse chagrine la faconde du ministre. Jusqu'à la fin de sa vie il parla avec horreur des harangues de Grenville.

C'est à cette époque qu'eut lieu un des incidents les plus singuliers de la vie de Pitt. Il y avait un certain sir William Pynsent, baronnet whig du Sommersetshire, qui du temps de la reine Anne avait été membre de la Chambre des communes, et qui était rentré dans la vie privée et s'était retiré à la campagne lorsque, vers la fin du règne de la reine, le parti tory avait eu la prépondérance au conseil. Ses manières étaient excentriques. Ses mœurs étaient sous le coup d'imputations odieuses. Mais il était d'une inébranlable fidélité à ses opinions politiques. Durant cinquante années, passées dans la retraite, il n'avait pas cessé de méditer sur les circonstances qui l'avaient forcé de renoncer à la vie publique, sur le renvoi des whigs, sur la paix d'Utrecht, sur l'abandon de nos alliés. Il avait cru apercevoir une parfaite analogie entre les événements auxquels il avait assisté dans sa jeunesse, et qu'il avait

très-présents à la mémoire, et les événements dont il était le témoin dans son extrême vieillesse; entre la disgrâce de Marlborough et la disgrâce de Pitt, entre l'élévation de Harley et l'élévation de Bute; entre le traité négocié par St John et le traité négocié par Bedford, entre les torts de la maison d'Autriche en 1712 et les torts de la maison de Brandebourg en 1762. Cette idée avait fini par tellement s'emparer de l'esprit du vieillard, qu'il laissa tous ses biens à Pitt. Pitt devint donc inopinément possesseur d'une fortune d'environ trois mille livres sterling de rente, et toute la malveillance de ses ennemis ne put découvrir un sujet de blâme dans cette affaire. Personne ne pouvait l'appeler chasseur d'héritages; personne ne pouvait l'accuser d'accaparer des biens revenant plus légitimement à d'autres que lui; car de sa vie il n'avait vu sir William, et sir William n'avait aucun parent assez rapproché pour fonder la moindre espérance sur cette succession.

La fortune de Pitt semblait florissante; mais sa santé était plus mauvaise que jamais. Il est impossible de constater une seule fois sa présence au Parlement pendant la session qui commença en janvier 1765. Il resta plusieurs mois dans une profonde retraite à Hayes, sa villa de prédilection, ne se remuant guère que pour aller de sa chaise longue à son lit, de son lit à sa chaise longue, et souvent contraint de dicter à sa femme sa correspondance la plus confidentielle. Quelques-uns de ses détracteurs insinuèrent qu'il fallait attribuer son absence autant à l'affectation qu'à la goutte. Son caractère, tout élevé et splendide qu'il fût, manquait, il est vrai, de simplicité. Avec un génie qui n'avait nul besoin d'employer des moyens théâtrals, avec un esprit qui aurait dû être bien au-dessus de pareils moyens, il a cependant eu toute sa vie l'habitude d'y avoir recours. On s'imaginait donc alors que, jouissant de toute la considération que peuvent donner l'éloquence et de grands services rendus à l'État, il avait résolu de ne pas diminuer sa valeur aux yeux de la foule, en paraissant souvent en public, et, sous prétexte de mauvaise santé, tantôt de s'environ-

ner de mystère et de ne se montrer que momentanément et à de longs intervalles ; tantôt de ne communiquer ses oracles qu'à un petit nombre de sectateurs favoris qui étaient autorisés à venir en pèlerinage à sa chapelle. Si tel était son but, son but fut quelque temps pleinement atteint. Jamais son nom n'exerça une influence plus magique ; jamais son pays n'eut pour lui une vénération aussi superstitieuse que pendant cette année de silence et de retraite.

Tandis que Pitt restait ainsi éloigné du Parlement, Grenville proposa une mesure qui devait engendrer une grande révolution, et dont le genre humain ressentira longtemps les effets. Nous voulons parler de l'acte concernant le droit de timbre aux colonies de l'Amérique du Nord. Le plan caractérisait éminemment son auteur. Il y avait chez l'enfant tous les traits du père. Un homme d'État timide eût reculé devant une mesure dont, à une époque où les colonies étaient beaucoup moins puissantes, Walpole avait dit : « Celui qui proposera cela sera plus hardi que moi. » Mais Grenville était par nature inaccessible à la crainte. Un homme d'État à larges vues aurait senti que voter à Westminster des taxes intéressant *New-England* et *New-York*, était une façon d'agir contraire, sinon à la lettre du *Statute-Book* ou à toute autre décision contenue dans les *Term-Reports*, du moins aux principes de bon gouvernement et à l'esprit de la constitution. Un homme d'État à larges vues aurait en outre senti que le décuple du produit présumé des *Stamps* (Droits de timbre) en Amérique eût été payé trop cher au prix d'une querelle même passagère entre la mère patrie et les colonies. Mais Grenville ne connaissait pas un esprit de la Constitution distinct du texte de la loi, et des intérêts nationaux autres que ceux qui s'expriment en livres, shillings et pence. Que sa politique pût faire naître de profonds mécontentements dans toutes les provinces, des bords des grands lacs à ceux du golfe du Mexique ; que la France et l'Espagne pussent saisir cette occasion pour se venger ; que l'empire britannique pût être démembré ; que, par suite de sa poli-

tique personnelle, la dette, cette dette dont il reprochait perpétuellement le chiffre à Pitt, pût être doublée : c'étaient là des éventualités que n'aperçut jamais cet esprit étroit et tranchant.

On se souviendra du *Stamp Act* tant que le monde existera. Mais, à l'époque où il fut voté, il attira moins l'attention du pays qu'un autre acte qui est presque entièrement oublié aujourd'hui. Le roi tomba malade, et on le crut en danger. Nous pensons que le mal dont il souffrait était identique à celui qui plus tard le rendit itérativement incapable de remplir ses royales fonctions. L'héritier présomptif n'avait que deux ans. Il était évidemment à propos de pourvoir à l'administration en cas de minorité. Les discussions sur ce point déterminèrent une crise dans la querelle de la cour et du ministre. Le roi désirait qu'on lui laissât le droit de désigner le régent dans son testament. Les ministres craignaient ou affectaient de craindre que, si cette faculté lui était accordée, il nommât la princesse-mère et peut-être même le comte de Bute. Ils insistèrent donc pour que l'on introduisit dans le bill une clause limitant le choix du roi aux membres de la famille royale. Ayant ainsi exclu Bute, ils pressèrent le roi de leur permettre d'exclure aussi la princesse douairière de la manière la plus formelle. Ils lui annoncèrent que la Chambre des communes rayerait indubitablement le nom de la princesse, et, grâce à cette menace, ils lui arrachèrent son consentement. Peu de jours après il fut évident que les motifs invoqués par eux pour décider le roi à faire à sa mère un grossier affront public étaient sans fondement. Les amis de la princesse à la Chambre des communes proposèrent d'inscrire son nom. Les ministres ne pouvaient décemment attaquer la mère de leur maître. Ils espéraient que l'opposition viendrait à leur aide et ferait peser sur eux une force à laquelle ils auraient cédé avec joie. Mais la majorité de l'opposition, si elle haïssait la princesse, haïssait encore plus Grenville; elle voyait avec plaisir l'embarras de celui-ci et ne voulut rien faire pour l'en tirer. Le nom de la princesse fut en conséquence mis sur la liste des personnes capables d'exercer la régence.

Le ressentiment du roi était alors au plus haut degré. Le malheur présent lui semblait plus intolérable que n'importe quel autre. La junte des grands whigs ne pouvait elle-même le traiter plus mal qu'il ne l'avait été par ses ministres actuels. Dans sa détresse il ouvrit son cœur à son oncle le duc de Cumberland. Le duc n'était pas un homme qu'il fût possible d'aimer; mais c'était éminemment un homme en qui l'on pouvait avoir confiance. Il avait un caractère intrépide, une vigoureuse intelligence et un sentiment élevé de l'honneur et du devoir. Comme militaire, il appartenait à une catégorie remarquable de généraux; à celle, voulons nous dire, des généraux dont le destin est de perdre presque toujours les batailles qu'ils livrent, et d'avoir cependant la réputation d'être de braves et habiles soldats. Coligny et Guillaume III étaient des généraux de cette espèce, et nous pourrions peut-être ajouter à la liste le nom du maréchal Soult. Le duc de Cumberland avait une bravoure exceptionnelle même parmi les princes de sa valeureuse maison. L'indifférence avec laquelle il se promenait au milieu des balles et des boulets n'était pas la preuve la plus forte de son courage : des maladies désespérées, d'horribles opérations chirurgicales, loin de l'abattre, ne l'ébranlèrent même pas. Outre le courage il avait toutes les vertus qui s'allient au courage. Il était plein de véracité, franc dans ses inimitiés et dans ses amitiés, et d'une grande droiture dans toutes ses actions. Mais il était naturellement dur, et rarement la miséricorde tempérait sa justice ou ce qui lui semblait tel. Il fut, en conséquence, pendant nombre d'années, le plus impopulaire des hommes en Angleterre. La sévérité avec laquelle il s'était conduit envers les rebelles après la bataille de Culloden lui avait valu le surnom de *Boucher*. Sa tentative pour introduire la rigide discipline de Postdam dans l'armée anglaise où régnait alors le plus grand désordre, avait inspiré une répulsion encore plus prononcée. On le croyait capable de tout. Beaucoup de braves gens étaient assez absurdes pour se figurer que, s'il était régent pendant la minorité de ses neveux, il y aurait encore un souverain d'étouffé

à la Tour. Ces sentiments s'étaient cependant calmés. Le duc avait vécu quelques années dans la retraite. Les Anglais, pleins d'animosité contre les Écossais, blâmaient maintenant Son Altesse Royale d'avoir laissé subsister tant de Camerons et de Macphersons pour devenir jaugeurs et employés de la douane. Il était donc actuellement en faveur auprès de ses compatriotes, et surtout auprès des habitants de Londres.

Il avait peu de raison d'aimer le roi, et il avait montré clairement, quoique sans insistance incommode, son aversion pour le système adopté en dernier lien. Mais il avait une notion élevée et presque chevaleresque de ses devoirs comme prince du sang envers le chef de sa maison. Il résolut d'affranchir son neveu de la tutelle où il se trouvait, et d'amener une réconciliation entre le parti whig et le trône, à des conditions honorables pour tous deux.

Il se rendit dans cette intention à Hayes. Il fut admis dans la chambre de Pitt, car Pitt ne voulait ni quitter sa chambre ni communiquer avec aucun messager inférieur. Alors commença une longue suite d'erreurs de la part de l'illustre homme d'État, erreurs qui entraînèrent son pays dans des difficultés et des malheurs plus sérieux même que ceux dont son génie l'avait autrefois délivré. Son langage fut hautain, déraisonnable, presque inintelligible. La seule chose qu'on pouvait discerner à travers les nuages de phrases vagues et peu gracieuses, c'était qu'en ce moment il ne voulait pas du pouvoir. Voici, croyons nous, la vérité. Lord Temple, qui était le mauvais génie de Pitt, venait justement de concevoir un nouveau plan de politique. La haine pour Bute et la princesse avait, à ce qu'il semblerait, entièrement pris possession de l'âme de Temple. Il était brouillé avec son frère Georges, parce que Georges était devenu l'allié de Bute et de la princesse. Maintenant que Georges paraissait être l'ennemi de Bute et de la princesse, Temple poussait ardemment à une réconciliation générale de la famille. Les trois frères, ainsi qu'on appelait vulgairement Temple, Grenville et Pitt, pouvaient former un ministère sans chercher à s'appuyer ni sur Bute ni sur la

connexion whig. Temple, ayant de telles vues, fit tous ses efforts pour dissuader Pitt d'accepter les propositions du duc de Cumberland. Pitt n'était pas convaincu; mais Temple avait sur lui une influence que n'a jamais eu aucune autre personne : c'était de très-vieux amis, des parents très-proches. Si les talents et la renommée de Pitt avaient été utiles à Temple, la bourse de Temple avait été jadis dans des temps d'extrême besoin très-utile à Pitt. Ils ne s'étaient jamais séparés en politique; deux fois ils étaient entrés ensemble au cabinet, deux fois ils l'avaient quitté ensemble. Pitt n'aurait su se faire à l'idée d'arriver au pouvoir sans son principal allié. Cependant il sentait qu'il agissait mal, qu'il dédaignait une belle occasion de servir son pays. Le style obscur et nullement conciliant des réponses qu'il fit aux ouvertures du duc de Cumberland peut être attribué à l'embarras et à la vexation d'un esprit qui n'était pas en paix avec lui-même. On prétend qu'il dit tristement à Temple:

> Extinxi te meque, soror, populumque, patresque
> Sidonios, urbemque tuam.

La prédiction n'était que trop juste.

Le duc de Cumberland, trouvant Pitt intraitable, conseilla au roi de se soumettre à la nécessité, et de conserver Grenville et les Bedfords. On n'était pas, en vérité, à un moment où il fût prudent de laisser les emplois vacants. L'état incertain du gouvernement avait produit un relâchement général dans tous les départements de l'administration publique. Des meetings qui, à une autre époque, eussent été inoffensifs tournaient maintenant à l'émeute et s'élevaient promptement presque à la dignité de rébellion. Le palais du Parlement était bloqué par les tisserands de Spitalfields. Bedford-House était assailli de tous côtés par une populace furieuse, et avait une forte garnison d'infanterie et de cavalerie. Quelques personnes accusaient de ces troubles les amis de Bute, quelques autres en accusaient les amis de Wilkes; mais, quelle que fût la cause de ces troubles, il en résultait un manque

général de sécurité. Dans de telles conjonctures le roi n'avait pas le choix. Il informa les ministres, avec un amer sentiment de mortification, qu'il avait l'intention de les conserver.

Ils répondirent en exigeant de lui sa parole royale de ne plus consulter lord Bute. La parole royale fut donnée. Ils demandèrent alors quelque chose de plus. Le frère de lord Bute, M. Mackenzie, avait, en Écosse, un emploi lucratif. Il fallait destituer M. Mackenzie. Le roi répliqua que l'emploi avait été accordé dans des circonstances toutes particulières et qu'il avait promis de ne point le retirer tant qu'il vivrait. Grenville insista, et le roi céda de très-mauvaise grâce.

La session du Parlement était finie. Le triomphe des ministres était complet. Le roi était presque aussi prisonnier que Charles Ier l'avait été dans l'île de Wight. Tels étaient les fruits de la politique qu'on représentait peu de mois auparavant comme ayant mis le trône pour toujours à l'abri de la domination de sujets insolents.

Chaque regard, chaque parole de Sa Majesté décelaient son très-naturel ressentiment. Dans cette extrémité il dirigea ses regards vers cette *connexion* wihg, naguère l'objet de sa crainte et de sa haine. Le duc de Devonshire, qui avait été traité avec une dureté injustifiable, était mort récemment, et son fils, qui était encore un jeune homme, lui avait succédé. Le roi daigna exprimer son regret de ce qui s'était passé et inviter le jeune duc à venir à la cour. Le noble jeune homme vint accompagné de ses oncles, et fut reçu avec une gracieuseté marquée.

Ceci, et beaucoup d'autres symptômes de la même espèce, irritèrent les ministres. Ils avaient encore en réserve, à l'adresse de leur souverain, une insulte qui aurait décidé son grand-père à les chasser de son cabinet à coups de pieds. Grenville et Bedford demandèrent une audience au roi et lui lurent un mémoire de plusieurs pages qu'ils avaient rédigé avec grand soin. Sa Majesté y était accusée d'avoir manqué à sa parole et d'avoir été d'une insigne mauvaise foi à l'égard de ses conseillers; il y était ques-

tion de la princesse dans des termes qui n'étaient nullement flatteurs; on y insinuait que la tête de Bute était en danger; on y disait clairement au roi que désormais il ne devait plus laisser voir qu'il n'aimait pas la situation où il était placé; qu'il devait se montrer froid et sévère envers l'opposition, et en public faire bon visage à ses ministres. Le roi interrompit plusieurs fois le lecteur en déclarant qu'il avait cessé d'avoir la moindre communication avec Bute; mais les ministres, sans tenir compte de sa dénégation, continuèrent, et, à demi suffoqué de rage, il écouta en silence. Lorsqu'ils eurent fini leur lecture, il indiqua simplement par un geste expressif qu'il voulait être seul. Il dit dans la suite qu'il croyait être sur le point d'avoir une attaque.

Dans son désespoir il eut encore recours au duc de Cumberland, et le duc de Cumberland eut encore recours à Pitt. Pitt avait réellement le désir de prendre la direction des affaires, et il avoua en termes très-respectueux que les conditions offertes par le roi étaient tout ce qu'un sujet pouvait souhaiter. Mais Temple fut inflexible, et Pitt déclara, avec grand regret, qu'il lui était impossible, sans le concours de son beau-frère, de se charger de l'administration.

Le duc ne vit alors qu'un seul moyen de délivrer son neveu. Il fallait prendre des whigs de l'opposition pour constituer une administration sans l'aide de Pitt. Les difficultés semblaient presque insurmontables; la mort et la désertion avaient sensiblement éclairci les rangs du parti naguère prépondérant dans l'État. Ceux parmi lesquels le duc avait à choisir pouvaient être divisés en deux catégories : les hommes trop vieux pour occuper des emplois importants, et les hommes qui, jamais auparavant, n'avaient occupé d'emplois importants. Le cabinet devait être composé d'invalides ou de jeunes gens inexpérimentés.

C'était un inconvénient, cependant ce n'était pas un inconvénient absolu. Si, d'un côté, les nouveaux hommes d'État whigs avaient peu d'expérience en matière d'affaires et de discussion, de l'autre ils n'avaient pas la flétrissure de cette immoralité poli-

tique qui avait profondément infecté leurs prédécesseurs. Une longue prospérité avait corrompu ce grand parti qui avait chassé les Stuarts, limité les prérogatives de la couronne, réprimé l'intolérance de la hiérarchie. L'adversité avait déjà produit un effet salutaire. Le jour de l'avénement de Georges III, la prédominance du parti whig avait cessé, et ce jour-là avait commencé l'épurement du parti whig. Les nouveaux chefs de ce parti étaient des hommes bien différents de Sandys et de Winnington, de sir William Yonge et de Henry Fox. C'étaient des hommes dignes d'avoir chargé à côté de Hampden à Chalgrave, ou d'avoir échangé sur l'échafaud le dernier embrassement avec Russell à Lincoln's Inn-Fields. Ils avaient en politique les mêmes principes de haute vertu qui réglaient leurs actes privés, et ils n'auraient pas consenti à poursuivre le but le plus noble et le plus utile par des moyens que condamnent l'honneur et la probité. Tels étaient lord John Cavendish, sir Georges Saville et d'autres que nous vénérons comme seconds fondateurs du parti whig, comme restaurateurs de sa vitalité et de son énergie premières après un demi-siècle de dégénérescence.

Le chef de ce groupe respectable était le marquis de Rockingham, homme ayant une splendide fortune, un sens excellent et un caractère irréprochable. Il était, il est vrai, tellement impressionnable, que, jusqu'à la fin de sa vie, jamais il ne se leva pour parler à la Chambre des lords sans une extrême répugnance et un extrême embarras. Mais, bien qu'il ne fût pas un grand orateur, il possédait à un haut degré quelques-unes des qualités de l'homme d'État. Il choisissait bien ses amis, et il avait à un point extraordinaire l'art de se les attacher par des liens de l'espèce la plus honorable. La fidélité joyeuse avec laquelle ils lui restèrent dévoués, pendant de longues années d'une opposition à peu près sans espoir, est moins admirable que le désintéressement et la délicatesse qu'ils montrèrent lorsqu'il arriva au pouvoir.

Nous sommes disposé à penser que rien ne peut mieux peindre les usages bons et mauvais des partis qu'un parallèle entre les

Rockinghams et les Bedfords, deux puissantes *connexions* de ce temps. A notre point de vue, le parti de Rockingham était exactement ce qu'un parti devrait être. Il se composait d'hommes qu'unissaient des opinions communes, des intérêts publics communs, une estime mutuelle. Ils convenaient franchement qu'ils désiraient obtenir, par des moyens honnêtes et constitutionnels, la direction des affaires. Mais, bien qu'on les eût souvent invités à accepter des emplois honorables et richement rétribués, ils avaient toujours refusé de le faire à des conditions incompatibles avec leurs principes. Le parti de Bedford, autant que nous pouvons le découvrir, n'avait, comme parti, de principe d'aucune sorte. Rigby et Sandwich avaient besoin de l'argent du budget, et ils croyaient qu'on les mettrait plus haut s'ils étaient réunis au lieu d'être séparés. Ils agissaient donc de concert, et ils entraînaient à agir avec eux un homme beaucoup plus important et bien meilleur qu'eux.

Ce fut à Rockingham que s'adressa le duc de Cumberland. Le marquis consentit à prendre la Trésorerie. Newcastle, si longtemps reconnu comme le chef des whigs, ne pouvait guère être laissé en dehors du ministère. Il fut nommé Garde du sceau privé. Un *Country gentleman* (gentleman campagnard), très-probe et très-loyal, nommé Dowdeswell, devint Chancelier de l'Échiquier. Le général Conway, qui avait servi sous le duc de Cumberland, et qui était très-attaché à Son Altesse Royale, fut Secrétaire d'État et *leader* de la Chambre des communes. Un grand *nobleman* whig, dans la force de l'âge et dont on espérait beaucoup à cette époque, Auguste, duc de Grafton, fut l'autre Secrétaire.

Le vieillard le plus âgé ne pouvait se rappeler aucun gouvernement aussi dépourvu de talents oratoires et d'expérience officielle. On était d'avis, en général, que les ministres pourraient conserver leurs portefeuilles pendant la prorogation, mais que le premier jour de discussion au Parlement serait le dernier jour de leur pouvoir. On demanda à Charles Townshend ce qu'il pensait de la nouvelle administration. « Ce n'est, répondit-il, qu'une corde de

luth; cela pourra aller l'été, mais cela ne fonctionnera jamais l'hiver. »

Dans cette conjoncture, lord Rockingham eut la sagesse d'apprécier la valeur et de s'assurer le concours d'un allié qui, à une éloquence supérieure à celle de Pitt et à une habileté surpassant de beaucoup celle de Grenville, joignait une largeur d'intelligence à laquelle ni Pitt ni Grenville ne pouvaient prétendre. Un jeune Irlandais était venu, quelque temps auparavant, chercher fortune à Londres. Il avait beaucoup écrit pour les libraires. Mais il s'était surtout fait connaître par un petit traité où il avait imité avec une rare adresse le style et la façon de raisonner de Bolingbroke, et par une théorie sur les plaisirs que nous procurent les œuvres du goût, théorie dans laquelle il y avait plus d'esprit que de solidité de jugement. Il avait, en outre, acquis une grande réputation comme causeur; et les gens de lettres qui soupaient ensemble à la *Turk's head* (Tête de Turc) le regardaient comme le seul homme capable de rivaliser avec le docteur Johnson. Il devint secrétaire particulier de lord Rockingham et fut nommé membre du Parlement, grâce à l'influence de son patron. Tout cela, il est vrai, ne s'accomplit pas sans quelques difficultés. Le duc de Newcastle, qui toujours se mêlait de tout et faisait des commérages, conjura le premier lord de la Trésorerie de se méfier de cet aventurier dont O'Bourke était le véritable nom, et que Sa Grâce savait être un sauvage Irlandais, un jacobite, un papiste, un jésuite déguisé. Lord Rockingham traita la calomnie ainsi qu'elle mérite de l'être; et la coopération d'Edmond Burke vint renforcer le parti whig et lui donner du relief.

Le parti avait, en vérité, besoin de renfort, car vers cette époque il fit une perte à peu près irréparable. C'était le duc de Cumberland qui avait organisé le gouvernement, et il en était le principal soutien. Son rang élevé et son grand nom contrebalançait à certains égards la renommée de Pitt. Médiateur entre les whigs et la cour, il jouait un rôle que nulle autre personne n'était à même de jouer. La vigueur de son caractère suppléait à ce qui

manquait principalement au nouveau ministère. Conway, surtout, qui, avec d'excellentes intentions et des talents estimables, était l'homme le plus dépendant et le plus irrésolu, ne devait qu'aux conseils de ce mâle esprit une détermination dont par lui-même il était incapable. Le duc mourut subitement avant la réunion du Parlement. Sa mort fut universellement considérée comme le signal de grandes perturbations, et pour ce motif, autant qu'à cause de ses qualités personnelles, il fut très-regretté. On remarqua qu'à Londres le deuil fut plus général qu'on ne l'y avait jamais vu, et qu'il fut tout à la fois plus rigoureux et plus prolongé que la *Gazette* ne l'avait prescrit.

Dans le même temps, chaque courrier d'Amérique apportait des nouvelles alarmantes. Les successeurs de Grenville avaient à recueillir ce que celui-ci avait semé. Les colonies étaient en état de rébellion ou peu s'en faut. On brûlait les *Stamps;* on enduisait de goudron les employés du fisc, et on les roulait dans de la plume. Il n'y avait plus de commerce entre les provinces mécontentes et la mère patrie. La Bourse de Londres était frappée d'épouvante. La moitié des maisons de Bristol et de Liverpool étaient menacées de banqueroute. Le bruit courait qu'à Leeds, à Manchester, à Nottingham, trois ouvriers sur dix étaient sans ouvrage. La guerre civile paraissait imminente, et il était impossible de douter que, si la nation anglaise se partageait en deux camps, la France et l'Espagne ne prissent bientôt part à la querelle.

Il y avait trois voies ouvertes aux ministres. La première, c'était d'employer la force pour faire exécuter le *Stamp Act.* C'était celle que le roi et Grenville, que le roi haïssait plus qu'aucun homme vivant, étaient également disposés à suivre. Tous deux étaient naturellement obstinés et portés à l'arbitraire. Ils ressemblaient tant l'un à l'autre, qu'ils ne pouvaient jamais être amis; mais aussi ils se ressemblaient tellement, qu'ils envisageaient du même point de vue presque toutes les questions pratiques importantes. Aucun des deux ne pouvait supporter d'être

gouverné par l'autre; mais tous deux étaient parfaitement d'accord quant à la meilleure manière de gouverner le peuple.

Il y avait une autre voie, c'était celle que Pitt conseillait de prendre. Il prétendait que le Parlement anglais n'était pas constitutionnellement compétent pour voter une loi d'impôt applicable aux colonies. Il considérait donc le *Stamp Act* comme une chose nulle, comme un document n'ayant pas plus de valeur que l'ordonnance de Charles sur les *Ship Money* ou la déclaration de Jacques relative à la suspension des lois pénales. Cette opinion, nous devons l'avouer, nous semble tout à fait insoutenable.

Entre ces deux voies extrêmes, il y en avait une troisième. Les hommes d'État les plus judicieux et les plus modérés de ce temps-là pensaient que la constitution anglaise n'avait assigné de limites d'aucune espèce au pouvoir législatif du roi, des lords et des communes d'Angleterre, sur toute l'étendue de l'empire britannique. Le Parlement, affirmaient-ils, est légalement compétent pour établir des taxes en Amérique; de même que le Parlement est légalement compétent pour commettre tout autre acte de folie ou de méchanceté, pour confisquer la propriété de tous les marchands de *Lombard Street;* pour déclarer n'importe quel habitant du royaume coupable de haute trahison, et cela sans interroger de témoins déposant contre lui, ou sans l'entendre lui-même en sa défense. L'acte le plus atroce de confiscation ou de proscription est absolument aussi valable que le *Toleration Act* ou l'*Habeas corpus Act;* mais toutes les règles de la morale ordonnent aux législateurs de s'abstenir systématiquement de voter des actes de confiscation et de proscription. C'est par le même motif que le Parlement anglais doit s'abstenir d'imposer des taxes aux colonies américaines. Le *Stamp Act* ne peut être justifié, non parce qu'il est en dehors de la compétence du Parlement, mais parce qu'il est inique et impolitique, stérile en revenus et fertile en mécontentements. — Lord Rockingham et ses collègues se prononcèrent en faveur de ces saines doctrines, qui, pendant une longue suite d'années, inspirèrent à Burke des dis-

cours, parmi lesquels il en est quelques-uns qui dureront aussi longtemps que la langue anglaise.

L'hiver arriva. Le Parlement se réunit, et la situation des colonies devint immédiatement l'objet d'un vif débat. Pitt, dont les eaux de Bath avaient amélioré la santé, reparut à la Chambre des communes, et avec une éloquence ardente et pathétique, non-seulement condamna le *Stamp Act*, mais encore applaudit à la résistance du Massachussets et de la Virginie : il soutint avec véhémence, et, nous devons l'avouer, en dépit de toute raison et de toute autorité, que, suivant la constitution britannique, le pouvoir législatif suprême n'implique pas le pouvoir d'établir des taxes. Le langage de Grenville était, de son côté, semblable à celui que Strafford peut avoir tenu à la table du conseil de Charles Ier quand vint la nouvelle qu'Édimbourg était opposé à la liturgie. Les colons étaient des traitres, ceux qui les excusaient ne valaient guère mieux. Des frégates, des mortiers, des baïonnettes, des sabres, étaient les remèdes qui convenaient à des maux de ce genre.

Les ministres prirent une position mixte. Ils proposèrent de déclarer que l'autorite législative du parlement anglais sur l'empire britannique tout entier était, dans tous les cas, absolue, et en même temps ils proposèrent le rappel du *Stamp Act*. Mais une formidable coalition d'opposants s'était liguée contre le gouvernement. Grenville et les Bedfords étaient furieux. Temple, qui était alors l'allié intime de son frère et s'était séparé de Pitt, n'était pas un ennemi à dédaigner. Ce n'était cependant pas la chose la plus grave. Le ministère était privé de sa force naturelle. Il avait à lutter non-seulement contre ses ennemis avoués, mais encore contre l'insidieuse hostilité du roi et contre un parti que vers ce temps on commença à désigner sous le nom d'Amis du roi.

Burke a peint le caractère de cette faction avec une vigueur et une vivacité plus grandes encore que celles qui lui étaient habituelles. Ceux qui savent combien, pendant toute sa vie, ses passions exercèrent d'influence sur son jugement, peuvent facilement deviner qu'il nous a laissé plutôt une caricature qu'un portrait.

Cependant il y a à peine dans sa description un seul trait dont la fidélité ne soit pas prouvée par des faits d'une authenticité incontestable.

Le public regardait généralement les Amis du roi comme un corps dont Bute était l'âme. C'était en vain que le comte disait avoir renoncé aux affaires politiques; que, depuis des années, il n'assistait ni au lever ni aux réceptions; qu'il allait dans le Nord, qu'il allait à Rome. L'idée que, n'importe comment, il dictait toutes les mesures prises par la cour, s'était implantée non-seulement dans l'esprit de la multitude, mais encore dans celui de quelques personnes qui étaient en position d'être bien informées, et qui auraient dû être au-dessus des préjugés du vulgaire. Nous croyons, nous, que ces soupçons étaient sans fondement, et que Bute avait cessé d'avoir la moindre communication avec le roi sur des matières politiques quelque temps avant le renvoi de Georges Grenville. Pour expliquer ce qui se passait alors, il n'est, en vérité, nullement nécessaire de supposer que Bute en fut l'instigateur. En 1765, le roi n'était plus le jeune homme ignorant et novice qui, en 1760, avait été dirigé par sa mère et par son *Groom of the stole*. Il avait observé pendant plusieurs années les luttes des partis; il avait journellement conféré sur de graves questions d'État avec des hommes politiques habiles et expérimentés. Sa manière de vivre avait développé son intelligence et son caractère. Il n'était plus une marionnette. Il avait des opinions très-arrêtées sur les hommes et sur les choses. Rien de plus naturel qu'il eût une haute idée de ses prérogatives, que l'opposition l'impatientât, qu'il souhaitât que tous les hommes publics fussent divisés et dépendissent de lui seul : rien encore de plus naturel que, dans un monde politique tel que celui qui existait alors, il trouvât des instruments tout façonnés pour se prêter à ses desseins.

C'est ainsi que naquit et se fit connaître une espèce de politiques rampants qu'on n'avait jamais vus auparavant dans notre pays, et que depuis on n'y vit jamais. Ils n'acceptaient aucun lien poli-

tique autre que ceux qui les attachaient au trône. Ils étaient prêts à se coaliser avec chaque parti, à abandonner chaque parti, à saper chaque parti, à attaquer chaque parti, à un moment donné. Pour eux toutes les administrations et toutes les oppositions étaient indifférentes. Ils n'avaient, à l'égard de Bute, de Grenville, de Rockingham, de Pitt, ni sentiment de prédilection ni sentimenent d'aversion. Ils étaient les Amis du roi. Il est à remarquer que cette amitié n'impliquait aucune intimité personnelle. Ces gens-là n'avaient jamais vécu avec leur maître, comme à une certaine époque Doddington avait vécu avec Georges II; comme plus tard Sheridan vécut avec Georges IV. Jamais ils n'avaient chassé avec lui le matin ou joué aux cartes avec lui le soir; jamais ils ne s'étaient assis à sa table; jamais ils ne s'étaient promenés avec lui au milieu de ses parterres. C'est à peine si un ou deux d'entre eux avaient jamais aperçu son visage, sauf les jours publics. Toute la bande cependant était toujours promptement et exactement instruite de ses intentions particulières. Nul de ces gens-là n'avait une haute position dans l'administration. Ils remplissaient en général des emplois richement rétribués, exigeant peu de travail, n'entraînant aucune responsabilité, et ils conservèrent ces emplois en toute sécurité, tandis que le cabinet fut renouvelé six ou sept fois. Leur principale affaire n'était pas de soutenir le ministère contre l'opposition, mais de soutenir le roi contre le ministère. Dans toutes les circonstances où Sa Majesté était amenée à donner malgré elle son assentiment à la présentation de quelque bill regardé comme nécessaire par ses conseillers constitutionnels, elle était sûre que ses Amis à la Chambre des communes parleraient et voteraient contre ce bill, et y mettraient obstacle de toutes les manières compatibles avec les formes parlementaires. Si Sa Majesté se voyait obligée de nommer un Secrétaire d'État ou un premier lord de la Trésorerie, qu'elle n'aimait pas, elle était sûre que ses Amis ne laisseraient pas échapper une seule occasion de tracasser et d'humilier le criminel ministre. En retour de ces services le

roi couvrait ses Amis de sa protection. C'était en vain que ses serviteurs responsables se plaignaient à lui d'être journellement trahis et combattus par des hommes qui mangeaient le pain du gouvernement. Quelquefois il justifiait les coupables, quelquefois il les excusait, quelquefois il avouait qu'ils étaient blâmables; mais il disait qu'il lui fallait examiner à loisir s'il devait se séparer d'eux. Il ne voulait jamais les destituer; et, pendant que tout changeait constamment dans l'État, ces sycophantes semblaient avoir leurs emplois à titre de fortune viagère.

Les Amis du roi savaient très-bien que, si le roi avait consenti au rappel du *Stamp Act*, il ne l'avait fait qu'à contre-cœur, et que, s'il avait chaleureusement accueilli les whigs, quand, dans son extrême détresse et à son instante prière, ceux-ci avaient entrepris de le délivrer d'un joug insupportable, il n'avait nullement renoncé à ses anciennes préventions contre ses libérateurs. Les ministres ne tardèrent pas à s'apercevoir que, tandis que toutes les forces d'une formidable opposition les attaquaient en face, une notable fraction de ceux qu'ils avaient regardés comme des auxiliaires les assaillait par derrière.

Néanmoins Rockingham et ses adhérents poursuivirent résolûment le rappel du *Stamp Act*. Ils avaient de leur côté tous les intérêts commerciaux et manufacturiers du royaume. Le gouvernement fut puissamment soutenu dans la discussion. Deux grands orateurs, appartenant à deux générations différentes, déployèrent tour à tour toutes les ressources de leur talent en défendant le bill. La Chambre des communes entendit Pitt pour la dernière fois, Burke pour la première fois, et elle se demanda auquel des deux la palme de l'éloquence devait être décernée. C'était vraiment un splendide lever et un splendide coucher de soleil.

Un moment l'issue sembla douteuse. Dans plusieurs votes les ministres furent serrés de près. Il n'y eut, une fois, pas moins de douze des Amis du roi, tous fonctionnaires qui votèrent contre le gouvernement. Lord Rockingham fit vainement des remontrances au roi. Sa Majesté confessa qu'il y avait lieu de se plaindre; mais

elle manifesta l'espoir de ramener par la douceur les mutins à un meilleur esprit. — S'ils persistaient à se mal conduire, elle les destituerait.

Enfin le jour décisif arriva. Des marchands de tous les grands ports de l'île encombraient la galerie, les tribunes, les escaliers. La discussion continua longtemps après minuit. Au vote, le ministère eut une forte majorité. La crainte de la guerre, la clameur de toutes les villes commerçantes du royaume, l'avaient emporté sur les forces combinées de la cour et de l'opposition.

Ce fut par un sombre crépuscule d'une matinée de février que les portes s'ouvrirent et que les chefs des divers partis se montrèrent à la multitude. Conway fut accueilli par de bruyants applaudissements. Mais, quand Pitt parut, tous les yeux se fixèrent sur lui seul ; tous les chapeaux se levèrent. De longs et vigoureux hourras l'accompagnèrent jusqu'à sa chaise, et une troupe d'admirateurs l'escorta jusque chez lui. Grenville sortit ensuite. Aussitôt qu'on l'eût reconnu, il y eut une tempête de malédictions et de sifflets. Il se tourna furieux vers la foule et saisit un homme à la gorge. L'appréhension des assistants fut grande. Si une rixe commençait, personne ne pouvait prévoir comment cela finirait. Par bonheur, celui qui avait été pris au collet dit seulement : « Si je ne puis siffler, monsieur, j'espère que je puis rire. » Et il partit d'un éclat de rire au nez de Grenville.

La majorité avait été si décisive, que tous les adversaires du ministère étaient, à une seule exception près, disposés à laisser passer le bill sans le combattre de nouveau. Mais Grenville resta sourd à toutes les sollicitations et à toutes les prières. Son esprit indomptable se roidissait de plus en plus sous le poids de la haine publique. Il lutta obstinément jusqu'à la fin. A la dernière lecture il eut une vive altercation avec son beau-frère, la dernière de leurs vives et nombreuses altercations. Pitt tonna violemment contre l'homme qui voulait tremper l'hermine d'un roi d'Angleterre dans le sang du peuple anglais. Grenville répliqua avec son intrépidité et sa rudesse accoutumées. « Si la taxe, dit-il, était

encore à imposer, je l'imposerais. Mon accusateur est responsable des maux qu'elle peut enfanter. Ses prodigalités l'ont rendue nécessaire. Ses déclamations contre les pouvoirs constitutionnels du roi, des lords et des Communes, l'ont rendue doublement nécessaire. Je ne lui envie pas ses hourras. Je me glorifie de mes sifflets ; si c'était encore à faire, je le ferais. »

Le rappel du *Stamp Act* fut la mesure principale du gouvernement de Rockingham. Mais ce gouvernement mérite des louanges pour avoir mis fin à deux pratiques oppressives qui, dans l'affaire de Wilkes, avaient attiré l'attention et excité la juste indignation du public. Les ministres décidèrent la Chambre des communes à adopter une résolution qui condamnait l'usage des *General-Warrants*, plus une autre résolution qui condamnait la saisie des papiers dans les affaires de libelle.

On doit ajouter, à l'éternel honneur de lord Rockingham, que son administration fut la première qui pendant une longue suite d'années eut le courage et la vertu de ne pas acheter les membres du Parlement. Ses ennemis l'accusaient, lui et ses amis, de faiblesse, de présomption, d'esprit de parti ; mais la calomnie elle-même n'osa jamais accoler le mot de corruption au nom de lord Rockingham.

Malheureusement son gouvernement, l'un des meilleurs qui jamais ait existé dans notre pays, était aussi l'un des plus faibles. Les Amis du roi assaillaient et gênaient les ministres à chaque mouvement. En appeler à Sa Majesté, c'était simplement provoquer de nouvelles promesses et de nouvelles réponses évasives. — Le roi était sûr qu'il devait y avoir quelque malentendu ; lord Rockingham ferait bien de parler à ces gentlemen ; ceux-ci seraient destitués à la première faute. — La faute était bientôt commise, et le roi continuait à éluder.— C'était trop fort, c'était tout à fait abominable ; mais c'était insignifiant, car la prorogation était proche ; il accorderait aux délinquants une chance de plus; si ceux-ci ne changeaient pas de conduite à la future session, il n'aurait plus un mot à dire en leur faveur. — Le roi avait déjà

résolu que, longtemps avant la future session, lord Rockingham aurait cessé d'être ministre.

Il nous faut maintenant en venir à une partie de notre histoire que, vu notre admiration pour les nombreuses et nobles qualités de Pitt, nous ne pouvons rapporter qu'avec beaucoup de peine. Nous croyons que Pitt était à même, dans cette circonstance, de donner la victoire soit aux whigs, soit aux Amis du roi. S'il était devenu l'allié intime de lord Rockingham, qu'aurait pu faire la cour? Il n'y aurait eu qu'une alternative: les whigs ou Grenville, et il était facile de prévoir quel serait le choix du roi. Le roi se rappelait encore parfaitement et non sans la plus vive amertume l'esclavage dont son oncle l'avait affranchi, et vers ce temps il disait avec une grande véhémence qu'il aimerait mieux voir entrer le diable dans son cabinet que Grenville.

Et qu'y avait-il qui pût empêcher Pitt de devenir l'allié de lord Rockingham? Sur toutes les questions principales leurs opinions étaient identiques. Ils avaient été d'accord pour blâmer la paix, le *Stamp Act*, les *General-Warrants*, la saisie des papiers. Les points sur lesquels ils différaient étaient peu nombreux et de nulle importance. Ils se ressemblaient l'un à l'autre par l'intégrité, le désintéressement, la haine de la corruption. Leurs intérêts personnels ne pouvaient se heurter. Ils siégeaient dans deux Chambres distinctes, et Pitt avait toujours déclaré que rien ne le déciderait à être premier lord de la Trésorerie.

Si on laissa échapper l'occasion de former une coalition utile à l'État et honorable pour ceux qui en auraient fait partie, la faute n'en est point aux ministres whigs. Ils se conduisirent envers Pitt avec une obséquiosité qu'on aurait pu appeler servile, si elle n'avait été le résultat de leur sincère admiration pour lui et de leur anxiété relativement aux affaires publiques. Ils lui donnèrent plusieurs fois à entendre que, dans le cas où il consentirait à se joindre à eux, ils étaient prêts à le considérer, non comme un collègue, mais comme un chef. Ils lui avaient prouvé leur respect en conférant la pairie à la personne en qui, à cette époque, il

avait le plus de confiance, au Chief-justice Pratt. Qu'y avait-il donc qui pût séparer Pitt des whigs? D'autre part, qu'y avait-il de commun entre Pitt et les Amis du roi, pour qu'il se prêtât à leurs desseins, lui qui n'avait jamais rien dû à la flatterie ni à l'intrigue, lui dont l'éloquence et l'esprit indépendant avaient maîtrisé deux générations d'esclaves et d'agioteurs, lui que les vœux d'une nation pleine d'enthousiasme avaient deux fois imposé à un roi mécontent?

Malheureusement la cour avait gagné Pitt, non pas, il est vrai, par ces moyens ignobles qu'on employait lorsqu'il s'agissait de gagner des hommes tels que Rigby et Wedderburne, mais par tout ce qui était propre à toucher une nature noble, même en ses aberrations. Le roi s'était appliqué à séduire le seul homme à l'aide duquel il lui était possible de renverser les whigs, sans faire rentrer Grenville. Les louanges, les caresses, les promesses, furent prodiguées à l'idole de la nation. Lui, et lui seul, pouvait dompter les factions, défier les puissantes *connexions* réunies, whigs et tories, Rockingham, Bedford et Grenville. Ces flatteries avaient produit un grand effet. Car, bien que Pitt eût l'esprit mâle et élevé, bien que son éloquence se fût souvent exercée d'une manière formidable contre la cour, bien qu'il fût imbu des doctrines gouvernementales de Locke et de Sidney, il avait toujours eu une profonde vénération pour la personne du roi. Dès qu'il se trouvait face à face avec la royauté, son imagination et sa sensibilité l'emportaient sur ses principes. Son whiggisme fondait et disparaissait, et il devenait, pendant un certain temps, un tory de la vieille roche, un tory tel qu'Ormond. Il ne lui répugnait en aucune façon de contribuer à la dissolution de toutes les *connexions* politiques. Sa propre autorité dans l'État ne dépendait nullement de pareilles *connexions*. Il était donc enclin à les mépriser, et ne distinguait pas assez des bandes de coquins associés uniquement dans le but de voler le public d'avec des confédérations d'hommes honorables formées pour le triomphe de grands intérêts publics. Enfin il n'avait pas la sagacité de s'apercevoir que les énergiques efforts

qu'il faisait pour améliorer tous les partis tendaient seulement à créer la prépondérance d'un seul parti, du parti le plus bas et le plus haïssable de tous.

On peut douter qu'il se fût ainsi fourvoyé, s'il avait eu toute sa vigueur et toute sa liberté d'esprit. Mais il est certain que depuis quelque temps il était dans un état de surexcitation qui n'était pas naturel. On n'en avait encore aucun soupçon. Son éloquence n'avait jamais brillé avec plus d'éclat que dans les derniers débats. Mais plus tard on se rappela beaucoup de choses qui auraient dû éveiller les craintes. Ses habitudes étaient devenues de plus en plus excentriques. Une horreur des sons élevés, pareille à celle qu'on dit avoir été une des principales bizarreries de Wallenstein, s'était emparée de lui. Bien qu'il fût le plus affectueux des pères, il ne pouvait supporter la voix de ses enfants, et il dépensa de fortes sommes à Hayes en acquisition de maisons contiguës à la sienne, dans l'unique but de ne pas avoir de voisins dont le bruit pût le gêner. Ensuite il vendit Hayes et prit possession d'une villa à Hampstead, où il se mit de nouveau à acheter des maisons à droite et à gauche de la sienne. En vérité, durant cette partie de sa vie, il rivalisa de luxe avec les plus riches conquérants du Bengale et de Tanjore. A Burton-Pynsent, il ordonna de planter de cèdres une vaste étendue de terrain. Il fut impossible de trouver dans le Somersetshire une suffisante quantité de cèdres. On s'en procura à Londres, et il fallut les faire venir par voie de terre. On embaucha des relais d'ouvriers, et la nuit le travail se continuait à la lueur des torches. Personne n'était plus sobre que Pitt, et cependant la profusion qui régnait dans sa cuisine excitait la surprise des épicuriens eux-mêmes. Plusieurs dîners étaient toujours en préparation, car son appétit était capricieux et fantasque, et, à quelque moment qu'il éprouvât le besoin de manger, il voulait qu'un dîner lui fût immédiatement servi. On pourrait mentionner d'autres circonstances qui, prises séparément, sont de peu d'importance, mais qui, groupées ensemble et mises en regard des étranges événements qui suivirent, nous

donnent le droit de croire que déjà son esprit était malade.

Peu de temps après la clôture de la session du Parlement, lord Rockingham reçut son congé. Des amis dévoués l'accompagnèrent lorsqu'il se retira : la malveillance elle-même fut forcée de reconnaître leur fidélité et leur droiture. Nul d'entre eux ne demanda ni n'obtint une pension ou une sinécure, soit en possession, soit en survivance. Un pareil désintéressement était rare à cette époque parmi les hommes politiques. Lord Rockingham, quoiqu'il ne fût pas doué de talents brillants, s'était fait une réputation honorable qu'il conserva intacte jusqu'à la fin. Il avait, malgré des difficultés en apparence insurmontables, détruit de graves abus et empêché une guerre civile. Seize ans plus tard, dans un moment sombre et terrible, il fut appelé de nouveau à sauver l'État qu'avaient conduit au bord de l'abîme les mêmes intrigues et les mêmes entêtements, qui déjà avaient été cause des embarras, puis de la chute de sa première administration.

Pitt était occupé de ses plantations dans le Somersetshire lorsqu'il fut mandé à la cour par une lettre de la main du roi. Il se rendit à Londres en toute hâte. La rapidité avec laquelle il voyagea accrut son irritabilité physique et intellectuelle, et, quand il arriva au terme de son voyage, il souffrait de la fièvre. Tout malade qu'il était, il vit le roi à Richmond, et entreprit de former un ministère.

Pitt n'était guère dans les conditions où doit être un homme qui a des négociations délicates et difficiles à conduire. Les lettres qu'il écrivait à sa femme contiennent des plaintes sur ce que les conférences auxquelles il était obligé d'assister échauffaient son sang et accéléraient son pouls. D'autres renseignements nous apprennent que, même à l'égard de ceux dont il désirait s'assurer la coopération, son langage était singulièrement péremptoire et despotique. Quelques-unes de ses notes, rédigées à cette époque, ont été conservées, et elles sont dans un style que par politesse Louis XIV n'aurait pas employé en s'adressant à n'importe quel gentilhomme français.

Pitt, en tâchant de dissoudre tous les partis, rencontra quelques obstacles. Certains whigs, que la cour aurait été bien aise de détacher de lord Rockingham, rejetèrent toutes les offres qui leur furent faites. Les Bedfords étaient disposés à rompre avec Grenville; mais Pitt ne voulait pas subir leurs exigences. Temple, que Pitt avait d'abord eu l'intention de placer à la tête de la Trésorerie, se montra intraitable. Le refroidissement survenu entre les deux beaux-frères, qui avaient été si longtemps et si étroitement unis en politique, était allé toujours croissant depuis plusieurs mois. Pitt était fâché contre Temple, parce que Temple s'était opposé au rappel du *Stamp Act*. Temple était fâché contre Pitt parce que Pitt avait refusé d'accéder à la ligne de famille qui était alors le plan favori à Stove. A la fin, le comte proposa un partage égal du pouvoir et du patronage, et dit qu'à cette condition il abandonnerait son frère Georges. Pitt jugea la demande exorbitante et la repoussa catégoriquement. Une vive altercation en résulta. Les deux parents furent fidèles à leurs caractères respectifs. L'âme de Temple se gonfla de dépit, celle de Pitt se remplit de mépris. Temple représenta Pitt comme le plus odieux des hypocrites et des traitres. Pitt le prit sur un ton différent et peut-être plus blessant. Temple était un assez brave homme dont le seul mérite était de posséder un grand jardin, orné d'une vaste pièce d'eau, de pavillons et de kiosques très-nombreux. Il devait à son heureuse alliance avec un grand orateur, homme d'État éminent, une importance politique que ses propres talents ne lui auraient jamais conquise. Cette importance lui avait tourné la tête; il en était venu à s'imaginer qu'il pouvait organiser des administrations et gouverner des empires. C'était pitié de voir un si honnête homme dominé par une pareille illusion.

Malgré toutes ces difficultés, il fut formé un ministère tel que le roi le désirait, un ministère où tous les Amis de Sa Majesté étaient confortablement casés; un ministère où, à l'exception des Amis de Sa Majesté, on ne comptait pas quatre personnes qui eussent eu de leur vie l'habitude d'agir ensemble. Des gens qui

ne s'étaient jamais trouvés d'accord dans un seul vote étaient assis autour de la même table; deux hommes qui n'avaient jamais échangé une parole se partageaient la charge de *Paymaster*. La plupart des postes principaux étaient occupés soit par des adhérents personnels de Pitt, soit par des membres du dernier ministère qu'on avait décidé à garder leurs places après la retraite de lord Rockingham. Dans la première catégorie il y avait Pratt, devenu lord Camden, qui accepta le Grand Sceau, et lord Shelburne, qui fut fait Secrétaire d'État; dans la seconde il y avait le duc de Grafton, qui fut nommé premier lord de la Trésorerie, et Conway qui conserva son anciennne position au gouvernement et à la Chambre des communes. Charles Townshend, qui avait appartenu à tous les partis, et ne se souciait d'aucun, fut Chancelier de l'Échiquier. Pitt, lui, reçut le titre de premier ministre, mais refusa toute fonction laborieuse. Il fut créé comte de Chatham, et le Sceau privé lui fut confié.

Il est à peine nécessaire de dire qu'on ne doit pas attribuer à un manque quelconque de capacité chez les personnes dont nous venons de citer les noms le vice, le vice radical et honteux de cette combinaison. Aucune d'elles n'était dénuée d'habileté, et quatre d'entre elles, Pitt, Shelburne, Camden et Townshend étaient des hommes d'une haute valeur intellectuelle. Le vice ne résultait pas des éléments, mais du principe d'après lequel ces éléments avaient été réunis. En associant ces éléments contraires Pitt avait eu la ferme conviction qu'il saurait la maintenir en parfaite subordination envers lui-même et en parfaite harmonie entre elles. Nous verrons bientôt quel fut le succès de l'expérience.

Le jour même où le premier ministre baisa la main du roi, les trois quarts de cette popularité dont il avait longtemps joui sans conteste, et à laquelle il devait la plus forte portion de son autorité lui échappèrent. Il s'éleva une violente clameur, non pas contre cette partie de sa conduite qui méritait réellement un blâme sévère, mais contre un acte dans lequel nous ne pouvons rien voir de répréhensible : son acceptation de la pairie excita un

mouvement général d'indignation, et cependent jamais pairie n'avait certes été aussi bien gagnée, et jamais homme d'État n'eut autant besoin d'aller se reposer à la Chambre haute. Pitt se faisait vieux : il était plus vieux de constitution que d'années. C'était au risque imminent de sa vie qu'il avait, en certaines occasions importantes, accompli son devoir au Parlement. Pendant la session de 1764, il n'avait pas été capable de prendre part à une seule discussion. Il était impossible qu'il résistât au travail nocturne que nécessitait la direction des affaires du gouvernement à la Chambre des communes. En pareille situation, son désir d'aller dans une assemblée moins occupée, moins affairée et moins turbulente, était naturel et raisonnable. La nation cependant ne tint nul compte de toutes ces considérations. Ceux qui avaient le plus aimé et honoré le *Grand Commoner* lancèrent les invectives les plus bruyantes contre le lord de nouvelle création. Jusque-là, Londres lui avait été fidèle, en dépit de toutes les vicissitudes; lorsque les citoyens avaient appris qu'on l'avait fait venir du Somersetshire, qu'il avait été reçu par le roi à Richemond et qu'il allait être premier ministre, ils s'étaient livrés à des transports de joie. On avait tout préparé pour un grand festin et pour une illumination générale. Les lampions étaient déjà placés autour du monument, quand la *Gazette* annonça que celui qui inspirait tout cet enthousiasme était comte. Immédiatement la fête fut contremandée, les lampions furent enlevés. Les journaux manifestèrent hautement leur désapprobation. Des pamphlets pleins de calomnies et d'injures encombrèrent les boutiques de tous les libraires, et les plus virulents de ces pamphlets étaient écrits à l'instigation du venimeux Temple. Les parallèles entre les deux William, William Pulteney et William Pitt, furent alors à la mode : tous deux, disait-on, avaient, par leur éloquence et un patriotisme simulé, acquis une grande autorité à la Chambre des communes et dans le pays, tous deux avaient été chargés de réformer le gouvernement; tous deux, une fois arrivés au sommet du pouvoir et au comble de la popularité, avaient été séduits par l'éclat d'une con-

ronne de comte; tous deux avaient été faits comtes et tous deux étaient soudain devenus un objet d'aversion et de mépris pour la nation qui, quelques heures avant, les idolâtrait et les vénérait.

La clameur contre Pitt paraît avoir exercé une sérieuse influence sur les relations du pays à l'étranger. Jusqu'alors son nom avait agi comme un charme à Versailles et à Saint-Ildefonse. Les voyageurs qui parcouraient le continent avaient remarqué que, pour réduire au silence un salon rempli de Français vantards, il suffisait d'insinuer que M. Pitt allait probablement revenir au pouvoir. Au même instant il se faisait un profond silence : tout le monde levait les épaules et toutes les faces s'allongeaient. Chaque cour étrangère, en apprenant que Pitt était rappelé au ministère, apprit malheureusement aussi qu'il ne possédait plus l'affection de ses compatriotes. Cessant d'être aimé au dedans, il cessa d'être craint au dehors. Le nom de Pitt avait été un nom magique. Ce fut en vain que nos ambassadeurs firent appel à la puissance cabalistique du nom de Chatham.

Les difficultés dont Chatham était assiégé s'accrurent de jour en jour, grâce à la façon despotique avec laquelle il traitait tout ce qui l'entourait. Lord Rockingham, au moment du changement de ministère, avait montré une grande modération. Il avait manifesté l'espérance que le nouveau gouvernement suivrait les errements du gouvernement précédent; et il avait engagé plusieurs de ses amis à ne pas renoncer à leurs charges. Il avait décidé Saunders et Keppel, deux officiers de marine très-distingués, à ne pas quitter l'Amirauté où leurs services étaient très-nécessaires; le duc de Portland à rester Lord Chambellan, et lord Desborough à rester *Postmaster*, mais, moins de trois mois après, lord Chatham les avait si gravement insultés, que, de dégoût, ils s'étaient tous retirés. Le ton de Pitt, plein de soumission dans le cabinet du roi, était, au ministère, intolérablement tyrannique : ses collègues n'étaient véritablement que ses commis, à la marine, aux finances et aux affaires étrangères. Conway, malgré sa douceur, perdit une fois patience au point de déclarer qu'on

n'avait jamais entendu à Constantinople un langage semblable à celui de lord Chatham, et ce ne fut qu'à grand'peine qu'Horace Walpole l'empêcha de donner sa démission et d'aller rejoindre l'étendard de lord Rockingham.

Chatham espérait à l'aide des Bedfords remplir les vides produit dans les rangs du ministère par la défection de tant de Rockinghams. Mais il n'en fut pas des Bedfords comme des autres partis. Il fit en vain des propositions avantageuses à un ou deux membres de cette faction dans l'espoir de les détacher du reste. On pouvait les avoir, mais on ne pouvait les avoir qu'avec le groupe entier. Ils hésitèrent et se disputèrent un moment, il est vrai; mais à la fin les conseils du rusé et résolu Rigby prévalurent. Ils se déterminèrent à rester étroitement unis, et signifièrent nettement à Chatham qu'il devait les prendre tous ou qu'il n'aurait aucun d'entre eux. L'événement prouva qu'ils étaient la *connexion* la plus sage qui existât alors dans l'État. Au bout de peu de mois ils furent en position de dicter eux-mêmes des conditions.

La mesure publique la plus importante qu'adopta lord Chatham durant son administration fut sa célèbre intervention dans le commerce des céréales. La récolte avait été mauvaise; le prix des denrées alimentaires était élevé, et Chatham crut nécessaire d'assumer la responsabilité d'un embargo sur l'exportation des grains. Lorsque le Parlement s'assembla, cette mesure fut attaquée par l'opposition comme inconstitutionnelle, et défendue par le ministère comme indispensable. En définitive, on vota un acte accordant une indemnité à tous ceux qui avaient souffert de l'embargo.

Les premiers mots que prononça Chatham à la Chambre des lords furent une justification de sa conduite en cette occasion. Il parla d'un ton calme, sobre et digne, bien approprié à l'auditoire auquel il s'adressait. Il fit sur le même sujet un second discours qui eut moins de succès. Il défia les partis aristocratiques avec une hauteur à laquelle les pairs n'étaient point accoutumés, avec des gestes et des intonations qui eussent été plus convenables en face

d'une grande et orageuse assemblée que devant le corps dont il faisait alors partie. Une courte altercation s'ensuivit, et on lui dit très-nettement qu'on ne permettrait pas qu'il narguât la vieille noblesse d'Angleterre.

Il devint chaque jour plus évident qu'il avait l'esprit malade. Les acquisitions territoriales de la Compagnie des Indes orientales avaient attiré son attention, et il résolut de soumettre l'ensemble de cette grande question au Parlement. Il ne voulut cependant en conférer avec aucun de ses collègues. Conway, qui était *leader* de la Chambre des communes, et Charles Townshend, qui était responsable de la direction des finances, demandèrent en vain quelques éclaircissements sur ce qu'il méditait. Chatham répondit d'une manière brusque et mystérieuse. Il devait éviter toute discussion avec eux; il n'avait pas besoin de leur assistance; il avait fait choix de quelqu'un qui se chargerait d'appuyer à la Chambre des communes la mesure proposée. Ce quelqu'un était un membre du Parlement qui n'était pas attaché au gouvernement, qui n'avait pas l'oreille de la Chambre et qui ne méritait pas de l'avoir : c'était l'alderman Beckford, un bruyant, riche et ignare démagogue, dont les locutions vulgaires et les bribes de latin mal prononcé étaient un sujet de plaisanterie pour les journaux. On peut bien supposer que ces étranges procédés produisirent de l'agitation dans le monde politique tout entier. La Cité fut en émoi. La Compagnie des Indes invoqua le respect des chartes. Burke tonna contre les ministres. Les ministres se regardèrent les uns les autres et ne surent que dire. Au milieu de la confusion lord Chatham déclara qu'il avait une attaque de goutte et partit pour Bath. On annonça quelque temps après qu'il allait mieux, qu'il reviendrait bientôt et qu'il arrangerait tout. On avait indiqué le jour de son arrivée à Londres. Mais, lorsqu'il eut atteint l'auberge du *Château*, à Marlborough, il s'arrêta, s'enferma dans sa chambre et resta là quelques semaines. Tous les voyageurs qui traversèrent le pays furent étonnés du nombre de ses serviteurs. Des valets de pied et des grooms portant sa livrée

encombraient l'auberge, bien que celle-ci fût une des plus grandes d'Angleterre et remplissaient les rues de la petite ville. La vérité est que l'invalide avait insisté pour que durant son séjour tous les garçons et palefreniers de l'auberge du *Château* portassent sa livrée.

Ses collègues étaient au désespoir. Le duc de Grafton proposa de se rendre à Marlborough afin de consulter l'oracle. Mais on lui apprit que lord Chatham se refuserait à toute conversation concernant les affaires. D'un autre côté, tous les partis laissés en dehors des emplois, les Bedfords, les Grenvilles, et les Rockinghams s'entendirent pour faire, sur le vote de l'impôt foncier, de l'opposition au gouvernement désuni. Ils eurent avec eux presque tous les membres des comtés et obtinrent une majorité considérable. C'était la première fois depuis la chute de sir Robert Walpole que le ministère était battu à la Chambre des communes sur une question importante. L'administration, ainsi en butte à la fureur des partis, était déchirée par des dissensions intestines. Aucun principe quelconque n'avait présidé à sa formation. Au début, l'autorité de Chatham avait seule empêché les contingents hostiles qu'elle comptait dans ses rangs d'en venir aux mains entre eux. Cette autorité n'était plus là et tout était en désarroi. Conway, brave soldat, mais l'homme le plus timide et le plus irrésolu quand il s'agissait d'affaires civiles, craignant de désobliger le roi, craignant d'être tympanisé dans les journaux, craignant de passer pour factieux s'il se retirait, craignant d'être accusé de n'écouter que son propre intérêt s'il restait, craignant toute espèce de choses, et craignant d'être connu comme tel, était de même qu'un volant lancé tantôt en avant tantôt en arrière par Horace Walpole qui voulait le faire premier ministre, et par lord John Cavendish qui voulait l'attirer dans l'opposition. Charles Townshend, homme d'un talent éminent, de principes relâchés, d'une vanité et d'une présomption sans bornes, avait la prétention de n'être contrôlé par personne. Ses qualités, son ambition et son arrogance ne s'étaient pas encore complétement dévoilées, car il

s'était toujours incliné devant le génie et le caractère élevé de Pitt. Mais, maintenant que Pitt avait quitté la Chambre des communes et semblait avoir renoncé au rôle de premier ministre, Townshend secouait toute contrainte.

Tandis que les choses étaient en cet état, Chatham revint enfin à Londres. Il aurait pu tout aussi bien demeurer à Marlborough. Il ne voulut voir personne. Il ne voulut donner son avis sur aucune question publique. Le duc de Grafton sollicita humblement une heure, une demi-heure, cinq minutes d'entretien. Il fut répondu que c'était impossible. Le roi lui-même eut à plusieurs reprises la condescendance de se plaindre et de prier. « Votre devoir, écrivit-il, votre propre honneur exigent que vous fassiez un effort. » Les réponses à ces appels étaient en général écrites par lady Chatham sous la dictée de son mari, car celui-ci n'avait même pas l'énergie de se servir d'une plume. Il se jetait aux pieds du roi; il était profondément touché de la façon signalée dont la bonté royale se manifestait en faveur du plus infortuné des hommes, il implorait un peu d'indulgence, il ne pouvait encore s'occuper d'affaires, il ne pouvait recevoir ses collègues, surtout il ne pourrait supporter l'émotion d'une entrevue avec Sa Majesté.

Quelques individus étaient disposés à penser qu'il faisait le malade. Il avait, disaient-ils, commis une grande faute et il s'en était aperçu. Son immense popularité, sa haute réputation d'homme d'État, avaient disparu pour toujours. Enivré d'orgueil, il avait entrepris une tâche au-dessus de ses forces. Il ne voyait plus devant lui que malheur et humiliation, et il avait en conséquence simulé une maladie afin d'échapper aux vexations qu'il n'avait pas le courage d'affronter. La faiblesse, qui était le défaut le plus saillant de son caractère, semblait justifier ce soupçon qui, certes, n'avait aucun fondement. Chatham, avant d'être nommé premier ministre, avait déjà, ainsi que nous l'avons dit, l'esprit dans un état maladif, et des causes physiques et morales concouraient maintenant à rendre complet le dérangement de ses facultés.

La goutte, qui avait été le tourment de sa vie entière, avait été supprimée par des traitements violents. Pour la première fois depuis l'époque où, jeune homme, il était à Oxford, il passa plusieurs mois sans ressentir un seul élancement. Mais sa main et son pied avaient été soulagés aux dépens de ses nerfs. Il était devenu mélancolique, fantasque, irritable. La situation embarrassante des affaires, la grave responsabilité qui pesait sur lui, la conscience de ses erreurs, les querelles de ses collègues, les sauvages clameurs que poussaient ses détracteurs, avaient égaré son esprit affaibli. Une seule chose, disait-il, pouvait le sauver, il fallait qu'il rachetât Hayes. Les supplications et les larmes de lady Chatham arrachèrent au nouveau propriétaire son consentement, et le lord eut un peu de mieux. Mais, si l'on parlait d'affaires en sa présence, lui qui jadis était le plus fier et le plus hardi des hommes, il se conduisait comme une jeune fille hystérique, il tremblait de la tête aux pieds et fondait en larmes.

Ses collègues continuèrent pendant quelque temps à nourrir l'espoir que sa santé se rétablirait bientôt et qu'il sortirait de sa retraite. Mais les mois se succédaient, et il restait toujours mystérieusement enfermé et plongé, autant que nous pouvons le supposer, dans le plus profond abattement intellectuel. Ils cessèrent enfin d'espérer ou de craindre quelque chose de lui, et, bien qu'il fût encore nominalement premier ministre, ils prenaient sans scrupule des mesures qu'ils savaient être diamétralement opposées à toutes ses opinions et à tous ses sentiments; ils s'alliaient avec ceux qu'il avait proscrits; ils disgraciaient ceux qu'il estimait le plus, ils imposaient des taxes aux colonies en dépit de la déclaration formelle qu'il avait faite récemment.

Il avait passé vingt et un mois environ dans une sombre solitude, lorsque le roi reçut quelques lignes de la main de lady Chatham. Celle-ci avait écrit sous la dictée de son mari une requête où était demandée la permission de résigner le Sceau privé. Sa Majesté fit quelques difficultés polies, puis accepta la démission. Chatham était alors, en vérité, presque aussi oublié que s'il

avait été déjà couché dans son tombeau à l'abbaye de Westminster.

Les nuages qui avaient obscurci son esprit se dissipèrent enfin et s'évanouirent. Sa goutte revint et le délivra d'infirmités plus cruelles. Ses nerfs se détendirent, son esprit se rétablit. Il sembla sortir d'un rêve pénible. Ce fut une étrange guérison. Certaines gens avaient pris l'habitude de parler de lord Chatham ainsi que d'un homme mort, et, quand il se montra pour la première fois au lever du roi, ils tressaillirent comme s'ils avaient aperçu un spectre. Il y avait plus de deux ans et demi que Chatham n'avait paru en public.

Lui aussi avait des motifs d'étonnement. Le monde où il entrait alors n'était plus le monde qu'il avait quitté. L'administration qu'il avait organisée n'avait jamais été changée de fond en comble, mais il y avait eu de si nombreuses pertes et tant de nominations nouvelles, qu'il pouvait à peine reconnaître son propre ouvrage. Charles Townshend était mort; lord Shelburne avait été congédié, Conway en était arrivé au dernier degré de l'insignifiance. Le duc de Grafton était tombé dans les mains des Bedfords, les Bedfords avaient délaissé Grenville : ils avaient fait leur paix avec le roi et les Amis du roi, et diverses fonctions leur avaient été confiées. Lord North était Chancelier de l'Échiquier et devenait de jour en jour un homme plus important. La Corse avait été abandonnée sans combat à la France. Les querelles avec les colonies américaines s'étaient ravivées. Une élection générale avait eu lieu. Wilkes était revenu d'exil, et, tout hors la loi qu'il fût, il avait été élu *Knight of the shire* (Chevalier du comté) pour Middlesex. La multitude s'était prononcée en sa faveur. La Cour désirait ardemment la ruine de Wilkes, et elle était disposé à ébranler les fondements mêmes de la Constitution plutôt que de renoncer à une misérable vengeance. La Chambre des communes, usurpant une autorité qui, en droit, n'appartient qu'à la législation tout entière, avait déclaré Wilkes incapable de siéger au Parlement, et l'on n'avait pas trouvé suffisant de l'exclure. Il avait fallu qu'un

autre le remplaçât. Les francs tenanciers du Middlessex ayant obstinément refusé d'élire un membre qui convînt à la Cour, la Chambre en avait choisi un pour eux. Ce n'était pas le seul exemple, ce n'était peut-être pas le plus monstrueux exemple de la perversité invétérée de la Cour. Les amis du roi qu'exaspérait la ferme opposition du parti de Rockingham avaient essayé de dépouiller de sa fortune personnelle un nobleman whig distingué, et ils avaient persévéré dans leur basse méchanceté jusqu'au moment où leur servile majorité, écœurée et honteuse, s'était révoltée. Le mécontentement avait gagné la nation entière, et il était entretenu par des stimulants tels qu'on en a rarement employés pour aiguillonner l'esprit public. Junius était entré en lice; il avait traîné sir William Draper dans la poussière; il avait presque brisé le cœur de Blackstone; il avait si cruellement battu en brèche la réputation du duc de Grafton, que Sa Grâce en était venu au dégoût des fonctions publiques, et commençait à tourner sagement les yeux vers les ombrages d'Euston. Tous les principes de politique étrangère, intérieure et coloniale dont Chatham poursuivait ardemment le triomphe, avaient été, durant l'éclipse de son génie, violés par le gouvernement qu'il avait formé. Il dépensa les dernières années de sa vie à des luttes infructueuses contre la fatale politique qu'il avait été amené à prendre sous sa protection le jour même où il aurait pu lui porter un coup mortel. Ses efforts relevèrent sa renommée, mais ils eurent peu de résultat pour son pays.

Il trouva deux partis ligués contre le gouvernement : le parti de ses propres beaux-frères, les Grenville et le parti de lord Rockingham. Ces partis étaient du même avis touchant l'élection du Middlessex; mais ils différaient beaucoup d'opinion sur plusieurs autres questions importantes, et en vérité ils étaient non moins hostiles l'un à l'autre que tous deux l'étaient à la Cour. Les Grenvilles avaient pendant plusieurs années tourmenté les Rockinghams en lançant contre ceux-ci une série de pamphlets acrimonieux. Un long temps s'écoula avant que les Rockinghams pus-

sent se décider à prendre leur revanche. Mais une brochure perfide, écrite sous l'inspiration de Grenville et intitulée *État de la nation*, avait lassé leur patience. Burke avait entrepris de défendre et de venger ses amis, et il avait accompli sa tâche avec une habileté et une vigueur admirables. Il avait été victorieux sur tous les points, et nulle part ne l'avait été plus complétement que là où il avait abordé ces questions ardues et minutieuses de détails statistiques et financiers qui faisaient la principale force de Grenville. La bête de somme du ministère, même sur son terrain de prédilection, avait été absolument incapable de soutenir la lutte contre le grand orateur philosophe. Lorsque Chatham reparut, Grenville se tordait encore sous la honte et la douleur récentes de ce châtiment bien mérité. Une entente cordiale entre les deux fractions de l'opposition était impossible, et Chatham ne pouvait facilement conclure une alliance ni avec l'un ni avec l'autre. En dépit de beaucoup d'affronts infligés et reçus, ses sentiments l'entraînaient vers les Grenvilles, car il avait des affections domestiques fortes, et le chagrin avait adouci sa nature qui, quoique hautaine, n'était nullement insensible. Mais une grande différence d'opinion sur la question de la taxe coloniale le séparait de ses parents. Il y eut cependant une réconciliation. Chatham alla à Stove. Il serra la main de Georges Grenville, et les francs tenanciers whigs du Buckinghamshire burent à leur banquet de nombreuses rasades à l'union des trois frères.

Chatham était, sous le rapport des opinions, beaucoup plus près des Rockinghams que de ses propres parents. Mais, entre lui et les Rockinghams, il y avait un abîme bien difficile à franchir. Il les avait profondément offensés, et, en les offensant, il avait profondément offensé son pays. Quand la balance oscillait entre eux et la Cour, il avait jeté tout le poids de son génie, de sa renommée, de sa popularité, du côté du mauvais gouvernement. Il faut ajouter que plusieurs membres éminents de ce parti conservaient encore un amer souvenir de l'âpreté et du dédain avec lesquels il les avait traités le jour où il avait pris la direction des affaires. Il est clair,

d'après les pamphlets et les discours de Burke, et plus encore d'après sa correspondance privée et d'après le langage qu'il tenait dans la conversation, que Burke éprouvait à l'égard de Chatham un sentiment assez voisin de l'aversion. Chatham avait indubitablement conscience de sa faute, et il désirait la réparer. Mais ses avances, quoique faites avec empressement et même avec une déférence qui n'était pas dans ses habitudes, furent accueillies par lord Rockingham avec une froide et austère réserve. Les relations mutuelles de ces deux hommes d'État devinrent peu à peu courtoises et même amicales : toutefois le passé ne fut jamais complétement oublié.

Cependant Chatham ne resta pas seul. Il se groupa autour de lui un parti faible par le nombre, mais fort par la grandeur et la variété des talents. Lord Camden, lord Shelburne, le colonel Barré et Duming, plus tard lord Ashburton, étaient les principaux membres de cette *connexion*.

Il n'y a aucune raison de penser que, de cette époque à celle qui précéda de quelques semaines la mort de Chatham, l'intelligence de celui-ci ait subi la moindre atteinte. L'éloquence de Chatham fut, à peu près jusqu'à la fin, écoutée avec plaisir. Mais ce n'était pas précisément ce genre d'éloquence qui convenait à la Chambre des lords. Cette parole sublime et entraînante, mais un peu journalière, et que rendait plus admirable encore des regards, des intonations, des gestes dignes de Garrick ou de Talma, n'était pas à sa place dans un petit appartement où souvent l'auditoire se composait uniquement de trois ou quatre prélats assoupis, de trois ou quatre vieux juges ayant coutume, depuis bien des années, de dédaigner les qualités purement oratoires et de ne tenir compte que des faits et des arguments, puis de trois ou quatre hommes à la mode, insouciants et présomptueux, chez lesquels tout ce qui rappelait l'enthousiasme n'excitait que la raillerie. Quelquefois, à la Chambre des communes, Chatham, d'un éclair de ses yeux, d'un mouvement de son bras, avait intimidé Murray. Mais à la Chambre des pairs ses plus grandes violences, ses élans les plus

passionnés produisaient moins d'effet que la modération, la raison, l'ordre lumineux, la dignité sereine qui caractérisaient les discours de lord Mansfield.

Au sujet de l'élection du Middlessex, les trois fractions de l'opposition agirent de concert. Aucun orateur dans les deux Chambres ne défendit ce qu'on considère universellement aujourd'hui comme ayant été la cause de la vérité constitutionnelle avec plus d'ardeur ou plus d'éloquence que lord Chatham. Georges Grenville mourut avant que cette question eût cessé de préoccuper l'opinion publique. Son parti se fondit rapidement, et au bout de peu de temps bon nombre de ses adhérents vinrent s'asseoir sur les bancs ministériels.

Si Georges Grenville avait vécu quelques mois de plus, les liens d'amitié qui, après des années de séparation et d'hostilité, venaient de se reformer entre son beau-frère et lui, se seraient, selon toute probabilité, brusquement rompus une seconde fois, car la querelle de l'Angleterre avec l'Amérique du Nord prit alors un aspect sombre et terrible. L'oppression provoqua la résistance, et la résistance devint le prétexte d'une oppression nouvelle. Les avertissements donnés par tous les grands hommes d'État du siècle ne furent d'aucune utilité à une cour impérieuse, à une nation abusée. Un sénat colonial se constitua en face du Parlement anglais; la milice coloniale croisa la baïonnette avec les régiments anglais: l'empire se partagea en deux. Deux millions d'Anglais qui, quinze ans auparavant, avaient été aussi fidèles à leur souverain et aussi fiers de leur nationalité que la population de Kent ou du Yorckshire, se séparèrent du reste de leurs concitoyens par un acte solennel. Il sembla un instant que les insurgés essayeraient vainement de lutter contre les ressources financières et militaires de la mère-patrie. Mais des désastres, se succédant rapidement les uns aux autres, dissipèrent bientôt les illusions de la vanité nationale. Une grande armée anglaise épuisée, affamée, harcelée de tous côtés par des bandes de paysans, fut enfin forcée de rendre les armes. Les gouvernements que l'Angleterre avait humiliés d'une

manière si complète lors de la dernière guerre, et qui, après nombre d'années, se souvenaient encore amèrement de Quebec, de Minden et du Moro, voyaient avec joie que le jour de la vengeance était proche. La France reconnaissait l'indépendance des États-Unis, et il n'était guère possible de douter que son exemple serait promptement suivi par l'Espagne.

Chatham et Rockingham avaient été franchement d'accord pour combattre pas à pas la fatale politique qui avait jeté l'État dans cette dangereuse situation. Mais ils étaient maintenant dans des voies différentes. Lord Rockingham pensait et pensait avec raison, ainsi que l'événement l'a prouvé, que les colonies révoltées étaient à jamais séparées de l'empire, et que le seul résultat de la prolongation de la guerre sur le continent américain serait d'éparpiller des forces qu'il était désirable de concentrer. Si nous renoncions à la tentative désespérée de subjuguer la Pensylvanie et la Virginie, nous éviterions peut-être la guerre avec la maison de Bourbon; ou, si cette guerre était inévitable, nous pourrions la poursuivre fructueusement et glorieusement. Nous pourrions même nous indemniser en partie de ce que nous avions perdu, et cela aux dépens des ennemis du dehors qui avaient espéré profiter de nos dissensions domestiques. Lord Rockingham et ceux qui agissaient avec lui pensaient donc que ce que l'Angleterre avait de mieux à faire, c'était de reconnaître l'indépendance des États-Unis, et de tourner toutes ses forces contre ses ennemis d'Europe.

Chatham, semble-t-il, aurait dû adopter la même ligne de conduite. Avant que la France eût pris la moindre part à la querelle entre nous et les colonies, il avait plusieurs fois déclaré, en termes très-énergiques, qu'il était impossible de subjuguer l'Amérique, et il ne pouvait sans absurdité soutenir qu'il était plus facile de vaincre la France et l'Amérique réunies que de vaincre l'Amérique seule. Mais ses passions dominaient son jugement et l'empêchaient de voir sa propre inconséquence. Les circonstances mêmes qui rendaient inévitable la séparation des colonies lui rendaient à lui cette séparation absolument insupportable. Le démembrement de

l'empire lui paraissait moins ruineux et moins humiliant s'il était le résultat de dissensions intestines que s'il était le résultat de l'intervention d'une puissance étrangère. Son sang bouillait à l'idée de la dégradation de sa patrie. Cet abaissement, à quelque puissance qu'il fût dû, il le ressentait comme un outrage personnel, et ce sentiment était bien naturel. Il avait fait cette patrie si grande, il avait été si fier d'elle, elle avait été si fière de lui. Il se rappelait comment plus de vingt ans auparavant, à un moment sombre et plein d'épouvante, cette patrie, alors que ses possessions lui étaient arrachées, alors que son pavillon était déshonoré, l'avait appelé à son secours. Il se rappelait le changement glorieux et soudain qu'il avait obtenu, grâce à son énergie ; il se rappelait la longue suite de triomphes, les jours d'actions de grâce, les nuits d'illumination. Enflammé par de pareils souvenirs, il décida qu'il se séparerait de ceux qui étaient d'avis de reconnaître l'indépendance des colonies. Qu'il fût dans l'erreur, c'est ce que contesteront à peine, pensons-nous, ses admirateurs les plus fervents. Le traité en vertu duquel fut reconnue quelques années après la république des États-Unis fut, en effet, l'ouvrage de ses adhérents les plus fidèles et de son fils favori.

Le duc de Richmond avait annoncé une adresse au trône contre la continuation de la guerre avec l'Amérique. Chatham, par suite de ses infirmités croissantes, s'était, pendant quelque temps, absenté du Parlement. Il résolut d'assister en cette occasion à la séance et de déclarer que son opinion différait essentiellement de celle du parti de Rockingham. Il était extrêmement surexcité. Ses médecins étaient inquiets et lui avaient hautement conseillé de se calmer et de rester chez lui. Mais il ne voulut rien entendre. Son fils William et son gendre lord Mahom l'accompagnèrent à Westminster. Il se reposa dans le cabinet du chancelier en attendant que la discussion commençât; puis, le moment venu, il s'appuya sur ses deux jeunes parents et se traîna jusqu'à son siége. On s'est souvenu des moindres particularités de cette journée, et on les a soigneusement enregistrées. On remarqua qu'il salua avec beau-

coup de politesse les pairs, qui se levèrent pour les laisser passer, lui et ceux qui le soutenaient. Il avait sa béquille à la main. Il portait, selon sa coutume, un riche habit de velours. Ses jambes étaient enveloppées de flanelle. Sa perruque était si vaste et son visage tellement amaigri, qu'il était impossible de distinguer un seul de ses traits, si ce n'est son nez fortement recourbé et ses yeux qui conservaient encore une étincelle de leur ancien feu.

Lorsque le duc de Richmond eut parlé, Chatham se leva. Pendant un certain temps, il ne parvint pas à se faire entendre; mais enfin sa voix devint distincte et son geste s'anima. Ses auditeurs saisirent çà et là une pensée ou une expression qui leur rappela William Pitt. Mais il était évident qu'il n'était plus lui-même. Il perdait le fil de son discours; il hésitait, il répétait plusieurs fois les mêmes mots, et il était tellement troublé, que, en parlant de l'*Act of settlement* (Acte de succession), il ne put se souvenir du nom de l'électrice Sophie. La Chambre l'écouta au milieu d'un silence solennel, et avec l'apparence d'un grand respect et d'une compassion profonde. Le silence était si complet, qu'on aurait entendu la chute d'un mouchoir. Le duc de Richmond montra dans sa réplique beaucoup de douceur et de courtoisie. Mais, tandis qu'il parlait, on s'aperçut que le vieillard était agité et plein d'irritation. Le duc se rassit. Chatham se leva de nouveau, appuya la main sur sa poitrine et tomba frappé d'apoplexie. Trois ou quatres lords qui siégeaient près de lui le retinrent dans leurs bras. La Chambre se sépara en désordre. Le moribond fut porté chez un des officiers du parlement, et il se rétablit assez pour être emmené à Hayes. Après avoir langui quelques semaines à Hayes, il expira dans sa soixante-dixième année. Sa femme et ses enfants veillèrent auprès de son lit jusqu'à la fin avec la plus anxieuse tendresse, et il avait de nombreux droits à leurs soins. Trop souvent hautain et fantasque envers les autres, il avait toujours été, à l'égard des siens, d'une bonté qui parfois même dégénérait en faiblesse. Toute sa vie, il avait été redouté de ses adversaires politiques, et considéré par ses alliés politiques avec plus de

respect que de sympathie. Mais l'affection qu'avait inspirée dans le petit cercle d'Hayes sa bonté, constamment répandue sous mille formes propres à le faire chérir, paraît avoir été sans aucun mélange de crainte.

Chatham, au moment de sa mort, n'avait pas dans les deux Chambres du Parlement, dix adhérents personnels. Ses erreurs avaient éloigné de lui la moitié des hommes publics du siècle, et les efforts qu'il avait faits pour les réparer lui avait aliéné l'autre moitié. Son dernier discours avait été une attaque simultanée et contre la politique suivie par le gouvernement et contre la politique proposée par l'opposition. Mais la mort rendit à Chatham son ancienne place dans l'affection de son pays. Qui pouvait apprendre sans émotion la fin d'un homme qui avait été si grand et qui depuis si longtemps était resté tel. Les circonstances semblaient en outre appartenir plutôt à la scène tragique qu'à la vie réelle. On ne pouvait penser sans vénération et sans attendrissement à ce grand homme d'État, plein d'années et d'honneur, conduit au sénat par un fils qui lui-même donnait de rares espérances, et frappé au milieu du Conseil tandis que, d'une voix affaiblie, il tâchait de relever l'esprit affaissé de son pays. La médisance était intimidée. La censure, même juste et modérée, était muette. On ne se rappelait que l'admirable génie, que l'austère probité, que les incontestables services de celui qui n'existait plus. Une fois du moins tous les partis furent d'accord. Des funérailles publiques, un monument public, furent votés avec enthousiasme. Les dettes du défunt furent payées. Une pension fut faite à sa famille. La Cité de Londres demanda que les cendres du grand homme qu'elle avait si longtemps aimé et honoré reposassent sous le dôme de sa magnifique cathédrale. Mais la pétition arriva trop tard. Déjà tout était prêt pour l'enterrement à Westminster.

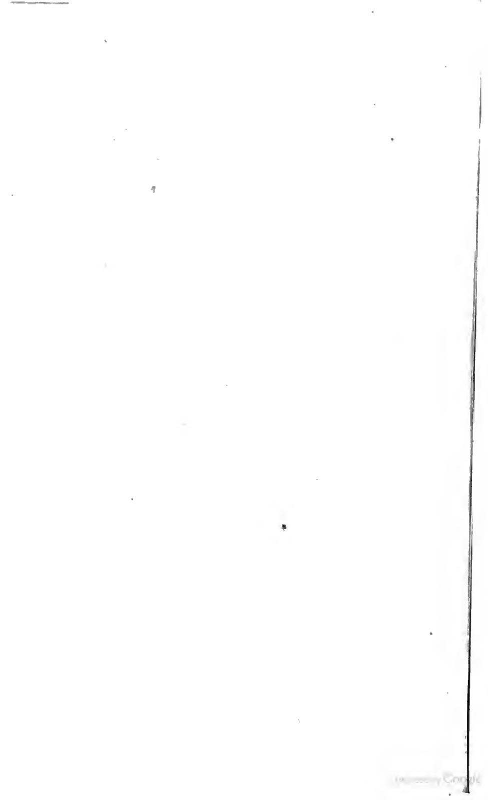
Bien que les hommes de tous les partis eussent d'un avis unanime décerné des honneurs posthumes à Pitt, il n'y eut guère à son enterrement que des adversaires du gouvernement. Le colonel Barré, assisté du duc de Richmond et de lord Rockingham,

portait la bannière seigneuriale de Chatham. Burke, Saville et Duming tenaient les cordons du poêle. Lord Camden se faisait remarquer au milieu du cortége. Le jeune William Pitt conduisait le deuil. Vingt-sept ans après, à une époque sinistre et pleine de péril, le corps épuisé et le cœur brisé de ce dernier furent mis avec la même pompe dans la même terre consacrée.

Chatham repose près de la porte septentrionale de l'église, à une place qui depuis a toujours été réservée aux hommes d'État comme l'autre côté du transsept l'avait longtemps été aux poëtes. Là reposent et Mansfield, et le second William Pitt, et Fox, et Grattan, et Canning, et Wilberforce. Aucun autre cimetière ne renferme les corps de tant de grands citoyens reposant dans un si petit espace. Le monument princier du haut duquel l'image de Chatham, sculptée par une main habile, semble, avec sa face d'aigle et son bras étendu, ordonner encore à l'Angleterre d'avoir bon courage et de braver ses ennemis, domine ces tombes vénérables. La génération qui a élevé ce monument à sa mémoire a disparu. Le temps où l'histoire peut reviser avec calme les jugements téméraires et peu éclairés de ses contemporains sur son caractère, est enfin venu. Et l'histoire, tout en notant, pour l'enseignement des natures violentes, superbes et audacieuses, les nombreuses erreurs de Chatham, dira cependant hautement que parmi les hommes éminents dont les ossements reposent près des siens, il en est à peine un seul qui ait laissé un nom plus pur, et que nul n'en a laissé un plus splendide.

FIN

TABLE



PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1.





